

Une renaturation en béton !

**Comprendre la participation et la nature dans les renaturations de cours d'eau suisses
au regard d'une théorie de la pratique**

Dissertation

zur

**Erlangung der naturwissenschaftlichen Doktorwürde
(Dr. sc. nat.)**

vorgelegt der

Mathematisch-naturwissenschaftlichen Fakultät

der

Universität Zürich

von

Olivier Ejderyan

von

Kriegstetten SO

Promotionskomitee

Prof. Dr. Ulrike Müller-Böker (Vorsitz, Leitung der Dissertation)

Prof. Dr. Hans Elsasser

Dr. Urs Geiser

Zürich, 2008

Remerciements

Je tiens en premier lieu à remercier mes directeurs de thèse, Prof. Dr. Ulrike Müller-Böker et Dr. Urs Geiser, pour le soutien et la patience avec lesquels ils ont accompagné ce travail au sein de l'Unité de Géographie Humaine de l'Institut de Géographie de l'Université de Zurich. Je suis également très reconnaissant au Prof. Dr. Hans Elsasser directeur de l'Unité de Géographie Économique pour sa participation à mon comité de thèse. Je souhaite également exprimer toute ma gratitude à Prof. Dr. Olivier Graefe de l'Unité de Géographie de l'Université de Fribourg et Prof. Dr. Benedikt Korf de l'Unité de Géographie Politique de l'Institut de Géographie de l'Université de Zurich pour leur participation à mon jury de thèse et pour les remarques et conseils exprimés lors de la soutenance.

Je remercie tout particulièrement Dr. Marc Zaugg Stern, mon « collègue en aménagement fluvial » au sein de l'Unité de Géographie Humaine, pour les nombreux échanges au sujet de l'aménagement des cours d'eau suisses et de bien d'autres choses encore. Sara Landolt et Dr. Urs Müller, mes collègues de bureau, m'ont permis d'affiner les aspects théoriques de cette thèse au cours de nos nombreux débats et discussions. Je suis très reconnaissant à Dr. Norman Backhaus de m'avoir permis de prendre le temps nécessaire pour finir cette thèse tout en collaborant au projet *Globalisation and Livelihood Options of People living in Poverty* (GLOPP). Je tiens à remercier Rico Tuor qui a été plus qu'un collègue au sein de GLOPP et m'a également offert son assistance dans la réalisation de certaines illustrations. Je ne serais pas complet sans mentionner l'apport des discussions dans les couloirs de l'institut ou à la cantine avec mes autres collègues de l'Unité de Géographie Humaine, mais aussi ceux de l'Unité de Géographie Économique et de l'Unité de Géographie Politique.

Cette étude a été financée par le projet de recherche Rhône-Thur porté par les instituts fédéraux de recherche EAWAG et WSL, ainsi que l'Office fédéral des eaux et de la géologie (OFEG) et l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP). Je tiens à remercier les directeurs du projet Rhône-Thur, Dr. Armin Peter et Dr. Felix Kienast ainsi que mes collègues Dr. Mathias Buchecker, Dr. Markus Hostmann, Dr. Berit Junker, Dr. Steffen Schweizer et Dr. Bernhard Truffer travaillant sur les aspects décisionnels dans le cadre du Module II.

Je suis également très reconnaissant aux responsables de l'aménagement des cours d'eau en Suisse qui ont enrichi ma recherche aux cours d'entretiens ou lors d'ateliers de travail. À l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), Hanspeter Willi chef de la Division Prévention des dangers et Dr. Jean-Pierre Jordan collaborateur scientifique à la Section Protection contre les crues. De nombreux échanges avec des responsables des cours d'eau valaisans dans le cadre du projet Rhône-Thur m'ont offert des points de comparaison intéressants. En particulier ceux menés avec Dr. Dominique Bérod ingénieur des cours d'eau pour le Canton du Valais, Nicolas Mettan, responsable de l'aménagement du territoire dans le projet de Troisième correction du Rhône et Romaine Perraudin-Kalbermatter, responsable du volet nature et paysage dans ce projet

Les échanges avec Dr. Vincent Luyet, post-doctorant à l'EPFL, et Stéphanie Summermatter, doctorante à l'Université de Berne, ont été très enrichissants et m'ont offerts informations et anecdotes pour ce travail.

Cette étude a également bénéficié de l'apport des travaux de diplôme de Silvan Heuberger et Nicolas Lüscher réalisés au sein de l'Unité de Géographie Humaine de l'Université de Zurich et de celui de Manuela Krähenbühl de l'Unité de Géographie physique.

Je remercie également Louise Taquechel et Dana Hercbergs pour leur lecture du manuscrit et corrections.

Cette thèse n'aurait pas été possible sans la collaboration des personnes impliquées dans le projet de renaturation de la Seymaz. Les remercier nommément est malheureusement contradictoire avec la procédure d'anonymat adoptée dans ce travail. Je tiens particulièrement à remercier les responsables cantonaux et les mandataires qui m'ont donné accès à la documentation nécessaire pour la réalisation de cette étude et ont accepté ma présence au cours des séances de négociation de la Charte Seymaz et du Groupe d'accompagnement. Ma gratitude va également aux agriculteurs et responsables associatifs qui m'ont accueilli et pris le temps de répondre à mes questions.

Je remercie enfin tous mes proches, parents et amis, qui m'ont soutenu, poussé ou retenu quand il le fallait.

Table des matières

Remerciements	iii
Table des matières.....	v
Illustrations.....	vii
Tableaux.....	ix
Liste des abréviations.....	xi
Résumés en français et allemand.....	xiii
English Summary.....	xv
 1 Les renaturations : un défi pour l'aménagement des cours d'eau	 3
 2 Renaturation et participation : plus de nature, plus de société ?.....	 15
2.1 Les renaturations dans les aménagements de cours d'eau en Suisse.....	16
2.2 La nature des renaturations.....	18
2.3 La prise de décision participative.....	25
 3 Pour une approche par la pratique de la mise en œuvre des renaturations.....	 41
3.1 Les pratiques en sciences-sociales.....	42
3.2 Création de possibles et pratique.....	49
3.3 La nature comme pratiques.....	55
3.4 Démarche de la recherche.....	63
3.5 L'analyse des sources.....	74
 4 De la protection des eaux du Léman à la renaturation : l'entrée en politique des rivières genevoises.....	 77
4.1 Du constat aux premières mobilisations.....	77
4.2 La mobilisation associative.....	80
4.3 Quand les autorités parlent de renaturation.....	83
4.4 La renaturation fait sa loi.....	88
4.5 « Changement de philosophie » et conflit entre aménagement hydraulique et Environnement.....	98
4.6 Le démarrage du programme de renaturation.....	101
 5 Pourquoi une renaturation de la Seymaz ?.....	 107
5.1 Une rivière dégradée.....	108
5.2 De conflits en projets environnementaux : vers de nouveaux rapports dans la plaine de la Seymaz.....	112
5.3 Le lancement d'une renaturation de la Seymaz.....	118
 6 La mise en œuvre du projet Seymaz.....	 125
6.1 La renaturation à l'État.....	125
6.2 L'élaboration de l'avant-projet.....	130
6.3 Reprise des négociations.....	160
6.4 La réélaboration du projet par le Groupe d'accompagnement.....	164

7	Qu’y a-t-il à apprendre de la renaturation de la Seymaz ?	193
7.1	La dimension affective	193
7.2	Droit et représentativité : la discussion de la question démocratique dans le Groupe d’accompagnement	197
7.3	Les points de conflits techniques	204
8	Conclusion : la participation entre agencement d’énonciation et agencement machinique	213
	Bibliographie	217
	Annexes	229

Illustrations

Illustration 1	Le bassin de la Seymaz dans le canton de Genève.....	10
Illustration 2	Exemples de représentations de gradations participatives.....	30
Illustration 3	Du virtuel à l'actuel chez Deleuze.....	52
Illustration 4	Représentation des « régimes du possible ».....	54
Illustration 5	Deux représentations de l'activité scientifique	57
Illustration 6	La Haute-Seymaz en 1919.....	108
Illustration 7	Usages multiples sur les rives de la Seymaz.....	126
Illustration 8	Renaturation de la Seymaz et de ses affluents. Organigramme général	129
Illustration 9	Propriété des terrains dans les zones d'emprise dans la région Chambet-Touvière.....	136
Illustration 10	Schéma explicatif de l'intérêt d'un remaniement parcellaire dans le cadre d'un projet de renaturation.....	137
Illustration 11	Résultat du vote sur la création du syndicat d'amélioration foncière.....	141
Illustration 12	Inondation le long de la Touvière.....	148
Illustration 13	Avant-projet de renaturation de la Seymaz.....	158
Illustration 14	Organigramme du projet en 2003.....	164
Illustration 15	Photo du marais de Sionnet pendant le test (Mars 2004).....	178
Illustration 16	Représentation schématique des interactions nappe/ Seymaz.....	180
Illustration 17	Image directrice du projet tel que proposé par le Groupe d'accompagnement en mai 2004.....	183
Illustration 18	Schéma explicatif du système de régulation du plan d'eau et de la gestion des eaux.....	184
Illustration 19	Seuil pour la retenue d'eau sur la Seymaz et échelle à poisson au milieu du lit.....	185
Illustration 20	Vanne mobile au Pont de la Motte.....	186
Illustration 21	Exemple de profil sur le Chambet (vue vers l'aval).....	186
Illustration 22	Exemple de profil d'un élargissement ponctuel sur la Touvière (vue vers l'aval).....	187
Illustration 23	Élargissement ponctuel sur la Touvière (cf. ill. 22).....	187
Illustration 24	Travaux de renaturation sur le Nant du Paradis.....	188
Illustration 25	Passerelle le long de la Seymaz (vue vers l'amont).....	192
Illustration 26	Eau stagnant dans un regard sur la parcelle des Creuses.....	207
Illustration 27	La route longeant la Seymaz à la hauteur des Creuses lors du test.....	210
Illustration 28	Un exemple de technonature : élargissement ponctuel sur le Nant du Paradis.....	216

Tableaux

Tableau 1	Plan de sauvetage en 12 points de la Coordination rivières.....	82
Tableau 2	Les articles relatifs à la renaturation dans la nouvelle loi sur les eaux.....	96
Tableau 3	Liste des objets traitant principalement de l'aménagement de la Seymaz entre janvier 1993 et mai 1998.....	119
Tableau 4	Tableau récapitulatif des volumes d'eau retenue et des surfaces inondées en fonction du débit maximum retenu à Pont Bochet.....	152
Tableau 5	Surfaces et durée de submersion des terres en fonction des scénarios.....	167

Liste des abréviations

AF	Amélioration foncière
AGPN	Association genevoise de protection de la nature (devenue Pro Natura Genève)
AGSP	Association Genevoise des Sociétés de Pêche
ANT	Actor Network Theory
APAA	Association pour la protection de l'Aire et de ses affluents
ARE	Office fédéral du développement territorial (Bundesamt für Raumentwicklung)
ASL	Association de sauvegarde du Léman
CCIG	Chambre de commerce et de l'industrie genevoise
CGA	Chambre genevoise d'agriculture
CIPEL	Commission internationale pour la protection des eaux du Léman
CMNS	Commission des monuments, de la nature et des sites
COPIL	Comité de pilotage
CRFG	Comité régional franco-genevois
DAEL	Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement
DIAE	Département de l'intérieur, de l'agriculture et de l'environnement
DIAEE	Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie
DIEAR	voir DIER. Acronyme erroné figurant dans certains documents retranscrits
DIER	Département de l'intérieur, de l'environnement et des affaires régionales
DTPE	Département des travaux public et de l'énergie
ECCR	European Center for River Restorations
EIE	Étude d'impact sur l'environnement
EPFL	École polytechnique fédérale de Lausanne
IBGN	Indice de qualité biologique global normalisé
LACE	Loi fédérale d'aménagement des cours d'eau
LAT	Loi fédérale d'aménagement du territoire
LPeaux	Loi fédérale de protection des eaux
LPN	Loi fédérale de protection de la nature
NIMBY	Not In My Backyard
OACE	Ordonnance fédérale sur l'aménagement des cours d'eau
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OFAG	Office fédéral de l'agriculture

Une renaturation en béton !

OFEFP	Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage
OFEG	Office fédéral des eaux et de la géologie
OFEV	Office fédéral de l'environnement
ONU	Organisation des nations unies
ONU/CEE	Organisation des nations unies, Commission économique pour l'Europe
PL	Projet de loi
REP	rapport d'enquête préliminaire
SAU	Surface agricole utile
SCE	Service des constructions environnementales
SECOE	Service d'écologie de l'eau
SESA-EH	Service des eaux, des sols et de l'assainissement, division économie hydraulique
SFPNP	Service des forêts, de la protection de la nature et du paysage
SLCE	Service du lac et des cours d'eau
SPE	Société de protection de l'environnement
SRCER	Service de renaturation des cours d'eau et des rives
STEP	Station d'épuration
STS	Science and Technology Studies
UAPG	Union des associations patronales genevoises
UIG	Union des industriels genevois
WWF	World Wide Fund for Nature

Résumés en français et allemand

Une renaturation en béton !

Comprendre la participation et la nature dans les renaturations de cours d'eau suisses au regard d'une théorie de la pratique

La participation des acteurs concernés dans les projets de renaturation est souvent présentée comme augmentant l'acceptation de ces projets, mais au détriment de leur objectif de retour à un état naturel. Cette analyse du processus de prise de décision de la renaturation de la Seymaz, une petite rivière située dans le canton de Genève, montre qu'une telle vision des choses s'appuie sur une conception dualiste dans laquelle nature et société sont des dimensions séparées de la réalité. Nous montrons, à partir de cette étude de cas, qu'une procédure participative non dualiste permet de sortir de conflits autour de la définition de la nature, sans pour autant nuire aux objectifs de renaturation. Ce travail offre ainsi une analyse pouvant contribuer à la mise en œuvre de futurs projets de renaturation.

Gut gebaute Natur

Partizipation und Naturverständnis in schweizerischen Gewässerrenaturierungen im Lichte einer Theorie der Praxis

Im dominanten Renaturierungsdiskurs wird behauptet, dass die Mitbestimmung der Betroffenen zu erhöhter Akzeptanz führt, dies jedoch auf Kosten des Ziels der Wiederherstellung eines natürlichen Zustandes. Diese Analyse des Entscheidungsfindungsprozess bei der Renaturierung der Seymaz, einem kleinen Fliessgewässer im Kanton Genf, zeigt hingegen, dass solche Befürchtungen auf einer Wirklichkeitskonzeption beruhen, in welcher Natur und Gesellschaft als getrennt aufgefasst werden. Mittels eines nicht-dualistischen Partizipationszugangs können Blockaden im Entscheidungsfindungsprozess gelöst und dabei die Renaturierungsziele übertroffen werden. Diese Arbeit stellt somit einen innovativen Anstoss zur erfolgreichen Durchführung künftiger Renaturierungsprojekte dar.

English Summary

A concrete restoration Understanding participation and nature in Swiss river restorations through a theory of practice

Research goals

Until the second half of the 20th Century, Swiss river engineering was done in a spirit of control through technology. It sought to obtain an integral protection against all the possible damages caused by rivers, such as flooding or erosion of the banks. Consequences of this policy were the straightening of river courses, embankment of streams between concrete dykes and drainage of surrounding marshes. However, repeated floods in the second half of the 20th Century as well as awareness of the harms caused to the river ecology by these measures contributed to questioning these practices. Starting from the 1970s, a “change in philosophy” occurred which led Swiss river engineers to turn towards “greener” management measures such as river restorations, in order to bring rivers back to their former state.

Concretely, these new measures meant widening riverbeds to let the water streams digress, to recreate meanders, or to allow flooding in specific areas. The Federal government pushed these new orientations in hydraulic engineering and formalised them in the new Federal Law for River Engineering of 1991. The main goal of this law remains the protection of people and goods against damages caused by water. However the law specifies in its article 4 that this must be reached first through maintenance and that for each intervention the “*natural state of the river must as far as possible be respected, or at least reconstituted.*” These principles were developed in guidelines for river engineers and summarised in the phrase “more space for rivers.”

But more space for rivers also means less space for other activities. The new practices of river restoration frequently lead to land use conflicts with other policy sectors such as agriculture, conservation, drinking water management, regional planning and transportation, among others. In order to find solutions to these conflicts, the Federal Office for Water and Geology (FOWG) in charge of river management pushes for the inclusion of actors concerned by river restoration projects in their planning and implementation phases. Underlying this is the idea that an early participation of concerned people and organisations allows for a better acceptability of the project, because their views and interests can be integrated in the project or because they can be convinced that the project is “good” for them.

While many officers of river management in local governments see participation as a very important factor in the success of river restoration projects and for their legitimacy among the population, they also complain about the time consumption it implies and its non-predictability. In addition, a significant number of them see it as a necessary evil they would prefer to avoid, because it systematically reduces the effect of their projects.

Rather than wondering whether participation is “good” or “bad” for restoration projects or whether it is necessary, we decided to focus on the complication it creates for experts and officers working in river management. In this approach, complication is not understood negatively. It indicates the taking into account of something, which hitherto was neglected or externalised (the non-expert population). The question to ask is then not whether there should be participation or not, but rather **what happens when there is participation in a river restoration project and how does it influence its realisation?**

To answer this question, we study in detail the implementation of a concrete project, the restoration of the river Seymaz that runs in the Eastern part of the canton of Geneva. The above question was treated by tackling several intermediate questions:

- Why was the project Seymaz planned?
- How was participation integrated within the planning process?
- What was negotiated within each involved group and among them?
- What were the effects of these negotiations on the management of the project and its contents?
- How were agreements reached?

These questions guided the research and allowed us, on the one hand, to develop a new approach for the analysis of participatory processes centred on the concept of practices rather than on communication, and on the other hand to learn lessons relevant for people involved in restorations.

Theories of practices in the analysis of river restoration projects

In Chapters 2 and 3 we discuss the notions of restoration and participation which are the main themes of this study and develop an approach based on the concept of practice in order to analyse them.

We start with a review of the scientific and engineering literature on river restoration and focus mainly on the paradox of how restoration – a human activity – can be considered to recreate nature, which in its Modern understanding is ontologically different from any human production. We then look at how scholars from very different disciplines have come to question the environmental value (and efficiency) of restoration because of this impossibility to recreate nature. We conclude that restoration cannot be understood and analysed correctly if one remains in a dualistic ontological scheme of separation between nature and society and that it is therefore necessary to take into account social aspects of nature. Once this link between the social and the natural is established, it becomes possible to account for the role of

participation in restoration projects which by taking into account more social aspects in the projects also contributes to recreate more nature.

We then present how participation is linked to restoration in scholarly texts as well as in practice-oriented guidelines and in concrete projects. We outline the understanding of participation in the Swiss river restoration policy based on a review of legal sources and Federal guidelines. We show that the definition of participation given in the latter documents is minimal and contrast it with definitions given in scholarly and practice-oriented literature on participation. Herein we distinguish between definitions of participation based on specific procedural rules that have a strong normative claim based on a definition where *“participation is understood [...] as the purposive interaction of specific social actors with other social actors in view of achieving specific outcomes”* and advocate the use of the second, scholarly and practice-oriented definition as it is more suited for an analytical approach to understanding how participation takes place.

We show how participation has mainly been analysed through approaches understanding participation as a communicative process. While acknowledging the importance of communication in participation, we outline the limits of communicative approaches in the analysis of decision-making processes in river restoration projects:

- The too strong emphasis on the verbalised aspects of participation.
- The impossibility to take into account environmental processes and non-human species without contradicting the basis of the communicative theory.
- The difficulty to search for creative solutions as the solution is contained in the “best argument.”
- The imposition of one group’s views (the holders of the “best argument”) on others.

As an alternative to communicative approaches we therefore propose a practice-based approach to analyse participatory processes. After reviewing various theories of practices we offer a normative approach to practice, in which a practice can be defined as “any activity engaging a person in such a way that what she does is not equivalent to any other way of doing.” We then propose an approach to the analysis of participation based on this normative definition of practice that will allow overcoming the above-mentioned shortcomings of the communicative approach by:

- Paying attention to the non verbal-aspects of actors but also to the verbal ones (because saying is doing).
- Allowing for creative solutions since the solution is not contained within language but is produced in the encounter between actors.
- Taking into account both human and non-human actors as it is done in science and technology study approaches such as Actor-Network Theory

This approach guides our empirical work, which is based on the case study of the river Seymaz restoration project. The study of participation as a practice constituted by other practices is done through a qualitative analysis of data retrieved by

interviewing of actors involved in the Seymaz project, observation during assistance in the meetings and in project archives.

The politics of river management in the canton of Geneva and the implementation of the river Seymaz restoration project

The empirical results of our research are presented in Chapters 4, 5 and 6.

In Chapter 4, we study how river restorations have become an important issue on the political agenda in the canton of Geneva during the 1990s. Unlike in other Swiss cantons where restorations have been pushed only by river engineering experts and entered the political arena through a top down process or just after major floods, in Geneva river restoration has become a topic pushed both by civil society and its representatives and by experts. There is also a bottom-up dimension in the emergence of restoration as a political object and again, unlike in other Swiss cantons it is rather linked to questions of drinking water quality and environmental matters rather than flood protection. Laws in favour of river restorations were pushed in the local parliament by an advocacy coalition with members ranging from far left to conservative parties and backed by a large number of NGOs. In 1997 a law for river restoration was passed which also provided financing for those projects and the question of river restoration was also a point debated during elections.

In Chapter 5 we show why the Seymaz, a small river running in the eastern part of the canton of Geneva was chosen as a flagship project for the new river restoration policy: It was a very polluted stream with a high potential for improvement, its surroundings are a popular recreation area for urban inhabitants of Geneva, it is the only significant stream that is entirely situated within the cantonal borders, and there had been several environmental conflicts around this area. The chapter also presents these different conflicts as many actors involved in the Seymaz restoration projects have formerly been opponents or allies in those conflicts.

In Chapter 6 we undertake a thick description of the implementation process of the restoration project by retracing its history. The goal is to outline what the actors did during this decision-making process. The Genevese Parliament voted the river Seymaz restoration law in December 1998. A few weeks before, the administration had signed a "Seymaz Charter" with the concerned actors: farmers' representatives of the agricultural world and ecologists committed themselves to support the project in exchange for inclusion in the decision-making process. The goals of the restoration project were to carve out the sources of the Seymaz that had been covered, buy land for the project and propose a complete restoration plan. A group "Charte Seymaz" named after the signed agreement was founded in order to allow the participants to meet and express their views. The call for this group was widely acclaimed by the different actors involved.

However in 2002 after 3 years of discussions, farmers had the feeling that the only role of the group "Charte Seymaz" had was to confirm the decisions taken by the State and that there was no room left for dialogue. They had the feeling that technical solutions in which they were not included or that they could not understand were

presented as the only possible ones. Farmers also estimated that their “history” and their collective life were not taken into account in the project. But they claimed that they still agree with the principle of a restoration. However, officers in charge of the project estimated that these references were only made to slow down the project and refused to take them into account in the first project plan submitted in Spring 2002. As a consequence, the farmers rejected this project and decided to cease their participation in the participatory forum in January 2003. They required direct contact with the engineers in charge of the project implementation. A restricted “accompanying group” composed of engineers, some of the farmers, municipal officers and an environmentalist was called into being and elaborated a new project between August 2003 and December 2004.

In this group the farmers did not face officers saying “it is impossible” but engineers ready to re-examine each of their calculations. Another difference lay in the fact that the local knowledge of the farmers was taken into account seriously by the engineers. But what mainly gained the agreement of the farmers to the project was that their identity-claims were taken into account. That could be done because the engineers modified the restoration project by translating the identity claim in technological measures. Widening the riverbed, recreating meanders was abandoned. Instead of this they proposed the restoration of the Seymaz marshes, which had been drained at the beginning of the 20th century. Paradoxically, whereas this second alternative demanded more agricultural land to be permanently or frequently flooded the farmers accepted this project, estimating that it respected their identity better (as extensive farming is still possible in some part of the marshes) and created an aesthetic landscape. Environmentalists and state officers were satisfied by the positive impact of this measure although it demands human regulation of the water level.

Lessons to be learned from the river Seymaz restoration project

In Chapter 7 and 8 we present the lessons that can be learned from the Seymaz case study and make some conclusions based on those. We first discuss three themes which emerge from the description of the project that played an important role in the blocking of the first project plan but also in the success of the second proposal made by the accompanying group. These three themes are the affective dimension of the project, the blurriness of the public-private divide and finally the importance of the technological dimension in reaching an agreement.

Debates held in the accompanying group were much more emotional than the ones conducted in the Seymaz Charter. The fact that the project had an impact on the farmers’ dwelling place made it significant that the residential as professional dimensions were taken into account. This affective dimension can be seen in the focus put on the aesthetic aspect of the project. Because the Seymaz region is the place of their daily life, the farmers wanted a “nice” project. This had affected the discussion as it shifted power configurations within the group of engineers, giving more strength to architectural expertise than hydrological one.

The project also had another affective dimension through its impact on the farmers’ identity. By withdrawing agricultural land, the project reduces the productive

capacity of producers. This productive capacity is not only a source of income but also contributes to define their position and role within society. This explains why the farmers were reluctant to give away their land, even though the financial gains through ecological subvention were possibly higher than their current income.

These elements show that a river restoration is not only a biological or hydrological project. By taking into account only the "scientific" characters without accounting for the local specificity--in the case of the Seymaz, applying only the natural scientific principles of "good" restoration--would have created a place with only weak links to the local inhabitants. As this study demonstrates, taking into account the aesthetic and identity aspects in an environmental project strengthens or even creates links between the people and the surrounding ecosystems. However this is not sufficient, as it does not take into account the whole set of practices involved in a restoration project. Legal and technical aspect cannot be overseen.

Through the case study of the Seymaz restoration project, we show that within the framework of a participatory process, the concepts of private and public interests are entangled by the actors. However this should not be regarded as a problem or a mark of the ignorance of this divide by the actors, but rather be questioned in order to understand how public and private spheres are locally constructed. One should not lose sight of the fact that the participation generally takes place because a project decided by public authorities conflicts with interests labelled as private (and in many cases also other public interests). It is therefore very important that participatory processes do not start with an already clearly drawn line between what is public and what is private. By allowing a direct negotiation between various types of practices usually referred as private or public interests (for example the management of a farm on one side and the performance of administrative tasks for environmental protection on the other), a participatory process such as that of the Seymaz restoration project shows that the border between the two is far from clear and thus makes it possible to seek solutions in practical matter/ a practical manner?. Private and public are constituted through practices and norms and rules, but also specific devices serving as markers such as fences or specific constructions used to stabilise the divide.

By comparing how the discussions were held in the "Charte Seymaz" forum before 2003 and then in the accompanying group, one can very quickly realize the "technological turn" taken by these discussions. Putting the farmers directly in contact with the engineer in charge of implementing the project pushed the latter to translate the former's request into technical terms. This point best shows the creative potential of participation in our case study. Within the "Charte Seymaz" discussions the partners were proposed solutions elaborated by experts in contact with the administration. These solutions defined the possibilities that could be realised with only marginal modifications to make it acceptable. Within the accompanying group, there were still clearly defined goals that the engineers had to reach, but these goals were conformed to the farmers' interests and preferences and were not used to define what was possible. There was no fixed path to reach the goals. The different wishes expressed by the actors within the discussions produced an "arrangement of

expression” which created possibilities that had not been thought of (or that were considered impossible) such as the restoration of the Seymaz marshes. However the actualisation of these possibilities cannot be conceptualised without paying attention to the content of the different technological solutions. Those solutions are not only an expression or reification of the various interests in the project, but play a role as they modified the behaviour of some actors.

We conclude our study by claiming that participation seen not only as discussion over the possibilities of a project but taken as an open approach based on the different practices concerned can be helpful when constraining goals have been set and that there is a strong potential for conflict around these goals. We complete this argument by stating that to take into account the territorial setting in which the project takes place is necessary in such an approach as the territory allows to take into account the social relationships between the actors, the landscape and all the representations associated with it, and finally the territory is also the receiver of the technological measures that are the materialisation of the agreements reached through participation.

« Critiquer, c'est se désengager de l'action pour accéder à une position externe d'où l'action pourra être considérée d'un autre point de vue, à la façon de ces personnes qui, dans une fête où tout le monde se laisse aller à boire et à danser, demeurent au fond de la salle, sans se mêler à la gaieté ambiante, regardent et n'en pensent pas moins. »

Luc Boltanski, *L'Amour et la Justice comme compétences*, 1990.

« Le monde pervers est un monde où la catégorie du nécessaire a complètement remplacé celle du possible. »

Gilles Deleuze, *Logique du sens*, 1969.

« La science devrait toujours respecter sa fonction essentielle qui est de fabriquer de la pensée et non d'expliquer la vie et de gérer les relations entre les personnes. »

Tobie Nathan, *L'influence qui guérit*, 1994.

1 Les renaturations : un défi pour l'aménagement des cours d'eau

La question de l'aménagement des cours d'eau n'est probablement pas le secteur le plus connu du grand public en matière de politique de l'eau. En temps normal, le tracé des rivières et la forme de leurs berges importent probablement moins aux citoyens suisses que la qualité de l'eau qui sort de leur robinet. Mais lorsque l'aménagement des rivières rejaillit dans les préoccupations quotidiennes, c'est souvent de manière dramatique, suite à des inondations semblables à celles qui ont frappé la Suisse centrale et orientale ainsi que des parties importantes du canton de Berne au mois d'août 2005 ou encore en août 2007. Alors, les images-choc de rues transformées en torrents, les témoignages désespérés de sinistrés et les articles cherchant les causes se multiplient. On explique aux téléspectateurs et lecteurs que ces catastrophes sont le résultat de la canalisation des rivières, du manque d'espace pour retenir le trop plein d'eau ou encore de constructions en zone inondable. On énumère les solutions qui auraient permis d'éviter le drame¹... On cherche des responsables ! Mais au 21^e siècle, ni fatalité, ni dieux, ni démons, ni quelconque groupe ne sont plus désignés comme bouc émissaire. Ce sont les pouvoirs publics, Conseil fédéral, autorités cantonales ou communales que l'on conspue pour n'avoir rien fait².

Rien fait ? Est-ce vraiment le cas ? Au plan fédéral, la Section risques liés à l'eau de feu l'Office fédéral de l'eau et de la géologie (OFEG)³ s'occupe de ces questions. De plus, tous les cantons suisses disposent d'un ou plusieurs services responsables de l'aménagement des cours d'eau – ils existent, nous les avons interrogés (voir : Zaugg *et al.*, 2004) – employant parfois quelques dizaines de personnes. On peut raisonnablement supposer que tous ces gens ne passent pas leurs journées à se tourner les pouces. Au contraire, lorsque nous avons interrogé ces responsables cantonaux en 2004, une nette majorité nous a indiqué une augmentation significative de leur masse de travail au cours des cinq années précédentes (Zaugg *et al.*, 2004). De fait, de nombreux projets d'aménagement de rivières sont en cours de réalisation en Suisse. Ces projets sont menés par les cantons qui selon la Loi fédérale d'aménagement des cours d'eau (LACE) ont la responsabilité de ce secteur, par des

¹ Voir par exemple les articles suivant paru pendant ou juste après les inondations d'août 2005 : « Die Flüsse brauchen mehr Raum. Ein Plädoyer für ein Umdenken im Gewässerschutz, » *Basler Zeitung* du 26.08.2005 ; « Hochwasserschutz ist Naturschutz, » *Der Bund* du 27.08.2005 ; « Die Aare soll mehr Platz erhalten, » *Berner Zeitung* du 31.08.2005.

² Voir par exemple l'article du *Blick* « Die Schweiz in Not – aber wo ist unser Bundesrat ? » du 26.08.2005 ou encore « Hochwasser zwischen Thun und Bern. Vieles hätte nicht geschehen müssen, » *Berner Zeitung* du 26.08.2005.

³ Depuis le 1^{er} janvier 2006, l'OFEG et l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP) ont été intégrés dans une nouvelle entité appelée Office fédéral de l'environnement (OFEV). Dans cette étude, nous emploierons les anciens acronymes, les recherches ayant été menées avant le regroupement.

communes, des syndicats d'aménagement, des acteurs privés ou encore des associations (par exemple Pro Natura dans le domaine de la protection de l'environnement). Si malgré ces nombreux projets, la sécurité contre les crues n'est pas complètement assurée, c'est parce que l'on ne peut pas effacer d'un trait les aménagements réalisés au cours des deux siècles précédents et surtout, parce que la pratique actuelle oblige les responsables à prendre en compte beaucoup plus d'éléments qu'on ne le pense.

Pourquoi les crues font-elles de plus en plus de dégâts ?

L'état actuel des cours d'eau est le résultat de plus de deux siècles d'interventions humaines qui ont contribué à modifier leurs tracés. Toutefois, il n'est pas aussi évident que cela de considérer les canalisations et les corrections comme des « erreurs » commises par les ingénieurs depuis le 19^e jusqu'au milieu du 20^e siècle. Il s'agissait à l'époque, d'une réponse aux obligations auxquelles ils se trouvaient confrontés. Lorsqu'à la fin du 18^e siècle, les premiers grands travaux destinés à drainer de larges pans de territoires régulièrement inondés ou marécageux furent entrepris, les objectifs étaient de permettre un accroissement des surfaces destinées à l'agriculture, mais aussi d'obtenir des terrains constructibles à proximité des cours d'eau pour l'industrie naissante (Zaugg, 2005 ; Speich, 2002 ; Reynard *et al.*, 2000). Ces grands travaux de drainage et de canalisation, la déviation du tracé de certaines rivières et la régulation du niveau des lacs permirent des gains de terres et leur protection contre les inondations. De plus, la canalisation rendit possible une utilisation plus intensive de l'énergie hydraulique ; dans un premier temps pour la motricité de moulins, puis vers la fin du 19^e siècle pour la production d'hydroélectricité. L'aménagement des cours d'eau à des fins de transport fluvial n'a joué en Suisse qu'un rôle marginal et été abandonné assez rapidement, dès les dernières années du 18^e siècle (Zaugg Stern, 2006).

D'après les travaux de l'historien Daniel Speich, ces aménagements s'ancraient dans une optique *moderniste* de maîtrise de la nature à travers le contrôle du régime hydrographique. Dans son étude sur la correction de la Linth, il montre comment la rectification des cours d'eau était perçue par les dirigeants de l'époque comme allant de pair avec une éducation, un redressement⁴ de la population (*Volkserziehung*) vivant dans ces zones jugées peu propices à une vie civilisée (Speich, 2002 : 108-109). La correction permettait d'assécher les zones marécageuses pour les rendre salubres et en polissant le cours du fleuve, policer les mœurs.

Que ce soit dans une perspective de développement ou en réponse à une catastrophe, comme ce fut le cas pour la première correction du Rhône (Summermatter, 2004), la maîtrise de la nature se conjugait à des implications sur l'organisation politique et sociale du pays. Les grands travaux d'aménagement hydraulique n'ont pas seulement permis la protection contre les crues ; parce qu'ils exigeaient une collaboration intercantonale pour laquelle des services administratifs fédéraux furent

⁴ En français, le verbe éduquer s'entend de deux façons qui en allemand se distinguent entre le verbe *erziehen* signifiant forcer un comportement, et *lehren* voulant dire enseigner, instruire.

mis sur pied, ils ont aussi contribué à la construction de l'État fédéral au 19^e siècle, (Speich 2002 ; Summermatter, 2005). Ces grands travaux permirent également d'occuper les chômeurs pendant les périodes de crise économique des années 1920 et 1930 (Burdet, 1975). Enfin, la correction des cours d'eau et le drainage des zones humides ont contribué à la mobilisation nationale pendant la Seconde guerre mondiale avec les travaux entrepris dans le cadre du plan Wahlen pour gagner les terres agricoles qui devaient permettre à la Suisse de se nourrir en période d'approvisionnements réduits (Reynard *et al.*, 2000 :18).

Jusque dans la deuxième moitié du 20^e siècle, l'aménagement des rivières a continué de se faire dans cet esprit de maîtrise du cours d'eau par la technique, en cherchant à obtenir une protection intégrale contre toutes les nuisances possibles. Toutefois, au cours du 20^e siècle, des « conséquences imprévues » (Zaugg Stern, 2006) ont conduit certains acteurs à s'interroger sur l'efficacité d'aménagement « en dur. » Plusieurs éléments ont contribué à cette remise en cause progressive.

Tout d'abord, une prise de conscience que la canalisation et l'endiguement des rivières avaient des conséquences négatives sur le plan environnemental⁵ : en dégradant les rives des cours d'eau qui servent d'habitat pour la flore et la faune (en bétonnant les berges, en supprimant la végétation et par l'homogénéisation du tracé). De « menaçantes, » les rivières sont devenues « menacées. » Avec l'essor des mouvements écologistes et leur poids croissant dans la société à partir des années 1960, une prise en compte de cet aspect négatif devenait inévitable (Zaugg Stern, 2006)

Cette politique a également fini par avoir des effets négatifs en matière de protection contre les crues et de protection de la qualité des eaux. Les corrections, en diminuant la distance d'écoulement par la suppression des méandres et en réduisant la largeur des fleuves et rivières, ont entraîné une accélération de l'écoulement des eaux, accentuant l'érosion des berges et augmentant ainsi le risque de rupture de digue. De plus, dans de nombreux cas, on a constaté un abaissement du fond (toujours en raison de l'érosion) qui, à la longue, met en contact les eaux de surfaces avec celles des nappes phréatiques – en général de meilleure qualité – entraînant des effets négatifs sur les réserves en eau potable.

Ajoutons que l'endiguement a rendu constructibles des terrains qui constituaient jusqu'alors des zones d'expansion pour les crues. D'abord destinés à l'agriculture et à l'industrie, ces terrains ont été de plus en plus densément urbanisés du fait de l'impression de sécurité procurée par les digues. Impression d'autant plus accentuée

⁵ Dès le début du 20^e siècle des voix se sont élevées, essentiellement dans les milieux naturalistes, pour critiquer les effets de l'aménagement hydraulique sur la faune et la flore. Mais en raison des besoins sociaux auxquels répondaient ces travaux, ces voix sont restées très minoritaires, jusqu'à ce que ces effets négatifs se manifestent de manière sensible pour des parties plus larges de la population. Au niveau national, l'Association suisse de protection de la nature avait dès le début du 20^e siècle émis des critiques contre les corrections. Hervé Burdet, indique quant à lui que le naturaliste Robert Poncy mettait en garde contre la disparition d'espèces qu'entraînerait l'assèchement des grands marais dans l'est du canton de Genève à la même période (Burdet, 1975).

que, pendant de nombreuses années, la Suisse n'a pas connu de grandes crues dévastatrices. En raison de cette concentration d'activités, des ruptures de digues ou des débordements dans ces anciennes zones d'expansion ont généralement des conséquences lourdes en termes humains et financiers⁶.

Devant ces effets négatifs et à un moment où la rigueur budgétaire devenait le credo des pouvoirs publics, la question du coût de la protection contre les crues rapporté à son efficacité a fini par se poser, accélérant ainsi les changements dans la pratique de l'aménagement hydraulique.

De l'endiguement aux renaturations

Si l'on prend en compte les deux, voire trois dernières décennies, on constate un véritable « changement de philosophie » dans la gestion des cours d'eau en Suisse. Changement « institutionnel » qui a modifié les normes légales, mais aussi l'organisation des administrations chargées de l'aménagement hydraulique (Zaugg Stern, 2006). Mais comment donc s'est fait cette évolution ? Et surtout, quels en ont été les résultats ?

L'accentuation des différents problèmes évoqués ci-dessus a amené les spécialistes des cours d'eau à chercher des solutions possibles. Ceux-ci ont abouti à la conclusion que, puisque la très grande majorité des problèmes était due aux interventions humaines, rendre aux fleuves et rivières leur aspect antérieur aux corrections permettrait d'y remédier. Concrètement, ces solutions signifient élargir le lit des cours d'eau, leur permettre de divaguer (voire, recréer leurs méandres) ou encore leur permettre de sortir de leur lit en certains endroits lors d'épisodes de crue. Ces nouvelles orientations trouvèrent d'abord écho au niveau fédéral. C'est dans la nouvelle Loi fédérale d'aménagement des cours d'eau (LACE) de 1991 (entrée en vigueur en 1993) constituant le socle légal de l'aménagement des rivières en Suisse que figure l'ensemble de ces principes. L'objectif principal de cette loi reste la protection des personnes et des biens matériels contre les dégâts causés par les eaux (art. 1). Il doit être atteint en priorité par des mesures d'entretien (art. 3) et lors de toute intervention, le « *tracé naturel doit être, autant que possible, respecté, ou à défaut reconstitué* » (art. 4). L'Ordonnance fédérale sur l'aménagement des cours d'eau (OACE) de 1994 détaille les conditions de mise en œuvre de ces dispositions légales, dont la responsabilité incombe aux cantons.

Cet article 4 de la LACE, dont une partie est citée ci-dessus, a ouvert la voie à un développement des projets dits de *renaturation* ou de *revitalisation* des cours d'eau, c'est-à-dire, des mesures destinées à redonner un aspect « naturel » à des éléments de l'environnement altérés par les activités humaines⁷. Les spécialistes considèrent que ces mesures permettent de traiter conjointement la gestion des crues et l'amélioration

⁶ Le coût des inondations de 2005 est estimé à CHF 2,5 milliards par la Confédération (Montant indiqué par le chef de la Section risques liés à l'eau de l'OFEG lors de la conférence de l'Association suisse pour l'aménagement des eaux le 20.01.2006 à Bienne).

⁷ Contentons-nous de cette définition succincte du mot renaturation pour l'instant. Il sera discuté plus en détail dès le prochain chapitre.

écologique des cours d'eau. De plus, elles s'intègrent parfaitement dans l'idée de développement durable diffusée depuis le début des années 1990 (Zaugg Stern, 2006). L'une des mesures préconisées par la Confédération pour permettre ces renaturations de cours d'eau consiste à rendre l'espace qui leur a été pris et qu'ils se réapproprient violemment lors de grandes crues (OFEG, 2000). Cette mesure permet de :

- Régler les problèmes liés aux perturbations du régime hydrologique évoqué plus haut.
- Améliorer la qualité écologique en augmentant la biodiversité.
- Diminuer les coûts de construction et d'entretien.
- Offrir une valeur récréative plus importante aux populations. (OFEG, 2000).

Ces principes, développés dans un premier temps par les autorités fédérales, ont mis un certain temps à se diffuser auprès des praticiens aux niveaux cantonal et communal. Cette diffusion s'est avant tout faite par un processus d'apprentissage autour de projets ponctuels et concrets (voir par exemple : Zaugg Stern, 2006 pour le cas de la Thur). Ces principes semblent aujourd'hui largement admis (Zaugg *et al.*, 2004).

Les politiques de la renaturation

Mais qui dit plus d'espace pour les cours d'eau, dit moins d'espace pour d'autres activités. L'aménagement des rivières empiète donc de plus en plus fréquemment sur d'autres secteurs des politiques publiques comme l'agriculture, la protection de la nature, l'aménagement du territoire, les transports et bien d'autres encore. Que ce soit au niveau de l'administration, lorsque les objectifs d'une renaturation entrent en contradiction avec ceux de l'aménagement du territoire, ou au niveau des populations, lorsqu'un paysan voit ses champs servir de bassin de rétention, il n'est pas étonnant de constater que malgré un large consensus sur l'efficacité des renaturations, la mise en œuvre de projets concrets rencontre des oppositions parfois vives. Afin de trouver des solutions à ces différents conflits, l'OFEG pousse les maîtres d'ouvrage de projets d'aménagement hydraulique à inclure les acteurs concernés dans la mise en œuvre. Ce qui sous-tend cette pratique, est l'idée qu'une *participation* précoce des personnes et des organisations concernées permet une meilleure *acceptabilité* du projet, soit que leurs points de vue peuvent y être intégrés, soit par un processus pédagogique.

L'idée que les personnes directement concernées par des projets publics ou privés puissent participer à leur réalisation s'est fortement développée à la fin du 20^e siècle en opposition à l'idée que la mise en œuvre de tels projets devait se faire de manière hiérarchique et linéaire en s'appuyant exclusivement sur les recommandations de quelques spécialistes. Il n'y a pas de cause unique et clairement identifiable qui permette d'expliquer cet essor de la participation, mais on peut en esquisser une généalogie remontant à plusieurs sources.

La première peut se trouver dans les mobilisations des « nouveaux mouvements sociaux » des années 1970 (entre autres autour de l'environnement) réclamant une plus grande autonomie de la part des citoyens dans la gestion de leurs affaires.

L'inclusion de nombreux militants de ces groupes contestataires dans les circuits classiques de la politique aura contribué à y faire accepter l'idée qu'une plus grande implication des citoyens est légitime (Barthélémy, 2000).

Deuxièmement, une remise en cause des procédures technocratiques liée à une perte de confiance dans l'infailibilité des scientifiques et des experts. La deuxième moitié du 20^e siècle a montré à plusieurs reprises que la science et la technologie n'étaient pas seulement facteurs de bonheur et de progrès, mais pouvaient également engendrer des risques et des dégâts pour les écosystèmes, comme l'illustrent les grandes catastrophes technologiques ou la dégradation de l'environnement au niveau planétaire (Beck, 2001 ; Ejderyan, 2007b).

Enfin, un troisième facteur de l'essor de la participation peut être vu dans une tendance à une modification de l'investissement d'État en matière de politiques publiques. Suite à la réduction des dépenses publiques dans de nombreux domaines, notamment l'aménagement du territoire où ce retrait se fait particulièrement ressentir, les pouvoirs publics tendent à une dévolution de la mise en œuvre des projets d'aménagement à des institutions privées ou mixtes (Barthélémy, 2000 ; Ruegg, 1992). Une plus grande participation de la population et d'autres organisations est alors considérée comme permettant une « *nouvelle gouvernance* » demandant moins de dépenses publiques (OCDE, 2001).

L'OFEG présente la participation comme un moyen de mettre en œuvre la gestion durable des cours d'eau puisque les sources de la participation renvoient aux trois piliers du développement durable (société, économie et environnement). Tout comme les nouvelles mesures de protection contre les crues, la participation semble aussi être largement acceptée par les responsables de l'aménagement hydraulique⁸. De plus, elle devrait servir de critère pour l'attribution des subventions fédérales pour les projets aux cantons⁹.

Le rapport des praticiens de l'aménagement hydraulique à la participation est ambigu. Quelques-uns la saluent comme une innovation intéressante et y voient le meilleur moyen de faire aboutir les projets. Mais beaucoup la présentent comme un mal nécessaire avec lequel ils doivent vivre. Pour certains d'entre eux, la participation devrait essentiellement contribuer à ce que la population accepte les projets tels qu'ils

⁸ Lors de la Conférence de l'Association suisse d'économie des eaux du 20.01.2006, de nombreux responsables cantonaux sont intervenus et tous ont souligné l'importance de la participation dans leur pratique (observations personnelles).

⁹ Jusqu'en 2008, l'OFEG subventionnait les projets d'aménagement hydrauliques dans les cantons en fonction de la capacité financière de ceux-ci (Zaugg *et al.*, 2004). À partir de 2008, dans le cadre de la nouvelle péréquation financière, l'OFEV (dans lequel l'OFEG a été intégré) accorde une enveloppe financière de base à tous les cantons pour l'aménagement des cours d'eau dans le cadre du financement général de la politique de gestion des risques. Cette enveloppe est complétée par des financements supplémentaires pour chaque projet, en fonction de leur compatibilité avec les lignes directrices de la Confédération. Dans le cadre de l'aménagement des cours d'eau, l'un des critères de compatibilité est l'existence ou non de procédures d'inclusion des populations concernées (Informations recueillies dans le cadre de réunions de travail avec les responsables cours d'eau de l'OFEG et des responsables cantonaux, 2005 ; cf. OFEV, 2008).

ont été pensés par les spécialistes. La participation est alors conçue comme une forme d'information ou de communication. Enfin, pour d'autres, la participation est avant tout une cause de complication ou d'échec de certains projets. Soit qu'il faille prendre trop de temps pour expliquer des choses qu'on aurait pu faire plus vite, soit parce que des intérêts privés sont venus modifier le projet (Zaugg *et al.*, 2004).

Ceux qui ont cru, et ceux qui croient encore, que la participation est un remède miracle permettant des mises en œuvre sans problème ont dû déchanter ou déchanteront bientôt. Le risque est alors grand que la participation ne soit pratiquée que de manière alibi pour répondre à une exigence légale ou, plus simplement, abandonnée. Dans le premier cas, il y a fort à parier que des citoyens se sentant manipulés entrent en conflit avec la direction de projet. Dans le second cas, on se retrouverait dans l'incapacité de résoudre les conflits d'intérêts sauf à revenir à un arbitrage hiérarchique ou à l'expropriation. On obtiendrait alors dans ces deux cas, des conflits plus durables que l'aménagement des cours d'eau.

Dans une situation où il doivent justifier de l'intérêt de leurs projets devant des exécutifs et des législatifs qui ont pour lubie la recherche d'économies à tout prix, où des divergences de priorités surviennent avec leurs collègues des autres secteurs de l'administration et où les particuliers voient d'un mauvais œil toute atteinte à leur propriété, on conçoit qu'il n'est effectivement pas facile pour les personnes en charge de mettre en œuvre la nouvelle politique d'aménagement des cours d'eau et que des ouvrages inadaptés ne soient pas encore remplacés¹⁰.

Problématique

Il serait pourtant trop facile de mettre cette lenteur de l'évolution sur le compte d'intérêts particuliers (émanant d'acteurs privés ou publics) s'opposant à un intérêt général et figeant tout. L'implication des différents acteurs concernés dans l'élaboration des projets d'aménagement hydraulique a justement pour objectif de tenir compte de ces intérêts et permettre une meilleure mise en œuvre des projets. Cette mise en relation du public et du privé et les négociations qui en découlent aboutissent à ce que la participation soit perçue tant comme un élément indispensable pour le succès d'un projet, que comme un facteur d'échec.

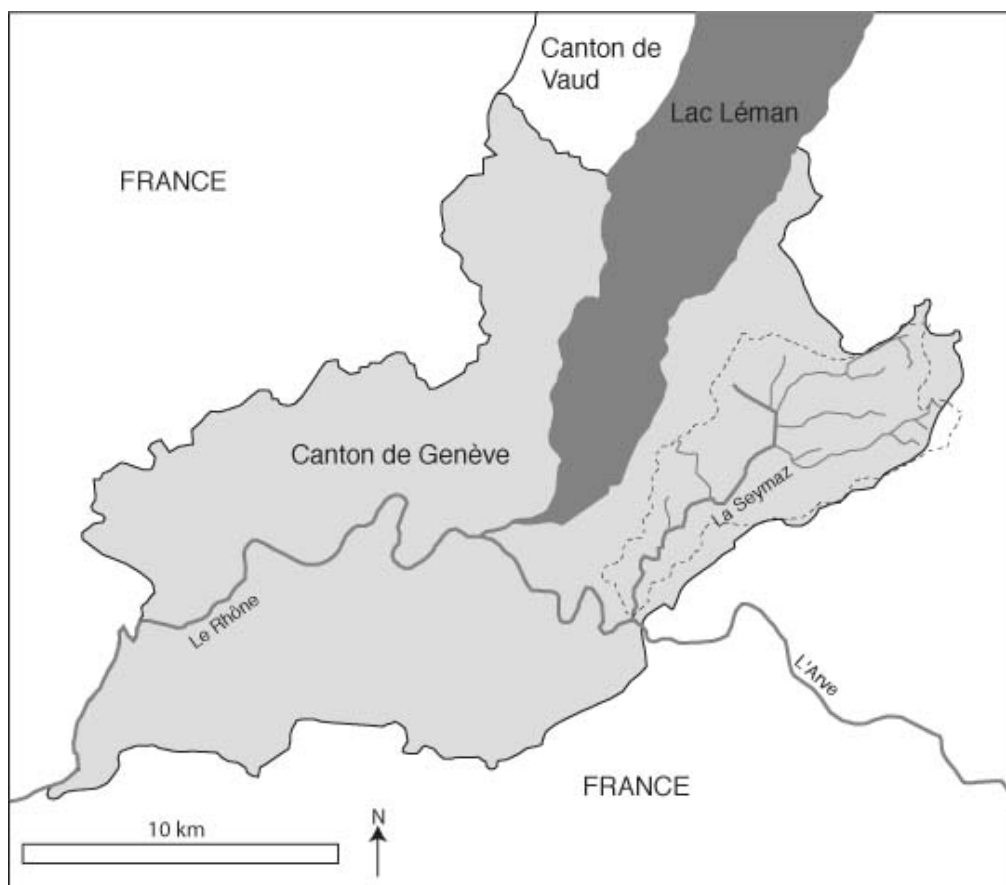
Plutôt que de se demander si la participation est « bonne » pour les projets et s'il en faut plus ou moins, il nous semble plus judicieux de nous intéresser, pour reprendre un terme de la philosophe Isabelle Stengers (1997b, 2006b) à la *complication* qu'elle constitue pour le travail des praticiens. Ce terme de complication ne sous-entend pas seulement un aspect négatif. Elle indique avant tout la prise en compte de quelque chose qui a été jusqu'alors négligée ou extériorisée (la population non experte en matière d'aménagement hydraulique) mais qui est pourtant partie intégrante du problème posé (la protection contre les crues, l'état des cours d'eau). La participation est une complication au sens où elle est une nouvelle donnée qui vient rendre complexe les problèmes qui se posent aux responsables des cours d'eau.

¹⁰ « Geldmangel bremst Hochwasserschutz Sparmassnahmen bei Bund und Kantonen sowie Einsprachen verzögern Wasserschutzprojekte », *NZZ am Sonntag* 28.08.2005

Une renaturation en béton !

Il ne s'agit donc plus de se demander s'il faut ou non prendre en compte la population dans l'aménagement des cours d'eau, mais **comment cette prise en compte d'intérêts divers influence la réalisation d'un projet de renaturation, depuis sa formulation politique, jusqu'à la réalisation ?**

Illustration 1 Le bassin de la Seymaz



Carte: O. Ejderyan, d'après [d-194]

Pour répondre à cette question, nous avons choisi de nous plonger plus en détail dans la réalisation d'un projet concret. Pour cela, nous sommes allés voir du côté de Genève, l'un des cantons les plus actifs dans ce domaine, puisqu'un vaste programme de renaturation y a été lancé par le Conseil d'État en 1998 et qu'il y existe même, fait unique en Suisse en 2008, un Service de renaturation des rives et des cours d'eau¹¹. Nous examinerons plus en détail le projet de renaturation de la Seymaz (ill. 1), petite rivière de 10,8 km de long qui coule dans la partie orientale du canton et qui présente

¹¹ Par contraste avec les dénominations telles que service d'aménagement des eaux, de construction hydraulique, d'économie des eaux, etc. adoptée dans les autres cantons.

la particularité d'être le seul cours d'eau d'importance dont l'ensemble du bassin versant se trouve en territoire genevois.

L'étude de ce projet de renaturation se révélera intéressante pour tenter de répondre à notre question, dans la mesure où un grand nombre d'acteurs ont été intégrés dans une phase précoce du projet. Mais ce projet est également intéressant car la participation y a été pratiquée de manière différente au cours des sept années qu'a duré la réalisation.

Les crédits pour la renaturation de la Seymaz ont été votés par le Grand Conseil genevois en décembre 1998. Auparavant, l'administration avait signé une « Charte Seymaz » avec les acteurs concernés : représentants du monde agricole et écologistes s'engageaient à soutenir le projet de loi devant le Grand Conseil et seraient intégrés dans l'élaboration du projet. Ce premier volet visait à réaliser une remise à ciel ouvert de la rivière sur une parcelle appartenant à l'état, acquérir des terrains pour permettre la renaturation et poursuivre les études en vue de présenter un projet de renaturation de la partie canalisée. Un groupe « Charte Seymaz » fut instauré afin de permettre aux différentes parties de s'exprimer sur le projet. Sa mise en place fut saluée par l'ensemble des participants. Pourtant, lorsqu'à l'été 2002 un avant-projet fut présenté aux membres de la Charte, celui-ci fut refusé par les agriculteurs. Après une période de blocage d'environ un an, un Groupe d'accompagnement fut mis sur pied, parallèlement à la Charte, aboutissant à un nouvel avant-projet présenté à la fin de l'année 2004 et accepté par l'ensemble des partenaires. Ce deuxième projet, très différent du premier, abandonnait une partie des interventions sur le tracé du cours d'eau au profit de la création d'un marais. Les travaux pour sa réalisation ont débuté à l'automne 2005 et leur première phase s'est achevée au début de l'été 2006 (voir l'annexe 1 pour une chronologie du projet).

Dans cette étude, nous traiterons la question de l'influence de la prise en compte des personnes concernées dans le cadre d'un projet de renaturation en abordant plusieurs questions intermédiaires :

- Qu'est-ce qui a conduit au lancement du projet de renaturation de la Seymaz ?
- Comment s'est organisée la prise en compte des différents intérêts dans le cadre de l'élaboration du projet de renaturation de la Seymaz ?
- Qu'est-ce qui a été négocié au sein de chacun des groupes et entre ces groupes ?
- Quels ont été les effets de ces négociations sur la conduite du projet et sur son contenu ?
- Comment est-on parvenu à faire tenir l'accord ?

Ces questions nous guideront au cours de cette étude et nous permettront, après que nous y ayons apporté des éléments de réponse, de développer une nouvelle approche pour l'analyse d'un processus participatif, centrée sur la pratique plutôt que sur les seuls aspects communicatifs d'un tel processus. Cette approche nous permettra également de tirer des leçons pertinentes pour les praticiens des renaturations à partir de l'étude de cas de la Seymaz.

Organisation de l'étude

On retrouvera des éléments de réponse à ces questions dans les différentes parties de cette étude organisée de la façon suivante :

Dans le chapitre 2 suivant cette introduction, nous aborderons les notions de renaturation et de participation et montrerons comment elles se retrouvent liées aujourd'hui dans l'aménagement des cours d'eau. Ce chapitre sera l'occasion de présenter les différentes définitions de chacune de ces notions et voir comment celles-ci se manifestent dans le cadre de la politique suisse d'aménagement des cours d'eau. Nous discuterons différentes approches en sciences humaines qui s'appuient sur le concept de communication et offrent des outils utiles pour l'analyse de la participation dans les projets de renaturation, mais verrons également les limites de telles approches.

Le chapitre 3 sera l'occasion, à partir de l'état des lieux fait au chapitre 2 de présenter notre démarche. Nous développerons les bases théoriques d'une approche par la *pratique* sur laquelle nous appuierons notre analyse. Une telle approche nous permettra d'étudier le projet en tant qu'*événement* ouvrant la voie à de nouveaux *agencements* matériels et immatériels autour de la Seymaz, agencements rendus possibles par le processus participatif. Ce chapitre détaillera également la manière dont nous avons conduit l'étude. Il justifiera le choix d'une étude de cas pour répondre à nos questions et indiquera les différentes sources utilisées pour la production des données.

Dans le chapitre 4, nous retracerons l'émergence de la question de l'aménagement des rivières en tant que problème politique dans le canton de Genève. Nous montrerons comment, à la différence d'autres cantons suisses, la question des renaturations a été posée à travers celle de la qualité des eaux (et non celle de la protection contre les crues). Nous verrons comment les différents acteurs politiques (monde associatif, parlement et exécutif) ont contribué à la mise en œuvre effective d'une politique de renaturation à travers leur engagement mais aussi comment cet engagement fort de la part de certains acteurs a contribué à la saillance de la question des renaturations à Genève, donnant une dimension politique importante aux projets lancés.

Le chapitre 5 présentera le bassin de la Seymaz et les raisons qui ont poussé au lancement du projet de renaturation de cette petite rivière. Il évoquera également des événements antérieurs survenus dans cette région et ayant leur importance pour comprendre le déroulement de la réalisation du projet de renaturation. Les liens opérés par les acteurs entre ces événements et le projet de renaturation leur donneront un caractère de *contexte* ayant son importance pour le projet, même si ils ne relèvent pas au sens strict de l'aménagement des cours d'eau.

La réalisation du projet de renaturation sera relatée au chapitre 6. Nous retracerons de manière chronologique les différentes étapes depuis le lancement et l'enthousiasme initial jusqu'au blocage d'un premier avant-projet en 2002, puis la reprise des négociations et l'aboutissement du projet en 2005. Nous aborderons cette réalisation en décrivant de manière détaillée les événements les plus marquants ainsi que les réactions de chacun des acteurs. Nous tenterons en particulier de montrer à chaque

fois comment on a abouti à une situation particulière et comment il a été possible de passer à l'étape suivante. Nous considérons que l'étude de ces moments-clés nous offre les enseignements les plus intéressants pour tenter de comprendre l'apport de la participation dans le cadre des projets de renaturation de cours d'eau.

Enfin, dans le chapitre 7, nous reviendrons sur la réalisation de ce projet. Nous analyserons quelques thématiques abordées dans la description afin d'examiner plus en détail les leçons qui peuvent en être tirées. Il s'agira plus particulièrement des questions liées à l'esthétique du paysage, de la nature démocratique d'un processus participatif et de la capacité d'un tel processus à prendre en compte la dimension technique, sans perdre son caractère participatif.

Nous concluons cette étude en reprenant les concepts présentés dans le chapitre 3 et en explicitant leur pertinence pour l'étude de processus participatifs de prise de décision, en particulier ceux concernant les politiques environnementales.

2 Renaturation et participation : plus de nature, plus de société ?

Comme nous l'avons indiqué en introduction, la politique d'aménagement durable des cours d'eau promue par la Confédération s'appuie sur des mesures de renaturation afin d'atteindre les objectifs inscrits dans la LACE. Elle prône la participation pour permettre une meilleure mise en œuvre de ces mesures. On peut d'une certaine manière, dire que cette politique d'aménagement donne à la fois plus de place à la nature, en rendant leur aspect naturel aux cours d'eau, mais aussi à la société en permettant à un plus grand nombre d'acteurs de participer à la prise de décision.

On pourrait s'appuyer sur ce constat pour affirmer que c'est là que réside tout le problème de la mise en œuvre de cette politique. En effet, ne nous a-t-on pas appris que nature et société relevaient de deux ordres ontologiques¹² distincts ? Depuis Platon en passant par Kant jusqu'à Habermas aujourd'hui, les penseurs occidentaux ont aménagé ou renouvelé cette distinction, mais elle n'a jamais complètement disparu de notre façon de penser. À partir du 19^e siècle, les penseurs modernes ont érigé cette séparation en axe central de toute l'organisation de leur monde, en ont fait – en reprenant une expression utilisée par Bruno Latour – une « *Constitution*¹³ » à article unique qui :

« institue la séparation entre le pouvoir scientifique chargé de représenter les choses, et le pouvoir politique chargé de représenter les sujets. » (Latour, 1991a : 46).

Si l'on devait s'en tenir à cette « *Constitution* », la renaturation d'un cours d'eau relevant du domaine des « *choses*, » ce serait au « *pouvoir scientifique*, » et à son prolongement dans le domaine politique – l'expert – de définir ce qu'est une renaturation.

Nous entendons ici expert au sens d'expert moderne (Ejderyan, 2007a), c'est-à-dire d'un individu dont le savoir a été acquis et/ou légitimé à travers une reconnaissance par l'État (qu'il s'agisse d'un diplôme académique sanctionnant une formation, ou

¹² L'ontologie est la métaphysique de la réalité des êtres, c'est-à-dire qu'elle cherche à comprendre ce que le monde *est*. L'ontologie se focalise sur la définition de l'*essence* des entités qui peuplent le monde. La principale distinction ontologique dans les sociétés occidentales est entre ce qui relève du monde de la nature et ce qui relève du monde des idées. Cette distinction se présente également sous d'autres termes comme objet/sujet, nature/société, fait/idée ou encore nature/culture.

¹³ Bruno Latour dans son ouvrage *Nous n'avons jamais été modernes* développe cette notion de constitution : « La séparation moderne entre le monde naturel et le monde social a le même caractère constitutionnel [que celle entre judiciaire et exécutif], à ceci près que personne jusqu'ici ne s'est mis dans la position d'étudier symétriquement les politiques et les scientifiques puisqu'il semblait ne pas exister de lieu central. En un sens, les articles de la loi fondamentale portant sur la double séparation ont été si bien rédigés qu'on l'a prise pour une distinction ontologique. » (Latour, 1991a : 24).

une reconnaissance d'un savoir acquis par l'expérience à travers l'attribution d'une charge administrative)¹⁴.

Puisque dans la nouvelle politique fédérale d'aménagement des cours d'eau, les citoyens peuvent être amenés à donner leur opinion sur des choses de la nature, on pourrait donc affirmer qu'il n'est pas étonnant qu'il y ait des conflits. Au risque de nous répéter, nous rappelons, comme cela a déjà été dit en introduction, que la participation de la population a justement été développée pour tenter d'éviter ou de résoudre les conflits surgissant lors de la mise en œuvre d'un projet d'aménagement hydraulique pilotée par les seuls experts.

Dans ce chapitre, nous présenterons les notions de renaturation et de participation et tenterons de montrer que si l'on se place dans la perspective dualiste de la constitution moderne, une mise en œuvre conjointe de ces deux volets devient très difficile. Nous explorerons dans un premier temps l'activité de renaturation en tentant de voir comment ses praticiens la comprennent, en particulier concernant son caractère naturel et l'intégration des populations dans l'élaboration des projets. Nous présenterons ensuite, la manière dont cette intégration des acteurs est justifiée dans le cadre de l'aménagement des cours d'eau en Suisse. Puis nous montrerons ce qui sous-tend cette idée et aborderons brièvement quelques aspects du débat sur la participation, pertinents dans leur relation avec la question de la renaturation, notamment l'aspect spatial et l'aspect environnemental. Nous verrons toutefois qu'il subsiste des problèmes quant au rapport entre les participants et les experts si l'on considère la participation uniquement comme un processus communicatif et discuterons donc les limites d'une telle approche.

2.1 Les renaturations dans les aménagements de cours d'eau en Suisse

En introduction, nous avons esquissé l'évolution de la politique d'aménagement des cours d'eau en Suisse en évoquant le passage d'une pratique basée essentiellement sur une idée de maîtrise de la nature par des interventions lourdes dans le paysage, telles que la réalisation d'ouvrages en « dur » (digues en béton, enrochements, gabions, etc.). Ce type de pratique de l'aménagement des cours d'eau a été qualifié de *moderniste* (Speich, 2002) car il s'appuyait sur l'idée d'une maîtrise de la nature par la société et réifiait la différence entre les deux, les humains devenant maîtres de la nature en se l'appropriant par la connaissance. Cette impression de maîtrise de la

¹⁴ Le pouvoir pris par les experts dans les processus de prise de décision dans le courant du 20^e siècle a fait l'objet de nombreuses critiques en sciences sociales. Des travaux ont montré que dans bien des situations, le savoir des experts n'était que partiel, les connaissances des populations locales acquises par l'expérience pouvant se révéler plus exactes que celles des experts sur certains points précis (voir par exemple Garin et Rinaudo, 2003 pour un exemple sur la gestion de l'eau). Ces résultats ont conduit certains à remettre en cause la notion d'expert ou à arguer que tout le monde est expert sur un point ou un autre. D'autres auteurs préfèrent toutefois réserver le qualificatif expert aux seuls experts modernes tels que nous les avons définis ici, afin de distinguer la singularité du mode de légitimation de leur connaissance (Stengers, 1997a ; Stengers et Benseaude-Vincent, 2003).

nature a été battue en brèche, d'abord par les conséquences négatives des aménagements relevées par les spécialistes et les défenseurs de la nature, puis par les crues qui se sont répétées dans le dernier quart du 20^e siècle. Nous allons voir ici dans quelle mesure l'idée même de renaturation ébranle une conception moderniste de l'aménagement des cours d'eau.

La LACE a été modifiée en 1991 afin d'ancrer dans la loi les nouvelles conclusions des experts face aux effets négatifs des anciennes pratiques d'aménagement hydraulique. Le nouveau texte stipulant que lors de toute intervention sur un cours d'eau « *le tracé naturel doit être, autant que possible respecté, ou à défaut reconstitué* » est entré en vigueur en 1993 et prévoit l'encouragement financier de ces mesures dans son article 7 indiquant que la Confédération peut accorder des subventions :

« *aux cantons à capacité financière moyenne ou faible afin de rétablir dans un état proche de l'état naturel des eaux auxquelles des ouvrages ont porté atteinte.* » (LACE, article 7).

Concernant les mesures de renaturation, l'OACE précise que :

« *Les mesures visant à rétablir la dynamique naturelle des eaux et la trame des habitats naturels, en particulier les remises à ciel ouvert et la création, en quantité suffisante, de zones tampons et de transition entre la terre ferme et l'eau, sont prioritaires.* » (OACE, Article 6).

Une enquête réalisée à la fin de l'année 1994 (Lehmann et Imhof, 1995) montrait que le « *réaménagement naturel* » était encore une pratique minoritaire dans l'aménagement des cours d'eau au niveau cantonal en Suisse à l'époque. Seuls 4 cantons disposaient alors de concepts ou de directives pour cela.

En 1999, la LACE a été modifiée pour intégrer la notion d'« *espace minimal réservé* » (art. 21) afin de préciser la notion vague de « *tracé naturel*. » Cet article a servi de base à la stratégie « *Réserver de l'espace pour les cours d'eau* » (OFEG, 2000). Afin d'en faciliter la mise en œuvre, l'Office fédéral des eaux et de la géologie (OFEG), l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP) en collaboration avec l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) et l'Office fédéral pour le développement territorial (ARE) ont édité en 2003 un document intitulé *Idées directrices cours d'eau Suisse* (OFEFP et al. 2003). Ce document est destiné à orienter les praticiens au niveau cantonal mais aussi les mandataires afin que les aménagements qu'ils réalisent, soient en conformité avec les nouveaux principes de la LACE. Ce document, que beaucoup de praticiens utilisent effectivement dans le cadre de leur travail¹⁵ (Zaugg et al., 2004) reprend l'idée d'offrir plus d'espace aux cours d'eau afin que ceux-ci puissent remplir leurs « *fonctions* » de protection contre les crues, biologiques, de fournisseurs d'eau potable et retrouvent un état le plus « *naturel* » possible (OFEFP et al., 2003 : 1). De plus, le document indique que conformément aux principes du développement

¹⁵ Seuls 12 cantons signalaient avoir intégré toutes les exigences de la LACE dans leur législation. Toutefois, un grand nombre d'entre eux signalait que l'intégration n'était pas forcément faite dans la loi cantonale d'application de la LACE, mais passait aussi par l'intermédiaire d'autres textes plus ou moins contraignants comme le plan directeur cantonal, les plans de zones ou des règlements en matière de construction (Zaugg et al., 2004 : 11-14)

durable, l'application de ces idées directrices devrait se faire en impliquant l'ensemble des acteurs concernés dans la prise de décision.

Pourtant, malgré toutes ces directives, seule une minorité de praticiens déclarent être en mesure de réaliser des projets uniquement de renaturation. Ils indiquent que de nombreux intérêts s'y opposent mais aussi qu'il est devenu très difficile de réaliser un projet de renaturation qui n'intègre pas des mesures de protection contre les crues en raison de la pression pesant sur les finances publiques.

2.2 La nature des renaturations

Histoire de l'idée de renaturation

Les paysages liés à l'eau sont aujourd'hui parmi ceux que l'on cherche le plus fréquemment à renaturer en Suisse qu'il s'agisse des rivières, des zones alluviales ou des marais (Hall, 2005 : 210). Il y a d'une part l'argument déjà évoqué que des cours d'eau décanalisés offrent une meilleure protection contre les crues. On peut aussi rajouter à cela que les cours d'eau et les marais sont des espaces dont la superficie a été considérablement réduite au cours du 20^e siècle, du fait des interventions humaines. Enfin, un argument écologique met l'accent sur la mise en réseau des écosystèmes et l'amélioration globale des paysages par l'action sur les cours d'eau (OFEFP, 2002 : 62).

L'idée que des écosystèmes ayant été fortement modifiés ou altérés par les activités humaines devraient être reconstitués à un état identique à celui avant intervention a germé au début du 20^e, en Amérique du Nord. Elle trouve ses racines dans le contexte de disparition de la *frontier* au cours du 19^e siècle, mettant fin à l'impression d'un monde illimité en constante expansion et faisant prendre conscience de la menace pour l'environnement que constituait l'activité humaine. Au même moment, en Europe occidentale, on assistait aux premières prises de conscience d'une dégradation importante de l'environnement liée l'essor de l'industrie (Larrère et Larrère, 1997).

Les prémisses de la renaturation se trouvent dans deux types de démarches. D'une part le « jardinage restauratif » (*restorative gardening*) pratiqué en Europe à partir de la renaissance (Hall, 2005), qui s'appuie sur l'idée que les interventions humaines peuvent améliorer la nature ou réparer ce que la nature a elle-même dégradé (par exemple un jardin non entretenu, dans lequel apparaissent des mauvaises herbes). Pour Marcus Hall (2005), cette vue se base sur une tradition essentiellement européenne dans laquelle la nature menace les œuvres de culture. Au cours du 19^e siècle, l'idée que les humains peuvent également constituer une menace pour la nature va connaître un essor, en particulier sur le continent américain. L'arrivée massive de nouveaux migrants et l'industrialisation rapide de l'espace nord-américain vont révéler la vitesse à laquelle des écosystèmes vierges d'intervention humaine (ou supposés tels¹⁶) peuvent disparaître. Cette prise de conscience a eu pour conséquence une volonté de soustraire certains espaces à l'influence humaine (c'est ce

¹⁶ La présence de populations autochtones est souvent oubliée dans ces récits.

qu'on appelle la logique de conservation, qui a donné naissance aux premiers parcs nationaux), mais aussi de préserver des ressources naturelles comme par exemple les réserves en bois menacées par la régression rapide des forêts en raison de la forte demande (notamment pour les traverses de chemin de fer). C'est ainsi que vers le début du 20^e siècle, sous l'impulsion de Gifford Pinchot premier directeur du *United States Forest Service*, s'imposa l'idée de replanter des forêts afin de renouveler ces ressources en bois¹⁷ (Larrère et Larrère, 1997). L'idée de Pinchot de recréer des forêts pour en exploiter le bois va inspirer l'un de ses élèves, Aldo Leopold (que l'on peut considérer comme le fondateur de l'éthique environnementale) dans son idée de restauration écologique d'espaces altérés par les humains, aussi appelée « *reparative naturalizing* » (Hall 2005). En 1935, Leopold sera à l'origine d'un des premiers grands projets de renaturation, celui de restauration de la prairie à l'arboretum de l'Université du Wisconsin-Madison (Light, 1996 ; Higgs, 1997 ; Egan, 2003).

Renaturation, restauration et revitalisation: questions de terminologie

Le concept de renaturation, bien que largement utilisé dans l'aménagement des cours d'eau (mais aussi dans d'autres domaines des politiques environnementales) ne va pas sans poser de problèmes de définition. À côté du terme renaturation, on retrouve fréquemment utilisés les termes revitalisation ou encore restauration et réhabilitation (ces deux derniers étant surtout utilisés dans la littérature scientifique de langue anglaise). On peut s'en rendre compte rapidement en faisant une lecture de différentes sources s'attachant à définir le sujet (Baron-Yellès, 2000 ; Krähenbühl, 2005). En comparant dans un premier temps quelques définitions courantes des termes renaturation et revitalisation ainsi que les commentaires que les auteurs y ajoutent, nous allons tenter de voir en quoi ces définitions peuvent poser des contraintes pour la justification et la mise en œuvre de projets de renaturation.

Le *Dictionnaire de la protection contre les crues* édité par l'OFEG offre une première approche intéressante dans la mesure où cet ouvrage cherche à fournir une terminologie harmonisée en 4 langues (allemand, français, italien et anglais) pour la gestion des risques (Loat et Meier, 2003). L'objectif de cette publication est de permettre une meilleure compréhension entre praticiens dans un contexte de collaboration accrue à l'échelle suisse et internationale¹⁸. Les termes ont été définis par des experts suisses et internationaux (d'Europe, États-Unis et Nouvelle-Zélande) et en collaboration avec l'*United Nations Strategy for Disaster Reduction*. Les définitions données pour les mots renaturation et revitalisation sont les suivantes :

Renaturation (renaturalisation, remise en l'état naturel) :
« Rétablissement d'un paysage transformé par des interventions humaines en l'état naturel antérieur ou en un état proche de la nature. »

¹⁷ L'idée trouve son origine dans les pratiques de l'économie forestière allemande à partir du 18^e siècle.

¹⁸ Comme le précise le préambule de ce dictionnaire « Il peut arriver aussi que des discussions entre interlocuteurs possédant la même langue maternelle souffrent du fait que chacun interprète différemment le même mot. D'où l'importance de fournir une définition des termes utilisés. » (Loat et Meier, 2003 : 10).

Revitalisation : « Ensemble des mesures permettant une amélioration écologique d'un paysage transformé par des interventions humaines. Souvent utilisé comme synonyme de renaturation. » (Loat et Meier, 2003 : 258-259)¹⁹.

Lorsque les deux termes sont définis conjointement, on retrouve toujours cette distinction principale qui veut que pour la renaturation on suppose un état servant de référence (l'état naturel), alors que le terme revitalisation met l'accent sur l'amélioration des fonctions d'un écosystème même s'il n'y pas pour objectif de retour à l'état naturel (pour une observation similaire, voir par exemple : Krähenbühl, 2005). Bien que ces définitions soient relativement stabilisées, on se rend compte que leur usage ne va pas sans poser de problème. Ainsi un responsable cantonal interrogé sur la question de l'harmonisation entre les textes fédéraux et cantonaux indiquait :

« Il y a toujours une question de terminologie. Dans la langue française, on ne se mettra jamais d'accord sur l'utilisation des termes revitalisation, renaturation, correction, aménagement. Chacun interprète à sa façon. Dans le canton de Vaud, nous avons défini ce qu'on appelle le concept de revitalisation. On a un texte qui n'est pas légal mais qui sert de référence pour les services. Ce texte couvre l'aspect quantitatif (les débits de pointe/étiage, la définition du régime hydrologique normal) mais aussi le plan qualitatif (avec l'aspect chimique et biologique et tous les aspects paysagers, berges, cordons boisés). La revitalisation d'un cours d'eau, c'est toute opération qui améliore l'un de ces aspects. Lorsque tous les paramètres sont satisfaits, on a une renaturation. Tous les efforts faits ces dernières années dans le canton de Vaud sont de la revitalisation. »²⁰

L'usage de l'un ou l'autre de ces termes par les praticiens semble être dicté bien plus par leurs habitudes de langages ou par la terminologie propre à chaque administration que par le strict respect des définitions scientifiques. Cet usage « large » peut, en retour, influencer les travaux scientifiques, accentuant encore la confusion entre les deux termes. En effet, dans les travaux portant sur des études de cas, les scientifiques font fréquemment le choix de garder le vocabulaire utilisé par les praticiens (souvent la dénomination officielle du projet), plutôt que d'expliquer à chaque occurrence de l'un des termes pourquoi il serait plus convenable d'utiliser l'autre (Rhode, 2004 ; Krähenbühl, 2005). C'est également pour cette raison que nous utiliserons ici le terme de renaturation pour parler du projet Seymaz, ce mot étant celui utilisé dans les documents officiels dans le canton de Genève et par tous les participants au projet.

¹⁹ Notons que le dictionnaire définit également les termes de restauration et réhabilitation en français comme : « réparation des dégâts causés par un événement naturel (p. ex. crue, lave torrentielle) » (Loat et Meier, 2003 : 228), les termes anglais *restoration* et *rehabilitation* étant utilisés pour traduire respectivement renaturation et revitalisation (Loat et Meier, 2003 : 258-259).

²⁰ Entretien avec un responsable du Service des eaux, des sols et de l'assainissement (SESA) du canton de Vaud, 6 janvier 2004 (entretien réalisé dans le cadre de l'étude Zaugg *et al.*, 2004).

Quelle nature pour les renaturations ?

Quand on parle de renaturation (ou de *restoration* en anglais) l'idée qui sous-tend le terme est que les êtres humains peuvent reconstituer des écosystèmes naturels. On retrouve cette idée, dans un grand nombre de définitions issues des sciences naturelles et destinées à la pratique :

« *River restoration embraces a great variety of measures that have in common, that they restore natural functions of rivers, that were lost or degraded by human intervention. (...) River restoration usually aims at restoring a multifunctional use of rivers, often by restoring more natural conditions in the river system. It is becoming increasingly clear that future river management should not focus upon adjusting the river system to human needs, but upon adjusting the human use to the natural river system.* » (Nijland and Cals, 2001 : 5).

Cette définition donnée dans les actes d'un colloque de l'*European Center for River Restorations* (ECRR) souligne l'importance de la nature dans les projets de renaturation. Le fait qu'il revienne dans cette définition aux humains de s'adapter au « système naturel de la rivière » laisse penser que la renaturation peut dans certains cas être conçue dans une optique moderniste, dans laquelle il revient aux seuls scientifiques de dire comment elle doit être faite. Il n'est alors pas inutile d'essayer de voir comment est défini ce qui est naturel pour l'aménagement des cours d'eau. Les définitions relatives au terme de nature trouvées dans le *Dictionnaire de protection contre les crues* illustrent les difficultés que les spécialistes rencontrent pour cela :

« *Cours d'eau naturel : cours d'eau à l'état naturel.* » (Loat and Meier, 2003 : 96).

« *Fond naturel : fond du lit d'un cours d'eau naturel.* » (Loat and Meier, 2003 : 116).

La tautologie qui n'a pu être évitée par les auteurs peut prêter à sourire, mais quelle meilleure illustration de la difficulté de définir la nature ? La mesure concrète du problème de définition posé par cette question pour les praticiens est également soulignée par la citation suivante issue d'une thèse évaluant les élargissements ponctuels sur les cours d'eau :

« *Although definable in restoration theory, full restoration to some pristine state is rarely a feasible practical option (if at all) due to irreversible alterations of geological, climatic and other processes. Indeed, the question arises which time slot in natural history should serve as the reference for a pristine state: the time after the last ice age, the beginning of the 19th century, present floodplain remnants or what? It is very difficult to define a particular time slot which would be commonly accepted as « pristine. » In addition, Petts (1996) maintaining that, philosophically, the very notion of a return to a « natural » or « virgin » state through human action is bizarre.* » (Rhode 2004 : 21-22).

La citation de Rhode relève deux types de problèmes. Le premier, qui est essentiellement un problème pratique, souligne la difficulté de se mettre d'accord sur

l'état de référence à recréer. Comme elle l'indique, on peut soit remonter au début de la période suivant la dernière glaciation, soit prendre l'état au début du 19^e siècle, avant l'industrialisation (ou n'importe quelle autre période...). Dans le premier cas, on pourrait définir un état de référence antérieur à une modification importante des écosystèmes par les humains. Mais un cours d'eau aurait-il le même état aujourd'hui qu'il y a environ 10'000 ans ? Et dans le cas où l'on prendrait pour référence le début du 19^e siècle, le résultat serait peut-être plus proche de ce à quoi ressembleraient la morphologie de nos fleuves et rivières s'ils n'avaient été endigués. Mais qui oserait affirmer que les écosystèmes fluviaux de cette période correspondraient à l'état « pristine » ?

Le deuxième problème soulevé par Rhode nous semble toutefois plus profond puisqu'elle signale la contradiction qu'il y a à concevoir qu'une intervention humaine puisse entraîner un retour à un état n'ayant jamais connu de telle intervention. On peut dire que ce problème est logiquement insolvable si l'on se situe dans le cadre de la « Constitution moderne » de séparation entre la nature et la société, puisque le paysage ainsi recréé devrait être classé dans l'un ou l'autre des ordres ontologiques, sans vraiment appartenir ni à l'un, ni à l'autre.

Les critiques de la renaturation

Devant cette impossibilité de recréer un état vierge de toute intervention humaine, certains auteurs considèrent que la renaturation est une activité, si ce n'est néfaste, du moins à éviter tant que possible dans le cadre de la protection de l'environnement. Il s'agit en particulier de penseurs cherchant à élaborer une éthique environnementale²¹ et considérant que les renaturations ne sauraient, au mieux, qu'imiter la nature sans permettre à un paysage renaturé de retrouver les caractéristiques naturelles originelles qui fonderaient sa valeur intrinsèque (Katz, 1992 ; Katz, 1996 ; Elliot, 1997). Ce débat a été particulièrement soutenu de la fin des années 80 jusqu'au milieu des années 90, lorsque les travaux de renaturation, en particulier pour les cours d'eaux et les zones alluviales, ont connu leur essor. L'un des auteurs ayant développé une

²¹ L'éthique environnementale pense les rapports des humains avec leur environnement non-humain et tente d'établir des règles pour ces interactions. Cette discipline a connu son essor aux États-Unis avec le développement d'une écologie scientifique et l'intervention croissante des humains sur leur environnement. Aldo Leopold en est considéré comme l'un des pères fondateurs. L'un des principaux débats internes de cette discipline consiste à savoir si la nature a une valeur intrinsèque indépendante de tout jugement humain (selon les auteurs, cette valeur peut se fonder sur la vie, la complexité, la naturalité ou l'autopoïèse). Un deuxième débat est celui de savoir si une éthique environnementale doit se baser sur un monisme éthique, c'est-à-dire s'il existe une valeur unique qui puisse servir d'étalon pour trancher tous les conflits liés aux rapports humain/environnement (que cette valeur soit intrinsèque ou anthropocentrée) ou au contraire s'il faut reconnaître un pluralisme dans les valeurs (voir par exemple Smith, 2003 : 7-28 ou Light : 2002 pour une présentation de l'éthique environnementale). Ces débats se retrouvent dans les pratiques de préservation de l'environnement au niveau de la définition des politiques (faut-il exclure les humains des aires de conservation de la faune et de la flore ?) mais aussi dans le cadre de la réalisation de projets concrets (par exemple si une intervention humaine favorise une espèce au détriment d'une autre ou une activité humaine au détriment d'une autre).

critique des renaturations est Robert Elliot dans un article intitulé « Faking Nature » publié en 1983 (repris en 1995 puis développé dans un ouvrage du même nom en 1997 auquel nous nous référons ici) qui a entraîné un vif débat chez les éthiciens de l'environnement. Elliot affirme que les renaturations peuvent avoir des effets pervers, en ce que, si les humains pensent qu'ils peuvent recréer la nature, ils n'hésiteront plus à détruire des écosystèmes en arguant du fait qu'ils pourront toujours les remplacer. Or, pour Elliot, même si une renaturation pouvait recréer un écosystème à l'identique de celui qui a été détruit, il n'aurait pas la même valeur car :

« What is missing is a natural provenance extending back to a time preceding the destructive impacts of human activity... » (Elliot, 1997 : 91).

Pour Robert Elliot, c'est dans ce lien avec une création non-humaine passée que résiderait la valeur intrinsèque des écosystèmes et non dans le fait de ne pas être influencée par les activités humaines. Ainsi, il ne conçoit pas une intervention humaine destinée à préserver ces écosystèmes de perturbations naturelles comme quelque chose réduisant cette valeur :

« What is significant about wilderness is its causal continuity with the past. This is something that is not destroyed by demarcating an area and declaring it a national park. There is a distinction between the « naturalness » of the wilderness itself and the means used to maintain and protect it. What remains within the park boundaries is, as it were, the real thing. The environmentalist may regret that such positive policy is required to preserve the wilderness against human, or even natural, assault. » (Elliot, 1997 : 83, souligné par nous)

Les thèses de Robert Elliot, ou encore celles d'Eric Katz allant dans le même sens, n'ont pas manqué d'être critiquées par les praticiens des renaturations qui voyaient leurs efforts en faveur de l'environnement dénigrés (Bradshaw, 2002), mais également par d'autres éthiciens proposant une approche différente. Pour le philosophe de l'environnement Andrew Light, il existe plusieurs points qui posent problèmes dans ce type de critiques de la renaturation. Tout d'abord, dans une telle lecture de la valeur intrinsèque, seul ce qui n'a pas été créé par l'humain peut être valorisé. Light souligne qu'une telle approche reprend encore une fois la séparation nature/société et suppose que les humains sont extérieurs aux écosystèmes sur lesquels ils interviennent (Light, 2003). Mais le principal argument que Light oppose aux critiques de la renaturation comme Elliot, porte sur leur affirmation qu'en attribuant une valeur aux paysages renaturés, on risque de favoriser la dégradation de l'environnement car les entreprises voulant accéder à des ressources pour lesquelles elles doivent endommager un écosystème n'auront qu'à proposer de reconstituer l'écosystème une fois leur exploitation terminée. Comme le souligne Light, ces cas de figures sont marginaux (et il y est opposé). Dans les faits, les projets de renaturation portent pratiquement toujours sur des écosystèmes déjà dégradés. Cet argument invalide d'un point de vue pratique l'objection portant sur la valeur intrinsèque d'espaces renaturés : si ces espaces ont été dégradés c'est par l'intervention humaine, ils ont donc, si on considère qu'ils ont une valeur intrinsèque, déjà perdu celle-ci. Les renaturations ne touchent donc pas à cette valeur (Light, 2003 ; Light, 2004).

Light contredit également l'argument selon lequel les renaturations ne produisent aucune valeur (cela même si l'on accepte l'existence d'une valeur intrinsèque). Sans aller jusqu'à prétendre que pour Elliot une carrière inexploitée polluée aurait la même valeur qu'un marais recréé, Light se demande comment les tenants de la valeur intrinsèque réagiraient si un projet industriel proposait de détruire un écosystème renaturé de longue date et de le remplacer par une nouvelle renaturation à l'identique :

« If an assessment of restorations as artifacts is the only way to differentiate between two kinds of restorations, then the natural processes at work in either restoration would be inconsequential to the determination of their value. » (Light, 2003).

Du point de vue de leur « naturalité » on ne pourrait pas distinguer leur valeur, puisque les deux renaturations auraient été faites par des humains. Toutefois, Light suppose que les tenants d'une valeur intrinsèque de la nature, s'opposeraient à la destruction de l'écosystème déjà renaturé et appuieraient probablement leur argumentation sur les fonctions écologiques de ce dernier ou encore sur la protection des espèces vivantes déjà présentes. Ce que nous montre Light par cet argument, c'est que la critique de la renaturation comme ne recréant jamais rien de naturel ne permet pas de dire que les renaturations ne créent aucune valeur environnementale. Cette proposition ouvre la voie à un pluralisme en matière de valeurs environnementales (Smith, 2003) permettant ainsi de s'appuyer sur différentes sources de valeurs pour juger de la qualité d'un environnement. Se focaliser sur la seule question de la valeur intrinsèque, refuser de reconnaître tout autre type de valeur, empêcherait d'évaluer l'apport de projets spécifiques et pourrait, selon Light, aboutir à une inaction en terme de politique environnementale :

« Restoration makes sense because on the whole it results in many advantages over the mere preservation of ecosystems that have been substantially damaged by humans. Therefore an environmental pragmatist at best would find it only mildly intellectually interesting, and at worst morally irresponsible, to contribute to the raging debate in Environmental Ethics over the question of whether ecological restoration inherently can result in a full restoration of the value of the bit of nature being restored. » (Light, 1996 : 175).

Les aspects sociaux des renaturations

Comme nous l'avons vu jusqu'ici, la notion de nature ne permet ni de confirmer l'utilité des renaturations, puisque celles-ci ne peuvent logiquement pas la recréer, ni d'infirmer cette utilité, puisque la notion de nature est pratiquement inopérante pour distinguer la valeur d'écosystèmes dans lesquels les humains sont déjà intervenus. Cela laisse supposer que l'aspect de l'intervention humaine dans les renaturations joue également un rôle important.

De plus en plus de publications scientifiques s'appuyant sur des études de cas ou à destination des praticiens travaillant dans le domaine des renaturations mettent l'accent sur ces aspects humains des renaturations de cours d'eau :

« Concerning rivers, water managers no longer dominate the decision making process. Negotiated agreement, interactive planning and the involvement of the public opinion and various stakeholders are the promising ways to reconcile conflicting interests. This implies that the technical and ecological considerations are only part of the game. Raising support and the promotion of public awareness are just as essential to obtain results. » (Nijland and Cals, 2001 : 18).

Comme on le voit dans le passage ci-dessus, les praticiens reconnaissent un rôle à des entités comme l'opinion publique ou les groupes d'intérêts dans le façonnement des projets de renaturation. Mais ces humains-là sont présentés comme des sources de conflit avec lesquels il faut négocier ou que l'on doit chercher à intégrer (pour une conception similaire voir aussi : Geist and Galatowisch, 1999). Selon d'autres points de vue, l'implication d'un nombre croissant d'humains est conçu au contraire comme quelque chose de positif permettant de renforcer les liens entre les humains et l'écosystème dont ils font partie, en particulier en leur donnant une meilleure connaissance de ce dernier (Light, 2004). Le rétablissement d'un tel lien est bénéfique tant pour les communautés qui peuvent mieux faire sens de leur lieu de vie que pour les écosystèmes restaurés, car des humains en ayant une meilleure connaissance en prendront plus soin (Higgs, 1997 ; Casagrande, 2001). Les projets de renaturation deviennent donc des objets politiques façonnés par des confrontations entre acteurs humains et non-humains (Light and Higgs, 1996).

Nous avons vu dans les pages précédentes que la révision de la LACE en 1991 a rendu les efforts de renaturation de cours d'eau en Suisse légalement obligatoires. Dans une majorité des cantons, le nombre de renaturations de cours d'eau a donc augmenté depuis la fin des années 1990. On remarque toutefois que l'exigence légale que toute intervention contribue à un retour des cours d'eau vers un état proche de naturel est loin d'être pleinement appliquée. Dans la majorité des cantons, les renaturations de cours d'eau ne sont réalisées que lorsqu'elles peuvent être combinées à des projets de protection contre les crues. Pour des raisons financières, mais aussi parce que les responsables affirment qu'il y a ainsi moins d'opposition de la part de la population. Les renaturations en tant que mesure de politique environnementale ont été critiquées, car elles ne feraient que donner l'illusion d'un retour à la nature et ne recréeraient jamais ce qui a disparu. Les praticiens de la renaturation sont bien conscients de cette impossibilité. Mais comme cela a été défendu par Andrew Light, cette impossibilité ne signifie pas pour autant l'inutilité des renaturations en tant que mesure favorable à l'environnement. Depuis quelques années, la littérature scientifique appliquée à l'usage de responsables de projets de renaturation met de plus en plus l'accent sur ce qu'elle appelle l'aspect social des renaturations, c'est-à-dire, la prise en compte de la population dans ces projets.

2.3 La prise de décision participative

La participation de la population dans la prise de décision est de plus en plus présentée comme le meilleur moyen de mettre en œuvre les projets d'aménagement hydraulique (Duram and Brown, 1999 ; Ducros and Watson, 2002). Dans un grand

nombre de pays européens, des mesures participatives sont utilisées pour la gestion des eaux (Le Bourhis, 1996 ; Eden *et al.*, 2000 ; Kropp, 2002, pour des exemples traitant respectivement de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne). La Directive cadre sur l'eau de l'Union européenne demande la participation de la population dans la gestion de l'eau, contribuant ainsi aussi à la diffusion de ces pratiques (Parlement européen, 2000).

La participation dans l'aménagement des cours d'eau en Suisse

Comme nous l'avons déjà évoqué en introduction, la politique d'aménagement des cours d'eau en Suisse intègre des aspects sociaux dans ses objectifs, dans la mesure où elle doit assurer la protection des biens et personnes contre les crues. Les mesures de renaturation permettent de répondre à ces objectifs, mais il est souvent mentionné qu'elles jouent, en outre, un rôle social important en tant que zones de loisir (voir par exemple : OFEG, 2000 ; OFEFP *et al.*, 2003). La mise en œuvre de ces mesures ne va pas pour autant sans poser de difficultés. L'espace occupé par les cours d'eau à l'état naturel était plus vaste que celui qu'ils occupent une fois endigués. En enserrant l'écoulement entre des digues, une division de la largeur du lit par trois, voire plus a été possible. Les terres ainsi gagnées ont pu être dévolues à d'autres activités, en particulier l'agriculture. Renaturer un cours d'eau suppose donc de reprendre ces espaces, aujourd'hui occupés par d'autres activités. Ceci suscite une certaine opposition chez les groupes concernés et peut très vite donner lieu à des conflits autour de la définition des objectifs d'aménagement hydraulique.

Afin de réduire ces conflits, les autorités, tant au niveau fédéral que cantonal, ont cherché à mettre en œuvre des politiques favorisant la prise en compte des différents acteurs concernés par les renaturations. Certaines obligations minimales sont inscrites dans les textes légaux comme l'article 3 de la LACE qui indique que « *les mesures doivent être appréciées compte tenu de celles qui sont prises dans d'autres domaines, globalement et dans leur interaction.* » Il ne s'agit toutefois ici que de la prise en compte « *d'intérêts publics* » d'autres domaines des politiques publiques, comme cela est précisé dans l'article 1 de l'OACE. Mais ce n'est pas parce que ces intérêts publics relèvent aussi de la responsabilité d'autorités fédérales, cantonales ou communales que leur prise en compte est nécessairement plus facile et moins conflictuelle que celle des intérêts privés. Selon les responsables cantonaux de l'aménagement des cours d'eau de tels conflits surviennent particulièrement au moment de la mise en œuvre de la politique d'aménagement des cours d'eau (Zaugg *et al.*, 2004). Les domaines des politiques publiques avec lesquels il peut y avoir des conflits sont, par exemple, l'aménagement du territoire (rendre son tracé originel à une rivière peut entraver une occupation « rationnelle » des sols), l'agriculture (en raison de la perte de surface agricole) ou encore l'énergie (sur certains cours d'eau, la présence de centrales hydroélectriques constitue un obstacle aux renaturations).

Toutefois, les aménagements de cours d'eau doivent aussi respecter d'autres contraintes légales, en particulier la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT), qui dans son article 4 exige comme conditions minimales l'information des populations sur le contenu des projets ainsi qu'une mise en consultation publique des

plans. L'alinéa 2 de l'article 4 de la LAT demande que les autorités « *veillent à ce que la population puisse participer de manière adéquate à l'établissement des plans.* » Certes, la « *manière adéquate* » n'est pas précisée dans la LAT, mais si l'on se réfère aux directives ou brochures éditées par la Confédération en matière d'aménagement des cours d'eau, on peut y trouver quelques précisions :

« *La négociation précède l'action: lors de la détermination de l'espace nécessaire au cours d'eau, des intérêts divergeants [sic.] entrent en ligne de compte.* » (OFEG, 2000).

« *Les acteurs privés sont tout aussi importants : c'est à bon droit que les organisations économiques ou écologistes, mais aussi et surtout les acteurs directement concernés, entendent avoir voix au chapitre. Tous doivent être impliqués dans les projets, mais également prendre eux-mêmes des initiatives. Et partager la satisfaction que procurent des réussites convaincantes.* » (OFEFP et al., 2003 : 10).

Ces citations issues respectivement de la brochure *Réserver de l'espace pour les cours d'eau* et des *Idées directrices cours d'eau : Suisse* indiquent que les responsables voient une prise en compte des acteurs concernés par les renaturations de cours d'eau comme quelque chose d'indispensable, ceci dès les phases précoces d'un projet. Concernant le contenu ou les procédures de participation, les directives de l'OFEG ne donnent pas d'indication contraignante. Dans le cadre du nouveau système de péréquation financière et de répartition des tâches entre les cantons et la Confédération entré en vigueur en 2008, les subventions pour l'aménagement des cours d'eau de l'OFEV (c.f. note 3 page 1) ne sont plus attribuées en fonction de la seule capacité financière des cantons, mais d'un certain nombre de critères comme le rapport coût de l'ouvrage/valeur protégée, le respect des mesures environnementales ou la participation de la population (Hostmann et al., 2005). Toutefois, là encore les critères retenus pour la participation se réduisent au minimum légal souhaité²².

Les textes concernant la participation rédigés au niveau fédéral, qu'il s'agisse des lois et ordonnances ou des documents d'orientations, affirment donc avec conviction l'importance de la participation dans les projets d'aménagement des cours d'eau. Quoique plutôt laconique sur les motivations de laisser participer la population, on retrouve dans ces textes l'idée que la participation permet une mise en œuvre facilitée des projets et qu'elle est une exigence légitime. Ce point de vue semble également être partagé par de nombreux responsables cantonaux qui nous précisent, par ailleurs, que leur travail de coordination avec les autres services tout comme avec les communes a augmenté au cours de ces dernières années (Zaugg et al., 2004).

²² Les responsables de l'OFEV souhaitent que l'évaluation de la participation puisse être faite par des questions auxquelles les responsables cantonaux puissent répondre par oui ou non, afin que l'attribution des subventions soit faite sur des bases claires et laisse peu de place aux interprétations personnelles. Ce type de démarche permet une évaluation de la mise en œuvre des procédures, mais elle ne dit rien quant à leur contenu (informations recueillies en 2005 dans le cadre d'un groupe de travail concernant l'élaboration de critères d'évaluation de la participation dans le cadre du projet Rhône-Thur pour le compte de l'OFEG).

Mais d'où vient au juste cet engouement de tous les acteurs de l'aménagement hydraulique suisse pour la participation ?

L'essor de la participation

L'idée que la population puisse directement intervenir dans les politiques la concernant n'est pas neuve et on pourrait en faire remonter l'origine aux différentes pensées libertaires ou autogestionnaires de la fin du 19^e siècle. S'il n'y a pas de filiation directe entre ces mouvements et la pratique de la participation dans les politiques publiques aujourd'hui, on peut toutefois y trouver les prémisses intellectuelles.

Certains auteurs s'accordent pour dire que c'est vers la fin des années 1960, début des années 1970, que la volonté de participation de la population dans la formulation ou la mise en œuvre de politiques publiques (mais aussi privées si l'on pense aux politiques d'entreprises) a connu ses premiers développements (Barthélémy, 2000 ; Lazzarato, 2004 ; Soubeyran, 2004). Les mouvements contestataires de la fin des années 1960 ainsi que les nouveaux mouvements sociaux des années 1970 ont remis au goût du jour l'idée d'une plus grande prise en main des populations par elles-mêmes. Que l'on pense par exemple au slogan de mai 68 en France « tout ce qui se décide sans vous se décide contre vous. » Avec l'importance croissante de la prise de conscience écologique dans les années 1970, les nouveaux mouvements sociaux ont été amenés à peser de manière plus directe dans les politiques publiques, à travers leur engagement dans certaines thématiques (par exemple l'opposition à la construction de centrales nucléaires dans de nombreux pays occidentaux). Avec l'intégration de ces mouvements dans les organismes publics mais aussi économiques au cours des décennies suivantes, l'autonomie ou l'écoute des autres sont devenues des valeurs plus largement reconnues dans la société (Boltanski et Chiapello, 2000).

Pendant les années 1980 et 1990, plusieurs textes d'organisations internationales ont mentionné la participation comme l'un des moyens permettant une meilleure prise de décision. On peut citer parmi ces textes : la Charte mondiale pour la nature de l'ONU en 1982, qui déclarait que tous les citoyens devaient être en mesure de participer individuellement ou collectivement à la formulation des politiques environnementales, la résolution n° 171 de 1986 de la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe qui poussait à la création d'éco-conseillers au niveau local, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement en 1992 (ONU 1992), la directive de la Commission européenne sur l'environnement ou plus récemment la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (Déclaration d'Aarhus) signée en 1998 (ONU-CEE, 1998). La Déclaration de Rio est plus particulièrement considérée comme ayant eu un impact sur la diffusion de la participation dans la prise de décision. Le principe 10 de cette déclaration, repris dans les Agendas 21 locaux élaborés par de nombreuses municipalités et collectivités territoriales partout sur la planète stipule que :

« La meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qui convient. » (ONU, 1992).

Cet accroissement de la participation dans la prise de décision se reflète également dans l'augmentation du nombre de recherches universitaires et d'articles scientifiques portant sur le sujet ; ceux-ci ont augmenté dans une telle mesure que certains auteurs viennent à parler d'un « paradigme » participatif (Sellamna, 1999 : 1 ; McGuirk 2001 : 195), de « nouvelle orthodoxie » (Smith, 2003 : 53) ou encore « d'effet de mode » ou « vogue » (Stengers et Bensaude-Vincent 2003 ; Müller und Kollmair, 2004). L'engouement des personnes et institutions en charge de la conduite de projets est tel, qu'on peut penser qu'ils voient la participation comme une panacée offrant des possibilités d'application linéaire (Geiser, 2001b).

Dans une étude publiée en 2001, l'OCDE relève que la mise en contact entre les citoyens et l'État est croissante, mais que la participation à proprement parler reste encore rare et réservée à des opérations pilotes (OCDE, 2001). L'étude souligne par ailleurs que la participation est un besoin croissant pour les citoyens et propose aux états de tout mettre en œuvre afin de leur permettre une meilleure participation. Ainsi, on espère arriver à une mise en œuvre plus efficace des politiques publiques. En Suisse, le système de démocratie semi-directe permet aux citoyens une influence plus directe sur la formulation des politiques publiques. Les possibilités de référendum et d'initiative permettent aux citoyens de s'opposer directement à certaines lois, mais aussi de proposer des modifications à la Constitution. L'existence de ces instruments favorise également la participation en amont, au moment de la formulation des lois pendant la phase pré-parlementaire, car les différents groupes d'intérêts sont alors consultés et leurs arguments éventuellement pris en compte afin d'éviter un référendum par la suite (Kriesi, 1998). Toutefois, ces procédures ne permettent pas de prévoir les oppositions locales qui peuvent survenir face à des textes pourtant acceptés par une grande majorité des citoyens. Ce sont généralement des conséquences négatives, subies par un petit nombre d'acteurs localisés, qui provoquent les conflits apparaissant au moment de la mise en œuvre.

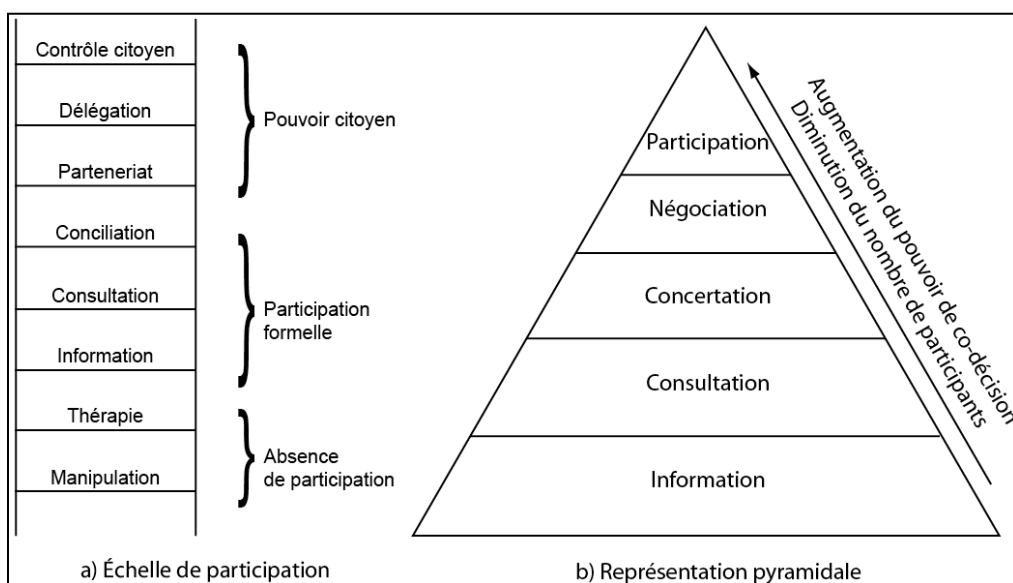
Les modalités de participation

Dans un grand nombre d'institutions, allant de la Banque mondiale aux différentes communes qui se sont engagées dans la réalisation d'un Agenda 21 local, tout le monde s'accorde pour dire que la participation est souhaitable. Mais une variété de termes est employée pour parler de la participation, et les définitions différentes pour un même terme sont nombreuses. Qu'il s'agisse de participation, concertation, délibération, négociation, consultation voire d'information, tous ces termes indiquent la prise en compte par les personnes qui doivent prendre des décisions des personnes qui ressentiront les effets de ces décisions (positivement ou négativement).

On peut identifier deux tendances concernant l'usage du mot participation dans la littérature scientifique ou politique sur le sujet. Une première, que nous avons retrouvée plutôt dans la littérature concernant l'aménagement du territoire, distingue les différentes modalités de prise en compte des acteurs concernés par les pouvoirs

publics. Dans cette approche, qui remonte déjà aux années 60 avec l'article fondateur d'Arnstein (1969), on établit un gradient en fonction du degré d'implication des acteurs et de la manière dont leurs remarques seront prises en compte. Ce gradient va généralement de l'information à la participation, en passant par différentes variantes de consultation ou concertation (ill. 2). La participation est identifiée comme une situation où les pouvoirs publics et les autres acteurs auraient le même pouvoir de décision. Dans certaines représentations, l'intensification de la participation va de paire avec une diminution des personnes que l'on peut impliquer (c'est ce qui est par exemple sous-entendu dans la représentation pyramidale de l'ill. 2b). Ce type d'approche se retrouve fréquemment dans la littérature sur l'aménagement ou le génie (Pacione, 1988 ; Mettan, 1992, 2002 ; Luyet, 2005) dans la mesure où il permet aux autorités désirant mettre en œuvre un processus participatif de choisir à priori une procédure en fonction des acteurs qu'elles souhaitent prendre en compte et du degré d'implication qu'elles veulent leur laisser (Luyet, 2005).

Illustration 2 Exemples de représentations de gradations participatives



Sources : Arnstein, 1969. Mettan, 2002.

Une autre approche parle de participation, concertation ou délibération d'une manière générale, en mettant avant tout l'accent sur l'interaction entre différents acteurs, sans préjuger pour autant de leur degré d'implication et de prise en compte (même si la plus large possible est généralement déclarée comme souhaitable). Dans une telle optique :

« *participation is understood [...] as the purposive interaction of specific social actors with other social actors in view of achieving specific outcomes* » (Geiser, 2001b : 20)

Ce type de définition « souple » de la participation a l'avantage de ne pas préjuger de la forme précise que prendra, ou devrait prendre, la participation des acteurs dans un processus décisionnel. Elle permet de tenir compte des acteurs qui n'ont pas été « invités » par les décideurs, notamment ceux qui « forcent » leur entrée dans la négociation et avec qui il faut alors composer (Tanquerel, 1988). Une telle définition permet aussi de suivre la négociation de manière analytique, sans évaluer le résultat à l'aune de modèles préétablis. D'autres expressions comme les forums hybrides (Callon *et al.* 2001 : 36 ; Stengers et Bensaude-Vincent, 2003 : 164) ou l'*empowered deliberative democracy* (Fung and Wright 2001 : 7) mettent également l'accent sur une mise en connexion d'acteurs divers, dont la caractéristique essentielle est d'entrer en négociation les uns avec les autres, pour définir la participation.

Ces définitions « souples » ou « ouvertes » ne considèrent pas pour autant que toutes les formes d'interaction dans le cadre d'une prise de décision se valent. À l'ouverture de la définition de base viennent s'ajouter des critères qui permettent d'évaluer ou de qualifier les différents processus mis en œuvre. Ces critères d'évaluation sont semblables à ceux utilisés par les auteurs ayant une définition plus restrictive de la participation pour distinguer entre participation et autres formes comme la consultation. Il existe une grande variété de critères permettant d'évaluer un processus participatif, qui peuvent, soit se concentrer sur les procédures, soit sur les résultats (pour un recensement non-exhaustif de tels critères, voir : Rowe and Frewer, 2004). Parmi ceux qui reviennent le plus fréquemment, on peut retenir :

- L'ouverture du processus : quels acteurs sont autorisés à participer et quand ?
- L'intensité du processus : sous quelle forme, sur quelle durée et périodicité les acteurs ont-ils pu participer ?
- La nature délibérative du processus : l'échange d'information a-t-il été dans les deux sens, tout le monde a-t-il pu s'exprimer ?
- L'*empowerment*²³ ou l'équité : le processus a-t-il permis de modifier les relations de pouvoir autour du processus de prise de décision ?
- L'effectivité : les résultats du processus ont-ils été pris en compte par les décideurs.
- La transparence : cet aspect concerne avant tout la procédure (clarté des règles, ce qui sera fait des résultats). Mais certains auteurs, (Callon, *et al.*, 2001) signalent que les débats doivent être enregistrés et traçables²⁴.

²³ À propos d'*empowerment*, Philippe Pignarre et Isabelle Stengers déclarent ce mot « difficile à traduire » et ajoutent « le pire qui a été proposé est responsabilisation » (Pignarre et Stengers, 2005 : 176). En nous appuyant sur Stengers, nous proposons de traduire *empowerment* par activation (ou augmentation) de puissance. Précisons que l'*empowerment* définit ainsi n'a que très peu à voir avec l'équité. Ces deux notions sont toutefois utilisées dans la littérature sur la participation pour indiquer qu'un processus participatif devrait chercher à corriger les différences existant entre les plus faibles et les plus forts.

²⁴ Callon *et al.* (2001 : 222), parlent effectivement d'« outils d'enregistrement qui rendent traçables les prises de parole. » La question qui se pose est savoir s'il s'agit d'enregistrements intégraux (vidéo, audio) ou si des procès-verbaux sont suffisants. Si la première solution devait s'appliquer, ce serait là pain béni pour les chercheurs en sciences sociales étudiant ces processus. Nous ne sommes toutefois pas certain que la prise de parole se ferait de la même manière.

Il existe un grand nombre de procédures participatives qui tentent d'appliquer ces principes. Les formes dans lesquelles s'organisent toutes ces procédures varient en fonction des types de projet et des thématiques abordées. Parmi les plus fréquemment citées, on peut mentionner les conférences de consensus, les panels ou *focus groups*, les commissions locales autour d'un projet, les ateliers de citoyens (pour une discussion plus approfondie de certains de ces modèles, voir : Callon *et al.*, 2001 : 223-247 ; Smith, 2003 : 77-102. Pour une liste plus longue avec une brève description des procédures voir l'annexe 1 de Luyet, 2005).

Nous n'allons pas discuter des mérites et inconvénients des différents modes de participation ici, dans la mesure où notre travail se bornera à l'étude de la participation dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet d'aménagement localisé. De plus, même en se limitant à la simple problématique de l'aménagement en Suisse, les procédures existantes sont nombreuses (Linder *et al.*, 1992). Cela est dû au fait que les politiques ayant un impact sur l'espace requièrent plus fréquemment ce type de procédures.

La participation dans les politiques publiques à incidences spatiales

En faisant un survol de la littérature sur la participation dans le cadre de politiques publiques, on se rend compte que les domaines dans lesquels la participation est le plus souvent étudiée relèvent de politiques ayant un impact territorial significatif²⁵. Selon plusieurs auteurs (Horber-Papazian, 1992 ; Knoepfel *et al.*, 2001 ; Wälti, 2001), les politiques publiques à incidence spatiale sont plus conflictuelles que les autres, car l'intervention directe d'une autorité sur l'espace entraîne nécessairement une distribution des avantages et inconvénients liés à la politique :

« cette distribution est en effet particulièrement marquante dans les politiques publiques à incidence spatiale qui, de par la nature de leurs prestations, conduisent à l'attribution de charges particulières à des populations spécifiques censées les supporter dans l'intérêt présumé de la majorité » (Knoepfel *et al.* 2001)

Les acteurs touchés sont donc plus enclins à se mobiliser ou à être mobilisés dans ce cadre que dans un autre. En effet, la charge particulière qui doit être supportée par les groupes dans ce type de cas est localisée et visible. Si l'on prend l'exemple de l'installation d'une décharge, la charge consiste en la présence visuelle de la décharge, éventuellement des mauvaises odeurs, le passage de camion qui amènent des déchets. Tous ces aspects seront fortement perçus par les riverains, tandis que l'intérêt

²⁵ Une recherche dans les bases de données de diffuseurs de revues scientifiques en ligne permet de se rendre compte de cela. Les revues dans lesquelles des articles sur la participation sont publiés relèvent le plus souvent de l'aménagement du territoire, de la politique et gestion environnementales, de la gestion des ressources naturelles ou de l'aide au développement. On remarque également un nombre important d'articles issus du management des entreprises. Dans ces derniers, il s'agit fréquemment d'article portant sur l'implantation d'infrastructures, l'exploitation de ressources ou la production d'externalités négatives (pour des exemples voir les revues : *The Academy of Management Review*, *Business and Society* ou encore le *Journal of Business Ethics*).

de la majorité est quelque chose de beaucoup plus abstrait : quelle majorité ? De qui ? Comment percevoir le gain produit par la suppression d'une multiplicité de sites de stockage ?

À l'explication en seul terme d'inégalité de distribution des gains et nuisances, on peut rajouter qu'une action sur l'espace entraîne généralement une atteinte au cadre de vie dont les gens ont souvent bien plus conscience que lorsqu'il s'agit d'autres aspects politiques. En effet, la mobilisation de la population lorsqu'une autorité gouvernementale décide de construire une autoroute ou une centrale nucléaire est souvent bien plus forte que lorsqu'il s'agit d'une décision relative à la politique monétaire, cette dernière pouvant pourtant avoir des conséquences plus grandes sur le quotidien. De plus, l'ancrage local des politiques publiques ou d'un projet, ne signifie pas pour autant que sa portée en sera restreinte : il peut porter sur un espace très vaste, si l'on pense par exemple à la gestion de l'eau à l'échelle des bassins, pouvant atteindre plusieurs milliers de kilomètres carrés ; ou encore n'occuper que quelques hectares, comme par exemple une usine d'incinération, mais avoir des conséquences spatiales bien au-delà. Cette mobilisation plus vaste se voit notamment lors de projets liés à l'environnement dans lesquels des individus ou des groupes écologistes peuvent se sentir directement concernés, sans pour autant être habitants du lieu.

Participation et politiques environnementales

L'idée de participation est fortement associée à celle de développement durable, en particulier depuis la Déclaration de Rio qui a, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, contribué à en diffuser l'idée dans le domaine des politiques publiques. La participation est parfois conçue comme représentant le pilier « social » du développement durable. C'est par exemple de cette manière qu'elle est entendue dans l'aménagement des cours d'eau en Suisse²⁶ : il faut de la participation car elle permet d'intégrer la société dans une politique de gestion durable de l'eau²⁷.

Certains auteurs (Bickerstaff and Walker, 2001 ; Smith, 2003) ont relevé qu'on retrouve souvent l'idée qu'il existe une relation directe entre participation et protection de l'environnement, qu'une plus grande participation de la population réduit les atteintes à l'environnement. La formulation de l'article 10 de la Déclaration de Rio que nous avons cité ci-dessus établit également ce lien. Il est cependant hâtif de déduire une causalité à partir de l'établissement de ce lien, car affirmer que la participation de la population est « *la meilleure façon de traiter les questions d'environnement,* » ne signifie par pour autant que la participation aboutit nécessairement à une meilleure protection de l'environnement.

²⁶ On peut par exemple voir cet aspect dans la définition de la politique de l'OFEG dans la gestion du risque d'inondation (cf. Zaugg Stern 2006).

²⁷ La politique en question devient socialement durable car en prenant en compte les acteurs « sociaux » elle leur permet de continuer à exister, mais la politique elle-même est rendue durable car de cette manière il y a moins de chance qu'elle soit contestée par ces mêmes acteurs.

Cette impression est probablement due à l'évolution historique de la participation et des politiques publiques. Nous avons indiqué que la prise en compte des populations dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques sont intervenues à partir de la fin des années soixante sous la pression de mouvements contestataires. Or, comme nous l'avons évoqué, l'une des nouvelles questions mise sur l'agenda politique par ces groupes était celle de la protection de l'environnement. Un deuxième aspect à prendre en compte est le type de politiques publiques concernées par la participation. L'une des raisons qui pouvait amener des citoyens à s'opposer à la mise en œuvre d'une politique publique lorsqu'ils n'étaient pas engagés par militantisme contre cette politique était le fait d'être directement touchés par la mise en œuvre de la politique en question. Faire participer une population qui s'oppose à l'implantation d'une usine à proximité de son domicile et prendre en compte ses exigences (par exemple : pas de rejets toxiques dans le ruisseau qui traverse le village...) peut effectivement entraîner l'adoption de mesures favorables à l'environnement. Mais suite au développement des politiques publiques de protection de la nature et de l'environnement, on a assisté à un accroissement du nombre d'oppositions contre des mesures favorables à l'environnement. C'est par exemple le cas lorsque des habitants s'opposent à la création d'une réserve naturelle dans un espace qu'ils utilisent comme zone récréative (par exemple le conflit entre plaisancier et environnementalistes autour de l'extension de la réserve de la Grande Cariçaie sur le lac de Neuchâtel²⁸).

Goodin pour sa part va jusqu'à affirmer qu'il existe une tension inhérente entre le caractère démocratique de la participation et les exigences écologiques :

« To advocate democracy is to advocate procedures, to advocate environmentalism is to advocate substantive outcomes : what guarantee can we have have that the former procedures will yield the latter sort of outcome ? » (Goodin cité dans Smith, 2003 : 66).

On peut objecter à Goodin qu'il y a d'autres conceptions de la démocratie, dans lesquelles la procédure doit également tenir compte de ses résultats (par exemple dans la conception pragmatiste de John Dewey, 2003[1927]). De plus, si la participation du public n'est pas nécessairement bénéfique pour l'environnement, elle comporte néanmoins certains aspects qui en font un mode de décision potentiellement bénéfique pour celui-ci. Graham Smith (2003) montre que les procédures participatives, lorsqu'elles sont effectivement menées, permettent :

- de laisser une pluralité de valeurs (y compris environnementales) s'exprimer, en particulier celles de groupes minoritaires ;

²⁸ Le cas de la Grande Cariçaie est particulièrement révélateur de cette évolution dans la mesure où il a amené la création d'Aqua Nostra, une association nationale « d'usagers de l'environnement, » dont la direction est essentiellement composée de politiciens proches des milieux économiques et dont le but est d'influencer des processus de prise de décision liés à la mise en œuvre de projets de protection de l'environnement, avec pour but explicite de limiter leur portée, cela au nom d'une certaine conception du développement durable n'excluant pas « l'homme » [sic] (cf. <http://www.aquanostra.ch/fr/portrait.html> consulté le 15.12.2007). Pour une étude sur les objectifs et les stratégies d'Aqua Nostra, voir Heuberger, 2007.

- d'explorer en profondeur un sujet et de tenir compte de sa complexité (ce qui est souvent le cas pour les questions environnementales), et de donner la possibilité à certains acteurs de représenter les intérêts des non-humains ;
- une plus grande sensibilisation pour les enjeux de l'environnement (sur ce dernier point, voir également Casagrande, 2001 ; Light, 2004).

Participation et communication

L'idée lancinante derrière la participation est que l'on peut améliorer des processus de décision par la communication. La qualification même de nombreux processus participatifs liés à l'aménagement du territoire comme processus « communicationnels » (Sager, 1996 ; Innes, 1998), « délibératifs » (Pellizoni, 2001 ; Smith, 2003) ou « discursifs » (Renn *et al.*, 1997 ; Dekker Linros and Hallin, 2001) souligne l'accent mis sur l'échange verbal entre différents acteurs, si bien qu'il est aujourd'hui parfois fait état d'un « tournant communicationnel » dans la pratique de l'aménagement (voir : Tait et Campbell, 2000). Il existe toutefois différentes manières de mettre l'accent sur la communication dans les processus participatifs.

Une première approche, parfois qualifiée de manipulatoire (Arnstein, 1969) ou encore d'instrumentale (Behringer, J. and G. Dürrenberger, 2002), consiste à voir dans la communication un moyen pour les autorités d'influencer les groupes et individus concernés par un projet. Dans cette optique, la communication peut servir soit de manière pédagogique en essayant de susciter l'adhésion des groupes et ainsi rendre le projet acceptable, soit à récolter des informations, non pour essayer de comprendre ce qui gêne les opposants à un projet, mais plutôt pour tenter de récolter des informations utilisables pour contourner les oppositions. Cette forme de communication n'est en générale pas considérée comme étant de la participation (Arnstein, 1969 ; Mettan, 1992).

Une deuxième approche voit dans la communication une manière d'améliorer le contenu des projets d'aménagement. Les processus participatifs utilisant la communication dans cette optique peuvent être qualifiés de participation substantive (Behringer, J. and G. Dürrenberger, 2002). Dans cette approche, on considère que la prise en compte des arguments externes peut améliorer le projet. Cette approche valorise ce qui est parfois appelé savoir ou expertise « profanes, » c'est-à-dire soit des connaissances directement utiles pour le projet que les « locaux » ont acquises par l'expérience, soit des connaissances sur des domaines que les décideurs n'avaient pas pris en compte (dans le premier cas, il peut par exemple s'agir de connaissance de zone d'expansion de crues qui n'ont jamais été cartographiées car trop anciennes, dans le second ce peut-être la prise en compte d'usages d'un site qui ne correspondent pas à la fonction qu'on veut lui donner).

Enfin, un troisième type de communication est celle qui permet aux acteurs en présence de trouver une solution en laissant la dynamique d'une discussion (argumentation) se déployer. Dans cette approche, la communication n'est plus un moyen pour atteindre un objectif, mais devient l'objectif (Müller, 2001 ; Behringer et Dürrenberger, 2002) dans la mesure où elle permet une compréhension mutuelle qui fera émerger la meilleure solution du débat conduit sans aucune contrainte. Dans ce

type de processus participatif, la solution trouvée est de l'ordre du consensus, (Geiser, 2001a) puisque la discussion devrait permettre de faire émerger la « meilleure » solution qui mettra tout le monde d'accord. Cette troisième approche est celle qui est considérée comme l'idéal d'un processus participatif dans une grande partie de la littérature « communicationnelle » sur la participation (Sager, 1996 ; Innes, 1998 ; Fietkau und Trenel, 2002).

Cette approche se base sur les travaux de Jürgen Habermas (1987) qui essaye de définir une « rationalité communicationnelle » sur laquelle se fonderait la possibilité d'un accord entre les humains. L'avènement de cette nouvelle rationalité est indispensable selon lui, car la rationalité « technique instrumentale » (celle des décideurs, technocrates, industriels, etc.) prend une influence prépondérante et soumet le monde vécu (le quotidien des populations) à ses propres fins. Pour Habermas, l'existence du langage suppose qu'il est possible de fonder une nouvelle rationalité sur laquelle baser l'action, puisque que le langage suppose une capacité pour ses utilisatrices de s'accorder sur l'existence d'une norme commune (lorsqu'on parle une même langue, on est d'accord sur le sens des mots). Le langage devient donc la norme universelle et transcendantale qui peut mettre les humains d'accord. Pour parvenir à l'accord, il suffirait donc de laisser les différents arguments se déployer librement sans aucune contrainte de temps ou prééminence d'un acteur sur l'autre. Si chaque acteur s'exprime sincèrement et déploie l'ensemble de son argumentation, il devrait être compris par les autres qui pourront soit accepter son point de vue, soit y objecter. Le processus ne prend fin que lorsque tous les arguments (et leurs objections) ont été épuisés et que le « meilleur argument » s'est imposé.

On peut aisément comprendre pourquoi le modèle d'Habermas rencontre autant de succès dans la littérature sur la participation. Il permet d'une part de lui donner une justification morale (la limitation de la pénétration de la rationalité technique instrumentale sur les autres pans de la vie) et d'autre part affirme que la participation (dans la mesure où elle laisse effectivement les discours des participants se déployer) permet d'arriver à prendre la meilleure décision (puisque le meilleur argument s'imposera).

Critiques de l'approche communicative

Si nous avons passé tant de temps à présenter la lecture « communicative » de la participation, c'est parce qu'elle constitue sans doute le modèle dominant, tant dans l'élaboration des procédures que dans leur analyse, qu'il soit explicitement fait référence à Habermas (comme cela est très souvent le cas), ou que l'on considère de manière plus vague que plus de communication est forcément meilleur pour arriver à une solution. On peut toutefois émettre de nombreuses critiques à cette approche, et nous allons tenter de montrer en quoi elle peut être inadéquate pour l'analyse de projets de renaturation.

L'une des critiques les plus fréquemment émises à l'encontre de l'utilisation du modèle d'Habermas en aménagement du territoire est son absence de prise en compte des différences de pouvoir, dans la mesure où elle suppose que tous les acteurs peuvent s'exprimer librement. Zierhofer (2002) objecte avec raison que

l'imposition d'une liberté de s'exprimer à tous est au contraire une prise en compte des différences de pouvoir. Toutefois, de nombreux travaux empiriques (Tait and Campbell, 2000 ; McGuirk, 2001) montrent qu'une fois que l'arène délibérative est installée et que les participants peuvent s'exprimer, les différences de pouvoir sont loin de s'estomper, les temps de paroles, les capacités d'expression, l'animation du groupe tendent à recréer ces rapports.

Pour Luigi Pellizoni (2001), ce type de critiques sur l'application du modèle d'Habermas, si elles ne sont justes dans une certaine mesure, ne remettent pas pour autant en cause les bases théoriques de l'existence d'une raison communicationnelle. Selon lui, les objections devant être faites au modèle d'Habermas portent sur la possibilité même de meilleur argument. Pellizoni indique que le raisonnement d'Habermas dépend de l'idée qu'il existe une « bonne » réponse pour un problème et que les parties peuvent la trouver par la communication. Or, comme il le souligne en s'appuyant sur Lyotard, l'un des obstacles à la communication entre parties peut être le fait que ce que dit l'un n'a pas de sens pour l'autre, qu'il ne le comprend pas (Pellizoni, 2001). Ces situations sont fréquentes – que l'on pense seulement à des non-experts incompréhensifs devant ce que leur disent des experts. Ou encore lorsqu'il s'agit de participation entre groupe très différents (par exemple des experts occidentaux dans un pays en développement). Ce type de problème survient du fait qu'Habermas confond²⁹ sens et langage dans son élaboration théorique. Or comme le souligne Maurizio Lazzarato se référant aux travaux de Michel Bakhtine :

« Le sens ou événement a une relation étroite avec le signe et le langage, puisque c'est par eux qu'il s'exprime. Mais le langage et le signe ne le contiennent pas. Le sens n'existe pas hors de la proposition qui l'exprime, mais entre le premier et le deuxième il y a une différence de nature » (Lazzarato, 2004 : 193).

Cette identification du sens au langage, signifie que, même si l'on ne considère à chaque fois qu'un problème particulier, il existerait un groupe qui aurait une solution universelle à ce problème (le « meilleur argument »). On peut donc affirmer avec Urs Geiser (2001a) que la compétence communicationnelle prend la forme d'un « grand récit moderniste, » dans la mesure ou elle ne tient finalement pas compte de la variété des acteurs, la manière dont ils justifient leurs intérêts, leurs modes de vies, leurs différentes façons de s'exprimer, etc. Le consensus est au final dominé par un petit nombre (Geiser, 2001a) : ceux qui ont avancé le meilleur argument.

Une autre critique avancée à l'encontre du modèle communicatif et qui rejoint celle que nous venons d'évoquer est la difficulté de concevoir des solutions créatives dans ce type de processus. En effet, comme cela est avancé par Maurizio Lazzarato, s'appuyant ici encore sur les travaux de Michel Bakhtine « *dans les théories de la communication et dans les théories de l'information 'les choses sont toujours là, toutes prêtes'* » (Lazzarato, 2004 : 152). Ce « *toujours là* » se reflète d'une part dans l'idée du meilleur argument qui est déjà potentiellement existant et reflète donc le point de vue du groupe qui l'avancera. Certes, dans les processus de participation tels qu'ils se

²⁹ Au sens de rendre équivalent, non de confusion

déroulent, les acteurs font des concessions, n'imposent pas nécessairement tous les aspects de leur point de vue, mais cela relève du domaine de la tolérance, c'est-à-dire d'une volonté du plus fort³⁰. Au final, la communication part du principe que chaque groupe a un point de vue propre et que celui-ci ne se reflète qu'au niveau linguistique, donc celui de l'argument. Les possibilités de changement de point de vue autre que par le fait d'être convaincu, comme par exemple la modification des intérêts existant n'est pas concevable. Elle demande de sortir du seul cadre de la communication pour aller vers celui de la pratique.

Le dernier problème soulevé par l'approche communicationnelle de la participation est celui de la prise en compte des éléments non-humains dans le processus. Cette question est d'importance dans notre tentative de compréhension de la participation dans le cadre de projets de renaturation. Or, de nombreux auteurs soulignent que l'approche d'Habermas ne permet pas de prendre en compte les éléments non-humains (voir : Smith, 2003). Le projet philosophique d'Habermas est de sauver la modernité de ce qui la menace. Comme le souligne Bruno Latour, cela le conduit à réaffirmer la division nature/ société (objet/ sujet chez Habermas) et à présenter les deux pôles comme incommensurables (Latour, 1991a : 81). Certains auteurs, comme Eckersley (cité in Smith, 2003), affirment que l'on pourrait étendre la discussion aux non-humains dans une conception communicative de la participation. Étant bien entendu que les non-humains ne peuvent faire usage du langage au sens où le suppose la raison communicationnelle, l'une des solutions est qu'ils soient représentés dans les procédures discursives. Cette solution ne peut toutefois que difficilement fonctionner dans le modèle habermassien. En effet, comment se faire le représentant des non-humains ? Chez Habermas, la nature étant objet de connaissance, cela signifie qu'il faudra que les représentants des non-humains aient pris connaissance de la nature pour pouvoir en parler. Or son projet est justement de « remplacer le paradigme de la connaissance des objets par celui de l'entente entre sujets capables de parler et d'agir » (Habermas, cité dans Latour, 1991a : 81). Qu'il y ait des représentants autorisés et prédéfinis des non-humains, signifierait que leurs arguments sur la nature seraient plus valables que ceux des autres participants. Ce serait la réintroduction des experts, ceux qui savent ce qu'il faut faire, le retour de la rationalité technique instrumentale. Plus besoin de délibérer, de participer et on en reviendrait à une situation sans participation, avec ses blocages possibles. D'un autre côté, qui oserait sérieusement affirmer qu'il n'est nul besoin de travaux scientifiques en biologie, hydrologie ou chimie pour comprendre les mécanismes de dégradation de l'environnement et les réponses qui pourraient y être apportés ?

En considérant la participation comme une question de communication entre des acteurs concernés par un même problème, on se retrouve à nouveau dans une situation où les experts (la science, la rationalité technique instrumentale, selon la terminologie préférée) disposant de connaissances objectives s'opposent aux profanes qui eux, n'ont recours qu'aux conventions. On retrouve encore une fois la division entre ceux qui ont accès à la nature et ceux qui s'appuient sur des conventions

³⁰ En raison de l'absence de symétrie entre celui qui tolère et celui qui est toléré. Pour reprendre un questionnement d'Isabelle Stengers : qui voudrait être toléré ? (Stengers, 1997a)

sociales, opposition dont il nous faut maintenant essayer de sortir si nous voulons trouver des outils permettant d'analyser un processus participatif dans le cadre d'une renaturation.

Nous avons vu dans les sections précédentes que dans la mise en œuvre de la nouvelle politique d'aménagement des cours d'eau, société et nature se retrouvaient de plus en plus liées. Cette imbrication de plus en plus forte entre ces deux aspects a, bien entendu, des conséquences quant à la mise en œuvre des projets et la prise de décision. Elle peut s'expliquer à la fois par les changements intervenus dans la pratique de l'aménagement des cours d'eau, mais aussi par la manière qu'ont les chercheurs d'appréhender les divergences entre nature et société. Les approches centrées sur la communication, souvent employées pour caractériser la manière avec laquelle les différents acteurs aboutissent à un accord, que ce soit dans une perspective compréhensive ou normative, montrent des insuffisances en tant qu'outil compréhensif³¹ de telles situations.

³¹ On pourrait étendre notre remarque à la dimension normative des approches communicationnelles en argumentant que si elles ne permettent pas de comprendre ces situations de mise en accord, les prescriptions qu'elles font sur la manière dont doit être conduite une participation ne sont pas les plus appropriées. Faire la remise en cause de la dimension normative de cette façon nous semble toutefois hâtif, et nous développerons l'argument au chapitre suivant.

3 Pour une approche par la pratique de la mise en œuvre des renaturations

Dans ce chapitre, nous présenterons une approche alternative aux approches de la participation évoquées au chapitre précédent en nous appuyant sur différents travaux de sociologie et de philosophie pragmatiques²⁹, pour essayer de comprendre comment se déroule un processus participatif. Notre approche se concentrera sur trois aspects qui nous semblent être à l'origine des limites d'une analyse communicationnelle :

- premièrement: en présentant des approches qui vont au-delà de la seule dimension de l'échange verbal lors de la participation ;
- deuxièmement la question de la créativité dans la recherche des solutions qui ne peut se limiter à la recherche de la meilleure solution existante ;
- enfin, la question de la prise en compte et du rôle des éléments appelés naturels (que nous qualifierons de non humains) dans le processus.

L'approche esquissée ici sera en quelque sorte une déclaration d'intention quant à la manière dont nous aborderons l'étude de la renaturation de la Seymaz. Nous présenterons donc dans une quatrième section la façon dont nous avons mené notre étude. Nous expliquerons tout d'abord en quoi l'étude d'un seul cas peut se révéler riche en enseignements dans le cadre d'une approche scientifique. Puis nous détaillerons les différentes sources que nous avons utilisées afin de recueillir les informations nécessaires, ainsi que les particularités de chacune d'entre elles et

²⁹ Le pragmatisme est un courant de pensée né aux États-Unis à la fin du 19^e siècle dont les premiers représentants furent, entre autres, William James, Charles S. Peirce, Alfred North Whitehead et John Dewey. L'un des principes centraux du pragmatisme est l'étude des conséquences pratiques de la pensée et consiste « à prendre en considération la relation entre le dire et le faire et à définir le processus de connaissance à partir des potentialités expérimentales qu'il permet et, donc, de la créativité. » (Akoun, 1999). En cela, le pragmatisme est une pensée de la pratique concevant la pensée *en tant que* pratique. Il a influencé certains courants de pensée en sociologie comme l'école de Chicago, les sociologies interactionnistes (ethnométhodologie, interactionnisme symbolique) ou encore les études sociales sur la science (*science studies*) (Pickering, 1993 ; Shalin, 1986).

En Europe, le pragmatisme s'est diffusé plus tardivement car il était fortement critiqué pour son relativisme. On retrouve certains traits du pragmatisme dans les pensées de Nietzsche, Bergson ou Wittgenstein (il ne s'agit pas là d'une influence directe, mais ces auteurs ont soit été lus, soit été en échange avec les premiers pragmatistes américains) (Dickstein, 1998) et plus récemment dans la philosophie de Gilles Deleuze (qui se réfère à James, Peirce et Whitehead) (Deleuze, 1969 ; Deleuze et Guattari, 1980), celle d'Isabelle Stengers (principalement Whitehead) (Stengers, 2006b) ou encore dans la sociologie de Bruno Latour (qui reprend beaucoup des travaux de Dewey sur l'expérience en démocratie) (Latour, 1999b, 2005). Plus récemment, la sociologie pragmatique de Luc Boltanski et Laurent Thévenot illustre les possibilités de synthèse entre la sociologie weberienne et le pragmatisme nord-américain (voir : Thévenot, 1999).

Les approches en sciences sociales influencées par le pragmatisme se définissent généralement en référence à leur rapport à la pratique.

l'usage que nous en avons fait. Enfin, nous présenterons la manière dont nous avons analysés ces différentes sources dans le cadre notre étude.

3.1 Les pratiques en sciences sociales

Quelle théorie pour la pratique ?

L'approche par la pratique que nous proposons pour analyser la renaturation de la Seymaz ne se veut pas une réfutation théorique des approches de la participation comme processus communicatif. Elle vise avant tout à tenter de comprendre les blocages qui peuvent survenir dans de tels processus, et par l'analyse que nous ferons du cas de la Seymaz, proposer des pistes pour en sortir. Contrairement à ce qui est souvent le cas dans le cadre d'études en sciences sociales se basant sur la communication, nos orientations théoriques ne déboucheront pas sur la proposition d'une procédure qui découlerait de cette théorie. Par ailleurs, et comme nous l'avons déjà indiqué en introduction, ce que nous entendons ici par théorie n'est pas une formule, ni même une grille de lecture qui sera *applicable* par la suite pour tout projet de renaturation, en tout lieu en tout temps³², ni non plus, de « *point de vue général permettant de situer [une] action* » (Stengers, 2006b : 122). Notre « théorie » devra permettre une abstraction *en vue* d'une action. Ce que nous entendons par abstraction est, pour reprendre une formule d'Isabelle Stengers³³, une « *parole commune* » pouvant « *résister au temps et à l'espace, et produire une pertinence renouvelée dans des circonstances encore à venir* » (Stengers, 1997a : 39). Entendue dans ce sens, une théorie n'a pas pour objectif d'aboutir à des propositions *générales* mais *génériques*, c'est-à-dire, toujours en suivant Isabelle Stengers, des propositions qui ont une dimension créatrice, qui sont capables de pousser les acteurs qui s'en emparent à agir de manière nouvelle et pertinente en fonction des questions ou problèmes qu'ils rencontrent (Stengers, 2006a). Une théorie, entendue dans ce sens, a un caractère pratique dans la mesure où elle ne cherche pas à *représenter* les choses (Thrift, 1996, 1999) :

« *Theory becomes a practical means of going on rather than something concerned with enabling us to see, contemplatively, the supposedly true nature of what something is.* » (Thrift, 1999 : 304).

Des « *paroles communes*, » il y en a eu avant ce travail, et elles lui ont servi afin de « *produire une pertinence renouvelée.* » Nous allons ici exposer celles de ces paroles que nous avons mises à réflexion dans le cadre de notre démarche. Dans un premier temps, nous exposerons brièvement les tenants du tournant pragmatique et ce qu'ils impliquent pour la recherche en sciences sociales et plus particulièrement dans la recherche en géographie. Nous arrêterons ensuite plus longuement sur l'impact de ce tournant pratique dans le cadre des *science and technology studies (STS)*. Enfin nous

³² Quand nous écrivons « en tout lieu, en tout temps », c'est valable tant pour le monde, que pour l'Europe, mais aussi pour la Suisse, le canton de Genève ou encore le bassin de la Seymaz, que ce soit pour un projet mené dans 10 ans, 5 ans ou dans 6 mois.

³³ S'appuyant ici sur des travaux de Tobie Nathan et Lucien Hounkpatin (cité dans Stengers, 1997a).

tâcherons de tirer des conséquences de ces résultats dans le cadre de la gestion politique de la nature.

Quelques aspects du tournant pratique en sciences sociales

Les sciences sociales de la fin du 20^e siècle n'arrêtent pas de tourner. Il y a eu les tournants linguistique, culturel, communicationnel, pratique et l'on se prépare maintenant à un tournant émotionnel (Bondi *et al.*, 2005). Loin d'affirmer que ces tournants font uniquement tourner les sciences sociales sur elles-mêmes, nous pensons qu'ils reflètent également les centres d'intérêts des chercheurs et leur font prêter attention à des aspects différents (et parfois nouveaux) des phénomènes qu'ils étudient. Nous nous intéresserons ici plus particulièrement à la question du tournant pratique et à ses conséquences pour les recherches en sciences sociales. Nous limiterons toutefois notre discussion à la pertinence de cette thématique dans le cadre d'une approche géographique et à des problèmes liés à la mise en œuvre de politiques à caractère environnemental.

Ce qu'on appelle communément tournant pratique en sciences sociales (*practice turn* en anglais) concerne avant tout un renouveau de l'attention portée à la manière dont les acteurs sociaux *font* les choses. D'une manière générale, ce tournant pratique est parfois caractérisée comme un déplacement de la question « pourquoi ? » à la question « comment ? » même si cette définition du problème peut se révéler réductrice, comme nous le verrons par la suite (Stengers, 2006b).

D'un point de vue historique, ce que l'on peut qualifier de tournant pratique est à faire remonter au dernier quart du 20^e siècle. La question des pratiques n'a pas été découverte à ce moment-là, puisque selon certains auteurs (Schatzki, 2001 ; Thévenot, 2006) elle était présente dès la naissance de la sociologie chez les classiques comme Emile Durkheim ou Max Weber. Mais cette notion avait pratiquement disparue des sciences sociales lorsqu'elles ont tenté de se constituer en une science cherchant à dégager des lois et des structures. Les courants tel l'interactionnisme développé par l'École de Chicago aux États-Unis ou les enquêtes monographiques de Frédéric Le Play en France avaient été marginalisées dans le mouvement de rapprochement des méthodes en sciences sociales vers un idéal scientifique s'appuyant sur les données quantitatives et la formulation de lois générales comme dans les différentes écoles structuralistes (Hamel *et al.*, 1993). On peut illustrer cette éclipse en se référant à l'index de l'*International Encyclopedia of the Social Sciences* (Sills, 1968) en 21 volumes parus en 1968. Le mot *practice* n'est présent qu'à 5 pages et uniquement dans le sens d'apprentissage ou conditionnement³⁴.

Le renouveau du terme a été poussé par les derniers travaux de Ludwig Wittgenstein dans les années 1950 concernant la pratique, mais aussi par les philosophes poststructuralistes dans les années 1960 comme Michel Foucault ou Jean-François Lyotard, dont les travaux ont contribué à remettre en cause la conception du langage en tant que structure ou système pour en faire le produit de *pratiques discursives*

³⁴ Le terme n'est pas plus présent sous l'expression *social practice* qui n'est pas du tout référencée.

(Schatzki, 2001). Ces travaux ont influencé des sociologues qui les ont repris à partir de la fin des années 1960, parfois de manière critique, afin de développer des approches sociologiques se basant sur cette notion de pratique. L'étude des ethnométhodes développée par Harold Garfinkel (1967) est un signe de ce renouveau aux États-Unis, mais on peut aussi citer, entre autres, les premiers travaux de Pierre Bourdieu (2000[1972]) et ceux de Michel de Certeau (1980) en France, ou encore ceux d'Anthony Giddens (1979, 1987) au Royaume-Uni.

Parce que le tournant pratique s'est voulu comme une réaction au structuralisme et autres approches faisant découler les comportements des acteurs d'un niveau macro-social (la classe, la société, la culture...), il a parfois été catalogué de retour à l'acteur. Si cette affirmation est vraie dans la mesure où les théoriciens des pratiques étudient la manière dont les acteurs font, elle ne signifie toutefois ni un retour au sujet des phénoménologues, ni à celui de l'acteur atomique individuel cher aux tenants de la théorie du choix rationnel (Schatzki, 2001 ; Thévenot, 2001).

L'un des points communs entre les différents théoriciens des pratiques dans leur remise en cause du poids accordé aux structures dans la détermination de l'action, est justement de ne pas souhaiter un retour à l'individu autonome libre de toute contrainte et choisissant de manière consciente et constamment la façon dont il va conduire chacune de ses actions. En particulier chez des auteurs comme Bourdieu ou Giddens, on peut voir cette volonté de rendre compte du lien existant entre des niveaux macro et micro, c'est-à-dire la manière dont des structures collectives peuvent constituer des contraintes pour les acteurs (sans pour autant qu'il y ait un déterminisme radical) et simultanément comment les acteurs produisent ces structures (Bourdieu, 2000[1972] ; Giddens, 1987). Toutefois, comme nous le verrons par la suite, cette mise en relation du micro et du macro ne passe pas uniquement par la seule activité humaine chez tous les auteurs.

Si nous venons de brosser un rapide tableau de ce qu'on peut appeler le tournant pratique, nous n'avons pas encore vu précisément ce que les auteurs qui s'en réclament appellent pratique. Comme souvent dans les sciences sociales, il existe différentes définitions parfois contradictoires d'un même terme. Dans le cas de la pratique, elles ont cependant en commun de s'intéresser à la manière dont les acteurs *font* (Rouse, 2001 ; Schatzki, 2001 ; Stengers, 2006b). Sans atteindre l'exhaustivité, nous allons ici chercher à éclairer les différentes manières dont le terme peut-être compris et ce que cela implique pour nos recherches sur la conduite d'un projet de renaturation.

Dans le langage courant, la notion de pratique est fréquemment opposée à celle de théorie. Pour reprendre la définition de Pierre Ansart : « *conformément à son étymologie, la notion de pratique s'oppose à la connaissance abstraite* » (Ansart, 1999a : 416). Si l'on applique cette définition aux études sur les pratiques des acteurs, celles-ci seront alors uniquement vues comme réfutant une théorie élaborée à leur égard (Boltanski et Thévenot, 1991), étant donné l'impossibilité de formuler des théories à portée générale en sciences sociales. Dans cette conception, la pratique n'aurait alors plus qu'un rôle « *démystificateur* » (Latour, 2001 : 331). Un tel usage du concept ne présente que peu d'intérêt s'il s'agit de comprendre ce qui se passe effectivement quand des

acteurs s'engagent dans des pratiques. Toutefois, cette conception peut se révéler utile lorsqu'il s'agit par exemple de contraster des prescriptions pour l'action par rapport à ce qui est réellement réalisé par les acteurs. On retrouve notamment cette configuration dans les questions de mise en œuvre de politiques publiques, lorsque l'application de lois ou règlements ne se fait pas en suivant les procédures formalisées. Avoir recours à la notion de pratique peut se révéler pertinent s'il s'agit non de dénoncer une absence d'adéquation qui de toute façon ne se produit jamais, mais de rendre compte des processus reliant ce que les acteurs réalisent sur le terrain et la formulation des normes, comme par exemple dans le travail de Marc Zaugg Stern sur le changement de philosophie dans l'aménagement hydraulique suisse (Zaugg Stern, 2006).

La prise en compte de la pratique ne doit pas nécessairement se faire en contraste avec la théorie (les normes, le discours...) dont, comme nous l'avons indiqué plus haut, la formulation constitue déjà un acte pratique. L'approche par la pratique peut se révéler un moyen intéressant d'étudier les relations entre acteurs pour elles-mêmes dans la mesure où la pratique implique, si elle est commune, un engagement et suppose donc que les acteurs, soit se coordonnent, soit entrent en conflit :

« En passant de la discussion des principes à l'examen des situations de discordance ou d'entente, ce n'est pas simplement à un test empirique que l'on doit se préparer, à une confrontation entre un modèle et son application. Le moment incertain de la coordination en situation ouvre sur des problèmes pragmatiques nouveaux et fait venir des questions ignorées dans le projet de la philosophie politique. Quelle est la nature de l'épreuve à laquelle est soumise la justification ? Comment les choses engagées dans l'action servent de preuve ? Comment s'arrête le jugement et quelle est la dynamique de sa remise en cause ? » (Boltanski et Thévenot, 1991 : 86)

Ces questions telles que Luc Boltanski et Laurent Thévenot les présentent ici, montrent que la pratique se fait en situation, c'est-à-dire que l'activité se contextualise. Ces questions sont « ignorées » par la philosophie politique dans le sens qu'elles sont posées de manière telles qu'on ne peut pas y apporter de réponses à caractère général³⁵ mais uniquement en fonction de la pratique étudiée. Ainsi, pour la question de la participation, s'intéresser à la pratique permet de ne pas juger immédiatement qu'une mise en œuvre de projet cantonal, qui ne se fait pas telle que définie dans la LACE constitue un ratage et que la participation tendrait à faire diverger la pratique des renaturation de sa théorie.

Theodore Schatzki, dans l'introduction d'un ouvrage collectif sur le tournant pratique classe les différentes définitions de la pratique en 4 catégories en fonction de leur degré de précision (Schatzki, 2001). Quasiment tous les penseurs de la pratique la définissent au minimum comme un domaine d'activité (*arrays of activity*). Certains auteurs rajoutent à cela que la pratique est, au sein des domaines d'activité, ce qui englobe les tours de mains (*skills*), les connaissances tacites et les présuppositions sans

³⁵ Comme c'est par exemple le cas avec les questionnements classiques en philosophie politique, du type : « Qu'est ce que LA Justice ? » « Qu'est-ce que L'Intérêt général ? » « Qu'est ce que LA Morale ? »

lesquelles la poursuite de l'activité en question ne serait plus possible. Une majorité des théoriciens, issus principalement de la philosophie et des disciplines traditionnelles en sciences sociales considèrent les pratiques comme une activité humaine. Toutefois, Schatzki souligne qu'une minorité significative, qu'il qualifie de « *post-humaniste* » (Schatzki, 2001 : 2), considère qu'il faut prendre en compte les objets dans l'analyse des pratiques :

« *because human activity is beholden to the milieus of nonhumans amid which it proceeds, understanding specific practices always involves apprehending material configurations* » (Schatzki, 2001 : 3).

Comme le souligne Schatzki dans le même texte (2001), la prise en compte des non-humains dans l'analyse peut se faire soit en les considérant comme simples réceptacles des projections et des représentations humaines (des symboles ou des fétiches) soit en les considérant comme des acteurs ayant un effet autonome dans le cours de l'action. Cette deuxième lecture du rôle des non-humains, que nous allons explorer plus en détail dans les sections suivantes, permet de prendre en compte tous les éléments – notamment techniques – influençant une action, sans les réduire à de simples préférences cognitives (du type croyance) ou fétichisation de l'intérêt.

L'une des questions principales qui se pose dans le cadre du tournant pratique est celle des déterminants sociaux de la pratique (Ansart, 1999a). Comme nous l'avons dit plus haut, si l'étude des pratiques marque un retour de l'attention portée au *faire* des acteurs, ces derniers ne se réduisent pas à l'individu rationnel. La pratique suppose toujours un engagement avec d'autres acteurs, un engagement dans le monde. Le caractère social de la pratique se reflète dans le fait que dans les travaux de sciences sociales, le qualificatif « sociale » est très souvent accolé à « pratique »³⁶. Toutefois, ce qualificatif peut signifier différentes choses.

La pratique en tant qu'activité régulière

Pour certains auteurs le caractère social de la pratique vient de ce que, lorsqu'ils s'engagent dans une pratique, les caractères sociaux *s'imposent* aux acteurs (Corcuff, 2003). C'est le cas par exemple dans la sociologie de Pierre Bourdieu (2000[1972]) dans laquelle cette imposition se fait par le biais de l'*habitus* qui est l'ensemble des dispositions incorporées dans le cadre de la socialisation précoce qui permettent à l'acteur de se situer dans le cours d'une pratique et d'agir. On peut retrouver cette idée dans la notion de pratique perçue comme routines et habitudes, telle que chez Anthony Giddens, pour qui la pratique est routinisée par le biais d'un sentiment de sécurité ontologique qui se caractérise par une confiance dans une certaine stabilité des paramètres existentiels, notamment les règles et normes permettant de savoir comment agir (Giddens, 1987). Dans les deux cas, la pratique est toutefois perçue sous son aspect régulier, même si chez Giddens une rupture est implicitement possible lorsque la sécurité ontologique n'est plus assurée. Dans ce type d'approches, la pratique est reproductrice de l'ordre social dans un rapport de structuration. Le rapport de structuration suppose que société et action individuelle se constituent

³⁶ *Social practice* en anglais, *soziale Praxis* en allemand.

mutuellement. Même si les deux auteurs soulignent la possibilité du changement, celle-ci semble absente et très peu problématisée chez Bourdieu³⁷, et chez Giddens est avant tout conçue au niveau macro-social (Giddens, 1984 : 287-324).

Chez d'autres auteurs (De Certeau, 1980 ; Geiser 2006) l'aspect régulier de la pratique est reflété dans son caractère quotidien. Cette approche est intéressante dans la mesure où elle ne rattache pas nécessairement la régularité de la pratique à un caractère répétitif ou reproductif de l'action, mais au fait que les acteurs soient *régulièrement* engagés dans des pratiques. Cela signifie que l'attention portée à une pratique ne peut pas se faire sans prendre en compte cette dimension quotidienne pour l'acteur, renvoyant donc à son vécu. Nous avons vu que dans les approches participatives basées sur la communication, la prise en compte du vécu dans le cadre de la réalisation d'un projet était importante dans la mesure où cela empêchait que le projet devienne l'imposition d'un point de vue technocratique. Une approche par la pratique permet également de prêter attention au vécu des acteurs à travers cette notion de quotidienneté qualifiant leur engagement. Mais plus encore, la notion de pratique quotidienne présente l'intérêt de prendre en compte simultanément tous ceux qui s'engagent : pour des ingénieurs ou des fonctionnaires la mise en œuvre d'un projet n'est pas seulement une manifestation de rationalité technique-instrumentale, c'est aussi une pratique quotidienne dans laquelle ils s'engagent (parfois corps et âme) (Campbell, 2002). Il n'y a pas d'un côté la planification d'un projet qui relèverait de la théorie ou de la norme et de l'autre son application qui relèverait de la pratique. Au contraire, les deux relèvent de la pratique³⁸ (voir : Geiser, 2006 pour un exemple portant sur l'application de la législation sur les forêts au Pakistan).

Jusqu'ici, nous avons vu que les approches par la pratique poussent la chercheuse à prêter plus d'attention aux façons dont les acteurs accomplissent leurs actions en s'engageant avec d'autres acteurs. Cependant, nous n'avons pas encore explicité en quoi cette approche permet de pallier aux insuffisances relevées dans la section précédente à propos des approches en termes de communication. Certes, cette attention portée au « faire » permet de concevoir différentes façons de faire et ne présuppose pas l'existence de l'accord dans la communication. Il faut pourtant, si l'on veut montrer l'utilité de cette approche par la pratique, indiquer précisément en quoi elle permet de répondre aux limites de l'approche par la communication. C'est-à-dire, premièrement, la difficulté de concevoir dans un même processus, aspects techniques et aspects propres au vécu des acteurs, deuxièmement, ne pas supposer que la bonne solution existe déjà et que l'argumentation permettra juste de la dévoiler.

³⁷ L'une des illustrations, fréquemment évoquée, de cette difficulté d'appréhender le changement avec les théories de Bourdieu est l'analyse qu'il a faite du mouvement social des chômeurs de 1997 en France en le qualifiant de « *miracle social* » montrant ainsi l'absence d'outil analytique permettant de saisir plus précisément ce qui se passait alors (Bourdieu, 1998).

³⁸ Et simultanément de la théorie, puisque les deux sont indissociables.

L'approche normative des pratiques

À côté des approches de la pratique en tant que catégorie transcendante permettant de qualifier l'action en fonction de sa régularité et de la rattacher à l'ordre social en s'appuyant sur un schéma explicatif circulaire³⁹, existent des approches de la pratique où celle-ci est également perçue comme unité d'analyse fondamentale de l'activité sociale, mais non en tant que catégorie transcendante permettant d'unifier des « faire » divers sous le moule du social déjà composé. Pour Isabelle Stengers (2006b : 160) : « *Quiconque est engagé dans une activité telle que 'toutes les manières de faire ne se valent pas' est, en ce sens, praticien* ». Dans ce sens, une pratique se définit par sa différenciation avec d'autres manières de faire, ce qui suppose qu'il existe des normes, explicites ou implicites à cette pratique.

C'est pour cette raison que cette deuxième approche de la pratique, s'opposant à la pratique en tant que seule régularité, est parfois qualifiée par ses tenants d'approche « *normative* » des pratiques (Rouse, 2001). Dans cette acception, le caractère « *normatif* » de la pratique vient du fait que les praticiens se repèrent dans un paysage familier en fonction de savoir-faire et d'habitudes (incorporées ou réfléchies) conférant ainsi une régularité au monde. La pratique dans l'acception normative ne porte pas sur les praticiens isolés, mais fait référence explicite à un *collectif engagé ensemble* et porte sur l'ensemble des opérations qui permettent de faire tenir ce collectif ensemble (Stengers, 2006b : 62). Ces opérations renvoient en partie seulement aux négociations portant sur les normes explicites qui définissent le collectif et qui le font tenir (Rouse, 2001 ; Stengers, 2006b). Mais aborder la négociation de ces règles par le biais de la pratique permet justement de ne pas tomber dans le piège qui consisterait à définir le collectif par les seules règles énoncées et à considérer tout ce qui ne s'y plie pas comme externe ou remettant en cause la définition que donne le collectif de lui-même. La norme à négocier permet de reconnaître l'engagement commun. L'exemple utilisé tant par Stengers que par Rouse est celui de la *pratique scientifique*, dans laquelle l'*activité des scientifiques* ne se résume pas à répondre aux canons de l'objectivité en tant que norme abstraite, mais aussi à se demander, par exemple, ce qu'elles peuvent risquer, ce qui sera accepté par leurs pairs ou quel thème de recherche privilégier pour continuer à obtenir des financements (Stengers, 2006b : 62).

La norme dans ce cas, n'est pas une chose pouvant être identifiée par l'extérieur (celui qui étudie la pratique) comme définissant une fois pour toute la pratique (Rouse, 2001 ; Stengers, 2006b). La percevoir de la sorte nous ferait rapidement tomber dans l'écueil mentionné plus haut : celui de contraster norme et pratique comme l'opposition entre ce qui est dit et fait (et considérer que si ce qui est fait ne correspond pas à la norme, cela ne relève plus de cette pratique). La norme est quelque chose en constante construction par la pratique et sa formulation fait partie de la pratique et ne la prédétermine pas. Pour continuer sur l'exemple de la science :

³⁹ Dans lequel la régularité des pratiques explique la stabilité sociale, et c'est parce que les conditions sociales sont reproduites (et incorporées par les acteurs) qu'on observe des pratiques régulières.

« *If one instead recognizes scientific practices as normative, what science or knowledge is is not already determined but is at issue in what scientists and others do* » (Rouse, 2001 : 196).

Cette conception de la pratique n'en fait pas une activité reproductrice comme lorsqu'elle est comprise sous l'angle de la routine ou de la régularité, mais bien plutôt une activité *productrice d'existence* (Stengers, 2006b : 177), c'est-à-dire capable de créer quelque chose de nouveau à partir de données déjà présentes. Autrement dit, la pratique produit un collectif de praticiens engagés ensembles à partir de différents acteurs. La question est alors de savoir comment concevoir cette capacité créatrice lorsque l'on cherche à analyser des pratiques.

3.2 Création de possibles et pratique

Dans la critique que nous avons faite de l'approche communicative dans le chapitre précédent (cf. chapitre 2), nous avons mentionné la difficulté d'une telle approche pour appréhender les solutions à un problème sous l'angle de la création de quelque chose de nouveau émergeant d'une relation entre acteurs. Comme nous l'avons écrit : dans l'approche communicative, ce qui est possible est déjà potentiel et se réalisera une fois le meilleur argument avancé.

Pratique et événement

Nous allons maintenant nous tourner vers la philosophie de Gilles Deleuze afin de voir comment une approche par la pratique peut intégrer une dimension créatrice. Pour cela nous allons partir du concept d'*événement* tel qu'il l'a développé (Deleuze, 1969).

Il y a événement quand il se passe quelque chose qui crée un problème, un questionnement, qui rompt la routine ou la continuité et qui s'impose à des acteurs (Deleuze, 1969 ; Lazzarato, 2004 ; Stengers, 1993). Mais ce qui caractérise l'événement, ce n'est pas qu'il survient, qu'il se passe – il n'est donc pas un fait –, mais qu'il crée du sens⁴⁰ (Deleuze, 1969) et est lié en cela à un *agencement collectif d'énonciation* (Deleuze et Guattari, 1980). Un agencement collectif d'énonciation⁴¹ est un ensemble « *d'actes et d'énoncés* » qui réagissent au sens fait par l'événement (Deleuze et Guattari, 1980). Il s'agit de tout ce qui s'énonce en mots, signes ou gestes sur l'événement et cela quel que soit le contenu de ces énoncés : négatif ou positif, pour ou contre, etc. L'événement et l'agencement collectif d'énonciation sont liés l'un à l'autre car il n'y a pas d'agencement collectif d'énonciation sans événement et inversement s'il arrive quelque chose sans qu'il y ait d'agencement collectif d'énonciation, on ne peut pas

⁴⁰ Événement et sens sont très proches chez Deleuze dans la mesure où un événement n'en est un que s'il fait sens pour des acteurs.

⁴¹ Parfois aussi appelé *agencement d'expression* (Lazzarato, 2004).

parler d'événement⁴². Comme le souligne Isabelle Stengers, c'est avant tout cette *capacité à faire sens qui qualifie l'événement et non la signification précise* que lui donneront l'un ou l'autre des énoncés à l'intérieur de l'agencement d'énonciation.

« L'événement ne s'identifie pas aux significations que ceux qui le suivront créeront à son propos, et il ne désigne même pas à priori ceux pour qui il fera une différence. Il n'a ni représentant privilégié, ni portée légitime. La portée de l'événement fait partie de ses suites, du problème posé dans le futur qu'il crée. Sa mesure fait l'objet d'interprétations multiples, mais elle peut aussi bien être donnée par la multiplicité même de ces interprétations : tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, se réfèrent à lui, inventent une manière de se servir de lui pour construire leur propre position, font suite à l'événement. En d'autres termes, toute lecture, même celle qui dénonce et dit le faux-semblant, situe encore celui qui la propose en tant qu'héritier, en tant qu'appartenant au futur que l'événement a contribué à créer, et aucune ne peut prétendre, en elle-même, « prouver » qu'il ne s'est, en fait, rien passé de particulier. Seule l'indifférence « prouve » les limites de la portée de l'événement. » (Stengers, 1993 : 81).

Le concept d'événement permet d'aborder les échanges autour d'un problème de manière très différente de l'approche communicative. Comme nous l'avons mentionné plus haut, l'un des problèmes de l'approche communicative est de concevoir le langage comme un référent direct à des contenus donnés (voir le chapitre précédent) le sens constituant une représentation de la réalité. Chez Deleuze, les énoncés que l'on trouve dans l'agencement collectif d'énonciation qui fait suite à l'événement doivent être compris dans une conception pragmatique (pratique) du langage dans lequel dire est aussi faire :

« On ne peut même pas dire que le corps, ou l'état de choses, soit le 'réfèrent' du signe. En exprimant l'attribut non corporel [n.d.a : en énonçant quelque chose], et du même coup en l'attribuant au corps [n.d.a : l'énoncé porte sur quelque chose ayant un contenu matériel], on ne représente pas, on ne réfère pas, on intervient en quelque sorte, et c'est un acte de langage. L'indépendance des deux formes, d'expression et de contenu n'est pas contredite, mais au contraire confirmée par ceci : que les expressions vont s'insérer dans les contenus, non pas pour les représenter, mais pour les anticiper, les rétrograder, les ralentir ou les précipiter, les détacher ou les réunir, les découper autrement. » (Deleuze et Guattari, 1980 : 110).

⁴² On peut illustrer cela à partir de l'exemple trivial suivant : je sors du bureau en claquant la porte bruyamment. Mes collègues ne réagissent pas. Il n'y a pas d'événement, ni d'agencement collectif d'énonciation. Si au contraire, l'un d'eux fait « chut ! » qu'un autre me demande de ne plus recommencer, qu'un troisième me lance sa gomme et qu'un quatrième se réjouisse de ce que le bruit amène de la vie dans le bureau, la porte qui claque est un événement (donc du sens) qui produit un agencement collectif d'énonciation. Le même raisonnement peut s'appliquer à des déclarations d'élus, des décisions administratives ou à un tremblement de terre.

La citation ci-dessus illustre clairement une conception de l'expression en tant qu'acte⁴³. Elle introduit également une deuxième notion qui est celle de *corps* ou de *contenu*. Par ces deux mots, Deleuze et Guattari qualifient ce qu'on pourrait décrire plus généralement comme le *matériel*. Un corps est « *tout contenu formé* » (Deleuze et Guattari, 1980 : 109) et tout comme les énoncés, des contenus multiples peuvent être reliés entre eux dans le cadre d'un *agencement machinique* qui est :

« un état précis de mélange de corps dans une société, comprenant toutes les attractions et répulsions, les sympathies et les antipathies, les altérations, les alliages, les pénétrations et expansions qui affectent les corps de toute sorte les uns par rapport aux autres. » (Deleuze et Guattari, 1980 : 114).

L'agencement machinique est l'équivalent de l'agencement d'expression dans le domaine du matériel. Signalons toutefois, comme nous le développerons ci-dessous, que l'agencement machinique ne correspond pas à un agencement d'expression *réalisé*, mais que les deux existent simultanément et correspondent aux dimensions virtuelle et actuelle d'une *même* réalité.

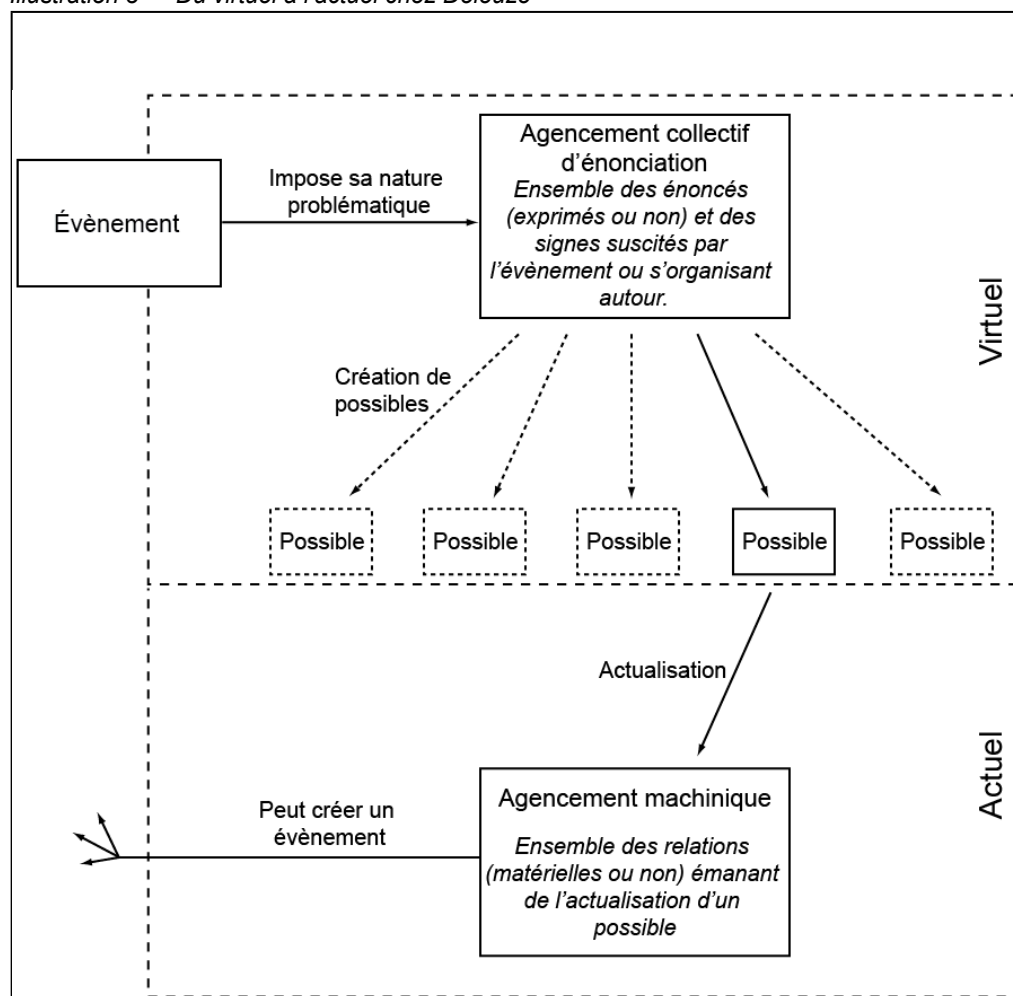
En effet, en disant que les énoncés « *interviennent* » sur les contenus, Deleuze et Guattari précisent qu'il ne s'agit pas là d'une conception idéaliste du monde dans lequel des énoncés issus du monde des idées auraient la capacité de former la réalité. Mais ces énoncés en opérant de manière active peuvent étendre la capacité transformatrice de l'événement au monde matériel (les « *corps* ») (Fraser, 2006). Mariam Fraser (2006) indique que la relation entre un agencement d'expression créé par un événement et un agencement machinique ou état d'affaires – *state of affairs* – particulier n'est pas un rapport direct possible/réel, mais un rapport entre le virtuel et l'actuel.

C'est le couple virtuel/actuel qui permet de concevoir le passage de l'expression, au matériel en les appréhendant comme deux facettes de la réalité : « *le virtuel ne s'oppose pas au réel, mais seulement à l'actuel. Le virtuel possède une pleine réalité, en tant que virtuel* » (Deleuze, 1968 : 269). L'agencement collectif d'énonciation est de l'ordre du virtuel alors que l'agencement machinique et de l'ordre de l'actuel. Agencement collectif d'énonciation et agencement machinique sont d'ailleurs deux « segments » d'un même agencement (Deleuze et Guattari, 1980 : 112). La relation entre ces deux segments n'est pas celle entre un possible (qui serait l'agencement collectif d'énonciation) et sa réalisation (qui serait l'agencement machinique). La transformation de l'état des corps passe d'abord par la *création de mondes possibles* par l'agencement collectif d'énonciation (Deleuze, 1969). Ces possibles seront actualisés

⁴³ Pour une présentation plus détaillée du langage chez Deleuze et Guattari, lire plus particulièrement le chapitre « 20 novembre 1923 – Postulats de la linguistique » dans *Mille Plateaux* (Deleuze et Guattari, 1980 : 95-139).

(ou pas) dans un agencement machinique⁴⁴ (ill. 3). Autrement dit, par sa seule existence l'agencement collectif d'énonciation aura déjà modifié le monde réel, mais il n'est pas dit que cela suffise à changer directement un état d'affaire dans sa dimension matérielle⁴⁵.

Illustration 3 Du virtuel à l'actuel chez Deleuze



Source : O. Ejderyan (d'après Deleuze, 1968 ; Deleuze et Guattari, 1980 ; Fraser, 2006 ; Lazzarato, 2004)

⁴⁴ On peut également relever que tout agencement contient des dynamiques qui le stabilisent (ce que Deleuze et Guattari appellent territorialisation ou reterritorialisation) et d'autres qui le déstabilisent et peuvent le modifier (des lignes de fuite qui entraînent ce que Deleuze et Guattari appellent une déterritorialisation) (Deleuze et Guattari, 1980). Ces concepts ne sont toutefois pas sollicités dans le cadre de notre études en raison, entre autre, de l'attention portée en sur le processus dans sa dimension interne et non par rapport aux modifications qu'il entraîne pour les pratiques de l'administration genevoise.

⁴⁵ Par exemple une proposition politique largement débattue, qui exacerbe des tensions, occupe du temps de travail de parlementaires mais n'est finalement pas traduite en un projet de loi.

Les différents éléments au sein d'un agencement s'assemblent sous forme de *rhizome*, un réseau sans point d'origine où chaque élément (personne, instrument, déclaration, animal, sensation) peut-être relié aux autres sans passer par un point central (Deleuze et Guattari, 1980). La métaphore du rhizome indique que le réseau formé par les différents éléments d'un agencement ne prend pas une forme structurée en arborescence ou toile d'araignée. Le virtuel et l'actuel y sont entrelacés et distribués le long de toutes les branches. Ce sont les liens qui s'établissent entre les différents éléments qu'il convient donc d'étudier pour apprendre quelque chose d'un agencement. La mise en relation

Deux régimes du possible

Ces concepts bien qu'ils puissent paraître abstraits en raison de la terminologie employée par Deleuze, se révèlent très clairs lorsqu'il s'agit de les appliquer à notre champ d'étude qui est celui de la participation et encore plus si on les contraste avec les solutions de l'approche communicative. En effet, si l'on considère par exemple que la volonté d'une administration de réaliser une renaturation de cours d'eau constitue un événement pour différents acteurs, cet événement va modifier leur façon de percevoir leur région, leurs perspectives d'avenir ou d'autres acteurs avec qui ils ont l'habitude de s'engager. Il va s'en suivre un agencement collectif d'énonciation qui pourra contribuer à des mondes possibles. Dans une telle approche, la participation va porter sur les possibles créés par cet agencement collectif d'énonciation et tenter de les actualiser en effectuant le projet qui produira un nouvel agencement machinique (les relations matérielles dans lesquelles sont prises les différents acteurs auront changé, par exemple : nouvelle morphologie des berges qui entraîne une nouvelle occupation des sols, changement dans l'activité des riverains, de leurs relations avec l'administration, flux financiers pour les dédommager, prestations pour l'entretien...).

Par contraste, dans une approche strictement communicative de la participation, l'analyse porterait uniquement sur les arguments avancés par les acteurs et le projet finalement réalisé le serait en fonction des « meilleurs » arguments et définirait également le possible rétrospectivement (ce qui a été réalisé était le « meilleur » possible).

L'approche par l'événement est une approche par la pratique dans la mesure où elle porte son attention sur ce que font les acteurs (l'énoncé étant aussi faire). En proposant la distinction entre agencement collectif d'énonciation et agencement machinique et en les ancrant tous deux dans le réel, la philosophie de Gilles Deleuze permet d'éviter plusieurs écueils, notamment des approches communicatives, mais aussi de certaines approches par la pratique.

Tout d'abord, il offre un outil permettant d'analyser les pratiques participatives dans ce qu'elles ont de créatif. L'échange verbal, la communication (au sens commun du terme) est créatrice de possible et tout ce qui s'y dit fait exister du possible. Celui-ci n'est défini ni par les termes de la négociation (le projet tel que proposé) ni rétrospectivement (le projet tel qu'il a été réalisé), mais est constamment à créer. Le couple *création de possible/actualisation* implique une approche analytique (mais aussi

des processus de prise de décision) très différente du couple *possible/réalisation* (ill. 4). Maurizio Lazzarato souligne que dans les conflits politiques contemporains ces deux « régimes du possible » coexistent (Lazzarato, 2004 : 17). Le deuxième aspect de la dimension créatrice de ce type d'approche est celle, évoquée ci-dessus, de production d'existence, c'est-à-dire la capacité de conférer une identité/altérité à des acteurs.

Illustration 4 Représentation des « régimes du possible »

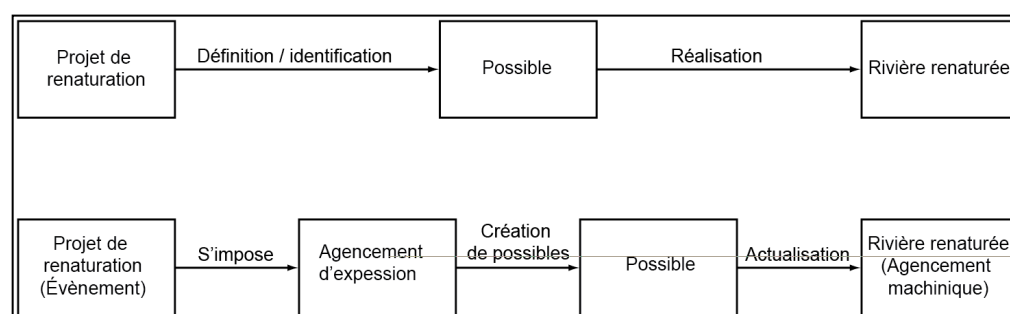


Schéma : O. Ejderyan

Un deuxième avantage de la distinction agencement collectif d'énonciation/agencement machinique est qu'elle permet de sortir du dualisme acteur/société. Les pratiques ne seront pas considérées comme ayant des contraintes sociales et une capacité créatrice provenant des individus, comme nous avons pu l'indiquer ci-dessus. Dans l'approche par l'événement, les contraintes comme les capacités créatrices sont sociales. Non au sens qu'elles sont données par un groupe social défini, mais parce qu'elles sont rendues possibles par l'association des énoncés et des corps au sein d'agencements. La distinction agencement collectif d'énonciation/agencement machinique s'appuie sur une définition normative des pratiques ou celles-ci se caractérisent par un collectif engagé ensemble (voir ci-dessus). L'ensemble des opérations de négociation comme ce qui est fait peuvent être étudiées en partant de l'événement.

Enfin, la distinction actuel/virtuel permet de sortir du dualisme moderne entre réel/idéal et des autres dualismes comme nature /société. Nous avons vu que c'est particulièrement ce dernier dualisme qui rendait problématique l'appréhension des processus participatifs dans le cadre de renaturation de cours d'eau (et de politique environnementale en général). La séparation agencement collectif d'énonciation/agencement machinique et celle virtuel/actuel qui lui est associé permet de sortir des problèmes associés à l'approche communicationnelle qui elle s'appuie sur les dualismes modernes. Le discours scientifique (la rationalité technique instrumentale) n'est ici plus séparé des autres types d'énoncé mais s'assemble avec eux dans les agencements d'énonciation. Quant aux objets, artefacts, espèces non-humaines, ils sont associés aux humains dans le cadre des agencements machiniques. Une approche par la pratique s'appuyant sur une philosophie de l'événement comme celle de Gilles Deleuze permet donc de sortir du dualisme nature/société.

3.3 La nature comme pratiques

Aborder un processus participatif en observant l'interaction entre les différents acteurs sous l'angle de la pratique permet de prendre en compte le vécu quotidien des acteurs (en considérant de plus, que la rationalité technique-instrumentale relève également d'une pratique) ainsi que le potentiel créatif de cette interaction. Mais nous n'avons pas encore montré comment les aspects techniques dans le cadre d'une renaturation (c'est-à-dire les aspects touchant à la sécurité, mais aussi à la qualité biologique des cours d'eau) pouvaient être pris en compte sans qu'ils écrasent les autres points de vue du projet. Comme nous l'avons indiqué en introduction de ce chapitre et comme cela a pu être vu dans la section précédente, l'une des principales difficultés vient du fait que l'activité de renaturation (d'autant plus lorsqu'elle est réalisée de manière participative) oblige à prendre en compte ensemble nature et société. Or, dans la culture occidentale cette prise en compte ensemble est difficile, puisque les deux domaines ont été considérés comme relevant de deux pôles de réalité distincts (Latour, 1991a ; 1999b).

Les sciences et le dualisme nature/société

La distinction entre nature et société en Occident remonte à la philosophie grecque antique et n'a cessé de se renforcer par la suite⁴⁶. Certes, de nombreux philosophes ont défendu d'autres visions dès l'antiquité et jusqu'à de nos jours. Il s'agit en particulier des différentes philosophies ne cherchant pas à identifier des *essences* (nature, idées...) mais s'intéressant aux *processus* ayant cours dans le monde.⁴⁷ La philosophie de Gilles Deleuze dont nous avons présenté quelques aspects ci-dessus s'inscrit également dans cette lignée.

Mais c'est surtout dans le dernier quart du 20^e siècle que cette conception séparée nature/société a été questionnée de manière plus systématique au sein des sciences sociales par le développement des *science and technology studies* (STS, parfois abrégé en

⁴⁶ Les premières interrogations de la philosophie grecque autour de cette notion seraient intervenues vers le 6^e siècle avant J.C., lorsque ces philosophes ont cherché à remplacer les causes « *mythiques* » par des causes « *rationnelles* » (Larrère et Larrère, 1997 : 25) et ont introduit l'idée de nature pour cela. Dans la conception de la nature de Platon qui est celle qui va se diffuser de manière dominante en Occident et perdurer jusqu'à l'époque contemporaine, la nature est hors le social, et surtout, elle est plus « *réelle*. » Descartes renforcera cette lecture de la nature en argumentant notamment que nature et artifice obéissent aux mêmes règles... Celles de la nature (Larrère et Larrère, 1997 : 64).

⁴⁷ Les philosophies du processus ou du procès (*process philosophy* en anglais) considèrent que l'étude des processus prime sur l'étude de l'essence des choses pour tenter de comprendre le monde (Rescher, 2002). Les philosophies du processus sont avant tout des philosophies du changement. Pour tenter d'établir une lignée plus ou moins cohérente, on peut citer parmi les philosophes du processus, entre autres, Héraclite, Spinoza, Leibniz, Friedrich Nietzsche, William James, Alfred North Whitehead, Henri Bergson, Gilles Deleuze ou Isabelle Stengers. D'une manière générale, les penseurs pragmatiques, en raison de l'importance qu'ils accordent à la pratique, adoptent une ontologie similaire à certaines philosophies du processus.

science studies)⁴⁸. Elles ont, dans un premier temps, permis une nouvelle compréhension de l'activité scientifique en laboratoire puis ont étendu le champ de leurs recherches à la manière dont les résultats de ces laboratoires étaient accueillis (généralement sous leur forme technique) par les sociétés humaines. Les chercheurs des *sciences studies* ont repris le projet de la sociologie des sciences d'étudier l'activité scientifique en utilisant les outils des sciences sociales. Mais contrairement à ce qui avait été fait initialement dans le cadre des études sociologiques sur la science pendant les années 1970⁴⁹, ils ne se sont pas limités à étudier les caractéristiques sociales des scientifiques et comment celles-ci pouvaient influencer leur activité, mais l'activité scientifique elle-même.

Parmi les exemples les plus illustratifs de cette nouvelle discipline, on trouve les « études de laboratoire » (*laboratory studies*) réalisées à la fin des années 1970 par Bruno Latour et Steve Woolgar (1988) ou Karin Knorr-Cetina (1981). L'ouvrage *La vie de laboratoire* (Latour et Woolgar, 1988 ; paru en Anglais en 1979) est l'un de ceux qui a poussé le plus loin la démarche dans la mesure où Bruno Latour, l'un des auteurs, est allé enquêter dans un laboratoire de neuro-endocrinologie en appliquant les méthodes de l'anthropologie, c'est-à-dire en observant les scientifiques au travail, décrivant leurs gestes, ce qu'ils écrivent, les façons dont ils se mettent d'accord et diffusent leurs résultats en sorte que ceux-ci soient acceptés par l'ensemble de la communauté scientifique.

Ces études, en se fixant sur la *pratique* des scientifiques et non sur le discours épistémologique sur la science, ont montré le caractère *construit* des faits scientifiques. Par construit, les chercheurs des STS entendaient que avant de pouvoir être établi de manière solide, de ne plus être contesté par les autres scientifiques, un résultat scientifique devait passer par de nombreuses chaînes de traductions, recruter des alliés comme d'autres scientifiques, des financeurs publics, des industriels mais aussi l'opinion publique, avant de pouvoir être – enfin – établi comme fait (voir Latour, 1995a, 2001 ; Latour et Woolgar, 1988). Le caractère « construit » des faits vient donc de ce qu'ils nécessitent un tel assemblage avant de pouvoir être validé.

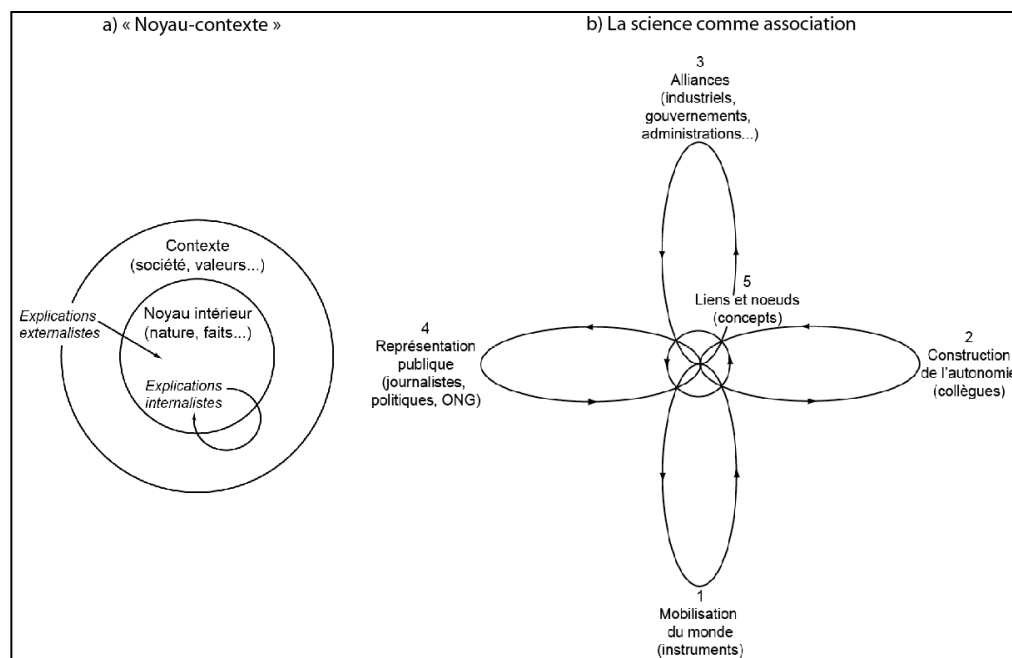
Ces approches ont soulevé de nombreuses critiques leur reprochant de présenter les résultats scientifiques comme de simples « constructions sociales, » des accords entre scientifiques relevant de l'arbitraire (Bourdieu, 1998, 2001 ; Sokal et Bricmont, 1995). Fréquemment utilisé dans ce type de travaux, l'expression de « construction sociale » a été abandonnée par Latour au motif que le qualificatif social pouvait laisser croire que les éléments non-humains mobilisés dans le cadre de l'activité ne jouaient en fin de compte aucun rôle (Latour, 2001). Or, chez Latour le social ne définit pas une matière qui se rattacherait à tout ce qui touche aux sociétés humaines, mais qualifie ce

⁴⁸ *Science and technology studies* signifie études sur les sciences et techniques. Ces études se sont constituées comme champ de recherche pluridisciplinaire autonome à partir de l'épistémologie, la sociologie des sciences et des techniques, l'histoire des sciences et l'anthropologie des sciences. En français le nom de sociologie des sciences et le terme le plus fréquemment employé, mais il ne couvre à notre sens qu'une partie du champ STS. On trouve parfois le nom d'études sociales de la science (Pour une courte présentation voir : Vinck, 1999).

⁴⁹ Par exemple *The Sociology of Science* de Merton en 1973 (cité in Latour, 2005)

qui a été associé (Latour, 2005). Pour Latour, le caractère social des faits scientifiques relève donc de ce qu'ils ne sont pas uniquement le résultat de conventions entre humains, mais que pour être établis solidement, tout un ensemble d'instruments, d'outils, de substances, de molécules doit être mobilisé et *s'associer* aux humains. Ces éléments sont ce que Latour appelle les non-humains sans lesquels les faits scientifiques ne pourraient être établis. Ils correspondent à ce qui est généralement considéré comme relevant de la nature. Mais le concept de « non-humain » chez Latour se distingue de celui de « naturel, » en ce que ces éléments ne relèvent pas d'une ontologie distincte des humains.

Illustration 5 Deux représentations de l'activité scientifique



Source : Latour, 2001.

Cette distinction humain/non-humain est avant tout méthodologique et permet de suivre la manière dont des éléments humains et non-humains s'associent au cours d'opérations pratiques. Elle permet de suivre ces associations, sans préjuger de ce qui est naturel ou non. Chez Latour, les faits scientifiques sont donc des assemblages d'humains et non-humains (ill. 5b). Ces « faits » sont le résultat de cet assemblage mais aussi ce qui permet de faire tenir l'assemblage⁵⁰. Cette vision, s'oppose à la

⁵⁰ Que l'on pense par exemple à des scientifiques en mesure de poursuivre leurs recherches sur une molécule quelconque dans une université publique parce que celle-ci intéresse une multinationale qui finance leurs recherches. Si leurs résultats n'arrivent pas à devenir des « faits », l'alliance entre industriels et scientifiques pourra être rompue. Inversement, si les scientifiques s'opposent à poursuivre les recherches, par exemple pour des raisons éthiques, le fait ne sera jamais établi.

représentation classique des sciences. Dans celle-ci (ill. 5a) il existerait un noyau qui relèverait des fait et qui correspondrait à l'activité scientifique pure et selon les conceptions entièrement à l'abri de l'influence du « social » qui serait un domaine extérieur, ou au contraire influencé par un contexte social extérieur venant en quelque sorte polluer la pureté des faits⁵¹ (Latour, 2001 ; Nowotny *et al.*, 2003). Chez Latour et chez nombre d'autres auteurs STS, les faits ne relèvent donc pas de la nature à laquelle on aurait accès par la Science, mais sont le résultat d'une *pratique scientifique productrice de faits* grâce à l'assemblage d'humains et non-humains.

Cette approche à été appelée théorie des actants-réseaux (plus connue sous l'acronyme ANT, d'*actor-network theory* en anglais) parce qu'elle présentait les problèmes scientifiques et techniques comme le résultat d'assemblage d'éléments humains et non-humains formants un réseau. Les réseaux de l'ANT sont comparables aux agencements de la philosophie de Gilles Deleuze (Barry, 2002 ; Latour, 1999a) puisqu'ils relient entre eux des éléments humains et non-humains et que l'action de chacun des acteurs et comprise comme émergent de l'association (d'où le nom d'actant-réseau). Toutefois, en suivant l'argument d'Andrew Barry (2002), nous préférons conserver l'expression deleuzienne d'agencement, plutôt que celles de réseau ou actant-réseau. En raison de la présence du mot réseau dans de nombreux champs lexicaux scientifiques⁵² et profanes et son emploi quasi-quotidien avec l'essor des réseaux techniques⁵³, l'ANT a souvent prêté à confusion et à des interprétations erronées de sa définition du mot réseau (Barry, 2002 ; Latour, 2005). La principale confusion vient de ce que pour les tenants de l'ANT, le réseau ne qualifiait initialement pas un ensemble de plusieurs éléments reliés directement entre eux, mais portait sur les nombreuses opérations de négociation, de traduction et les modifications que des éléments différents devaient effectuer avant d'être reliés entre eux (Barry, 2002 ; Latour, 1999a, 2005) :

« Now that the World Wide Web exists, everyone believes they understand what a network is. While twenty years ago there was still some freshness in the term as a critical tool against notions as diverse as institution, society, nation-state and more generally any flat surface, it has lost any cutting edge and is now the pet notion of all those who want to modernize modernization. (...)

At the time, the word network, like Deleuze's and Guattari's term rhizome, clearly meant a series of transformations – translations, transductions –

⁵¹ Ces deux conceptions correspondent aux explications *internalistes* du changement scientifique pour la première (le changement scientifique s'expliquent par des motivations propres à la communauté scientifique) et *externalistes* pour la seconde (le changement scientifique s'explique par des facteurs externes, tel la volonté politique, les changements de mœurs des chercheurs, etc.). Bruno Latour (2001) souligne que ces deux visions reprennent le partage moderne dans la mesure où elles considèrent que nature et société sont distinctes.

⁵² Par exemple l'analyse des réseaux sociaux (*network analysis*) en sociologie ou sciences politiques, héritée de la sociologie de Simmel qui étudie les liens entre individus au sein ou entre différentes organisations.

⁵³ Qu'on pense à la télévision, radio, internet ou encore à l'organisation des groupes de distribution commerciaux.

which could not be captured by any of the traditional terms of social theory. With the new popularization of the word network, it now means transport without deformation, an instantaneous, unmediated access to every piece of information. That is exactly the opposite of what we meant. » (Latour, 1999a : 15)

Une deuxième confusion est liée au fait que l'expression actant-réseau a parfois été comprise comme la mise en relation de deux pôles : action (actant) / structure (réseau) (Latour, 1999a) alors que l'actant-réseau est toujours à concevoir dans son ensemble. Le terme d'agencement, moins connoté nous semble éviter ces mésinterprétations.

Les pratiques scientifiques dans la cité

Les *science and technology studies* ne se sont toutefois pas limitées à l'étude de l'activité scientifique au sein des laboratoires mais aussi intéressées à la manière dont étaient pratiquées les sciences dans le cadre de projets techniques et dans le domaine de l'expertise. Ces études les ont amenés à porter une attention plus forte sur les relations entre les scientifiques et les autres groupes et notamment les relations avec les pouvoirs politiques jouant souvent un rôle important dans le cadre des projets techniques. Cette extension du champ d'étude a amené nombre de chercheurs STS à pousser leur réflexion sur le rôle politique de la science et des scientifiques dans les sociétés contemporaines.

Dans *Nous n'avons jamais été modernes* (1991a) Bruno Latour, en s'appuyant sur ses travaux empiriques dans le domaine des STS, a entrepris une remise en cause de la division nature/social telle qu'elle a été instaurée par la « Constitution moderne » et notamment la manière dont cette séparation permet de court-circuiter le processus politique⁵⁴. En effet, dans les sociétés modernes, la référence aux faits, à la nature ou à la réalité est fréquemment invoquée pour mettre fin aux débats lorsque règne un désaccord (Latour, 1991a, 1991b ; Stengers, 1993, 1997b). Cette situation a donné le pouvoir aux scientifiques – les tenants des faits, ceux qui ont donc accès à la nature – de trancher les débats politiques concernant la société. Au cours du 19^e siècle, elle a permis l'essor de la catégorie d'*expert*, c'est-à-dire d'individus disposant d'un savoir spécifique appliquant ce savoir hors des laboratoires (Nowotny *et al.*, 2003 ; Stengers, 1997b, 2006b). Les experts, dans leur conception moderne, sont donc ceux qui ont pour tâche de juger des faits (relevant de la nature) dans le cadre de processus politiques portant sur des thématiques demandant des connaissances scientifiques.

Certaines approches en sciences sociales définissent les experts en s'attachant avant tout à la spécificité de leur savoir et font porter leur critique de la position d'expert sur ce caractère spécifique. Arguant que tous les acteurs disposent d'un savoir spécifique, ils affirment que tout le monde peut être expert dans certaines situations, car disposant d'un savoir approprié. Surtout ils remettent en cause l'affirmation que les savoirs locaux sont d'une nature différente que le savoir scientifique (Agrawal, 1995) car les procédés d'acquisition de connaissances sont les mêmes dans tous les cas

⁵⁴ Il n'est pas question ici uniquement de la politique institutionnelle, mais de tout débat ayant trait à l'organisation de la vie en communauté

(observations, expérimentations, analyses, questionnements, induction/déduction) et seul l'intensité et les instruments utilisés distinguent les deux types de connaissances.

Bien que partageant ce constat, nous réservons le terme aux experts « modernes » s'appuyant sur une connaissance issue avant tout d'une formation scientifique et, dans certains, cas issue de l'expérience mais validée officiellement (à travers un diplôme, un titre, une position administrative ou une autre forme de reconnaissance officielle) (Ejderyan, 2007a). Le qualificatif « d'expert » ne garantit pas la véracité ou l'adéquation d'un savoir pour une situation donnée, pas plus que l'expression « profane » ou « locale » ne disqualifie un savoir ou le considère comme mineur. Dans le sens où nous employons ces termes, la distinction porte non sur le contenu du savoir mais sur le statut de son producteur⁵⁵ (voir Callon et Rabearisoa, 2003 pour une étude montrant les similitudes dans l'acquisition des connaissances expertes et profanes, mais maintenant la distinction sociologique).

C'est à partir de la fin du 19^e siècle que les experts ont pris un rôle prépondérant dans la prise de décision avec le développement des états nations et la mise en place d'administrations dont le but était de mettre en œuvre le projet moderne en appliquant les principes scientifiques à la prise de décision afin que celle-ci soit éclairée et permette le « Progrès de la Nation » (voir par exemple : Latour, 1991a ; Nowotny *et al.*, 2003 ; Stengers 1997b). Dans la seconde moitié du 20^e siècle, les décisions des experts ont toutefois commencé à être contestées en raison notamment d'une remise en cause du progrès technique associé aux sciences (notamment après l'explosion de la première bombe atomique), d'une perte de confiance dans la fiabilité des décisions basés sur l'expertise et d'une prise de conscience de ce que cette dernière réduisait la portée des débats démocratiques (voir Ejderyan 2007a, 2007b).

C'est précisément ce court-circuit dans la démocratie que Bruno Latour a dénoncé dans ses travaux (1991a) en montrant comment l'expertise tendait à faire sortir tout un pan des processus de prise de décision du champ de la négociation démocratique, en particulier à travers la définition du possible, décliné généralement sous forme de variantes (Latour, 1999b ; Callon *et al.*, 2001). Dans cette conception moderniste de la démocratie, les experts, en se basant sur les connaissances scientifiques, établissent « les faits » sur lesquels les responsables politiques et autres groupes concernés par le problème en question devront se prononcer en fonction de leurs priorités politiques, possibilités économiques ou de l'acceptabilité sociale. Mais les « faits » eux-mêmes ne sont plus à discuter, tout au plus leurs variantes. Cette conception dualise la décision politique en suivant le schéma moderne entre des faits qui seraient du domaine de la nature, soumis à des lois indiscutables⁵⁶ et l'opinion (ou préférences, croyances, représentations, etc.) qui seraient du domaine du social (Bensaude-Vincent, 2003 ; Latour, 2001 ; Stengers, 1997b).

⁵⁵ De plus, cette distinction n'est pas hermétique. Ainsi il n'est pas rare que des individus s'étant intéressés à une question dans le cadre d'un projet et ayant contesté des décisions d'experts se retrouvent eux-mêmes experts par la suite (Callon et Rabearisoa, 2003).

⁵⁶ Les notions de faits sociaux ou lois sociales entrent également dans cette catégorie dans la mesure où elles correspondent à une naturalisation de la société (Latour, 1999b)

Or comme nous l'avons vu ci-dessus, les travaux des STS ont montré que la production des faits scientifiques était le résultat d'assemblages particuliers entre humains et non-humains. L'équation des faits scientifiques à la nature est le résultat d'un processus de purification (Latour, 1991a) qui est le propre des sciences modernes, en particulier celles de laboratoire. La purification est le processus qui consiste à éliminer tout ce qui pourrait venir perturber un dispositif expérimental tentant d'affirmer un fait scientifique⁵⁷ (humeur de l'expérimentatrice, conditions atmosphériques locales, orientations politiques de l'assistant, etc...). Or, si les éléments éliminés dans le processus de purification sont considérés comme n'important pas pour la communauté de scientifiques qu'ils concernent, il n'en est peut-être pas de même hors du laboratoire :

« C'est pourquoi, dès qu'elle sort du laboratoire, dès qu'elle quitte son milieu de naissance, la preuve scientifique perd son autorité. Elle est en effet incapable d'exclure la possibilité que ce qui a été éliminé avec succès au laboratoire comme insignifiant, comme bruit parasite, ne joue pas, dans le nouveau milieu, un rôle crucial. Et elle est donc tout aussi bien incapable de garantir que l'expert jugeant une situation dans les termes que cette preuve autorise ne laisse pas échapper un aspect crucial de cette situation. » (Stengers, 2005).

Bruno Latour, indique que le travail de purification effectué par les scientifiques au sein du laboratoire pour établir des faits a été étendu par l'épistémologie moderne à tout ce qui n'est pas humain et qualifié comme relevant donc du domaine de la nature. Comme de nombreux travaux des STS sont venu le montrer, le monde n'est pas peuplé de « faits » purifiés⁵⁸, mais par des *hybrides*, qui sont des assemblages d'humains et de non-humains : le trou dans la couche d'ozone, la vache folle sont tous des hybrides que l'on ne peut pas comprendre en les analysant seulement en tant que phénomènes naturels ou au contraire en les rattachant uniquement au domaine du social⁵⁹ (Latour, 1991a, 1999b ; Larrère et Larrère, 1997). Or, ce dont discutent les

⁵⁷ Dans *L'invention des sciences modernes* (1993), Isabelle Stengers fait remonter la naissance du laboratoire moderne où s'effectue une purification des faits à la fabrication au début du 17^e siècle du plan incliné servant à démontrer les lois de la dynamique de la chute des corps par Galilée, lorsque celui-ci élimine le « frottement » en faisant rouler des billes sur le plan incliné. Bruno Latour a, quant à lui, analysé le travail de purification consistant à séparer science et politique intervenu à la suite de l'invention de la pompe à air au milieu du 17^e siècle par le physicien anglais Robert Boyle (pour une analyse des conséquences épistémologiques de l'invention de Boyle et de la controverse qui l'a opposé à Thomas Hobbes voir Latour, 1991a. Pour une analyse historique détaillée de la controverse voir l'ouvrage de Steve Shapin et Simon Schaffer, *Leviathan and the air-pump : Hobbes, Boyle and the experimental life*, cité in Latour 1991a).

⁵⁸ Mais cette purification ne permet pas pour autant de se passer d'un agencement d'humains et de non-humains.

⁵⁹ « Press the most innocent aerosol button and you'll be heading for the Antarctic, and from there to the University of California at Irvine, the mountain ranges of Lyon, the chemistry of inert gases, and then maybe to the United Nations, but this fragile thread will be broken into as many segments as there are pure disciplines. By all means, they seem to say, let us not mix up knowledge, interest, justice and power. » (Latour 1993, p. 2)

experts sont généralement ces hybrides assimilés à la nature et sur lesquels la politique, la société ou l'économie n'auraient à se prononcer qu'une fois les faits établis. D'où l'affirmation d'Isabelle Stengers ci-dessus, que la preuve scientifique « perd son autorité » lorsqu'elle sort du laboratoire. Cela ne signifie pas pour autant qu'elle devient négligeable ou que l'on peut s'en passer (cf. Stengers, 2006b).

Mais la question se pose alors de comment appréhender les décisions politiques impliquant une rencontre entre scientifiques, experts et autres groupes sans pour autant les réduire à la discussion de l'existence de faits indiscutables (ou *matters of fact* en anglais). Bruno Latour propose pour cela la notion de *matter of concern*, qu'il oppose à celle de *matter of fact*⁶⁰ (Latour, 2004, 2005). Un *matter of concern* est ce qui rassemble des acteurs autour d'une préoccupation. Dans *La Vierge et le neutrino* (2006), Isabelle Stengers a montré comment les faits scientifiques peuvent être conçus sur le mode du *matter of concern* des scientifiques, c'est-à-dire ce qui préoccupe les scientifiques, indépendamment de la manière dont ils répondent à cette préoccupation. La notion de *matter of concern* permet de concevoir la « réalité extérieure » sur le mode « de la surprise et de l'événement » (Latour, 1999b : 119) qui va obliger⁶¹ les scientifiques à prendre en compte cet événement sur un mode pertinent pour leur pratique (Stengers, 2006b).

En adoptant une telle approche il devient possible d'étudier le rôle des sciences dans les processus de prise de décision sans leur donner un statut privilégié, ni les réduire à une pratique « comme une autre » (Stengers, 2006b), une « simple » construction sociale (Latour, 2004). En effet, un problème peut constituer un *matter of concern* uniquement pour des scientifiques, mais il peut aussi bien être un *matter of concern* pour des groupes différents, y compris les scientifiques, comme par exemple le réchauffement planétaire. La notion de *matter of concern* permet d'étudier un engagement commun de différentes pratiques sans pour autant supposer une identité à ses pratiques. Dans cette optique la science ne peut pas être réduite à une pratique comme une autre, mais cela uniquement dans la mesure où aucune pratique n'est comme une autre (Stengers, 2006b).

En partant de la notion de *matter of concern*, on peut donc appréhender le rôle des experts et des scientifiques autour d'une question spécifique, conjointement aux autres acteurs. Le *matter of concern* qui les regroupe s'imposant à eux sur le mode de l'événement deleuzien (voir ci-dessus), celui-ci ne suppose pas une identité entre ces pratiques et ne confère à aucune d'entre elle une position privilégiée de droit. De plus, la notion de *matter of concern* permet de se débarrasser de celle de *matter of fact* qui renvoie à une séparation nature / société, les *matters of fact* ne pouvant faire l'enjeu d'une discussion politique. Cette opération permet d'envisager une mise en délibération politique des enjeux liés à la « nature » telle qu'elle est comprise dans le

⁶⁰ Ces deux expressions ne sont pas traduites en français, ni dans les ouvrages de Bruno Latour, ni dans ceux d'Isabelle Stengers.

⁶¹ Pour Stengers, l'obligation ne fait pas référence à une contrainte externe à la pratique, mais interne. Si les scientifiques sont *obligés* par un événement, c'est en tant qu'ils doivent le prendre en compte pour pouvoir continuer à se considérer comme scientifiques. Mais tout événement n'oblige pas les scientifiques (Stengers, 1997a, 2006b).

sens moderne intégrant les sciences. Celles-ci ne représentent plus « une rationalité technique instrumentale » qu'il faudrait maintenir hors du champ de la délibération. Enfin, la notion d'agencement que nous avons présenté plus tôt permet de suivre les relations entre les différentes pratiques, tant au niveau du virtuel (les agencements s'expression) que de l'actuel (les agencements machiniques).

Signalons enfin que la notion de *matter of concern* implique également la chercheuse qui étudie des pratiques différentes engagées autour d'un *matter of concern* commun. Si elle les étudie c'est parce qu'elles sont engagées autour de ce *matter of concern*, qui devient par là aussi *matter of concern* pour la chercheuse. Ainsi, la renaturation de la Seymaz est devenue un *matter of concern* pour nous-mêmes, tout comme elle l'est pour les agriculteurs, les écologistes où le personnel de l'administration cantonale. Le chercheur n'est plus conçu comme ayant une position de surplomb, de neutralité ou de non intervention, mais engagé autour du *matter of concern* au même titre que les acteurs qu'il étudie, mais avec des obligations et des intérêts qui lui sont propre : ceux de respecter les normes de sa pratique (ici la géographie humaine) et d'apprendre quelque chose du cas de renaturation de la Seymaz.

On voit à présent en quoi l'approche par la pratique que nous avons présenté ici permet d'étudier un processus de décision lié à la mise en œuvre d'un projet de renaturation. Premièrement la notion de pratique ne réduit pas les délibérations qui ont cours dans un processus de prise de décision à leur simple aspect verbal, mais permet de prendre en compte les différents acteurs (écologistes, agriculteurs, mandataires, fonctionnaires...) en tant qu'ils sont engagés dans des « faire » spécifiques qui leurs confèrent une certaine identité⁶². Ensuite, les notions d'événement et de *matter of concern* permettent de concevoir un engagement commun de différentes pratiques sans en exclure aucune a priori, ni les réduire à une identité commune. De plus, cette approche permet de ne pas préjuger des possibilités qui s'offrent aux acteurs ni de ratifier une solution retenue en disant que si elle a été retenue c'est que c'était la meilleure⁶³. Enfin la notion d'agencement permet de suivre les associations entre les différents acteurs et d'analyser celle-ci tant du point de vue des agencements d'expression que des agencements machiniques. Grâce à l'apport des STS on a vu qu'il était possible d'intégrer les éléments non-humains dans l'étude, à travers l'analyse d'agencements (ou de réseaux) hybrides, alors qu'ils étaient assimilés à la nature dans une optique moderniste.

3.4 Démarche de la recherche

Dans cette section nous allons présenter la démarche que nous avons suivi afin d'enquêter sur le projet de renaturation de la Seymaz en adoptant une approche par

⁶² Toutefois, comme nous le verrons, il faut prendre garde à ne pas figer cette identité, ni à réduire les acteurs à cette identité. De plus, la pratique ne confère pas seulement une identité commune propre à chaque pratique mais aussi une *altérité* par rapport aux autres pratiques.

⁶³ Ni d'ailleurs dans le cas où une telle affirmation serait indéfendable de la part d'un chercheur en sciences sociales, de prendre une position de surplomb pour critiquer la solution retenue.

la pratique comme celle que nous avons présentée ci-dessus. Nous allons dans un premier temps indiquer ce qui nous a poussé à choisir la Seymaz comme étude de cas, puis présenter les différentes sources d'information que nous avons utilisé et la manière dont nous les avons analysés.

Choix de l'étude de cas

Lorsque nous avons commencé à étudier les aspects participatifs des prises de décision dans les projets de renaturation en Suisse, l'une des motivations était d'obtenir des informations sur la manière dont se déroulaient « réellement » la prise en compte des acteurs externes à l'administration dans les processus de prise de décision, sans nécessairement les juger à l'aune d'idéal-types rencontrés dans la littérature scientifique sur le sujet, ni en fonction des souhaits des administrations pour l'organisation de ces procédures. Nous voulions avant tout chercher à savoir : qu'est-ce qui se passe ? Et comment ça se passe ? Cela avec le plus de détails possible.

Il nous est donc tout de suite venu à l'idée d'analyser un ou plusieurs cas en profondeur afin de pouvoir remplir l'objectif que nous nous étions fixé, c'est-à-dire, voir « comment ça se passe ? » Alors que nous pensions faire une étude comparative entre deux cas, nous avons finalement opté pour une étude de cas qualitative⁶⁴.

Une étude de cas qualitative est, comme son nom l'indique, une étude de cas qui s'appuie sur des méthodes qualitatives d'analyse. Il s'agit de l'étude d'*un* ensemble composé d'une *multiplicité* de relations. Le cas peut-être une situation, un village, un pays, un groupe d'individus, un écosystème, une organisation voir même une seule personne (cf. Gerring, 2004). L'étude de cas se distingue avant tout par le fait qu'elle étudie un seul phénomène, problème ou cas et qu'elle cherche à retracer les liens ainsi que décrire les processus au sein de ce qui est étudié (Gerring, 2004 ; Hammel *et al.*, 1993). Le cas est donc à concevoir comme un agencement, qu'il va s'agir de décrire afin de montrer les relations qui le constituent.

L'étude de cas est fréquemment confondue avec l'analyse qualitative, notamment parce que les premières écoles de sciences sociales à l'avoir popularisée à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle pratiquaient essentiellement des études qualitatives⁶⁵. Toutefois, comme le souligne Gerring (2004) il existe également des études de cas quantitatives, notamment en sciences politiques lorsque des états sont pris en tant que cas étudiés par des enquêtes par questionnaire avec un nombre élevé de répondants. De même, une enquête qualitative ne constitue pas nécessairement une étude de cas. Il ne suffit en effet pas de délimiter un champ d'étude, même clairement

⁶⁴ Pour une explication des différences entre l'étude de cas et la comparaison de cas, voir Gerring (2004).

⁶⁵ Il s'agit des enquêtes sociales de Frédéric le Play en France, les enquêtes de terrains de Bronislaw Malinowski en ethnographie et l'École de Chicago aux États-Unis (Hamel *et al.*, 1993)

défini et restreint, pour avoir un cas. On doit avoir un ensemble au sein duquel les éléments étudiés sont en relation⁶⁶.

Deux critiques ont été opposées à l'étude de cas, notamment celle de l'objectivité et celle de la représentativité. Concernant l'objectivité, la critique faite aux études de cas relève d'une position que Lorraine Daston (1992) a qualifié « d'objectivité sans perspective » (*aperspectival objectivity*), c'est-à-dire d'une critique du fait que ce qu'observe l'enquêteur dans l'étude de cas est lié à sa position à un moment donné, donc à sa subjectivité et à la non reproductibilité de l'observation dans des conditions identiques. Cette critique nous semble non pertinente en raison de deux éléments. Tout d'abord, il est réducteur de considérer l'objectivité sous le seul aspect de l'absence de perspective, car cet aspect n'en constitue pas le point central. La disparition de la perspective dans l'objectivité est une position développée par les épistémologues du 19^e siècle qui ne s'est imposé que plus tard dans les sciences naturelles⁶⁷ puis a été reprise au 20^e siècle dans les sciences sociales. Elle confond la notion de relativisme qui implique la prise en compte d'un point de vue particulier pour expliquer quelque chose et celle d'arbitraire qui implique que l'explication n'est que fonction d'un choix personnel ou social (par exemple une préférence ou une convention de groupe, ce qui revient au même). Cette confusion et celle entre la « vérité du relatif » et la relativité de la vérité (Deleuze et Guattari, 1991).

« La vérité du relatif n'a rien à voir avec la relativité de la vérité, qui met en scène, explicitement ou non, une position de jugement, capable de définir ce à quoi est relatif ce qui se présente comme vérité (conviction, subjectivité, appartenance sociale, intérêts de classe, culture, etc.). La vérité du relatif, quant à elle, affirme le caractère indissociable de la vérité et de la création de relation, sans référence à une 'objectivité détachée', qu'elle soit réputée possible ou non. » (Stengers, 2006b : 171. Souligné par nous)

L'objectivité dans le cadre d'une étude de cas peut donc s'établir en retraçant les liens entre les différents éléments constituant l'agencement du cas étudié. Ces liens sont retracés par un texte (*textual account*) qui peut être évalué à l'aune du réseau qu'il dessine (Latour, 2005). Pour constituer un réseau il faut que les différents éléments décrits dans le texte soient *reliés entre eux*, et donc *jouent effectivement un rôle* dans le cas étudié⁶⁸. Un texte objectif est un texte qui rend les relations entre les différents

⁶⁶ Par exemple une enquête nationale par questionnaire peut être utilisé dans le cadre d'une étude de cas si les données sont étudiées dans leurs relations entre elles et en tant qu'elles contribuent à caractériser l'ensemble étudié (le cas) ou à dégager des processus en cours dans l'ensemble. Si au contraire les données sont utilisées pour comparer des individus ou des groupes entre eux, ou s'il s'agit de produire une typologie, il ne s'agira pas d'une étude de cas. De même une enquête qualitative s'appuyant sur un nombre restreint de textes ou d'entretiens ($n \leq 20$) analysés en profondeur ne sera pas pour autant une étude de cas, s'il s'agit par exemple d'une étude cherchant à identifier des types de discours.

⁶⁷ Pour une présentation de différentes manières de concevoir l'objectivité et pour une mise en perspective historique de son rôle dans les sciences voir Daston (1992, 2001) et Megill (1994).

⁶⁸ Dans l'ANT, c'est à partir du moment où un élément joue un rôle (fait une différence dans une situation) qu'il peut être qualifié d'acteur, qu'il s'agisse d'un humain ou d'un non-humain, même un objet inanimé (Latour, 2005).

éléments visibles, sans faire appel à des catégories abstraites dont on ne voit pas comment elles influent sur la situation (Latour, 2005)⁶⁹. Ces relations peuvent être du domaine de l'expression ou a matérielles. Dans tous les cas elles laissent des traces qu'il va s'agir pour le chercheur de trouver et rendre visibles. Ces traces se retrouvent dans des documents, des déclarations ou encore sont inscrites dans des paysages, des constructions. Il s'agit pour le chercheur avant tout de les décrire (Latour, 2005), description qui est le principal outil pour une théorie non représentationnelle (*non representational theory*) (Thrift, 1996, 2004).

La deuxième critique portant sur la représentativité des cas est elle aussi fonction du sens donné au terme. S'il s'agit de la représentativité au sens statistique du terme, c'est-à-dire qu'à partir de l'échantillon choisi on doit être capable d'inférer à l'ensemble d'une population (dans notre cas, tous les projets de renaturation genevois, voir suisses), l'étude de cas ne peut offrir de représentativité et ce n'est d'ailleurs pas son objectif (Gerring, 2004). La représentativité dans une étude de cas est fonction des questions que l'on souhaite soulever et auxquelles on cherche des réponses. Un cas représentatif est donc un cas choisi en fonction des questions et des problèmes qui se posent aux acteurs étudiés et leur adéquation avec celles du chercheur ou de la chercheuse. Un cas peut être représentatif par sa singularité en ayant réagi à un problème de manière novatrice, différente à tous les autres cas. Cette conception de la représentativité n'est pas un pis-aller mais au contraire une nécessité lorsqu'on ne cherche pas à appliquer et à construire une théorie permettant la généralisation des résultats de l'étude de cas, mais à ce que ces résultats soient génériques, c'est-à-dire qu'ils produisent de la pensée. Ainsi, nous ne pensons pas que les solutions adoptées dans le cas de la Seymaz que nous allons présenter maintenant soient transposables partout. Mais nous pensons que la manière originale et innovante dont la renaturation de la Seymaz a été accomplie peut pousser des responsables d'autre projets à innover et à explorer des solutions originales en fonction des situations qui se présentent à eux.

Des entretiens exploratoires, que nous avons menés avec des responsables des cours d'eau romands⁷⁰, nous ont amené à choisir la Seymaz comme seul cas, en raison de la situation complexe dans lequel le projet se trouvait lorsque nous nous y sommes intéressé au printemps 2003 et avons mené un premier entretien exploratoire.

En effet, les agriculteurs avaient refusé l'avant-projet quelques mois auparavant, après avoir été intégré dans un processus participatif pendant près de quatre ans. À

⁶⁹ Ce point peut être illustré avec l'exemple de la notion de *pouvoir* en sciences sociales qui est fréquemment invoquée pour expliquer des situations d'inégalités économiques entre des individus ou des groupes. Or très fréquemment, cette notion de pouvoir n'explique rien, mais est précisément ce qui devrait être expliqué. La même remarque peut être faite pour les notions de culture ou de norme, fréquemment plaquées pour expliquer une situation ou un comportement sans prendre le temps de décrire à quoi il est relié (voir Latour, 2005).

⁷⁰ Il s'agit de l'inspecteur de l'OFEG responsable de la Suisse romande, du responsable du service des cours d'eau valaisans et de deux responsables des cours d'eau vaudois, ainsi que du chef du service de renaturation de Genève. Ces entretiens ont été réalisés entre la fin de l'année 2002 le printemps 2003.

cela, l'administration répondait non pas en abandonnant le projet ou en tentant un passage en force, mais en relançant le processus participatif⁷¹ et en tentant de tirer des leçons du premier échec. Cette situation nous semblait intéressante dans la mesure où nous pouvions étudier dans le même cas une situation d'échec et une possible réussite. La Seymaz nous semblait un cas d'autant plus intéressant, qu'au dire du chef du service de renaturation de Genève, le blocage des agriculteurs n'était pas une position de principe, mais était lié à des aspects techniques du projet. De plus, une dimension de conflit amont-aval doublée d'une dimension rural-urbain, rendait ce projet particulièrement attractif à étudier pour un géographe. Un autre élément que nous trouvions intéressant pour notre étude était la taille relativement petite de la Seymaz (à peine plus de 10 km de long) par rapport à son importance politique. Il nous semblait donc qu'en étudiant la Seymaz il y aurait beaucoup à apprendre pour la renaturation des « petites » rivières suisses, la majeure partie des projets de renaturation en Suisse se faisant sur ce type de cours d'eau, mais ceux-ci étant moins étudiés que les « grands » projets d'aménagement hydraulique sur le Rhône, le Rhin ou l'Aar (pour une remarque similaire portant sur les questions de génie biologique, voir Boschi *et al.*, 2003) Enfin, le dernier élément qui nous a poussé à choisir Seymaz comme étude de cas était l'intérêt que portaient les responsables des cours d'eau à une telle étude, tant au niveau fédéral⁷², que pour les responsables genevois qui nous indiquaient que nous pourrions assister aux réunions tenues dans le cadre de la Charte Seymaz et aurions accès à toute la documentation concernant le projet. Cette possibilité de retracer le déroulement du projet tout en suivant son évolution nous offrait un cas approprié.

Positionnement du chercheur dans l'étude

Réaliser une étude de cas à partir d'une enquête de terrain suppose que les données de la recherche sont produites par l'interaction entre le chercheur ou la chercheuse et les acteurs étudiés (Beaud et Weber, 1998). Par définition s'il y a interaction, cela implique donc que le chercheur influence son « sujet » de recherches, l'inverse étant également vrai, même si cela est moins fréquemment discuté dans les articles de méthodologie en sciences sociales portant sur le sujet (Bailey *et al.*, 1999 ; Beaud et Weber, 1998 ; Kleinmann and Copp, 1993). Les méthodologies classiques en recherche qualitative considéraient ce point comme une faiblesse à éliminer en neutralisant autant que faire se peut l'influence du chercheur sur son terrain.

⁷¹ Comme nous le verrons par la suite, cela ne s'est pas fait sans une certaine pression de la part du monde agricole.

⁷² Le Canton de Genève étant financièrement fort, il ne recevait pas de subventions fédérales pour l'aménagement des cours d'eau. Les inspecteurs de l'OFEG, n'ayant pas à examiner de demandes de financement genevoises et n'étant de plus pas intégrés dans les instances de pilotage des projets puisque n'étant pas parmi les maîtres d'ouvrage, étaient donc moins informés sur les détails des projets de renaturation genevois, alors que ce canton est l'un des plus actifs dans ce domaine (entretien exploratoire avec l'inspecteur de l'OFEG responsable de l'aménagement hydraulique pour la Suisse romande).

Toutefois, à partir des dernières décennies du 20^e siècle, de nombreux chercheurs et chercheuses ont souligné qu'il n'était pas possible d'éliminer cette influence. Certains traitent encore cette dimension subjective comme un mal nécessaire qu'il va s'agir de contrôler et évaluer (Baxter and Eyles, 1997). D'autres, au contraire affirment que le caractère intersubjectif de la recherche qualitative de terrain est ce qui fait sa particularité en tant que méthode de recherche et que tous les « produits » de cette intersubjectivité, y compris l'influence du chercheur sur son terrain sont à prendre en compte (Bailey *et al.*, 1999)⁷³. Concernant l'influence du terrain et des interlocuteurs, en particulier les émotions qu'ils peuvent susciter chez le chercheur, de nombreux auteurs soutiennent qu'elles sont à prendre en compte et à traiter ouvertement dans le cadre de la recherche (Kleinmann and Copp, 1993) dans la mesure où elles fournissent généralement des informations importantes sur des situations particulières⁷⁴.

Nous considérons que la volonté d'éliminer toute dimension subjective dans une étude de cas réalisée à travers une enquête de terrain relève de l'objectivité sans perspective évoquée dans la section précédente et qu'au contraire, expliciter cette dimension subjective contribue à augmenter l'objectivité d'une étude de cas en fournissant plus d'informations afin de situer l'étude. L'un des moyens pour cela est de reproduire de manière extensive les passages de textes ou extraits d'entretien réalisés (Baxter and Eyles, 1997. Cf. section suivante pour la manière dont nous avons exposé nos données). L'autre moyen largement évoqué dans la littérature sur le sujet consiste en un retour réflexif du chercheur sur sa position dans le dispositif d'enquête (Beau et Weber, 1998 ; Bourdieu 2001) ou une « gestion réflexive » de la recherche (Bailey *et al.*, 1999).

Notre position lors de nos recherches dans le cadre du processus de prise de décision de la renaturation de la Seymaz a avant tout été celle d'un observateur. Nous ne sommes jamais intervenu directement dans les discussions entre différents acteurs lors des séances publiques. Cette position n'a pas été dictée par l'administration ou les mandataires, ni par une volonté de neutralité de notre part, mais par la contrainte de prise de note et de suivi des conversations. La concentration nécessaire pour le suivi des échanges ainsi qu'une méconnaissance du dossier lors des premières séances nous a fait adopter cette position silencieuse et nous n'en sommes plus sorti par la suite, même lorsque nous en sommes senti capable par la suite. Une position d'observateur ne signifie pas pour autant une position externe au projet. Ce n'est pas parce que nous ne sommes pas intervenu lors des séances que les acteurs n'avaient pas conscience de notre présence. D'une part nous avons souvent discuté avec eux avant ou après les séances et n'avons jamais hésité à donner notre avis sur telle ou telle question du projet, ni notre position par rapport à la renaturation de la Seymaz, qui était que le projet soit réalisé.

⁷³ Dans le cas de la recherche-action, c'est l'intervention du chercheur sur le terrain et ses conséquences qui deviennent l'objet de la recherche.

⁷⁴ Par exemple : si un chercheur ou une chercheuse ressent de la colère ou de l'indignation par rapport à une situation ou a une déclaration faite par un informateur, il s'agira de se demander d'où vient ce sentiment, comment le définir et pourquoi il a été provoqué.

Nos relations avec les acteurs ont toujours été très cordiales. Lorsque nous sommes arrivés sur le terrain de la Seymaz pour nos premières recherches nous avons ressenti une certaine retenue à mon égard de la part des agriculteurs. Celle-ci s'est essentiellement traduite par un délai dans l'obtention d'entretiens avec les agriculteurs. Lors de nos premières demandes de rencontre au cours de l'été 2003, plusieurs d'entre eux ont repoussé la date de rencontre (sans jamais opposer de refus), arguant d'un trop plein de travail. Nous n'avons jamais été en mesure de savoir si cela avait vraiment été la raison ou s'ils me considéraient dans un premier temps comme un « partisan » de l'administration ou encore un étudiant urbain intéressé aux renaturations donc forcément hostile aux agriculteurs. Toutefois, après avoir participé aux séances du Groupe d'accompagnement nous n'avons plus ressenti ce type d'attitude envers nous.

D'une manière générale, nous ne pensons pas avoir influencé le déroulement des débats lors des séances au point d'avoir pu donner une direction différente au projet. Les entretiens que nous avons mené avec les différents acteurs, tous comme les conversations ne nous ont jamais laissé entrevoir que certains d'entre eux ont modifié leur comportement après avoir eu une conversation avec nous.

Les sources d'information

Afin de retracer la manière dont est né et a évolué le projet de renaturation de la Seymaz, nous avons pu nous appuyer sur un large éventail de sources, constitué aussi bien de documents écrits, que d'entretiens, mais aussi de notes sur les choses vues et perçues lors de visites sur le terrain. Les listes des sources que nous avons consultées afin de réaliser cette étude se trouvent en annexe (annexes 3, 4, 5). Elles sont classées en trois catégories : documents, entretiens et notes de terrain. Cette distinction est faite uniquement pour des raisons d'organisation dans le classement qui figure en annexe. Dans le cadre de l'analyse, ces sources n'ont pas fait l'objet d'un traitement différencié en fonction du type de support dont il s'agissait (voir la sous-section suivante).

Nous avons classé dans la catégorie « documents » (annexe 3), toutes les sources directement écrites que nous avons collectées, quelle que soit leur auteur ou le type de document. Entrent dans cette catégorie :

- *Les PV de séances* : il s'agit ici des séances liées au projet Seymaz, c'est-à-dire les réunions de préparation de la première loi de renaturation L 7852 de 1998 (séances internes à l'administration et avec les partenaires) ; les réunions des services pilotant le projet (à partir de janvier 1999, avant que ne soit formalisé le Comité de pilotage jusqu'à octobre 2005) ; les séances « Charte Seymaz » (de 1999 à octobre 2005) ; les réunions entre les responsables du projet et les communes (de mars 2000 à avril 2001) ; les séances de coordination entre le Comité de pilotage et les mandataires chargés de la réalisation du projet (de décembre 2002 à mars 2003) ; les séances de « reprise de contact » entre administration et agriculteurs et entre mandataire et agriculteurs au début de l'année 2003 ; les séances internes au groupe de mandataires chargés de la réalisation (à partir de juin 2003, jusqu'en

2005) ; les séances du Groupe d'accompagnement⁷⁵ d'août 2003 à décembre 2004) et les diverses séances isolées qu'il y a pu avoir tout au long du projet (séances d'information, séances de signature du protocole d'accord, etc.). Nous n'avons pas eu accès aux PV de séances du groupe de projet (de 2003 à 2005). Les PV reprennent classiquement l'ordre du jour de la séance, les principaux points discutés, les décisions prises. Ils présentent également un intérêt dans la mesure où ils résument également des aspects techniques des discussions. L'analyse des PV se révèle intéressante dans la mesure où ces documents « figent » en quelque sorte le point de vue des participants en fonction l'interprétation du rédacteur. Celle-ci peut être contestée lors de la séance. Les demandes ou remarques des participants retranscrites peuvent souvent ce qui permet d'identifier leur position. Les PV ne font généralement pas état de l'ambiance de la réunion, ni de remarques anodines ou de digressions autour des thèmes discutés, qui peuvent au cours d'une séance en dire bien plus sur l'état d'esprit d'un participant. Toutefois, lorsqu'on les compare et lorsqu'on assiste à des séances et que l'on voit ensuite le PV retranscrit, on peut apprendre à tirer du texte des éléments sur l'état d'esprit de la séance.

- *Les documents techniques relatifs au projet* : il s'agit ici de tous les documents du type rapport, plans, projets ou schémas que cela soit une description de l'état existant à un moment donné ou des projets qui ont – ou n'ont pas – été réalisés. Ces documents nous ont servi, d'une part pour comprendre le contenu des discussions dans les séances participatives, apprendre à connaître la région de la Seymaz et ce qui en fait un cours d'eau d'intéressant, mais aussi identifier les particularités disciplinaires des différents champs d'expertise des mandataires et des responsables de l'administration. Ces documents sont aussi le moyen d'étudier des virtuels qui n'ont pas été actualisés.
- *La correspondance entre les acteurs* : hormis les convocations aux séances qui ne comportent généralement que des indications de date, de lieu et de thèmes (et que nous n'avons donc pas retenues dans la liste des documents étudiés), il s'agit de tous documents envoyés entre acteurs dans le cadre du projet par courrier postal ou électronique. Ces documents sont intéressants dans la mesure où leurs objectifs se laissent classer de la façon suivante : information sur des points qui n'ont pas été discutés lors de séances ou ne figurant pas dans d'autres documents, demande de précisions sur des points abordés dans des séances ou des documents, apport de précisions sur des points abordés dans des séances ou des documents, désaccord avec une position exprimée dans un PV ou dans un autre document.
- *Les brochures et affiches* : les brochures ou affiches à destination du public spécialiste ou non des renaturations, mais non-impliqué dans le projet sont des documents intéressants, dans la mesure où ils reprennent les points jugés centraux (concernant la Seymaz, ou la politique de renaturation en général) et les expliquent de manière synthétique. Ils donnent aussi des définitions simples et claires. Ces documents nous ont aussi été utiles pour la compréhension des discussions lors des séances ou pour la lecture de PV et documents techniques.

⁷⁵ Les séances du groupe de travail du Groupe d'accompagnement (voir chapitre 6) n'ont pas fait l'objet de PV

Enfin ces documents permettent de se faire une idée du caractère public de la question des renaturations à Genève (bien qu'il soit difficile de savoir exactement ce que les habitants savent exactement)⁷⁶.

- *Les textes tirés du mémorial du Grand Conseil* : il s'agit des documents retraçant le traitement des questions liées au projet devant le Grand Conseil genevois. Les textes du mémorial du Grand Conseil contiennent les textes des lois, projets de lois, motions, interpellations qui ont été traités en séance, les débats relatifs à ces textes ainsi que les rapports de commission quand un texte a préalablement été examiné par une commission. Ces documents nous ont avant tout servi pour suivre l'évolution historique du projet. Ils contiennent de nombreuses références écrites (souvent les seules que nous ayons trouvées) sur des événements passés auxquels les acteurs de la Seymaz font référence. Ils illustrent eux aussi le niveau de publicité de la question des renaturations à Genève.
- *La documentation en ligne* : il s'agit essentiellement de documents fournissant des informations sur les organisations impliquées dans le projet de renaturation de la Seymaz. On y trouve les organigrammes, les objectifs des organisations, leur statut et dans certains cas des prises de position sur le projet Seymaz (notamment dans les archives de bulletins électroniques lorsqu'il y en a).
- *Les articles de presse* : nous avons également tenu compte des articles portant sur la politique de renaturation à Genève et de ceux portant sur le projet Seymaz. Ces documents étaient essentiellement intéressants pour les déclarations des acteurs citées et à nouveau en tant qu'indicateur de la publicité des renaturations en général et du projet Seymaz en particulier. Ces articles n'ont pas fait l'objet d'une analyse de presse spécifique.

Une partie de ces documents écrits nous a été utile pour pouvoir suivre les discussions et comprendre les travaux réalisés dans le cadre des observations de terrain (annexe 5) que nous avons réalisé entre juin 2003 et mai 2007. Ces observations ont été inscrites sous formes de notes de terrain simultanément à l'observation ou plusieurs heures après lorsqu'une prise de notes était impossible ou inappropriée. Elles se basent sur différents types d'approches de terrain.

- *La participation aux réunions* : dans le cadre de nos recherches de terrain, il nous a été possible d'assister aux réunions Charte Seymaz et à celles du Groupe d'accompagnement à partir de juin 2003 jusqu'en septembre 2005 (ainsi qu'à des assemblées générales d'associations concernées ou des séances spéciales). Nous avons pu au cours de ces réunions prendre des notes sur les interventions des participants. Il convient ici de développer plus en avant la façon dont ont été prises ces notes. Tout d'abord nous n'avons pas envisagé d'enregistrer le déroulement des séances et n'avons pas fait de demandes dans ce sens. Lors de conversations ultérieures, deux mandataires m'ont effectivement indiqué que

⁷⁶ Berit Junker qui a réalisé une enquête nationale en Suisse sur les représentations de la population en matière d'aménagement des cours d'eau (Junker, 2008), indique que dans son échantillon genevois la connaissance de projets de renaturation était supérieure à la moyenne nationale. La Seymaz était parmi les projets les plus cités avec la renaturation des Teppes de Verbois en bord du Rhône et celle de l'Aire (communication personnelle).

l'enregistrement aurait été probablement refusé, les participant risquant de se comporter différemment s'ils savaient leurs dialogues enregistrés. Le gain produit par l'enregistrement aurait toutefois été limité par le fait qu'une partie des conversations se déroulaient autour de matériaux visuels (présentations power point, cartes, photos). De plus l'enregistrement ne permettait pas de tenir compte de toutes les réactions non verbales (moues, signes...). Concernant la prise de notes, les options étaient répertorier systématiquement toutes les interventions quel que soit leur contenu⁷⁷ ou essayer de saisir les moments marquants des discussions et de les retranscrire de la manière la plus exacte possible. Mon approche tentant de cerner la relation entre le projet de renaturation et son lieu d'implémentation exigeait une attention plus particulière à certains aspects du contenu de la discussion, ce qui rendait très difficile une recension systématique. J'ai donc choisi de suivre attentivement les discussions, comme les présentations des mandataires, et de tenter de noter intégralement les phases portant sur les thématiques principales et de prêter attention à l'attitude des autres participants ce faisant. Le principal apport de celles-ci était de pouvoir suivre le développement d'argumentation en situation publique.

- *Les discussions informelles* : La participation aux réunions et aux autres événements ont également fourni de multiples occasions pour des discussions informelles avec les participants, en particulier lors de trajets en voiture, avant ou après une séance, lors de passages pour chercher ou apporter de la documentation ou encore lorsque nous allions prendre un verre ensemble après une séance. J'ai pu parfois obtenir des informations intéressantes lors de telles conversations qui ne pouvaient toutefois être protocolées immédiatement après. Ces moments étaient souvent l'occasion pour certaines personnes de s'épancher, dire ce qu'elles avaient sur le cœur et ne pouvaient le dire en séance, faire des commentaires sur la séance ou les participants. C'était aussi l'occasion, en particulier pour les différents mandataires, de nous demander ce que nous pensions du projet et du processus, d'émettre des commentaires, ce à quoi nous avons toujours répondu. Nous avons choisi de ne pas retranscrire ces conversations dans la thèse. Toutefois, lorsque certaines déclarations faites dans une telle situation nous ont paru intéressantes, nous avons abordé la thématique lors des entretiens (la grande majorité des entretiens a eu lieu après la présentation du projet en décembre 2004). Les conversations informelles tenues en marges des entretiens ont été intégrés à ceux-ci.
- *Les visites de terrain* : nous avons également réalisé plusieurs visites de terrain sur les bords de la Seymaz. Le but de celles-ci étaient de voir les différents éléments paysagers dont parlaient les acteurs et les plans afin de pouvoir suivre les discussions et le cas échéant poser des questions. De plus, de nombreux acteurs

⁷⁷ Fietkau et Trénel (Fietkau und Trénel, 2002) offrent un exemple intéressant de recension systématique. Leur méthode consiste à enregistrer chaque interaction dans un tableau, en indiquant l'intervenant ainsi que le destinataire et en qualifiant l'intervention selon qu'elle est procédurale, émotionnelle, ou porte sur des questions de fond. Le contenu de l'intervention est noté sous forme de mots clés. L'avantage de cette méthode est de pouvoir suivre la forme de la discussion dans son ensemble. Mais l'inconvénient principal réside dans le fait qu'elle prête moins d'attention au contenu des débats, présupposant en quelque sorte que la forme « participation » suffit à faire émerger des solutions.

faisaient référence à l'esthétique des bords de la Seymaz, en parlaient comme d'un lieu agréable avec sa lumière et ses sons. Ces arguments revenant dans deux nombreuses discussions et étant aussi une des raisons de l'échec de l'avant-projet, nous avons souhaité prêter attention à cet aspect. En passant du temps sur place à différentes saisons de l'année nous avons aussi essayé de développer une sensibilité propre aux abords de la Seymaz pour ne pas la voir uniquement comme un espace sur lequel se déroule un projet étudié. Pour certaines visites, nous avons été sur le terrain seul, pour d'autre en compagnie de certains acteurs.

Notre dernière catégorie de sources pour la réalisation de cette étude est composée d'entretiens réalisés avec les différents acteurs engagés concernés par le projet. Nous avons réalisés 34 entretiens avec 28 acteurs différents (annexe 4). Dans le présent texte, les interlocuteurs ont été rendus anonymes par l'indication d'initiales au lieu de noms complets lors de citations⁷⁸. Ces entretiens ont été conduits sur un mode semi-directif, avec très questions très ouvertes et pour une partie d'entre elles, spécifiques à la personne interrogée. Les entretiens ont été réalisés entre mai 2003 et octobre 2005 et se situent pour la grande majorité dans une fourchette de durée d'1h30 à 2h30⁷⁹. Ceux-ci peuvent être classés en deux groupes.

- Des *entretiens rétrospectifs*, réalisés au cours de l'été 2003, peu de temps après le choix de la Seymaz comme étude de cas. Il s'agissait de se faire une idée du déroulement du projet, de ses principaux enjeux, d'avoir une certaine connaissance de l'identité des participants aux réunions afin d'être capable de suivre les enjeux des discussions et comprendre la documentation à laquelle il nous avait été donné accès. Il s'agit de 9 entretiens avec 8 personnes différentes, qui se sont déroulés avec des responsables de l'administrations (4, dont 3 ont été réinterrogés par la suite), des représentants du monde agricole (2), un agriculteur et un représentant des milieux écologistes.
- Des *entretiens compréhensifs*, qui ont été réalisés à partir de l'hiver 2004 jusqu'à octobre 2005, au nombre de 25. L'objectif de ces entretiens était essentiellement de discuter des motivations des acteurs engagés dans la renaturation de la Seymaz et

⁷⁸ L'anonymat des interlocuteurs a pour objectif premier de protéger ceux-ci d'éventuelles conséquences négatives que pourraient entraîner la communication d'informations à un chercheur. Les modalités d'anonymisation sont à évaluer en fonction de cela (Kaspar and Müller-Böcker, 2006). Lors de l'étude d'un projet, il n'est pratiquement pas possible dans un travail descriptif de garantir un anonymat complet sans réduire l'intelligibilité de l'étude, en raison de l'interconnaissance entre les personnes interrogées (Latour, 1992). Dans notre cas, les propos retranscrits sont dans leur quasi-totalité des propos tenus en publics ou revenant sur des comportements et des propos tenus en publics. Pour la plupart des événements discutés, les autorités étaient soit représentées soit informées. Le but de notre procédure d'anonymat par mention des initiales est donc avant tout de préserver la vie privée des personnes interrogées par rapport à de potentiels lecteurs externes au projet de cette étude – s'il y en a. L'usage des observations et entretiens a été rappelé avant chaque entretien et lors d'une séance en public^[t-25] en présence d'une grande partie des interlocuteurs (notamment des milieux agricoles) et n'a pas soulevé d'opposition.

⁷⁹ Seuls deux entretiens ont duré moins d'une heure. Il s'agit d'un entretien écourté pour cause d'emploi du temps (et reporté à une date ultérieure) et d'un entretien réalisé avec une personne concernée par le projet mais n'ayant pas pris part aux séances participatives.

en revenant sur certains épisodes du processus de renaturation tenter, à partir des schémas explicatifs qu'ils développaient, de suivre l'agencement qui se formait dans le cadre du projet Seymaz. Le point de départ de ces entretiens était « Que signifie la Seymaz pour vous/toi ? ». » Ils se poursuivaient en revenant sur des épisodes particuliers dans lesquels les acteurs interrogés avaient été impliqués ou sur lesquels ils étaient susceptibles d'avoir un jugement. Il était également, dans certains cas, fait retour sur des déclarations que l'interlocuteur pouvait avoir fait préalablement en séance ou dans la presse. Le choix de ces épisodes ou de ces thématiques se basait sur nos observations mais également sur une lecture préalable de la documentation et dans certains cas sur des entretiens précédents.

3.5 L'analyse des sources

L'analyse a porté simultanément sur tous les types de sources. Pour l'analyse finale les documents ont été classés chronologiquement et lus ou relus les uns à la suite des autres pour essayer d'en dégager des informations sur les agencements qui ont finalement permis la renaturation de la Seymaz. Pour ce faire, nous avons opéré à l'aide du logiciel d'aide à l'analyse qualitative TAMS Analyzer⁸⁰. Après avoir préparé l'ensemble des documents en format .rtf ou .txt de manière à ce que nous puissions coder directement dans le texte, nous les avons entrés dans le logiciel. Celui-ci nous a principalement été utile pour ses fonctions de codage, de classement et de recherche, et nous a ainsi permis de gérer les 376 documents (beaucoup longs de plusieurs dizaines de pages) que nous avons analysés.

Au cours de notre recherche, nous avons lu la documentation à notre disposition au fur et à mesure que celle-ci nous arrivait (y compris les retranscriptions d'entretiens et les notes de terrains) et pris de premières notes afin de pouvoir suivre l'évolution du projet. Jusqu'à la fin de l'année 2003 cela a été fait de manière non systématique, notre principal objectif étant de disposer de suffisamment de connaissances pour servir de base lors des premiers entretiens et suivre les débats lors des réunions.

À partir de la fin de l'hiver 2004, nous avons effectué le classement chronologique de tous les documents dont nous disposions dans le logiciel et effectué un premier codage systématique en fonction de critères thématiques déduits et de critères théoriques induits. Il s'agissait d'attribuer des codes à des passages de textes dans le logiciel (généralement de l'ordre de quelques lignes à un paragraphe, afin de suivre un argument). Pour les critères thématiques nous avons repris les principaux thèmes abordés dans les documents, entretiens et séances en attribuant des codes comme « amélioration foncière, » « Rouëlbeau, » « paysage, » « débits » ou « gestion des eaux, » etc. Parallèlement, nous avons également utilisé des codes inspirés des problématiques qui étaient présentes dans le cadre du projet Seymaz et correspondaient à des discussions théoriques sur les questions de mise en œuvre

⁸⁰ TAMS (Text Analysis Mark-up System) Analyzer est un logiciel gratuit développé par Matthew Weinstein pour systèmes d'exploitation Mac et Linux. Pour des informations supplémentaires sur le logiciel, voir Weinstein (2006) ou consulter le site : <http://tamsys.sourceforge.net/> [consulté le 15.12.2007].

participative des politiques environnementales, mais qui n'étaient pas abordées en tant que telles par les acteurs. Nous leur avons attribué des codes du type « dualisme nature-culture, » « construction de la nature, » « manipulation, » « participation interne, » etc. Cette première opération de codage nous a permis d'acquérir une connaissance de la documentation, du déroulement du projet et une vue d'ensemble des problématiques abordées. Toutefois, parce que le projet continuait au cours de nos recherches, que de nouvelles questions se présentaient aux acteurs et que celles-ci étaient discutées dans les séances et la documentation, cela a entraîné une multiplication des codes et des changements dans la manière de prioriser les questions.

À partir de septembre 2005 et la fin de la période de consultation de l'autorisation de construire qui avait été déposée en août, le projet étant considéré comme accepté, nous avons bouclé nos recherches de terrain et repris l'ensemble de la documentation. Cela s'est traduit par une réduction du nombre de codes et en particulier la suppression des « codes théoriques, » puisque nous étions en mesure d'identifier ces questions plus clairement dans les propos des acteurs. Suite à ce deuxième codage, nous avons repris l'analyse du projet depuis le début et avons effectué l'analyse finale.

Celle-ci s'est fait de la façon suivante. Nous avons tout d'abord cherché à identifier les éléments codés qui à chaque étape nous semblaient particulièrement consensuels ou, au contraire, particulièrement problématiques pour l'avancement du projet (cela également pour le développement de la politique de renaturation genevoise en général). Une fois que ces éléments ont été identifiés (par exemple : « foncier » ; « débit Pont-Bochet » ; « passerelle » pour les éléments conflictuels. « Protection crues » ; « Marais » pour les éléments consensuels), nous avons recherché dans l'ensemble des documents à l'aide du moteur de recherche de TAMS analyser toutes les occurrences où il en était question et avons entrepris l'analyse de la portion de texte en question (il était également possible d'effectuer des recherches croisées par exemple « foncier » + « marais »). L'étape suivante a consisté à analyser la manière dont était argumenté en faveur ou contre la mesure : quels registres sémantiques étaient utilisés (technique, politique, esthétique, familier⁸¹...), quels éléments étaient convoqués dans l'argument (artefacts, personnes), quels étaient les acteurs présents. Les différentes portions de textes ont été comparées suivant un ordre chronologique afin de voir comment changeait un argument autour d'une question : quand était-il abandonné ? Quand tout le monde semblait-il convaincu ? Quand y avait-il changement d'avis de certains acteurs ? Quand y avait-il remise en cause de quelque chose qui avait été décidée ? En reliant toutes ces portions entre elles et en relevant les changements (ou leur absence), en les croisant avec d'autres épisodes analysés de la même manière, il devenait possible de voir comment des thématiques à priori différentes s'entremêlaient dans le projet et jouaient en faveur de certains choix plutôt

⁸¹ En nous inspirant des régimes de justification développés par Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1991). Mais nous ne les avons pas appliqués systématiquement, notre objectif n'étant pas l'identification ou la vérification de tels régimes, mais l'analyse du contenu de l'argumentation en lien avec le déroulement du projet.

Une renaturation en béton !

que d'autres (par exemple l'attachement au paysage des agriculteurs et la période de nidification des oiseaux qui jouent ensemble contre l'avant-projet, c.f les chapitres suivants). Nous avons ensuite réorganisé tous ces résultats de manière chronologique et thématique afin de permettre une description détaillée de la manière dont le projet de renaturation de la Seymaz a pu être réalisé dans le canton de Genève. C'est à partir de ce dernier classement que nous avons obtenu l'organisation de l'étude telle qu'elle est présentée à partir du chapitre suivant.

4 De la protection des eaux du Léman à la renaturation : l'entrée en politique des rivières genevoises

On peut penser qu'une renaturation de la Seymaz est quelque chose qui va de soi. Lorsque qu'on jette un coup d'œil à ce cours d'eau enserré dans sa cunette en béton, rectiligne sur une grande partie de son cours, présentant des qualités biologiques médiocres, on se dit qu'il est tout à fait normal qu'il soit renaturé. Que cette renaturation fût votée par le Grand Conseil le 3 décembre 1998, ne signifie pas que cette date marque la naissance du projet. En effet, nous avons vu dans les deux premiers chapitres, que l'idée de renaturer les cours d'eau s'est diffusée progressivement en Suisse. Quel processus a amené cela à Genève ? Et pourquoi la Seymaz a-t-elle été choisie en priorité ? Des cours d'eau dégradés, ce n'est pas ce qu'il manquait à Genève en 1998.

Pour AW, chef du service de renaturation des cours d'eau du Canton de Genève au moment de la réalisation de l'étude, l'idée d'une renaturation de la Seymaz est à mettre en relation avec les mobilisations autour de la qualité des eaux du lac Léman et des rivières de la région dans le courant des années 80^[e-3]. Cette mobilisation a abouti en 1992 à la formation d'une Coordination rivière, à laquelle AW a participé activement^[d-8 ; e-3], qui a contribué à faire de la renaturation des cours d'eau un enjeu politique majeur dans le canton pendant les années 1990. Nous allons voir dans les pages qui suivent comment en partant de rapports d'experts s'alarmant sur la qualité des eaux du lac on a abouti à la renaturation comme grande ligne d'un programme gouvernemental.

4.1 Du constat aux premières mobilisations

Nitrates et phosphates envahissent le lac

Cette mobilisation de la Coordination rivière intervenait suite à une prise de conscience de la détérioration de la qualité des eaux du Léman dans les années 70. En effet, alors que celui-ci était encore en relativement bonne santé dans les années 60, il était « *presque moribond à la fin des années 70.* »^[d-174] Les premières études poussées sur la question furent réalisées sous l'égide de la Commission internationale pour la protection des eaux du Léman (CIPEL). Cet organisme transfrontalier officiel a été instauré par la signature de la Convention franco-suisse sur la protection des eaux du lac Léman contre la pollution, le 16 novembre 1962. La CIPEL sert essentiellement d'organe de coordination entre experts et élus des cantons suisses (Genève, Valais, Vaud) et des départements français (Ain et Haute-Savoie) constituant le bassin lémanique. Les tâches de cet organisme sont d'étudier la qualité des eaux du lac et

des rivières du bassin lémanique, d'émettre des propositions d'action et de permettre une coordination des actions de part et d'autre des frontières sur l'ensemble du bassin^[d-174]. Dans le courant des années 1980 une série de travaux menés sous l'égide de la CIPEL permirent de préciser l'origine des différentes sources de pollution :

- une pollution diffuse d'origine agricole liée à l'utilisation d'engrais et pesticides dans les champs, ramenés dans les rivières par ruissellement et infiltration ;
- une pollution industrielle, liée à des sites contaminés ou des rejets de produits toxiques ;
- une pollution domestique liée à un rejet d'une partie des eaux usées dans le lac et les cours d'eau en raison de l'absence ou la capacité insuffisante des stations d'épurations (STEP), ou encore en raisons de mauvais raccordement du réseaux d'évacuation des eaux.^[d-2, d-4]

L'identification des éléments provoquant la pollution des eaux entraîna une mobilisation de différentes autorités genevoises. Pour obtenir des résultats, ces pollutions devaient être combattues à la source et non une fois déversées dans le lac. On entreprit donc des études sur les cours d'eau se jetant dans le lac afin de recenser, d'identifier et de localiser les différentes sources de pollution pour pouvoir entreprendre des actions ciblées. À Genève, deux motions furent déposées en 1983 (M-226 A et M 231)^[d-8] afin d'exiger que le gouvernement se renseigne sur l'ampleur des pollutions et agisse pour la protection des eaux du lac et des rivières. Elles aboutirent à la rédaction d'un rapport du Conseil d'État au Grand Conseil en 1984 (Rapport M 331)^[d-8]. Ce rapport mettait l'accent sur l'assainissement des eaux, en prônant un meilleur raccordement des systèmes d'évacuation au réseau d'épuration, ainsi qu'une amélioration des capacités des STEP existantes. Toutefois, le rapport ne se limitait pas qu'à la qualité des eaux des rivières, mais présentait également des réflexions quant à leur aménagement en demandant le développement de « *techniques plus respectueuses de la nature que par le passé, ne provoquant pas l'appauvrissement des biotopes* » et de « *bassins de rétention les plus naturels possibles.* »^[d-8] La lutte pour obtenir une meilleure qualité des eaux n'était considérée comme pouvant aboutir qu'en améliorant la qualité générale du cours d'eau qui dépendait aussi de sa qualité morphologique.

Cette prise de conscience de l'état des eaux du lac a également eu un fort impact sur la population. Par la signature de pétitions ou à travers des associations écologistes, celle-ci a fait savoir que la qualité des eaux était une question qui la concernait. Outre l'aspect identitaire important du lac Léman pour les genevois et le fait que les rivières sont des causes écologiques pour lesquelles les citoyens s'engagent aisément, on peut penser que l'une des raisons pour lesquelles la mobilisation a été si forte vient du fait que l'eau potable distribuée à Genève provient à 80 % du lac Léman (les 20% restants étant fournis par les nappes phréatiques)^[d-13, d-32]. La pollution des eaux du lac était donc perçue comme une menace pour la qualité de l'eau sortant des robinets genevois.

En 1980, l'Association de Sauvegarde du Léman (ASL) basée à Genève fut créée. Dès le début, son but était de :

« sauvegarder à long terme, la qualité biologique et chimique des eaux de l'ensemble du bassin lémanique et de préserver la vie du lac et de ses rives de toutes agressions portant atteinte à ses aspects physiques, chimiques, biologiques et esthétiques. »^[d-3]

Ce qu'il est intéressant de noter dans cette description des buts, est le lien établi entre la question de la sauvegarde de la qualité des eaux et la préservation contre toute atteinte aux aspects « physiques, chimiques, biologiques et esthétiques » des rives du lac. Dès sa création l'ASL lança l'« Opération rivières propres » qui consiste à faire recenser par des bénévoles les différents points de pollutions contribuant à la pollution diffuse des rivières (sortie d'égout, décharge...) mais aussi à ramasser les déchets en bord de rivière. Cette opération est conduite annuellement sur tout le pourtour du bassin lémanique. Si la contribution du nettoyage à la réduction effective de la pollution reste modeste et a essentiellement un rôle de sensibilisation de la population, le recensement des points de pollution constitue un outil efficace pour la l'information des pouvoirs publics⁸².

Il semblerait que ce soit effectivement des associations comme l'ASL qui ont contribué à lier la question des cours d'eau à celle de la qualité du lac. On peut raisonnablement penser que la CIPEL avait fait ce lien bien avant et qu'elle disposait d'une expertise dans ce domaine. Mais force est de constater qu'elle ne préconisait pas d'action particulière sur les cours d'eau publiquement. Ainsi, dans une brochure intitulée *Une menace pour le Léman : les pollutions d'origine diffuse*^[d-4], la CIPEL indiquait que les recommandations émises aux gouvernements français et suisse portaient sur :

- la construction de stations d'épuration et d'installations de traitement des déchets ;
- le contrôle du bon fonctionnement des stations d'épuration ;
- l'introduction de la déphosphatation dans les stations d'épuration du bassin lémanique ;
- la promotion de produits de lavage et de nettoyage sans phosphates ;
- le développement des canalisations avec réseau séparatif pour éliminer les eaux claires parasites ;
- une meilleure gestion des fumures ;
- la lutte contre l'érosion ;
- la lutte contre les rejets de métaux lourds ;
- l'assainissement des rejets provenant de porcheries ;
- le contrôle des rejets industriels ;
- la coordination des moyens de lutte contre les pollutions accidentelles des eaux.

[d-4]

Mais pas de rivières dans tout ça. Il n'était d'ailleurs à aucun moment fait mention de rivière ou cours d'eau dans ce document. Ce n'est qu'au début des années 1990 que la CIPEL a développé sa communication autour de la question des cours d'eau, lorsqu'elle a lancé son premier plan d'action décennal pour la réduction de la

⁸² « Opération Rivières Propres une saga contre la pollution 1990-2004. » Lémanique 54, novembre 2004.

pollution des eaux du lac. Et il faudra attendre 1998 avant qu'une « Commission renaturation » spécifiquement chargée des rivières soit mise en place.^[d-174]

Si la création de l'ASL est symptomatique de la prise en compte croissante de la qualité des eaux du lac en raison de son attachement spécifique à des objectifs d'amélioration de la qualité de ses eaux, elle ne fut pas la seule manifestation d'une mobilisation populaire allant au-delà des seuls pouvoirs publics. D'autres associations étaient actives dans le domaine de la protection des eaux, parfois à un niveau plus local comme l'Association pour la protection de l'Aire et de ses affluents (APAA) ou Seymaz Rivière créé en 1991^[d-5]. D'autres encore étaient intéressées par la question de la qualité de l'eau par le biais d'un usage particulier comme l'Association genevoise des sociétés de pêche (AGSP). À l'autre bout de ce spectre, les associations écologistes « généralistes » et nationales comme le WWF, l'Association genevoise de protection de la nature (AGPN) ou la Société suisse de protection de l'environnement (SPE) se mobilisaient également autour des questions liées à la qualité de l'eau. Cette dernière lança une pétition demandant au Conseil d'État de prendre des mesures afin d'élaborer « une politique globale de l'eau » (P 816) qui fut déposée devant le Grand Conseil en 1988. Cette pétition fut suivie par une motion (M 704) du Grand Conseil demandant au Conseil d'État un rapport sur la question de la politique de l'eau remis en 1991, mais renvoyé en commission car jugé insuffisant par le Grand Conseil.^[d-11, d-12]

4.2 La mobilisation associative

Devant l'absence de mesure concrète concernant la politique de l'eau et constatant que leurs interpellations, comme la pétition de la SPE, restaient sans suite, les associations impliquées dans la protection du lac et des rivières décidèrent de se coordonner et publièrent en juin 1992 un document intitulé *Rivières du bassin genevois. État des lieux & Plan d'actions. Document proposé par 14 associations*^{83[d-8]}. Dans ce document, la Coordination rivières prenait comme base de réflexion le rapport du Conseil d'État de 1984 et déplorant une inactivité des autorités à mettre en œuvre les mesures préconisées déclarait vouloir « agir comme un groupe de pression »^[d-8] afin de pousser les autorités genevoises à agir en faveur des cours d'eau.

Le document présentait les principales sources de dégradation des rivières genevoises^[d-8]. Il commençait par les décharges sauvages, qui concentrent une grande quantité de déchets et qui peuvent polluer les cours d'eau par infiltration ou ruissellement. Suivait la question des remblais en bordure de cours d'eau qui ont un

⁸³ Les 14 associations en questions sont : la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA-Haute Savoie), l'Association pour l'étude et la défense de l'environnement de Viry (AEDEV), l'Association genevoise pour la protection de la nature (AGPN), l'Association pour la protection de l'environnement de Feigères (APEF), l'Association pour la protection de l'Aire et de ses affluents (APAA), l'association pour la protection des bois de la rive droite (APBRD), l'Association gessienne de protection de la nature (AGENA), la Société suisse pour la protection de l'environnement (SPE), l'Association genevoise des sociétés de pêche (AGSP), l'Association pour la sauvegarde du Léman (ASL), le WWF Genève, l'Association pour la qualité de la vie, Greenpeace-Genève et Seymaz-Rivière.

effet négatif d'une part en détruisant des biotopes, d'autre part car ils peuvent contenir des matériaux pollués. Venaient ensuite les rejets industriels et ménagers rejetés sans traitement dans les cours d'eau, les pollutions diffuses d'origine agricole ainsi que les rejets des STEP. Suivait la question de la correction des cours qui, en modifiant la morphologie des berges, réduit considérablement la qualité biologique des rivières. Enfin, étaient également mentionnées les perturbations hydrologiques dues au changement d'occupation des sols à l'intérieur des bassins versant des cours d'eau. L'imperméabilisation des sols, le déboisement et la disparition des zones humides entraînent « *des périodes d'étiage inconnues jusqu'à présent ainsi que des crues inhabituelles.* »^[d-8]

La Coordination présentait ensuite ses propositions pour remédier à cette situation en s'appuyant en partie sur les recommandations restées sans effet du rapport M 231. Elle énumérait, entre autres, les mesures destinées à limiter les rejets de substances polluantes dans les cours d'eau : améliorer l'assainissement des eaux (par généralisation du système séparatif, vérification des raccordements, meilleure épuration...), recensement des industries polluantes et imposition du respect des normes, information et sensibilisation de la population concernant les rejets domestiques et enfin formation et information des agriculteurs afin qu'ils fassent un usage plus mesuré des fertilisants et pesticides^[d-8].

Mais dans ce document, la question de la pollution des rivières n'était pas uniquement traitée sous l'angle des rejets et de leur assainissement. En effet, en deuxième position après l'application des lois, la Coordination rivière mentionnait « *l'aménagement et la renaturation* » comme une mesure importante pour l'amélioration des cours d'eau genevois^[d-8]. D'après le document de la Coordination, pour qu'il y ait renaturation (ou renaturation selon la terminologie qu'elle employait) :

« *Les ouvrages artificiels devraient être remplacés par des opérations de stabilisation végétale (plantations naturelles : saules, aulnes...) qui assurent une consolidation des berges tout aussi efficace et qui, de plus, se développent avec le temps, ce qui n'est pas le cas avec des techniques classiques. [...]* D'autres mesures de renaturation passent notamment par le rétablissement de bras anciens indépendants du lit actuel, la création de nouveaux tracés du lit, ou l'alternance de diverses largeurs, profondeurs et vitesses d'écoulement. [...] A cette intervention pourrait s'ajouter selon les cas la recréation d'anciennes zones humides (leur pouvoir de rétention d'eau constitue un apport positif simultanément contre les inondations et le faible débit d'étiage) »^[d-8]

Les objectifs de ces opérations étaient :

« *outre la lutte contre l'inondation des zones agricoles et habitées et contre l'érosion des berges, également inclure les risques liés au développement inconsidéré des loisirs. Le soutien de débits d'étiage suffisants, l'augmentation de capacité d'autoépuration et la garantie de survie des biocénoses aquatiques et riveraines doivent être pris en compte.* »^[d-8]

La définition de la renaturation, telle que donnée par la Coordination rivières, couvrait une grande partie des mesures généralement proposées pour l'aménagement plus naturel des cours d'eau (c.f. Chapitre 2). La plupart de ces mesures portaient sur la morphologie des rivières et consistaient donc en des interventions sur leurs berges et à l'intérieur du lit. La Coordination, reprenant en cela le rapport M 331 du Conseil d'État, rappelait également que lorsque des ouvrages de protection étaient indispensables, les « *techniques plus respectueuses de la nature* » étaient moins coûteuses que les constructions en dur^[d-8]. Les objectifs de renaturation évoqués par la Coordination étaient eux aussi semblables à ceux indiqués par le niveau fédéral. On remarque la combinaison entre les objectifs de gestion du risque (protection contre les crues, érosion) et d'amélioration écologique (soutien d'étiage, autoépuration, protection des organismes vivants) qui constitue le leitmotiv politique de ce type de projet. Dès cette époque, la Coordination faisait aussi le lien entre la question de la renaturation des rivières et celle des zones humides, qui dans le cas de la Seymaz se révélera crucial pour la réussite du projet (mais n'allons pas trop vite, nous ne sommes qu'en 1992). Toutefois, les objectifs de la Coordination diffèrent avec ceux que l'on retrouve généralement sur la question du rôle social des aménagements en ce qu'elle considère le développement des loisirs comme un risque pour le cours d'eau que la renaturation permettrait de réduire, et non comme un facteur permettant de promouvoir la renaturation^[d-8].

Tableau 1 Plan de sauvetage en 12 points de la Coordination rivières

a.	Fixer des objectifs de qualité pour chaque cours d'eau
b.	Identifier pour chaque cours d'eau les possibilités de revitalisation des rives et des berges (techniques biologiques)
c.	Etablir un concept d'ensemble pour remédier aux perturbations du régime hydrologique
d.	Diffuser une information systématique à la population sur l'état de qualité des eaux de surface et souterraine, la consommation d'eau, la préparation des eaux potables et les techniques d'épuration.
e.	Diffuser une information générale à la population sur l'état de l'environnement
f.	Mettre fin aux dépôts de remblais dans les zones humides
g.	Une politique de gestion économe de l'eau potable
h.	Une intégration des services chargés de l'eau potable et ceux chargés de l'épuration.
i.	Un cadastre et un contrôle systématique des branchements et des canalisations
j.	Suivre l'application des lois sur le terrain, mettre fin au laxisme administratif.
k.	Une action ciblée à la source. Par exemple : politique agricole, lessive sans phosphates aussi en France...
l.	Créer une agence du bassin genevois, en fait une telle agence existe déjà (CIPEL). Il faudrait réaffirmer que son mandat comprend également le bassin genevois et lui donner les moyens d'action nécessaire.

Source : Coordination rivières, 1992^[d-8]

Toutefois, la question de la renaturation n'était pas complètement coupée de celle de la qualité des eaux qui avait provoqué la mobilisation en faveur des cours d'eau. Le paragraphe évoquant les effets d'une renaturation indiquait que celle-ci augmentait la

capacité d'autoépuration d'un cours d'eau, mais que l'impact sur la qualité des eaux était encore améliorée par :

« la création de zones tampon entre les zones agricoles et le bord des cours d'eau afin d'empêcher les engrais et pesticides de s'écouler directement dans l'eau. »^[d-8]

En effet, en remodelant les berges, en élargissant le lit des cours d'eau, il devient plus difficile pour les agriculteurs de cultiver jusqu'à la bordure de la rive, le terrain ne s'y prêtant plus. Par conséquent les intrants agricoles ne s'écoulent pas directement dans l'eau mais sont, en partie, filtrés par le sol.

En conclusion de son document, la Coordination rivières présentait un plan de sauvetage (tab. 1) qu'elle souhaitait voir mis en œuvre par les autorités genevoises et de France voisine. Ce plan de sauvetage comprenait aussi bien des mesures techniques que politiques et son application était demandé fermement, comme en témoigne le paragraphe ci-dessous figurant dans la conclusion du document :

« la 'Coordination rivières,' qui regroupe 14 associations régionales de protection de l'environnement totalisant plus de 35'000 membres, demande instamment [sic] aux autorités suisses et françaises de mettre en place un programme coordonné (mesure politique) et global (mesures physico-chimique, biologique, paysager et économique) de gestion de l'eau au niveau régional. » (Souligné dans le texte)^[d-8]

Dans le courant des années 1990, la Coordination rivières est devenue un acteur incontournable de la politique de gestion des rivières à Genève. Les conclusions de ses travaux ou ses actions étaient citées dans les débats du Grand Conseil, elle était également consultée lors des travaux de commissions parlementaires sur des objets concernant les rivières^[d12, d-24, d-36, d-58]. Un signe révélateur de l'importance prise par la Coordination peut se voir dans le fait que dans un document publié par le Conseil d'État en 1997, au moment de la révision de la loi sur l'eau, elle était mentionnée dans un chapitre concernant la coopération transfrontalière sur les questions d'eau, sous la rubrique « Les institutions, » au même titre que la CIPEL, le CRFG ou le Conseil du Léman et on signalait que :

Des réunions régulières d'information et de discussion sont organisées entre le Département de l'intérieur, de l'environnement et des affaires régionales et Coordination rivières.^[d-32]

4.3 Quand les autorités parlent de renaturation

Les premières réactions

Au début des années 1990, les organismes d'expertise comme la CIPEL, les associations de protection de l'environnement, tout comme les autorités semblaient tous être arrivés au constat que la sauvegarde de la qualité de l'eau était liée à une amélioration globale de la qualité des rivières. Ainsi, en 1993, le Conseiller d'État en charge des questions de santé Guy-Olivier Segond écrivait dans l'avant-propos d'un numéro spécial des *Cahiers de la santé* consacré aux rivières :

« La préservation de zones naturelles, d'aires de récréation au bord de l'eau, est indispensable à une qualité de vie agréable dans un canton ville. Il est également essentiel de garantir la potabilité à long terme de l'eau potable qui alimente Genève en protégeant le lac et les cours d'eau. »^[d-13]

Là encore, même si ce n'est pas de manière logique et que le style est plus que gouvernemental, le lien était fait entre qualité de l'eau et aspect naturel des cours d'eau. La pression exercée par les associations, que ce soit à travers la pétition de la SPE ou le regroupement au sein de la Coordination rivières, consistait essentiellement à enfin faire passer les instances dirigeantes au stade de l'action, puisque tout le monde semblait d'accord sur le constat, comme sur les mesures à prendre. En novembre 1992, le Conseil d'État remettait au Grand Conseil un rapport répondant définitivement à la pétition de la SPE ainsi qu'à la motion M704^[d-12]. Les résultats de ce rapport étaient discutés en séance le 13 mai 1993.

J'ai lu avec grand intérêt cet xième rapport qui traite de la politique globale de l'eau.[...]. Si je devais qualifier les travaux du Conseil d'État en matière de protection de l'eau, je recourrais à une formule désuète, mais adéquate. Je dirais qu'en politique globale de protection des eaux, le Conseil d'État se donne beaucoup de peine, mais en a tout autant. Que constatons-nous aujourd'hui, une fois de plus ? Que les problèmes sont largement connus et sont clairement décrits. Chacun de nous aura lu dans la presse les comptes rendus de la conférence de la coordination 'rivières' qui a exposé un constat pouvant être établi même à l'extérieur des frontières genevoises. [...]. Nous aimerions que le Conseil d'État nous présente un programme complet, avec des mesures et pas seulement un rapport tous les quatre mois qui dit : 'Nous avons analysé la situation, une telle rivière se porte moins bien, telle autre présente un nouveau problème, a un taux de pollution plus élevé, des valeurs hydrobiologiques moins bonnes, etc.' Nous aimerions avoir des programmes par rivière, avec des objectifs précis et, bien sûr, chiffrés, car c'est bien là que réside le principal problème. (François Beer, député Radical)^[d-12]

Cette exhortation poussant le Conseil d'État à agir n'a pas été faite par un écologiste, mais par un élu bourgeois, le député Radical François Beer. Elle est symptomatique de l'importance prise à cette époque par la question des cours d'eau. Alors que les finances publiques genevoises étaient lourdement déficitaires, que les partis de l'Entente bourgeoise (Alliance entre les Démocrates Chrétiens, Radicaux et Libéraux) fustigeaient le niveau des dépenses publiques, le fait que la question de la protection des cours d'eau – une mesure écologiste, soit posée par un député de cette majorité illustre l'acuité du problème. Certes, M. Beer soulignait que « le principal problème » était le coût de ces mesures, mais il n'en demandait pas moins avec une certaine fermeté à un gouvernement composé d'élus de son bord politique d'agir .

Les problèmes concernant les rivières ont très tôt permis de fédérer des élus de bords politiques divers allant de l'extrême-gauche aux partis de la droite bourgeoise. Il suffit pour s'en apercevoir de jeter un coup d'œil aux rédacteurs des interpellations, motions ou projets de loi déposés devant le Grand Conseil et concernant la gestion des rivières. Ces textes étaient fréquemment proposés par un groupe d'élus (souvent les mêmes) représentant un large spectre du champ politique. Si l'on s'en tient à la

période qui va de la pétition de la SPE jusqu'à celle de la révision de la loi sur les eaux, on remarque pas moins de 5 textes législatifs qui présentent ces caractéristiques⁸⁴. Il semblerait que se soit mise en place à cette période une coalition « advocative » pour reprendre l'expression du politologue Paul Sabatier qui tente d'expliquer à l'aide de ce cadre les changements d'orientation qui affectent les politiques publiques (Sabatier et Jenkins, 1993) et indique que des changements profonds d'orientation ne peuvent se faire que lorsqu'une large coalition dépassant les clivages en place parvient à se former autour d'une question⁸⁵.

Le modèle de Paul Sabatier met aussi en avant le rôle joué par certains individus (ou groupes) dans l'acceptation d'une nouvelle politique. Il qualifie ces acteurs de *policy brokers* qui réussissent à faire passer les nouvelles orientations chez des acteurs à priori non favorables. Dans le cas de Genève, l'un de ces *policy brokers* semble avoir été le député libéral et naturaliste Hervé Burdet, qui co-signait un nombre important de motions en faveur de mesures environnementales ne se limitant pas uniquement aux questions de gestion de l'eau. L'un des facteurs qui a peut-être pesé dans son rôle de *broker* est le fait qu'il avait rédigé en 1975 un article sur la question de la disparition des marais de la Seymaz (Burdet, 1975).

Les textes législatifs co-signés par des membres de partis très variés ne sont pas exceptionnels, surtout dans le paysage politique suisse, lorsqu'il s'agit de déclarations de principe ou de prises de positions. Mais ils ne sont pas pléthore pour des thèmes

⁸⁴ Il s'agit des motions M 226 et M 231 évoquées ci-dessus et des documents suivant motions M 843, M 964 et du projet de loi PL 7409^[d-9, d-16, d-25]. Nous avons ici tenu compte uniquement des textes déposés par des élus et non ceux issus du Conseil d'État. Nous avons retenus les textes portant sur la politique de l'eau globale ainsi que ceux sur des projets individuels. N'ont pas été retenus les textes ne traitant pas directement d'une problématique cours d'eau, même si ceux-ci pouvaient concerner des rivières (il s'agit par exemple de la question des compensations liées à l'installation de Reuters, cf. infra, chapitre 5.2). On pourrait rajouter à cela des interpellations individuelles de députés de divers courants politiques posées sur le même sujet lors de la même séance^[d-19, d-20].

⁸⁵ L'objet de notre recherche n'est pas ici de faire l'analyse de ce changement qui représenterait un sujet à lui seul. Nous souhaitons toutefois souligner ici quelques aspects que l'*advocacy coalition framework* de Sabatier peut éclairer à partir des principes méthodologiques suivants : « (1) that understanding the process of policy change – and the role of policy-oriented learning therein – requires a time perspective of a decade or more ; (2) that the most useful way to think about a policy change over such a time span is through a focus on 'policy subsystems', that is, the interaction of actors from different different institutions who follow and seek to influence governmental decisions in a policy area ; (3) that those subsystems must include an intergovernmental dimension, that is, they must involve all levels of government (at least for domestic policy) ; and, (4) that public policies (or programs) can be conceptualized in the same manner as belief systems, that is, as sets of value priorities and causal assumptions about how to realize them. » (Sabatier et Jenkins 1993 : 16)

En reprenant ces critères, le cas du changement de politique dans l'aménagement des cours d'eau genevois relève à notre sens bien du modèle des coalitions advocatives. Toutefois, le quatrième de ces critères nous semble trop restrictif. Dans le cas de l'aménagement des cours d'eau, cela supposerait que la coalition n'a été rendue possible que parce que la nouvelle politique répondait à des conceptions « idéologiques » des membres de la coalition : ceux qui veulent plus de nature y adhèrent parce qu'ils y croient, les partisans du moins d'état, parce que ça coûte moins cher, etc.

qui entraînent d'importantes modifications dans les pratiques de politiques publiques. Les élus bourgeois ayant co-signés ces textes, ont suscité à plusieurs reprises l'étonnement de leurs collègues de parti ou alliés :

« Lorsque j'ai reçu ce projet de motion et que j'ai vu les noms des trois déposants, je me suis demandé quel curieux ménage à trois nous avions là! En effet, je n'ai toujours pas compris comment M. Burdet a pu se laisser influencer à ce point ! » (Claude Blanc, député PDC)^[d-10]

Cependant, malgré une présence de plus en plus importante de textes portant sur la renaturation de rivières, les actions concrètes n'aboutissaient pas. C'est le cas notamment pour la renaturation de la Seymaz qui fut demandée dès 1993. Les motions et les interpellations se succédaient pour demander ou en était la réalisation de textes adoptés précédemment comme la motion M 964 « Où en est-on avec le projet pilote de réhabilitation de la Seymaz ? - M 843 »^[d-16].

« 10 ans pour sauver nos rivières »

De nombreuses propositions étaient avancées dans le canton de Genève pour tenter de résoudre les problèmes auxquels étaient confrontées les rivières. Des expertises, une mobilisation de la société civile, des débats parlementaires, mais toujours pas d'action significative. Au milieu des années 1990, une étude globale concernant les mesures à prendre pour sauver les rivières relançait le débat.

« Ça commence en fait avec le programme 'Dix ans pour sauver nos rivières' qui a été mis en place par le gouvernement monocolore, la législature 1993-1997. Ce programme n'a pas pu être appliqué par l'ancien conseiller d'État en charge du DIAE. » (GM, chef du SFPNP)^[e-16].

GM, chef du Service des Forêts, de la Protection de la Nature et du Paysage en 2003 nous indique qu'il a fallu attendre un projet venant de l'exécutif pour que les choses commencent. Pourtant, il nous dit aussi que ce programme n'a pas pu être appliqué.

Devant la multiplication de demandes concernant les cours d'eau, le Conseil d'État a finalement décidé d'établir un plan d'action pour les rivières genevoises. Ce programme, intitulé « 10 ans pour sauver nos rivières » et élaboré par la Direction générale de l'environnement a été présenté au public par le Conseiller d'État Claude Haegi en novembre 1995 à la Foire de Genève^[d-32]. La présentation de ce texte dans le cadre de cet événement illustre encore à quel point l'intérêt du public autour de cette question des rivières était fort. Le programme s'organisait en deux parties :

*« L'adaptation et l'extension du réseau cantonal d'épuration des eaux usées ;
Les travaux dits 'de renaturation'. »*^[d-32]

Ici encore, comme dans le document présenté en 1992 par la Coordination rivières, le lien était fait entre la question des rejets de polluants dans les cours d'eau et celle de leur aménagement. Le programme envisageait de :

« Remédier aux problèmes relatifs aux débits des cours d'eau (meilleure gestion des crues donc des débordements) ;

Améliorer la qualité des eaux de surfaces (certaines sont dans un état catastrophique) ;

Réaliser un remodelage des rives. »^[d-32]

Le coût total sur 10 ans était estimé à environ 850-900 millions de francs, dont 243 millions pour la seule rénovation de la STEP d'Aire. La renaturation des cours d'eau était estimée à environ 600 millions avec une première phase qui oscillait entre 79 et 129 millions de francs (la fourchette large de 50 millions étant due uniquement à l'estimation du coût des travaux à réaliser sur la Seymaz). Cette première phase prévoyait d'agir sur la Versoix, l'Allondon, la Seymaz, l'Aire et la Drize, l'Hermance, le Gobé-Marquet-Vengeron et l'Arve. Pour chacun de ces projets, un descriptif des mesures à prendre figurait dans le programme^[d-32].

Afin de financer ces mesures, le programme prévoyait également la création d'un financement spécial pour les rivières. Cette idée reprenait en partie la proposition du « compte de l'eau » avancé par la Coordination rivière en 1992. Le financement de « 10 ans pour sauver nos rivières » reposait sur deux volets. Le premier aurait consisté en une augmentation de la taxe sur l'épuration des eaux afin de financer le fonds cantonal d'assainissement des eaux. Ce fonds créé en 1961 était essentiellement destiné à financer la construction des installations d'épuration et le traitement des eaux du cantons. Le deuxième volet du financement consistait en la création d'un fonds de renaturation alimenté par le budget annuel du canton et les subventions cantonales.^[d-32]

Tout semblait donc au point pour que la renaturation des cours d'eau genevois puisse être entamée. Malgré la réflexion approfondie qui avait été menée sur les possibilités de financement, c'est essentiellement le coût du projet qui avait freiné l'acceptation de ce projet. AW se souvient de cette période :

« Claude Haegi, alors Conseiller d'État, avait lancé un programme pharaonique⁸⁶ de renaturation des rivières, pour lequel il demandait 1 milliard. C'était au moment du gouvernement monocolore, c'est une époque où à Genève on ne voulait plus dépenser un centime. Le projet a fait un tollé au Grand Conseil. » (AW, chef du Service de renaturation des cours d'eau et des rives).^[e-3]

Le rapport de minorité du Groupe parlementaire des Verts constatait le blocage de ce projet lors du vote du budget de l'État au Grand Conseil en décembre 1996. On pouvait y lire que :

« Le projet 'Dix ans pour sauver nos rivières' s'inscrit certes clairement dans la logique du développement durable, mais sa mise en œuvre est constamment retardée. Les études ne semblent pas avoir été menées avec tout le sérieux nécessaire, de sorte que rien ne sera fait en 1997. » ^[d-31]

⁸⁶ L'aspect « pharaonique » de ce programme aura marqué les esprits, puisque qu'on retrouvait l'expression dans la presse (cf. la *Tribune de Genève* du 12 février 1998) et que nous l'avons entendu à plusieurs reprises au cours de nos recherches lorsque cette période était évoquée.

4.4 La renaturation fait sa loi

En mai 1996, craignant que le programme « 10 ans pour sauver nos rivières » soit une nouvelle déclaration d'intention non suivie d'effet, un groupe de députés décidait de déposer un projet de loi (le PL 7409)^[d-25] afin d'accélérer la mise en œuvre du plan de sauvetage des rivières. On retrouvait au sein de ce groupe, les mêmes qui s'étaient mobilisés depuis le début de la décennie. Selon SL, l'une des rédactrices, les bases de ce projet avaient déjà été jetées en 1991 par elle-même et quelques-uns de ses collègues :

« La présentation de M. Haegi, l'automne passé, du concept intitulé 'Dix ans pour sauver nos rivières' nous a encouragé le ressortir [le projet de loi]. Nous remercions les députés cosignataires qui ont manifesté ainsi leur intérêt. Notre projet de loi servirait donc de base légale à l'application de ce concept. » (SL, députée Les Verts)^[d-25]

Pour SL, également active dans la Coordination rivière en tant que membre du WWF-Genève, ce projet de loi prenait racine dans la mobilisation du début des années 1990. Cette filiation était d'ailleurs reconnue par Claude Haegi qui la rappelait lors du vote de ce texte :

« Lorsque j'ai parlé du programme 'Dix ans pour sauver nos rivières', je me situais dans le prolongement de ceux qui m'avaient précédé dans ce projet. Je n'en revendique donc pas la paternité : c'est une action collective qui aboutit aujourd'hui dans le cadre de ce Grand Conseil. » (Claude Haegi, Conseiller d'État en charge du DIER)^[d-36]

Ce projet de loi n'était donc pas perçu par le Conseil d'État comme allant contre lui, mais plutôt comme permettant de faire enfin avancer les choses autour de cette question.

« Lorsqu'on nous a annoncé la présentation d'un projet de loi, j'ai été plutôt agacé par cette démarche, car les auteurs savaient très bien que nous étions dans une phase de dialogue. Ils ont décidé d'accélérer le processus et de rédiger ce projet de loi. Or, s'ils ne l'avaient pas fait, je me demande, de manière objective, à quel moment nous aurions pu avoir ce débat au Grand Conseil. » (Claude Haegi, Conseiller d'État en charge du DIER)^[d-25]

C'est d'ailleurs dans cet esprit que l'avaient envisagé les dépositaires :

« Dès le dépôt de ce projet de loi, tous les signataires ont été invités dans le bureau de M. Haegi pour savoir si ce projet était pour ou contre lui. Nous lui avons bien expliqué que depuis quatre ans que nous travaillions sur ce projet, notamment dans le groupe des Verts, nous n'avions rien contre lui ; bien au contraire, son plan 'Dix ans pour sauver les rivières' ne pouvait qu'être appuyé par ce projet de loi. J'espère que M. Haegi reconnaîtra que, si les Verts ainsi que tous les autres signataires de ce projet ne l'avaient pas présenté, le Conseil d'État – notamment le Département de l'intérieur, de l'environnement et des affaires régionales – n'aurait jamais pu présenter ce projet devant le Conseil d'État, car il aurait certainement été refusé. C'est la raison pour laquelle notre parlement, qui a présenté ce projet de loi avec l'ensemble des groupes, a obtenu pour une fois un véritable succès, et on peut

dire que ce projet de loi a été traité avec efficacité. » (Max Schneider, député Les Verts)^[d-36].

Si l'on se tourne maintenant vers le texte de loi tel qu'il a été déposé le 23 mai 1996, l'exposé des motifs introduisant les différents articles faisait toujours ressortir cette association forte entre protection des eaux et aménagement des rivières. Pour les rédacteurs du texte ces trois points étaient « *étroitement liés* » et ils rappelaient qu'un « *cours d'eau naturel a [...] un pouvoir d'auto-épuration accru,* »^[d-25]. Ils proposaient donc d'agir sur trois points :

- la lutte contre les pollutions ;
- la protection quantitative (soutien d'étiage) ;
- la protection des berges et des lits (mentionné comme étant le « *parent pauvre de la protection des eaux* »).^[d-25]

Enfin, la révision de la loi sur les eaux devaient également servir de loi d'application pour la LACE et la LPeaux^[d-25]. L'ensemble de ces raisons peut se résumer dans cette intervention de l'un des rédacteurs du texte suite à la remise en cause du projet par certains députés :

« Je rappelle aussi, à ce Grand Conseil et à ceux qui pourraient douter de la nécessité de trancher ce soir et de voter une option claire, que ce projet de loi a été déposé par des signataires de tous les partis. Il exprime un ras-le-bol devant des années et des années de palabres, d'accumulation de retards dans l'obligation de répondre à un certain nombre de normes par rapport à la qualité des cours d'eau. Il ne s'agit pas simplement d'affirmer ici que nous voulons des cours d'eau de telle ou telle qualité, mais de répondre – je m'adresse également à M. Dupraz – à des exigences très claires du droit fédéral. Ce projet de loi venait donc à la suite de nombreuses – j'allais dire d'innombrables – interventions parlementaires dont on n'a pu que globalement constater la très grande relativité. Il nous fallait monter d'un cran et passer de l'instrument parlementaire de la motion – que l'on peut définir comme un texte dont l'efficacité est inversement proportionnelle à l'énergie mise à le rédiger – à l'échelle supérieure qui est la loi. » (René Longet, député Les Verts)^[d-36]

Le financement

Contrairement à ce que pourrait laisser penser l'étendue de l'alliance politique qui a déposé le projet de loi, le vote de ce texte ne s'est pas fait sans débat ni une certaine résistance. Lorsqu'il est passé devant le Grand Conseil pour la première fois en mai 1996, il était clair que ce texte allait d'abord être renvoyé en commission afin d'être modifié et intégrer d'éventuelles critiques suite à une concertation avec les acteurs concernés. Cela était dû au fait qu'il avait été écrit dans une certaine urgence et que certains co-signataires n'approuvaient pas l'ensemble :

« Si on approuve l'idée de ce projet de loi, on le signe ou on en est le co-signataire, on le développe dans la mesure du possible, on se rend en commission, on corrige, on auditionne, on adapte et on revient devant le Grand Conseil avec un projet affiné qui sera probablement voté par une

majorité. Le projet a donc été rédigé à la diable, j'en conviens. » (Hervé Burdet, député libéral)^[d-36]

C'est dans ces termes qu'Hervé Burdet défendait sa participation et celle de quelques autres députés bourgeois devant les attaques de certains collègues du même bord politique que lui. Le principal point de divergence entre les signataires concernait l'article 113 du PL 7409 qui indiquait le financement des mesures prévues :

« Art. 113 (nouveau)

Fonds

1 Afin de financer le programme de renaturation, les travaux incombant à l'État en tant que propriétaire du cours d'eau, les indemnités accordées à des privés, les frais relatifs à des rachats de terrains selon l'article 112, il est constitué un fonds de protection et de renaturation des cours d'eau.

2 Ce fonds est alimenté par un prélèvement de 0,80 F par m³ d'eau pompée dans le canton.

3 Le Conseil d'État rend compte annuellement, dans le cadre de son rapport de gestion, sur l'évolution du fonds. »^[d-25]

Cette taxe de 80 centimes par mètre cube d'eau prélevé a été le point sur lequel toutes les attaques contre ce projet se sont fixées. Dès la présentation du PL devant le Grand Conseil pour son renvoi en commission, certains des signataires précisait qu'ils s'opposeraient à la taxe, comme Hervé Burdet affirmant : *« cette taxe serait un non-sens, contre laquelle je me battraï en commission. »^[d-25]* La bataille fut donc menée...

La Commission de l'environnement et de l'agriculture du Grand Conseil fut saisie le 26 mai 1996 afin d'examiner le texte proposé par les députés. Elle commença ses travaux par des auditions des différents acteurs concernés par le projet. Une grande partie de ces discussions tourna autour de la question du financement et plus particulièrement de la taxe. Celle-ci était plutôt soutenue par les milieux environnementalistes. Ainsi, AW, alors représentant de la Coordination rivière affirmait que celle-ci :

« soutient la nécessité de préciser dans le projet de loi le financement du programme et se déclare favorable au maintien d'une taxe selon le principe de l'utilisateur payeur. La taxe permet de responsabiliser chacun sur l'usage de l'eau. » (AW, membre de la Coordination rivière)^[d-36]

Pour Maxime Prevedello, représentant de l'Association Genevoise des Sociétés de Pêche (AGSP) :

« la taxe a l'avantage d'être permanente et a une valeur plus incitative sur l'eau. Le financement par le budget est remis en cause chaque année, dans ce cas la nécessité du programme de renaturation peut être compromise. » (Maxime Prevedello représentant de l'AGSP)^[d-36]

FD, qui à l'époque était président de l'AGPN indiquait quant à lui que :

« en ce qui concerne la taxe, l'AGPN précise que l'essentiel est qu'une somme suffisante soit annuellement allouée à la revitalisation des cours d'eau. » (FD, AGPN) ^[d-36]

De leur côté, les milieux économiques y voyaient une menace pour leur activité. L'Union des associations patronales genevoises (UAPG) et la Société des hôteliers déclaraient souscrire aux objectifs de renaturation, mais pour la première la taxe entraînerait « une réduction des postes de travail » et la seconde agitait le spectre de « la fermeture de l'industrie à Genève et leur déplacement dans le canton de Vaud. » ^[d-25] L'Association des industries chimiques genevoises déclarait quant à elle que « cette taxe aurait des effets dramatiques, notamment sur l'emploi. » ^[d-25] Même son de cloche chez l'Union des industriels genevois (UIG) et auprès du Groupement des établissements de crédit. La Chambre de commerce et de l'industrie genevoise (CCIG) contestait l'utilité même d'un programme de renaturation et estimait : « la priorité est la modernisation de la STEP d'Aire, la renaturation passe au second plan. » ^[d-36] La Chambre genevoise d'agriculture, pour sa part, ne s'opposait pas aux objectifs de la renaturation mais proposait que les travaux soient financés par le budget ordinaire de l'État plutôt que par la taxe qui pénaliserait plus fortement certains secteurs agricoles, comme les maraîchers.

Le Conseil d'État bien que soutenant le projet de loi était lui aussi hostile à l'introduction d'une taxe, qui avait pourtant été évoquée dans le programme « 10 ans pour sauver nos rivières. » Afin de peser sur le débat, le DIER publiait en 1997 un document intitulé *L'eau du Genevois* (DIER, 1997) qui résumait sa vision de la politique globale de l'eau. Le document comprenait entre autres :

- une reprise du programme « 10 ans pour sauver nos rivières » (dont le nom figurait en sous-titre) ;
- des propositions d'amendement pour le PL 7409 ;
- le rapport intermédiaire des sociétés Urbaplan et Eco'diagnostic mandatées par le Conseil d'État afin de fournir une analyse sur l'impact économique de la taxe sur le prélèvement de l'eau. ^[d-32]

Ce rapport économique critiquait fortement la taxe telle qu'elle était prévue dans l'article 113 du PL 7409. Il rappelait que la taxe telle qu'elle était proposée concernait tous les prélèvements en eau, aussi bien pour les usages domestiques que pour l'industrie, l'agriculture ou les services. Selon les auteurs, cette taxe ne répondait pas à une internalisation économique des problèmes auxquels la renaturation cherchait à répondre. Elle ne pouvait être justifiée, ni selon le principe *utilisateur-payeur* « qui vise à faire correspondre la prestation et le paiement » ^[d-32, d-36] car les plus gros payeurs (ceux qui prélèvent le plus d'eau) ne sont pas ceux qui tirent le plus de bénéfice de rivières propres ; ni selon le principe *pollueur-payeur*, car la prélèvement d'eau n'entraîne pas forcément une pollution des rivières (par exemple si l'entreprise qui la prélève l'épure elle-même, ou si c'est uniquement pour du refroidissement), et que les coûts liés à la

pollution étaient déjà pris en compte dans la taxe d'épuration⁸⁷. De plus, la taxe ne répondait qu'imparfaitement au principe d'équité, car :

« dans les immeubles, la consommation d'eau fait partie des charges qui incombent à la régie. Une taxe sur l'eau pompée finirait donc par se répercuter sur les loyers, probablement sans grande distinction entre ménages riches et ménages pauvres. »^[d-32, d-36]

Enfin, l'efficacité économique d'une telle taxe était n'était pas évidente car :

- Elle pesait sur les charges des entreprises et pourrait entraîner les pertes de compétitivité évoquées plus haut par les acteurs économiques.
- L'État qui est un le plus gros préleveur d'eau du canton devrait soit s'acquitter de la taxe ce qui pèserait d'autant sur son budget et augmenterait son endettement, soit pourrait en être exonéré, mais l'assiette de la taxe s'en trouverait réduite d'autant et ne permettrait plus de récolter l'argent nécessaire au financement du programme de renaturation.^[d-32]

Les arguments des experts, ainsi que ceux des milieux économiques et des partis bourgeois plaidaient pour un abandon de la taxe. Toutefois, la gauche ne souhaitait pas d'un texte dans lequel la question du financement ne serait pas réglée afin *« que tout cela ne reste pas simplement un projet de belles intentions d'année électorale. »* (Sylvie Châtelain, députée socialiste)^[d-36].

Finalement, un compromis pour assurer le financement put être trouvé. Tout d'abord parce que :

« Le programme proposé par le département nous citait un coût de 850 millions pour réhabiliter ces rivières, mais ce coût incluait la station d'épuration d'Aire et des travaux qui ont pu ensuite être devisés à la baisse. C'est-à-dire qu'à la fin il ne fallait plus que 450 millions pour renaturer toutes ces rivières. Mais, alors que la commission avait conclu à une taxe de 4 centimes par m³ d'eau pompée, de toutes les personnes auditionnées, notamment des industriels, des banquiers, la Chambre immobilière et j'en passe, personne n'a été informé de la baisse des coûts prévue de 850 à 450 millions, pas plus que de la position des signataires de diminuer la taxe sur l'eau de 80 à 4 centimes. Alors, de ce fait, ces auditions ont été véritablement faussées, et des députés se sont même rendus à la Chambre de commerce et de l'industrie pour défendre ce projet de loi. Je les en remercie, mais malheureusement le chiffre de 80 centimes était encore sur toutes les langues et les personnes auditionnées étaient désinformées de l'avancement de nos travaux. Je trouve cela tout à fait regrettable, parce que les Verts qui ont voulu que ce projet fasse l'unanimité de tous les partis sont évidemment des gens réalistes. S'il n'était pas nécessaire de payer 80 centimes le m³, nous étions prêts à descendre ce coût de façon notable. » (Max Schneider, député Les Verts)^[d-36]

⁸⁷ Il faut cependant noter que les auteurs de ce document ne semblaient pas considérer l'impact des prélèvements sur les débits d'étiage comme une pollution, position qui pouvait être débattue.

L'examen des mesures prévues en commission a donc permis de revoir considérablement à la baisse les coûts prévus pour ce programme de renaturation. Les rédacteurs du textes avaient pris directement les chiffres avancés par le DIER dans le programme « 10 ans pour sauver nos rivières. » Les expertises dans le cadre des travaux de la commission ont fait valoir que tous les acteurs ne voulaient pas forcément dépenser ces sommes. Mais il a aussi pu être montré que les rivières genevoises n'en demandaient pas tant pour être renaturées. Les membres de la commission ont donc œuvré pour permettre de trouver un compromis. Cela s'est fait d'une part à travers le maintien du fond de renaturation. Deuxièmement, à travers le dépôt d'une motion complémentaire à la loi au moment du vote. Cette motion M1131 invitait le Conseil d'État :

« à réexaminer les priorités établies dans le budget sur le fonds des grands travaux d'investissement ;

à inclure dans le plan de trésorerie des grands travaux (projets programmés 2b) une somme d'au moins 90 millions de francs, destinée à couvrir le financement de la première tranche des travaux de renaturation des rivières genevoises. »^[d-36]

Faire passer une somme inscrite à une ligne de budget vers une autre ligne, permettrait donc de faire changer d'avis des députés et de les faire voter autrement. On voit donc ici la complexité des opérations budgétaires. De simples déplacements de chiffre réalisés par une main humaine peuvent permettre des changements d'activités importants : la gauche vote pour la loi, les sommes sont engagées, des entreprises obtiennent des contrats de construction, les rivières se portent mieux, les familles ont de nouveaux endroits où se promener...

C'est donc accompagné de cette motion, que le PL7409 quittait l'antichambre de la Commission pour arriver devant l'ensemble des députés. Les membres de la Commission avaient pu trouver un accord entériné par 13 voix pour (Alliance de Gauche, Verts, Libéraux, Radicaux et Démocrates chrétiens) et deux absentions (Socialistes). Le rapport de la Commission soulignait que :

« La création de ce fonds est le résultat d'un consensus accepté face à l'abandon de la taxe par d'autres et pour donner un appui tangible à la volonté de trouver le financement dans les priorités du budget de l'État. »^[d-36]

Les socialistes s'étaient abstenus car ils souhaitaient qu'un montant minimal pour le financement des travaux de renaturation figure dans le projet de loi. Il proposaient ainsi un amendement exigeant qu'une somme de 10 millions de francs par an soit accordée pour la réalisation des études.

Quand même des discussions...

Pourtant, ce n'est pas pour autant que le texte a été adopté sans discussions lorsqu'il est passé devant le parlement. Plusieurs points ont encore été sujets à critiques de la part des députés. D'une part, certains députés proches des milieux agricoles ont émis des critiques sur l'objet même du texte. D'autres part, des propositions

d'amendement venant de la gauche et allant plus loin que le texte de la commission pouvaient venir briser le fragile le front commun pour la renaturation.

Les milieux agricoles étaient particulièrement inquiets de la modification de la loi sur les eaux. Il y avait d'abord la taxe que leur représentant avait critiqué devant la commission et qui aurait entraîné des charges supplémentaires pour eux, tout comme pour certains autres acteurs. Mais en plus ils y voyaient un « *risque de réduire une fois de plus les surfaces cultivables* » (Charles Bosson président de la CGA, en commission) [d-36]. Les agriculteurs directement touchés par les travaux de renaturation, puisque qu'il était évident que ceux-ci se feraient avant tout sur des terres agricoles, ressentaient peut-être plus fortement l'impact de cette loi sur l'organisation spatiale. Comme le soulignait Claude Blanc, député défendant les milieux agricoles :

« Disons que ce projet de loi vise à l'amélioration des eaux de nos rivières. Mais, en réalité, il vise à un aménagement différent du territoire. » (Claude Blanc, député Libéral) [d-36]

Ces députés soulignaient de nombreux problèmes qui, à leur sens, justifiaient un refus ou un renvoi du PL en commission. À cet égard, les interventions du député Radical John Dupraz, lui-même agriculteur, étaient particulièrement riches en enseignement. Il commençait ses attaques en soulignant que :

« Chacun dans ce parlement peut souscrire aux objectifs de ce projet de loi – je ne vois en effet pas qui pourrait s'élever contre la protection et la renaturation des cours d'eau et des rives. L'objectif est bon; il est louable... » [d-36]

Mais selon lui certains articles étaient mal rédigés : « *régulation* » des eaux étant par exemple employé de manière inappropriée pour parler « *d'aménagement* » des eaux. Il commençait en ironisant :

« s'agissant de la forme, j'ai dit à mon voisin que c'était un Suisse allemand qui avait dû rédiger certains articles tellement ils sont en mauvais français. (Rires et remarques.) » [d-36]

Mais plus grave encore selon lui :

« en voyant les méthodes de financement proposées par ce projet de loi, j'ai bondi car je pensais que le Conseil d'État avait proscrit les financements à travers des fonds cantonaux. Je dois dire que c'est contraire à toute la technique comptable et budgétaire du Conseil d'État et de ce canton depuis de nombreuses années. Je m'étonne donc qu'à l'occasion de cet objectif, aussi louable soit-il, on retombe dans de vieux travers... » [d-36]

Il poursuivait en affirmant :

« Je pourrais faire d'autres remarques concernant ce projet de loi, qui mérite d'être approfondi en commission, car il n'est pas possible de faire ce travail en séance plénière. Je suis certain qu'en deux séances de commission ces problèmes pourraient être réglés. (M. Claude Haegi proteste.) Ecoutez, Monsieur Haegi, les élections de cet automne ne sont pas la fin du monde ! La Terre continuera de tourner après !

M. Claude Haegi : *Elles auront lieu pour vous aussi !*

M. John Dupraz : *Un projet de cette importance mérite d'être bien rédigé. [...] Ce texte mériterait d'être revu. La commission de l'environnement et de l'agriculture a besoin de deux ou trois séances seulement pour revoir ce texte conformément aux dispositions cantonales et fédérales. Cela permettrait d'avoir un projet de loi cohérent, car je trouve ce texte un petit peu 'léger. ' Je demande donc le renvoi en commission de ce projet de loi. » (John Dupraz, député Radical)^[d-36]*

Malgré le rappel de « l'importance » du projet, la qualification des objectifs du PL de « bons » ou « louables » par M. Dupraz, ses collègues ne se trompaient pas sur ses intentions :

« À ce stade du débat, il devient tout à fait évident qu'un certain nombre de personnes, parmi nos collègues, insistent et essayent de trouver autant de défauts que possible à cette loi pour qu'elle ne soit pas votée en troisième débat. Tout le monde a bien compris maintenant la tactique de M. Blanc, celle de M. Dupraz... » (Hervé Burdet, député Libéral)^[d-36]

Pour le Conseiller d'État Claude Haegi, « un retour en commission signifiait l'enterrement de ce projet de loi... C'est d'ailleurs peut-être ce qui était recherché ! »^[d-36] Mais il avait justement relevé avant cela que :

« en même temps, ceux qui s'y sont opposés ont déclaré que l'on ne pouvait pas fondamentalement être contre la préservation de notre patrimoine naturel. » (Claude Haegi, Conseiller d'État en charge du DIER)^[d-36]

Les rappels constants des opposants au PL 7409 qu'ils souscrivaient aux objectifs de renaturation, le fait que le sort des rivières pouvait jouer un rôle lors des élections cantonales de novembre 1997 montre effectivement l'importance politique qu'elles avaient pris dans le courant des années 1990. Petit à petit, de rapports en pétitions, de pétitions en motions, de motions en projet de loi leur cause avait été entendue. Dans la Genève « monocolore » de 1997, où la réduction des dépenses était le leitmotiv des politiciens bourgeois, il fallait bien être une rivière pour faire dire à un député Libéral :

« Le fonds pose réellement quelques problèmes d'orthodoxie, mais, néanmoins, vous savez qu'à tout principe existent certaines exceptions, qui dans ce cas est la renaturation. » (Alain-Dominique Mauris, député Libéral)^[d-36]

Ou à un Radical :

« Je me permets de rappeler encore une fois que nous faisons de la politique ; nous indiquons des intentions, et ce fonds reste la seule possibilité de recevoir des dons ou des financements provenant de l'extérieur. [...] Le désir d'avoir de l'eau propre dans nos rivières ne doit pas rester un vœu pieux. Mais il faut montrer que nous avons envie de concrétiser ce projet. C'est pourquoi, personnellement, je voterai aussi l'amendement fixant une somme de 10 millions. » (Charles Beer, député Radical)^[d-36]

Après plusieurs heures de débats, le texte était finalement adopté par le Grand Conseil, ainsi que l'amendement socialiste demandant au Conseil d'État d'allouer 10 millions de francs par an à la renaturation dans le cadre du budget des grands travaux, un deuxième amendement de l'Alliance de Gauche permettant au personnel de l'État de passer sur des propriétés privées pour réaliser les travaux de renaturation ainsi que quelques autres amendements destinés à améliorer la clarté du texte (voir tab. 2 pour les articles du PL concernant la renaturation)^[d-36].

Tableau 2 Les articles relatifs à la renaturation dans la nouvelle loi sur les eaux

<p>TITRE IV A Protection et renaturation des cours d'eau et des rives (nouveau)</p> <p>§ 1 - Programme (nouveau)</p> <p>Art. 107 (nouveau) But</p> <p>¹ Le but de la renaturation est de protéger et de reconstituer les cours d'eau et leur paysage en favorisant la biodiversité de ces éléments dans la perspective du développement durable.</p> <p>² A cet effet, il conviendra notamment de:</p> <p>a) laisser libre de toutes interventions le tracé encore naturel ou proche de l'état naturel des cours d'eau;</p> <p>b) protéger les secteurs des cours d'eau dont le tracé est encore naturel;</p> <p>c) reconstituer les conditions permettant aux cours d'eau de s'écouler dans un tracé naturel et de retrouver des biotopes proches de l'état naturel, chaque fois que cela est possible;</p> <p>d) réaménager les rives afin qu'elles puissent, chaque fois que cela est possible, retrouver leurs fonctions.</p> <p>³ Les dispositions du présent titre s'appliquent par analogie au lac.</p> <p>Art. 108 (nouveau) Zones alluviales, zones inondables et zones tampons</p> <p>¹ Constituent des zones alluviales au sens de la présente loi celles mentionnées par l'ordonnance fédérale sur la protection des zones alluviales d'importance nationale. Elles font partie du cours d'eau et doivent être protégées.</p> <p>² Les zones inondables sont celles susceptibles d'être inondées lors de crues. Dans ces zones, le canton se réserve le droit d'interdire toute nouvelle construction.</p> <p>³ Les zones tampons sont des périmètres permettant de protéger le biotope contre les effets nuisibles les plus divers dans le but de conserver celui-ci intact.</p> <p>⁴ Les rives, dans les périmètres définis par l'article 26 de la présente loi, seront, dans la mesure du possible, entretenues, exploitées et aménagées de façon à pouvoir servir de biotope pour une faune et une flore indigènes diversifiées et à assurer les interactions entre les eaux superficielles et eaux souterraines.</p> <p>Art. 109 (nouveau) Renaturation</p> <p>¹ La renaturation comprend le cours d'eau, ses berges, son environnement immédiat et, lorsque c'est nécessaire, la maîtrise de l'hydrologie. Elle fait l'objet d'un plan de site délimitant les zones alluviales, les zones inondables et les zones tampons. Elle consiste en des travaux faisant appel aux techniques permettant au cours d'eau de retrouver :</p> <p>a) des biotopes naturels abritant une faune et une flore indigènes diversifiées;</p> <p>b) un tracé et des berges proches de l'état naturel.</p>
--

² L'autorité cantonale:

a) établit un programme de renaturation des cours d'eau du canton;
b) définit un ordre de priorités déterminé notamment en fonction de la biodiversité potentielle des milieux concernés, ainsi que des aspects liés à l'hydrologie. Elle fixe un calendrier à court, à moyen et à long terme.

³ Le programme ainsi qu'un rapport du Conseil d'État sur l'avancement des projets sont présentés au Grand Conseil.

⁴ La réalisation des travaux de renaturation pour chaque cours d'eau fait l'objet d'un projet de loi soumis à l'approbation du Grand Conseil.

Art. 110 (nouveau) Déclaration d'utilité publique

¹ L'aliénation d'emprises et de droits nécessaires à l'exécution des travaux de renaturation approuvés par le Grand Conseil peut être déclarée d'utilité publique au sens de l'article 3, lettre a, de la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. En conséquence, toute acquisition ou toute fixation d'indemnité qui n'a pas lieu de gré à gré est soumise aux dispositions relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

² Les propriétaires des terrains bordant les cours d'eau doivent permettre l'accès aux rives aux services de l'État chargés de l'application des articles 109 et 110 et aux personnes affectées aux interventions décidées par ces services.

§ 2 - Financement (Fonds cantonal de renaturation) (nouveau)

Art. 111 (nouveau) Principe

¹ Le programme de renaturation tel que prévu à l'article 109 est à la charge de l'État. Il est financé par le budget des grands travaux (loi sur la gestion administrative et financière de l'État de Genève, du 7 octobre 1993), selon une priorité définie par le Conseil d'État, et par un financement spécial dénommé Fonds cantonal de renaturation.

² Le montant annuel alloué à cette fin dans le cadre du budget des grands travaux est d'au moins 10 millions de francs.

Art. 112 (nouveau) Fonds cantonal de renaturation

Le fonds cantonal contribue au financement du programme de renaturation; notamment il assure les coûts des avant-projets des travaux d'utilité publique, des travaux d'entretien, ainsi que celui de l'assistance à maîtrise d'œuvre, au moyen:

- a) des contributions de l'État inscrites au budget annuel;
- b) des subventions éventuelles de la Confédération;
- c) des redevances perçues en vertu de l'article 32, alinéa 5, de la présente loi;
- d) des contributions éventuelles issues d'action de partenariat avec des communes et autres collectivités publiques;
- e) des contributions éventuelles issues d'action de partenariat avec le privé, des dons et des legs.

Art. 113 (nouveau) Budget

¹ Le budget du financement spécial est soumis chaque année à l'approbation du Grand Conseil, en même temps que le budget de l'État.

² Les mouvements du financement spécial doivent figurer chaque année au rapport annuel de gestion du Conseil d'État.

La renaturation des rivières genevoises entrait dans une nouvelle phase. Il ne s'agissait plus seulement de mener quelques projets isolés là où c'était indispensable ou parce qu'une opportunité quelconque (mesure de compensation, initiative privée d'une association...) s'était présentée.

4.5 « Changement de philosophie » et conflit entre aménagement hydraulique et environnement

Après des années de mobilisation de la part d'associations et d'interpellations parlementaires, le Grand Conseil genevois a fini par voter une loi engageant une politique de renaturation des cours d'eau. On pourrait être tenté d'avancer ici que le temps qu'il aura fallu pour que cette loi soit votée correspond à une sorte de « mûrissement, » que le changement de philosophie intervenant au niveau fédéral, formant ainsi un « contexte » national influençait petit à petit le cadre cantonal genevois. Il y a bien eu « influence » des textes fédéraux sur le niveau cantonal genevois, mais cette influence ne s'est pas faite par « rayonnement. » Il est tout à fait possible de suivre l'ensemble des liens montrant l'influence du niveau fédéral et même d'un changement de philosophie au niveau mondial. Il faudrait pour cela par exemple retracer l'agencement reliant entre eux des décisions prises à Genève, des publications scientifiques sur les cours d'eau, des stratégies d'ONG ou des congrès sur les eaux.

Concernant l'influence du niveau fédéral sur le niveau local, celle-ci passe par la tenue de conférences ou encore par la publication de brochures dans lesquelles les responsables cantonaux des cours d'eau puisent des idées pour de nouveaux projets (Zaugg *et al.* 2004). L'étude de cas de Marc Zaugg sur la Thur montre comment le « changement de philosophie » dans le canton de Thurgovie a pu être renforcé par l'implication directe de responsables fédéraux de l'OFEG dans le projet de correction de la Thur (Zaugg, 2005). Cette influence est donc traçable. Dans le cas genevois, l'influence du national ayant entraîné le changement de philosophie local peut aussi se voir. On en trouve la trace dans les débats du Grand Conseil lorsque les députés déclarent aussi agir pour se mettre en conformité avec le droit fédéral (PL 7409)^[d-36]. Toutefois, comme on l'a vu précédemment, cette prise en compte d'une nouvelle manière de gérer les rivières a été rendue possible par la mobilisation du public et non par un changement de vision des responsables chargés des cours d'eau. Quelle a été la réaction de ces responsables face aux changements intervenus ?

Présentons d'abord la manière dont était organisée la gestion des eaux dans le canton de Genève à cette période (annexe 6). Lors de la répartition des sièges et des attributions du Conseil d'État en 1993, les services en charge des cours d'eau se retrouvaient séparés entre deux départements. Le Service de la protection de la nature et des paysages, responsable de l'aspect biologique des cours d'eau, se trouvait au DIER présidé par Claude Haegi et le Service du lac et des cours d'eau (SLCE) chargé des constructions se trouvait sous la houlette de Philippe Joye au Département des travaux publics et de l'énergie (DTPE). Pour ce dernier, la séparation ne semblait pas poser de problèmes majeurs et la coordination fonctionnait. Ainsi, en 1996, lors de la

discussion du budget, concernant de la suppression de 300'000 francs destinés au SLCE, la députée écologiste SL interpellait M. Joye :

« Mme SL : Je désire vous demander pourquoi le service de l'aménagement des cours d'eau ne fait pas partie de l'autre département qui se préoccupe des eaux usées. »

M. Philippe Joye, conseiller d'État. La ligne de séparation entre le département de l'environnement et celui des travaux publics et de l'énergie passe par la notion de construction. Nous avons un service des lacs et des cours d'eau au département des travaux publics qui gère l'ensemble des berges, des rivières et du lac. C'est dans cet esprit que le travail se fait. Maintenant, toutes les décisions prises dans le cadre du service des cours d'eau sont toujours des décisions prises ensemble avec le département de l'intérieur, car ces décisions ont toujours un aspect environnemental et un aspect construction qui sont à mettre en conjonction. » [d-31]

Comme cela se fait dans ce type de situation, l'impossibilité de regrouper tous les services concernés par une thématique est compensée par une collaboration interdépartementale. Dans le domaine de l'aménagement des rivières, ce type de procédé s'est développé au fur et à mesure que la gestion se complexifiait et est aujourd'hui généralisé en Suisse. Cette situation entraîne certes un surcroît de travail de coordination, mais est loin d'être perçu comme un handicap majeur par les praticiens (Zaugg *et al.*, 2004). Lorsque problème il y a, c'est plutôt en amont, pour la fixation des normes directrices, ou en aval, sur des cas très concrets. Certains responsables cantonaux affirment même que la division peut être un atout, deux Conseillers d'État soutenant un projet valant mieux qu'un et offrant moins d'occasions à des attaques « politiques, » surtout lorsqu'ils ne sont pas du même parti (Zaugg *et al.*, 2004). Pourtant, à en croire David Hiler, alors député écologiste, la coordination pour l'atteinte d'objectifs commun ne semblait pas être de mise entre les deux départements :

« En présence de M. Haegi, j'ajoute que lorsque M. Joye ne se lance pas tête baissée dans des projets voués à l'échec, il essaie d'empêcher ce dernier de réaliser la renaturation des rivières. Il estime en effet que c'est son rôle, comme le montre l'exemple du canal de Versoix. » [d-31]

Ces divergences ne semblaient toutefois pas uniquement être soulignées par des députés de l'opposition tentés d'exploiter les divisions politiques au sein de la majorité. En avril 1997, lors de la révision de la loi sur l'eau, le conflit a resurgi d'une telle manière que le lendemain du vote, on pouvait lire dans la presse :

« Alors qu'une belle unanimité des élus s'est faite autour du projet de renaturation des rivières, un conflit couve entre le chef du Département des travaux publics et de l'énergie (DTPE), Philippe Joye, et le chef du Département de l'intérieur, de l'environnement et des affaires régionales (DIER), Claude Haegi. » (Tribune de Genève du 30 avril 1997)^[d-38]

On pourrait mettre ces divergences sur le compte d'inimités entre deux Conseillers d'États et penser qu'il ne s'agit que de querelles de personnes. Nombre de responsables cantonaux des cours d'eau affirment que c'est là une dimension

importante expliquant la bonne ou mauvaise collaboration entre services (Zaugg *et al.*, 2004). Toutefois, le manque de collaboration semblait aussi être dû à des divergences quant à la manière de concevoir la gestion des cours d'eau. Intervenant au cours du débat, Roger Beer indiquait que :

« M. Roger Beer : À mon avis, nous devons prendre conscience que des compétences sont réparties entre deux départements, mais surtout – et c'est ce qui le plus important – qu'une philosophie tout à fait différente se dégage de ce projet de loi. Au département des travaux publics et de l'énergie, par définition, ce sont des constructeurs, des ingénieurs, des maçons...

M. Claude Blanc : Des francs-maçons ! (Rires.)

M. Roger Beer : Ça c'est rien ! Et nous, d'un autre côté, avec ce projet de loi nous voulons que la renaturation des rivières se fasse plus en harmonie avec les principes de la protection de l'environnement, surtout à Genève qui désire devenir la capitale de l'environnement. »^[d-36]

Le rapport de la Commission de l'agriculture et de l'environnement du Grand Conseil après avoir entendu les différents responsables lors de ses travaux d'examen du projet de loi précisait les divergences :

« Lors de l'audition du DTPE, les commissaires ont pris conscience que le service important, qui est celui du lac et des cours d'eau, planchait sur des études concernant des rivières en marge des travaux du projet de loi 7409. Un vif débat s'est engagé sur la légitimité de ces études et projets entrepris. Il est apparu peu cohérent pour les membres de la commission de voir que ce service échappait à la volonté politique exprimée par les députés du Grand Conseil. L'impression dégagée est que les buts poursuivis par le DIER et le DTPE sur l'avenir des cours d'eau ne sont pas les mêmes. Plutôt que de voir le service du lac et des cours d'eau travailler dans son coin, ne serait-il pas plus efficace qu'il travaille en synergie avec les autres services liés à l'environnement, ou qu'il soit rattaché au DIER. L'exemple de ces visions opposées entre ce service et le DIER est l'approche effectuée pour la Seymaz. Un département vise à faire passer de l'eau dans les tuyaux et l'autre département de renaturer la rivière. »^[d-36]

Les deux précédentes citations laissent penser que la divergence entre les deux services responsables des cours d'eau était bien plus profonde qu'une simple querelle de personnes. On peut rajouter à cela que des collaborateurs de M. Joye travaillant au SLCE étaient venus soutenir ses propos lors de l'audition devant la commission parlementaire. De plus au moment du vote, un ancien parlementaire, collaborateur du SLCE avait fait parvenir une lettre au Grand Conseil, dans laquelle il relevait les déficits techniques de la conception du DIER pour l'aménagement des rivières⁸⁸. Pour reprendre le mot de Roger Beer et faire écho aux travaux de Marc Zaugg, c'est bien de « philosophie tout à fait différente » qu'il s'agissait entre les deux départements. Dans cette lecture, le DTPE représenterait la pratique moderniste de l'aménagement des cours d'eau, de maîtrise par des moyens techniques lourds. C'est la vision de

⁸⁸ Nous n'avons pas été en mesure de consulter ce courrier. Plusieurs députés y font allusion lors de la séance 17 du 25 avril 1997.

« *maçon* » évoquée par Roger Beer, ou celle de « *faire passer de l'eau dans les tuyaux* » mentionnée dans le rapport de commission qui semblent tous deux affirmer que la philosophie du service du lac et cours d'eau ne pouvait pas changer d'elle-même. Puisque qu'étant localisé dans le DTPE, il avait par « *définition* » de telles pratiques. L'intervention de M. Beer indique que les députés souhaitent clairement que l'aménagement des rivières prenne un tournant environnemental. Il ne s'agissait pas seulement d'appliquer des mesures types, mais aussi de respecter des « *principes*. » La solution évoquée par le rapport de commission d'un rattachement du service des lacs et cours d'eau au DIER allait donc clairement dans ce sens.

4.6 Le démarrage du programme de renaturation

Malgré ces divergences de philosophie entre deux services, il n'en demeure pas moins que le programme de renaturation figurant dans la nouvelle Loi sur l'eau devait être réalisé, puisqu'il correspondait de l'aveu de tout le monde à une volonté forte du peuple genevois mais aussi à un besoin pour les rivières. À tel point que, comme l'ont montré les débats au moment du vote de la loi, se présenter comme un défenseur des rivières était perçu comme un argument de campagne. Personne n'osait remettre en cause la base de ces idées. Ce n'était toutefois pas une condition suffisante pour assurer une réélection au Conseil d'État. Le 16 novembre 1997 Claude Haegi ne fut pas reconduit à son poste. Le gouvernement monocolore prenait fin avec l'entrée de deux sociaux-démocrates et, pour la première fois dans l'histoire du Canton, un écologiste au gouvernement.

L'affirmation du soutien politique

La non-réélection de Claude Haegi ne signifiait pas pour autant la disparition des rivières de l'agenda politique genevois, au contraire. Pour Robert Cramer, le nouveau Conseiller d'État écologiste, le sauvetage des rivières figurait en position prioritaire sur son programme électoral. Ainsi, sur l'un de ses tracts, le deuxième objectif mentionné après la promotion du développement durable était de « *faire de la protection de la nature une vraie priorité, notamment en sauvant nos rivières* »^[d-34] et l'on pouvait lire dans un courrier envoyé aux électrices et électeurs genevois(es) daté du 27 octobre 1997 : « *il est urgent de réhabiliter nos rivières et de limiter la production de déchets qui empoisonnent l'eau et les sols.* »^[d-42]

Cette élection avait été précédée de quelques semaines par le renouvellement du Grand Conseil dont la majorité avait basculé à gauche. Au niveau du parti des Verts également, la renaturation des rivières figurait en bonne position. Le programme la développait longuement sous un point appelé « Sauver les rivières. » Il prenait notamment ses distances avec le programme « 10 ans pour sauver nos rivières » tout comme la nouvelle loi sur l'eau :

« [La proposition de sauver les rivières] a certes été reprise par le Conseil d'État qui a lancé le projet 'Dix ans pour sauver nos rivières.' Nous avons hélas constaté que ce projet ne reposait pas sur une étude préalable suffisante et ressemblait fort à une coquille vide, ce qu'a d'ailleurs confirmé l'Audit de

l'État. Forts de ce constat, les Verts ont pris l'initiative de déposer, avec des députés d'autres partis, un projet de loi concrétisant leurs propositions de renaturation des cours d'eau. Sérieusement remaniée en commission par les députés de l'Entente, cette loi ne garantit pas que les moyens nécessaires seront régulièrement mis à disposition. »^[d-33]

Il semble donc que ce parti ayant une position marquée sur la renaturation des rivières a pu profiter de l'urgence de cette question chez les électeurs genevois. Mais les rivières n'ont pas été qu'un simple argument de campagne. Lors de la cérémonie d'investiture et de prestation de serment dans la cathédrale St-Pierre, au cours de laquelle le nouveau Conseil d'État présente ses orientations prioritaires, on pouvait lire pour le volet concernant les aspects de la politique gouvernementale touchant au « cadre de vie » des Genevois :

« C'est dans le domaine de l'eau que le gouvernement fournira un effort particulier. Il poursuivra dans la voie de la réhabilitation des rivières et désire s'investir de manière accrue dans tout ce qui touche à la prévention et à l'assainissement. »^[d-43]

L'autre signal donné par le gouvernement illustrant sa volonté d'agir sur cette question, était l'attribution à Robert Cramer de la responsabilité de l'ancien DIER, rebaptisé DIAEE (Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie), en charge de la conduite du programme de renaturation selon la nouvelle Loi sur l'eau. Pour permettre une réalisation plus efficace de ce programme, le SLCE passa du DTPE (devenu Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement (DAEL) en 1997) au DIAEE afin que tous les services responsables de la gestion des rivières dépendent d'un seul Conseiller d'État comme cela avait été souhaité à plusieurs reprises par les députés, mais aussi par des responsables associatifs. Avec un large consensus quant à l'urgence d'agir, avec une majorité de gauche au Grand Conseil dans laquelle les écologistes étaient significativement représentés, avec un Conseiller d'État ayant fait des renaturations sa priorité politique et ayant sous son contrôle les principaux services responsables, avec un intérêt fort pour cette question dans la population genevoise, le sauvetage des rivières genevoises semblait commencer sous de bons augures.

Les premiers projets de renaturation : entre rupture et continuité

À peine quelques semaines après l'entrée en fonction de Robert Cramer au DIAEE, les premiers projets de loi pour des mesures concrètes de renaturation des rivières étaient discutées devant le Grand Conseil. Cette mise en œuvre rapide dès l'entrée en fonction du nouveau Conseiller d'État était présentée comme une rupture avec les blocages et hésitations des législatures précédentes. Les nouvelles autorités déclaraient vouloir abandonner les grands projets ambitieux pour la réalisation de mesures plus modestes pour lesquels les financements devant le Grand Conseil pourraient être plus facilement obtenus^[d-46]. Ainsi à propos du projet de renaturation de la Seymaz dont le coût était alors estimé à environ CHF 50'000'000, Robert Cramer demandait à ses collaborateurs de présenter les projets en plusieurs tranches

demandant des financements de maximum cinq millions de francs chacune sur plusieurs années, afin d'augmenter les chances d'acceptation du Grand Conseil^[d-45].

Le 19 février 1998, le PL 7808 demandant un crédit de CHF 4'860'000 pour le réaménagement d'étangs à Verbois en bordure du Rhône^[d-47] et le PL 7809 demandant un crédit de CHF 1'593'500 pour des travaux de renaturation sur la Versoix étaient déposés devant le Grand Conseil^[d-48]. Le projet des Teppes de Verbois terminé en 2000, est aujourd'hui encore le plus grand projet de renaturation qui a été réalisé dans le canton par sa surface, puisqu'il concerne plus de 100 ha. Il s'agissait d'un projet à caractère essentiellement écologique puisqu'il visait à réhabiliter un ancien site industriel délaissé. La zone est aujourd'hui partagée entre une partie mise en réserve et une autre servant d'espace récréatif (Hostman et Knutti, 2002). Le projet de renaturation d'un tronçon de la Versoix portait quant à lui prioritairement sur des objectifs d'amélioration de la qualité de l'eau et des écosystèmes.

Si la présentation de mesures concrètes semblait faire contraste avec les discussions des législatures précédentes, on peut toutefois se demander s'il s'agit vraiment d'une rupture et s'il ne faudrait pas plutôt y voir un aboutissement des efforts faits précédemment. Claude Haegi, se prononçant dans la presse sur la rapidité avec laquelle son successeur passait au stade de la réalisation soulignait que ce dernier s'appuyait sur un « *mouvement engagé depuis longtemps* » et que les premiers projets de lois étaient en préparation bien avant son élection^[d-46].

La réorganisation de l'administration

Afin de pouvoir mettre en œuvre sa nouvelle politique des cours d'eau, le nouveau Conseiller d'État avait toutefois besoin de pouvoir s'appuyer sur les services chargés de la réalisation des travaux. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, le SLCE fut intégré au nouveau DIAEE. Mais la réorganisation des services afin de permettre une réalisation de cette politique fut également menée au sein des anciens services du DIER. Le signal le plus clair pour les nouvelles orientations en matière de cours d'eau fut la création d'une « Cellule renaturation. » Cette cellule devait se consacrer à la coordination des tâches entre les différents services lors des projets de renaturation. Toutefois, la création de cette cellule était également destinée à permettre au nouveau Conseiller d'État d'avoir un meilleur contrôle politique sur la question des renaturations. GM, indique à titre d'hypothèse que :

M. Cramer quand il a été élu, [...] a alors mis en place une Cellule renaturation. La personne qui était chef du service de protection de la nature avant moi était du même bord politique que l'ancien Président du DIAE [DIER n.d.a.], elle n'avait pas les mêmes vues sur la politique de renaturation que M. Cramer. [...] Comme c'était un des axes principaux de la politique, il n'avait peut-être pas envie de le confier à une personne sur qui il n'était pas sûr de pouvoir se reposer entièrement. » (GM, chef du SFPNP)
[e-16]

Selon GM, la nature fortement politique de l'aménagement des eaux dans le canton de Genève demandait la création d'un tel poste, justifié parce qu' :

« il y a un gros travail lié à la médiation, à la négociation, à l'acquisition de terrains qui doit être fait dans le cadre des renaturations. Il y a l'idée que c'est un métier en soi, donc qu'il vaut mieux un personnel spécialisé. Les décisions à prendre ou appliquer ne sont pas des opérations de routine. [...] Une dernière raison est que toutes les rivières du canton, sauf la Seymaz et le Rhône viennent de France, donc il n'est pas possible de faire une application mécanique de la LPN. On est d'emblée dans le politique. » (GM, chef du SFPNP)^[e-16]

On voit ici une illustration de la manière dont s'établit le lien entre renaturation et participation que nous avons évoqué au chapitre 2. Un projet de renaturation, dès qu'il doit être mis en œuvre devient plus qu'un simple projet technique et les compétences techniques des différents services de l'administration sont alors mobilisées pour une politique. Lorsque GM rajoute *« le fait que ce soient des biologistes à la tête de la cellule renaturation n'est pas un hasard »^[e-16]*, le lien entre l'aspect politique et technique se révèle entièrement. Une première traduction peut signifier qu'à Genève, la renaturation des cours d'eau est prioritairement faite pour améliorer les écosystèmes et que les biologistes ont les meilleures compétences pour cela. Mais cette déclaration nous dit aussi que ce ne sont ni des constructeurs ni des hydrologues qui sont à la tête de ce service. Et ce *« n'est pas un hasard »* renvoie aussi à la figure du Conseiller d'État, impulsant par le choix d'une discipline, une direction à la politique de renaturation.

Créer la cellule renaturation et nommer des biologistes à sa direction permettait à Robert Cramer de mener les travaux sur les rivières conformément à ses options politiques. En effet, même si le SLCE faisait maintenant partie de son département, un contrôle total sur tous les projets qui y étaient menés n'était pas pour autant possible et l'aspect environnemental n'aurait peut-être pas été autant pris en compte. Comme il n'est pas toujours facile de remplacer un chef de service, le meilleur moyen était d'en créer un nouveau.

Cette réorganisation des services en charge des cours d'eau s'est poursuivie pendant les législatures suivantes avec principalement la création en janvier 2003 du Domaine de l'eau (DomEau) une structure chargée de regrouper tous les services travaillant sur les cours d'eau. Lors de ce remaniement, le SLCE était supprimé et son chef prenait en charge le Service des constructions environnementales. Ce remaniement a provoqué une certaine résistance chez les anciens membres du SLCE^[d-198]. Toutefois, cette forme d'organisation rassemblant les services de renaturation, planification, d'évacuation de l'eau et écologie de l'eau dans une même entité provoquait une certaine confusion puisque le Service de renaturation était chargé des études et de l'élaboration des projets, le service des constructions environnementales de leur réalisation, et le SFPNP de l'entretien. Face à cette confusion, dès 2003, de plus en plus de prérogatives anciennement du SLCE ont été attribuées au SRCER. FH, ancien chef du SLCE et maintenant chef des constructions environnementales nous résume avec une certaine amertume la manière dont il s'est vu privé d'un nombre croissant de responsabilités :

« Le Service du lac a été supprimé et la partie sécurité contre les crues était plutôt prise par le Service d'écologie de l'eau – Monsieur SF – et alors moi

j'avais plus qu'un rôle de garantir une faisabilité technique par rapport à la 'constructibilité,' je dirais, de cet ouvrage. Parce que c'était nous qui aurions dû construire quand il se ferait... Mais maintenant c'est encore en train de changer. Maintenant c'est plus nous qui allons construire, c'est AW lui-même. [...]. Donc AW y récupère tous les aspects cours d'eau... Donc le Service de renaturation ça va un peu devenir le Service du lac et cours d'eau d'avant. C'est un retour de balancier... » (FH, chef du Service des constructions environnementales, ancien chef du SLCE)^[e-13]

La fréquence du Conseiller d'État à remanier les services responsables des cours d'eau indique aussi son implication autour de ces questions et est également un signe pour l'importance politique de la question à Genève

Ainsi, pour clore ce chapitre, on peut dire qu'il est possible de retracer à Genève un « changement de philosophie » tel que celui identifié par Marc Zaugg au niveau national ou dans d'autres cantons (Zaugg Stern, 2006). Comme au niveau national, ce changement de philosophie a été initié par la prise de conscience d'un problème, identifié par les scientifiques. Mais dans ce cas, il a moins été question de problèmes liés aux crues et aux aménagements autour des rivières que de la pollution des eaux du lac Léman provoqué par la concentration des eaux elles-mêmes polluées des rivières du bassin genevois. Dans le cas de Genève, contrairement à d'autres cantons, la chaîne de traduction permettant de faire agir les pouvoirs publics ne s'est pas arrêté aux spécialistes des cours d'eau. Parce que le Léman constitue la principale réserve d'eau, les polluants du lac ont été traduits en danger pour l'eau potable des genevois. Cet aspect a probablement joué un rôle non négligeable dans la forte mobilisation de la population autour de ces questions et à servi de moteur au lancement de la politique de renaturation. Ainsi, contrairement à d'autres cantons où les efforts en faveur d'une renaturation ont été portés essentiellement par une partie de l'administration et ont du être traduits en mesure de protection contre les crues, à Genève la population et les associations ont poussé les élus à œuvrer dans ce sens. L'urgence du problème a contribué à créer un large front mobilisant la société civile, mais aussi une coalition très large au sein de la classe politique. Enfin l'élection d'un Conseiller d'État faisant du sauvetage des rivières l'une de ses priorités politiques a achevé la légitimation d'une politique de renaturation. À cela, on peut rajouter une organisation de l'aménagement des cours d'eau centrée autour de cette question, et enfin, chose non négligeable, disposant de moyens financiers suffisants par l'intermédiaire du fonds de renaturation.

Si l'on devait considérer que les projets de renaturation se réalisent toujours dans un contexte, on serait tenté de dire que le Canton de Genève constituait à coup sûr un bon contexte. Mais est-ce vraiment le cas ?

5 Pourquoi une renaturation de la Seymaz ?

Si comme nous venons de le voir, au début de l'année 1998 la renaturation semblait être un thème mobilisant de nombreuses associations locales, ayant vocation à rassembler les politiciens plutôt qu'à les diviser, ancré dans la nouvelle loi sur les eaux, disposant de sources de financement suffisantes et surtout porté par une volonté politique forte, on peut se demander pourquoi la renaturation de la Seymaz n'a pas pu être réalisée rapidement, en respectant le calendrier prévu par la loi ? La raison toute désignée à cela pourrait être la décision d'intégrer les différents groupes concernés dans l'élaboration de ce projet. Pourquoi en effet avoir voulu réunir agriculteurs et écologistes autour d'une même table, aux côtés des services de l'administration, alors qu'il semblait évident que de cette réunion découleraient inévitablement des ralentissements dus aux désaccords entre les uns et les autres.

Mais la mise en œuvre d'une loi, aussi soutenue soit-elle, est loin d'être un acte automatique, à plus forte raison encore quand il s'agit d'une loi ayant des impacts forts au niveau local (cf. chapitre 2). Au cours de ces deux dernières décennies, les sciences politiques se sont de plus en plus intéressées aux questions de mise en œuvre des lois, et plus particulièrement à celles ayant une « incidence spatiale » (Horber-Papazian, 1992 ; Knoepfel *et al.*, 2001 ; Wälti, 2002). De nombreux travaux ont souligné les écarts par rapport aux normes telles qu'édictees par les législateurs. L'une des raisons fréquemment invoquée est que des lois entraînant des impacts sur l'espace sont en général ressenties plus fortement par les personnes se trouvant à proximité des sites concernés. Elles sont donc beaucoup plus enclines à manifester une opposition forte à la mise en œuvre de ces types de projet, parce que ceux-ci empiètent directement dans leur cadre de vie. Ainsi, CV du service des opérations foncières du DAEL signalait par exemple à propos de la renaturation de la Seymaz que « *beaucoup ne sont pas opposés à la renaturation par principe, mais ne veulent pas que le projet se fasse chez eux*⁸⁹. »

Toutefois, ces attitudes ne sont pas la seule raison des difficultés de mise en œuvre du projet de renaturation de la Seymaz. Un projet n'arrive jamais dans un espace vierge de toute activité. Il a une histoire et de cette histoire peut dépendre la manière dont il sera réalisé. Dans le cas de la renaturation de la Seymaz, l'histoire précédant la réalisation de ce projet a été riche et mouvementée, et il s'est agi pour les responsables de trouver des modalités de mise en œuvre permettant de tenir compte de ce qui s'est passé avant. Comme nous allons le voir maintenant, la participation semblait être une solution incontournable pour cela.

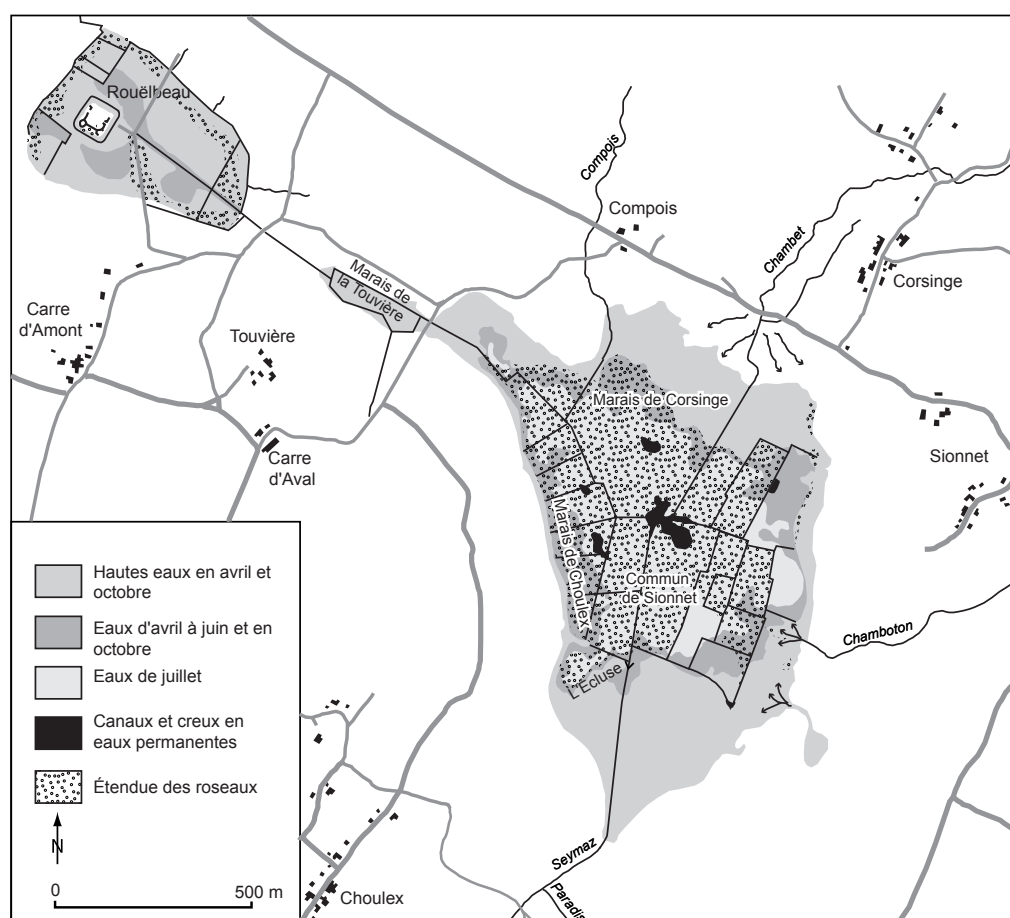
⁸⁹ Dans les sciences sociales anglophones, cette attitude a été baptisée *NIMBY Syndrome* (pour *Not in my back yard*). Ce terme était fréquemment employé jusqu'au début des années 1990 pour qualifier les phénomènes de résistance locale à des projets de politiques publiques (Dear, 1992 ; Kraft and Crosby, 1991). De nombreuses études ont mis en lumière le manque de pertinence analytique du NIMBY en tant que concept pour les sciences sociales, notamment parce que ces oppositions vont très souvent au-delà des simples revendications locales en appuyant leurs arguments sur des principes généraux (voir par exemple : Hunter and Leyden, 1995 ; Lolive, 1999).

5.1 Une rivière dégradée

Le drainage des grands marais.

Les renaturations, par définition, sont réalisées sur des espaces qui ont déjà été marqués par les activités humaines. En tentant de rendre à ses espaces leur aspect d'avant une intervention, elles ont une influence sur les activités qui ont profité de cette intervention.

Illustration 6 La Haute-Seymaz en 1919



Carte : Ejderyan, d'après (Burdet, 1975)

L'état de la Haute-Seymaz telle qu'elle était avant les projets de renaturation est en grande partie hérité des travaux effectués au début du 20^e siècle et plus particulièrement ceux réalisés entre 1915 et 1925 (Burdet, 1975 ; Dorner 1919a, 1919b). C'est en effet à cette période que les grands marais qui se trouvaient dans la région ont été asséchés afin d'augmenter les surfaces agricoles. Les premiers travaux ont essentiellement consisté à canaliser les eaux diffuses de la région. Avant 1919, dès le 18^e siècle, un réseau de fossés avait été creusés par les habitants de la région afin de

permettre un certain écoulement des eaux des marais. La but principal était d'assainir les eaux stagnantes afin de réduire le nombre de maladies liées au marais (ill. 6). Une première série de travaux avait été entrepris entre 1909 et 1914 afin de corriger la Seymaz en aval de la région des marais, mais en amont, sur la portion de la Touvière, elle gardait un tracé peu marqué se perdant en méandres et chevelus. En 1919, le Conseil d'État décida la correction de la Seymaz sur l'ensemble de son tracé amont ainsi que le drainage complet des marais. La plus grande partie de ces travaux fut réalisée de 1919 à 1921 et 130 ha de terres agricoles purent ainsi être gagnés pour l'agriculture et être exploités par les paysans de la région (Burdet, 1975).

Au-delà du gain de terres agricoles que devait permettre la canalisation, l'assèchement des marais avait aussi, comme dans le cas des grandes corrections de cours d'eau suisses de l'époque, pour objectif l'assainissement de la plaine par l'éradication des maladies provoquées par les eaux stagnantes (Speich, 2002 ; Zaugg Stern, 2006). De plus, les marais de la Seymaz avaient à l'époque la réputation de servir d'abri à des populations marginales^[d-194 ; e-18], position d'abri par ailleurs illustrée par la présence du château de Rouëlbeau qui avait été bâti à cet emplacement très probablement en raison de la difficulté d'accès.

Toutefois, dès les premiers travaux de drainage entrepris pour assécher les marais, des voix s'élevèrent contre d'éventuelles conséquences négatives que ces travaux pourraient avoir. Le naturaliste Robert Poncy critiquait dès 1921 les conséquences négatives que ces travaux avaient eues sur la faune et la flore. Il signalait notamment que près de 70 espèces d'oiseaux avaient été chassées de la zone (Burdet, 1975). La Société botanique de Genève avait quant à elle, dès 1919, rédigé une conclusion que l'on pourrait presque qualifier de prémonitoire affirmant que :

« les corrections des nombreux méandres, de cette rivière et l'abaissement de 1,50 m du seuil de son trop plein à la sortie de Sionnet aurait pour effet de 'dessécher complètement tous les marais, à l'exception des fossés du château de Roëlbau et de transformer la Seymaz entre Sionnet et Bel-Air en un égoût à ciel ouvert.' » (Cité in Burdet, 1975 : 232).

Ces critiques isolées n'ont cependant pas empêché la poursuite des travaux. L'assèchement des marais continua pendant une grande partie des années 1920 à 1930. Durant ces années, les grands travaux de correction de cours d'eau avaient aussi pour objectif de permettre à des chômeurs d'avoir un emploi. Ces gains de terres se poursuivirent pendant la Deuxième Guerre mondiale, dans le cadre du plan Wahlen^[d-1] (Burdet, 1975). Les travaux de maîtrise de la Seymaz continuèrent après-guerre avec dans les années 1960, une reprise du réseau de drainage qui montrait

certaines défailances et surtout la pose d'une cunette en béton dans le lit de la Seymaz afin de ralentir le rabaissement du fond par l'érosion^[d-1 ; d-302] 90.

Les conséquences négatives des drainages

« Ben disons que pour nous, c'est un peu l'histoire de la famille, puisque le grand-père participé à l'assainissement, que nous on a eu des parcelles qui sont nées sur l'exploitation parce que la Seymaz a été canalisée. Et puis d'un autre côté, le côté folklorique si on peut dire comme ça, le grand père était toujours dans les marais, il avait une grande canardière, avec 3 mètres de canon et il tirait les canards au marais. Alors d'un côté, il regrettait un petit peu, puis de l'autre côté, ben voilà... Alors au niveau de l'exploitation c'est déjà un assainissement au niveau des maladies, pour les gens, avec cette diminution de tous les problèmes que représente une zone humide et une amélioration des structures puisqu'on pouvait drainer des parcelles agricoles. » (JR, agriculteur)^[e-21]

« En fait c'est mon grand-père qui avait été le premier à le travailler suite aux travaux de drainages qui avaient été effectués dans ce marais. Alors ça a duré que deux générations. Après les effets du drainage... ont eu des effets un peu inattendus... L'affaissement du terrain a très vite empêché la culture. Enfin tout au moins dans les terres les plus basses. » (AC, agriculteur)^[e-1]

Les deux extraits d'entretiens avec des agriculteurs de la région ci-dessus montrent la manière dont ces travaux de drainage font partie de l'histoire familiale. L'allusion au grand-père laisse penser que les ouvrages qui se trouvent sur la Seymaz ne sont pas seulement des éléments nécessaires à l'évacuation des eaux des terrains alentour, mais font partie du patrimoine familial. Cet aspect patrimonial de la plaine des

⁹⁰ Il est difficile de savoir si ces critiques étaient aussi isolées qu'elles le semblent. En effet, le discours modernisateur de la première moitié du 20^e siècle chantait les louanges des corrections de cours d'eau, les considérant comme une étape décisive dans la marche vers le progrès. Toutefois, les paysans n'accueillirent pas toujours ces corrections avec autant d'enthousiasme que cela est parfois affirmé dans la littérature, loin de là (Speich, 2002). Les marais ou les zones humides, loin d'être des espaces laissés à l'abandon étaient exploités. Dans le cas de la plaine du Rhône par exemple, des études récentes ont montré, que les conditions de vies étaient loin d'être dramatiques pour les paysans, au contraire (Borgeat-Theler, 2005). La première correction aurait même contribué à dégrader la situation des terrains à proximité du Rhône (Summermatter, 2004). Les terrains à proximité des zones humides étaient souvent des communaux, exploités pour fournir du fourrage ou servant de pâture. Dans le cadre des corrections ces terrains furent revendus, parfois à des paysans plus aisés, souvent à des urbains, privant ainsi les agriculteurs les plus modestes de ressources indispensables (Summermatter, communication personnelle).

Ainsi les paysans de la Seymaz, appuyés par les autorités locales, s'étaient violemment opposés à des tentatives d'assèchement des marais décidées par le Conseil d'État dans les années 1840, n'acceptant un creusement de la Seymaz en aval, qu'à la condition de la pose d'une écluse (au niveau de l'actuel pont de la Motte c.f chapitre 6.4) permettant de maintenir un niveau d'eau dans les marais (Birreaux et Capitoni, 1970). Si l'on se réfère aux travaux de Birreaux et Capitoni, en 1840, l'une des principales ressources des agriculteurs de la région était l'élevage, d'où leur attachement à maintenir les marais. L'élevage bovin est une activité agricole quasi inexistante dans la région en 2008.

marais est très fort et nous discuterons plus tard (chapitre 7) le rôle qu'il a joué dans le cadre de la planification du projet de renaturation de la Seymaz.

Si comme JR, AC, propriétaire d'une parcelle située dans l'ancien cœur des marais de Sionnet, rappelle le lien affectif qu'il peut y avoir avec les ouvrages de drainages réalisés souvent par un ancêtre, il n'en souligne pas moins le fait que les aménagements réalisés au début du siècle n'ont pas permis de sortir indéfiniment les terres de l'eau. Ainsi, dès 1976 on pouvait lire dans un rapport rédigé par RDL, alors chef du service de l'agriculture, CD, ingénieur (père de GD) et AC :

« À la suite des drainages, il semble que ce terrain se soit légèrement affaissé côté Ouest des ruines du château de Roillebeau. [...] A chaque labourage apparaissent de plus en plus fréquemment les craies palustres situées en dessous de la Tourbe.

La faible pente du canal de la Seymaz débutant à la route du Carre d'Amont ne permet pas un écoulement suffisant des drainages de ces champs en période de pluies. Ces champs sont donc fréquemment inondés. Ce problème se retrouve sur les champs en dessous de la Touvière, emplacement des anciens marais de la Touvière. En aval de la route du Carre d'Aval, on trouve le long du canal de la Seymaz, les Charbonnières, les prés de la Donaz, les prés Pourris, les Creuses et les Prés de l'Oie, situés à l'emplacement des anciens marais de Corsinge, de Choulex et des communs de Sionnet. Tous ces champs ont été l'objet d'un tassement général dont l'ampleur doit certainement dépendre des couches saturées d'eau, situées sous le terrain apparent. Le lit-même de la Seymaz, montre des signes d'affaissement. Si l'on se réfère aux cheminées de drainage visibles, on constate que l'affaissement du terrain dans les Prés de la Donaz est de l'ordre de 20 à 30 cm alors que dans la région des Creuses, cet affaissement s'approche de 1 m. [...]

Il en résulte que dans l'immédiat, les champs situés à l'emplacement des Creuses sont quasiment perdus pour l'exploitation agricole. Aucun drainage n'étant possible, puisque la surface du sol se trouve être au même niveau que le cours de la Seymaz. »^[d-1]

Ce rapport évoquait cinq solutions possibles au tassement généralisé qui avait lieu alors dans les sols de la région, à savoir :

- l'approfondissement du lit de la Seymaz afin que les drainages redeviennent opérants. Cette solution était jugée trop coûteuse et ne réglerait pas le problème à long terme, le lit continuant de s'abaisser ;
- la mise en place puits de pompage qui abaisseraient le niveau de la nappe souterraine avec là encore des questions de coût et d'efficacité ;
- le remblayage des terrains. Cette solution avait l'avantage d'être bon marché. Mais le problème principal était sa durée (les remblais devant se faire par couche successive) et l'absence de terre de qualité en quantité suffisante ;
- la quatrième solution envisagée était la réalisation d'étangs de piscicultures sur le modèle des Dombes et de la Brenne en France ;
- enfin, une cinquième solution consistait à « ne rien faire et laisser le processus naturel suivre son évolution, à savoir laisser la nature recoloniser cette région »^[d-1].

Cette prise de conscience intervenue au milieu des années 1970 correspond à la période où des questionnements similaires se sont posés pour les responsables de l'aménagement des cours d'eau dans d'autres cantons, questionnements qui ont servi de base au développement de la politique durable de gestion des cours d'eau lancée par la Confédération dans les années 1970 (Zaugg Stern, 2006). Dans le cas de la Seymaz, parce que les nuisances engendrées allaient au-delà des seules inondations ponctuelles et avaient un caractère permanent, le monde agricole prit conscience relativement tôt de la nécessité de prendre des mesures. Si dans le rapport, de 1976, les solutions souhaitées devaient permettre de maintenir un niveau de productivité agricole, on voit aussi que la solution d'un retour à la nature était lui aussi envisagée, avec d'autant plus de sérieux que des mesures de compensations étaient évoquées^[d-1].

Toutefois, rien ne fut entrepris afin de remédier à la situation et la qualité des terres agricoles continua de se dégrader. L'agriculture n'est cependant pas uniquement victime dans ce cas de figure. Même si les travaux de drainage n'ont pas été demandés à l'origine par les paysans de la région, l'agriculture a tout de même pu en profiter pendant de nombreuses années. L'une des principales cause de dégradation de la Seymaz fut en particulier la baisse de la qualité des eaux, en raison du rejet important de pesticides et d'engrais. L'origine même du cours d'eau étant un ensemble de réseaux de drainage se rejoignant dans la cuvette de Rouëlbeau, mais aussi parce que la Seymaz sert de collecteur à une grande partie des drainages agricoles de la région, ce sont les produits chimiques se trouvant dans les sols de presque toute la région qui sont rejetés dans la rivière. L'Indice de qualité biologique global normalisé (IBGN) mesurant tant les impacts physiques que chimique sur les espèces vivantes aquatiques, donnait en 2003 pour la Haute-Seymaz des valeurs se situant autour de 4,5 sur 20, ce qui qualifie une qualité de mauvaise à très mauvaise. Aux pollutions d'origine agricole sont venues s'ajouter des pollutions d'origine urbaine, dues notamment à l'imperméabilisation des sols, concernant tout l'aval de la zone des marais ^[d-194].

5.2 De conflits en projets environnementaux : vers de nouveaux rapports dans la plaine de la Seymaz

Le rapport de 1976 cité ci-dessus montre que le monde agricole était sensible à la dégradation de la situation hydraulique dans la Haute-Seymaz. En 1980, la parcelle des Creuses se situant sur la rive gauche de la Seymaz fut rachetée par Pro Natura et mise en réserve. Toutefois, les agriculteurs souhaitaient également maintenir un niveau d'activité suffisant pour pouvoir survivre. Comme cela est indiqué dans l'extrait de rapport évoqué ci précédemment ^[d-1], le tassement des terres dans la région était général, si bien qu'une grande partie des parcelles se retrouvaient gorgées d'eau, certaines étant même devenues incultivables. Parce qu'aucune solution globale ne semblait en voie d'adoption, certains agriculteurs entreprirent de régler individuellement leurs problèmes.

Les remblais illégaux

Les terrains se trouvant dans le cœur des marais étant, comme nous l'avons vu, gorgés d'eau en raison du tassement, l'une des solutions possibles était le rehaussement de ces terrains par le biais de remblais de terre.

« Alors si on prend le point de départ, c'est en 88 au moment où... j'avais entamé de manière semi-légale, un comblement, un rehaussement de terrain, et le WWF était intervenu pour faire stopper cette opération et... Pour être certain d'ailleurs le terrain avait été bloqué pendant pfff, j'sais pas... 5 ans et demi ou 6 ans. Cinq ans en tous cas où, là, j'ai vraiment perdu beaucoup d'argent. Parce que comme tout était bloqué j'avais même pas possibilité de cultiver mes terres... et hmmm... Pour être certain que ce rehaussement n'aurait pas de suite, on a développé toute cette procédure... démocratique du projet de loi, via le parlement pour intervenir de manière radicale sur l'ensemble du cours d'eau... » (AC, agriculteur)^[e-1]

« À l'époque où j'étais président de Pro Natura, il y avait déjà eu des problèmes dans la région. Il y avait eu une histoire de remblais mal fait chez AC. Il avait voulu faire des remblais sur sa parcelle, près des roseaux de JR, vous voyez ? JR avait remblayé sa parcelle, il avait fait de petites mottes de terres qu'il avait ensuite aplanies. AC a fait mettre de grands tas de terre qui sont restés sur place pendant plusieurs mois. C'était incultivable, du coup les gens y venaient faire du 4x4 ou du moto-cross. Le WWF a fait opposition à ça. AC avait voulu faire ses remblais en grand. Le WWF a poussé des cris. Pro Natura a poussé pour qu'il y ait un règlement qui tente de concilier nature et agriculture. On a conseillé AC pour qu'il puisse mettre ses surfaces en compensation et toucher des subventions. Il s'en sortait bien. Il devait toucher les subventions pendant quelques années, et ensuite, on parlait de lier cette parcelle au projet de renaturation de la Seymaz. » (FD, Pro Natura)^[e-12]

« Et puis à ce moment là, à cette époque là c'était dans les années 95 grosso modo [autour de 1993, n.d.a.] - je ne me souviens plus exactement de tête - y a eu ce conflit où le WWF a déposé recours par rapport à des remblais qui s'étaient faits sur la parcelle d'AC, où y avait eu un peu des abus, AC n'avait pas pu maîtriser le truc. Enfin c'était parti un peu dans tous les sens. Hmmm. Les entreprises avaient probablement aussi abusé à ce niveau-là. Et puis il s'est trouvé que Pro Natura avait fait une proposition à AC et au WWF en leur disant : 'bon nous on vous propose de jouer les médiateurs. Là, au milieu, on fait un projet de réhabilitation de la parcelle, et AC si toi t'es d'accord que ça se concrétise comme ça et qu'ensuite tu mets ta parcelle en surface de compensation écologique – c'est juste au moment où ce genre de mécanisme devenait possible – ben le WWF retire sa plainte'. Donc tout le monde s'est mis d'accord là-dessus, pis moi à ce moment j'étais étudiant au Poly et j'ai eu l'occasion de préparer le projet au fait. Alors c'était très simple, fallait arranger certaines zones, re-niveler certains tas de terre pour que ça ne soit pas trop propice pour le moto-cross, que ce soit un petit peu plus facile à exploiter au niveau agricole, en tout cas faucher, etc. Voir quel était l'état de buissons qu'on gardait, enfin des choses assez basiques, mais c'était un peu le début de, j'dirais, une collaboration entre AC et une partie

des milieux de protection de la nature. En tout cas avec Pro Natura ça a toujours bien fonctionné parce qu'il avait aussi des contacts amicaux avec FD. Et puis moi, j'ai pu en fait m'impliquer à ce moment-là dans le projet. » (CM, Mandataire) ^[e-8]

« En particulier, il y avait une convention qui a été signée en 1989 entre AC et le DIAE de l'époque. Le Président de l'époque savait qu'il ne se représenterait pas à la fin de son mandat et l'avait signée. Qu'est ce qu'elle dit cette convention ? Il y avait une parcelle n°1945 qui était à Monsieur AC. Il avait fait une demande pour stocker des remblais. Mais ça été fait de manière non écologique. Il y a eu un procès. Finalement une convention a été signée pour qu'il puisse continuer à exploiter cette parcelle. Mais cette parcelle, n'est pas bonne, et il le sait. Ça devrait être du marais, et elle est centrale pour le projet à Sionnet. Mais il refuse de la céder, et on ne peut rien faire... » (GM, chef du SFPNP)^[e-16].

La réalisation par AC (l'un des principaux propriétaire-exploitant de terrains situés dans la zone des marais) de remblayages sur une de ses parcelles est citée par plusieurs acteurs comme l'un des événements clés pour comprendre le déroulement de la mise en œuvre du projet de renaturation de la Seymaz. En effet, cette affaire a contribué à mettre en contact un grand nombre des acteurs qui interviendront dans la renaturation de la Seymaz, parfois dans des rôles très différents par la suite. Certains, comme AC ou comme FD ici, vont même jusqu'à considérer que cette affaire a entraîné la renaturation de la Seymaz, ou du moins l'a accélérée. Pour AC, décider de faire une renaturation de la Seymaz dans la région, c'était s'assurer qu'il ne remettrait pas sa parcelle en culture lorsque la convention signée avec l'État aurait pris fin. Parcelle qui selon plusieurs des personnes avec qui nous sommes entretenus, y compris AC, était difficilement exploitable.

FD ou CM, considèrent que cette affaire s'est relativement bien terminée pour AC, ce dernier en revanche nous signalait qu'elle lui avait coûté « beaucoup d'argent »^[e-2]. De plus, les engagements que prennent les agriculteurs lorsqu'ils décident de mettre des parcelles en compensation, leur donnent parfois l'impression de ne plus être maître chez eux. Une certaine animosité s'est donc développée, au cours de cette affaire qui s'est déroulée près de 10 ans avant le vote de la loi de renaturation de la Seymaz. C'est cette animosité qui permet – en partie – de comprendre pourquoi, lors de la mise en place de la participation après 1998, le WWF est resté relativement silencieux et modéré au cours de négociations. Selon CM, ingénieur biologiste en charge du volet nature du projet de renaturation :

« Le WWF avec ses antécédents, j crois qu'ils ont très bien compris, et de manière très fair play, que moins ils apparaissaient, plus le... Bon faut pas non plus prendre des pincettes, j pense qu'à un moment donné chacun à eu ses parts de responsabilités dans le... Si le WWF a déposé plainte c'est parce qu'il y a aussi eu infraction à un moment donné, j veux dire chacun a ses torts. Mais connaissant le caractère d'AC, j pense que si ils revenaient par la grande porte dans la démarche et commençaient à donner trop d'avis ou à vouloir trop influencer les choses, ça aurait pu faire capoter les choses. C'est pas à exclure. » (CM, Mandataire)^[e-8]

GM, chef du SFPNP, n'était pas en poste à l'État de Genève au moment où cette affaire a éclaté, mais a repris ce dossier en 2000. Comme cette affaire a donné lieu à un conflit de longue durée et a été portée jusque devant le Grand Conseil, il y a eu des échanges de courriers longs et houleux. Il existe une certaine animosité entre AC et GM qui estime pourtant être un naturaliste proche du monde agricole. Selon ce dernier, cette animosité est en grande partie due au fait qu'AC voit en lui uniquement le fonctionnaire du SFPNP, service avec lequel il est en conflit depuis plus de 10 ans^[e-16]. C'est là un des exemples qui illustre l'asymétrie de mémoire qu'il peut y avoir entre un particulier et l'administration. Pour le premier, un conflit arrivé il y a 10 ans est encore fortement présent dans sa mémoire. De plus, si c'est un conflit qui a touché son exploitation, cela a des répercussions sur son mode de vie, sur ses biens. Même si après quelques années, ces répercussions peuvent finalement être perçues comme positives par l'intéressé, il n'en demeure pas moins que les traces du conflit (sous forme de conséquences) perdurent. Pour l'administration un tel conflit, n'est souvent qu'un parmi beaucoup. Les fonctionnaires, même si certains se montrent plus compréhensifs que d'autres, ne sont généralement pas affectés personnellement par ce type de démarche (ou du moins pas aussi fortement). De plus il n'est pas rare que sur une période de 10 ans, il y ait des changements de personne dans l'occupation des postes administratifs. Cela a pour conséquence une certaine perte de la « mémoire » des affaires particulières et de la manière dont elles ont été réglées. Ainsi lorsqu'un nouveau projet arrive, porté par un nouveau responsable administratif, ce dernier ne connaît pas toujours toute la situation antérieure au projet (Hostmann *et al.*, 2005, Geiser *et al.*, 2006).

L'affaire Reuters

La question des remblais illégaux n'est cependant pas la seule affaire précédant la renaturation de la Seymaz dont les acteurs impliqués estiment qu'elle a eu des conséquences sur les attitudes dans le projet. « L'affaire Reuters » n'a pas été directement provoquée par l'administration, mais doit néanmoins être prise en compte dans l'appréhension du projet.

« Il y a un autre non-dit. En 1995 il y a eu l'affaire Reuters, qui n'aurait jamais dû s'installer là, mais bon, ça s'est fait. Monsieur AC s'est fait avoir, il a perdu des terrains. En échange à l'installation de Reuters, il y a eu des mesures de compensation écologiques, et Monsieur AC a encore perdu du terrain. Déjà, c'est pas très clair de faire une installation sur des terrains agricoles. Et qu'ensuite la compensation soit faite sur des terrains agricoles... D'un côté je le comprends, moi. Ce qu'il veut, c'est qu'on lui règle sa dette. Il se dit 'voilà, je me suis fait baiser là et là, et bien maintenant c'est l'État qui va payer' » (GM, chef du SFPNP)^[e-16]

Contrairement à la question des remblais, l'installation de Reuters n'a pas accru l'animosité entre agriculteurs et environnementalistes de la région. Mais parce qu'elle a constitué une perte sèche de surface agricole dans la région, elle a accru le sentiment général de pression sur le monde agricole. De plus, les compensations décidées dans le cadre de cette affaire sont venues se superposer au projet de renaturation de la Seymaz.

L'affaire concerne l'installation de la société d'information Reuters à la Pallanterie sur le territoire de la commune de Collonges-Bellerive (Annexe 2). Cette société souhaitait installer un deuxième centre de télécommunication à Genève et y transférer les bureaux de son siège genevois. Plusieurs sites étaient envisageables dans la région, le plus approprié ayant finalement été désigné comme étant la Pallanterie. Toutefois, les terrains retenus par Reuters se trouvaient en grande partie en zone agricole et nécessitaient le déclassement de plus de 40'000 m² de celle-ci en contradiction avec le plan directeur d'aménagement cantonal. Différents arguments techniques⁹¹ étaient avancés pour justifier l'installation sur le site de la Pallanterie, mais une grande partie des députés de gauche s'inquiétait de l'impact environnemental et du précédent que pourrait constituer ce cas pour la politique de préservation des surfaces agricoles du canton. Face à la perspective de création de plusieurs centaines d'emplois, les députés finirent par voter la loi de déclassement autorisant l'installation de Reuters, contre l'assurance de mesures de compensations agricoles et écologiques. L'article 3 du projet de loi concernant le déclassement des terres indiquait comme condition :

« Une étude agro-environnementale de revalorisation et de compensation portant sur un périmètre intercommunal centré sur le bassin de la Haute-Seymaz sera réalisée en vue de déterminer les mesures de compensation écologiques et agricoles nécessaires et prenant en compte les dessertes, accès, parkings et transports publics. La société Reuters assurera le financement de cette étude et des mesures compensatoires à prendre. Le département des travaux publics et de l'énergie est autorisé à faire l'avance d'une partie des frais d'étude, ceci à parité avec la commune de Collonge-Bellerive. »
Mémorial du Grand Conseil, 1995 (et repris en 1999)^[d-17 ; d-102]

Cette étude agro-environnementale avait en particulier été demandée par la Chambre d'agriculture ainsi que les associations écologistes qui, sur ce dossier, se retrouvaient dans le même camp. Il est particulièrement intéressant de voir qu'au moment des auditions devant la commission du Grand Conseil chargée du suivi du PL de déclassement, les représentants de la Chambre d'agriculture représentaient également de l'AGPN :

« Audition de MM. C. Bosson et W. Streckeisen de la Chambre genevoise de l'agriculture.

Ces messieurs s'expriment également au nom de l'AGPN qui les a priés de la représenter en cette occurrence.

Après s'être opposés au projet, le CGA et l'AGPN ont accepté de négocier avec le Conseil d'État et Reuters afin de trouver un éventuel terrain d'entente. Ces pourparlers ont abouti à un accord dont les conclusions répondent en majeure partie aux conditions qui sont consignées dans le document daté du 16 janvier 1995 et annexées au présent rapport.

⁹¹ Le site de la Pallanterie était notamment choisi car c'était, selon les responsables de l'époque, le seul site envisagé qui permettait l'installation d'un double réseau de fibres optiques. Cette information était contestée par les opposants^[d-17]. Le feuilleton de l'installation de Reuters et le processus de négociations qui s'en est suivi justifierait à lui seul une étude.

Les mesures de compensations agro-environnementales prévues comportent notamment l'assainissement de terrains proches de la Seymaz, qui pourront être réaffectés à l'agriculture. Ces dispositions permettront, en outre, la mise en place d'un réseau écologique entre la rivière susmentionnée et le lac. »
Mémorial du Grand Conseil, 1995^[d-17]

L'affaire Reuters, si elle a provoqué des divisions au niveau politique, a eu pour conséquence de rapprocher les acteurs de la région. Les mesures de compensation qui ont pu être obtenues pour l'agriculture et l'environnement n'ont cependant pas eu le même impact. Les terrains agricoles qui ont été donnés en compensation se trouvent dans une autre région du canton. Ainsi, si « l'agriculture genevoise » dans son ensemble n'est pas perdante en terme surface, les paysans de la région, eux, ont le sentiment d'avoir été désavantagés.

La principale conséquence de l'installation de Reuters dans la région a toutefois été le lancement de projets à caractère agro-environnementaux suite aux mesures de compensation initiées par ce projet. L'entreprise s'est engagée en versant un million de francs suisses pour le financement^[d-17 ; d-26 ; d-55].

Ainsi, concernant l'aspect agricole, un syndicat d'amélioration foncière, dit Syndicat « Touvière » a été créé afin d'entreprendre des travaux permettant des améliorations sur les parcelles situées dans la région. L'aspect principal de ces améliorations consistait dans la reprise de drainages (sur environ 20 ha) et dans des rehaussements de terrains (environ 16'000 m³ de terre végétale). Ces travaux ont été réalisés au cours de l'été 1999^[d-194].

La principale mesure environnementale était l'acquisition d'une parcelle aux Prés-de-l'Oie, jouxtant la réserve Pro Natura des Creuses, afin de remettre à ciel ouvert le Chamboton, affluent de la Seymaz, et d'y créer un bassin de rétention. Le reste de la parcelle devait quant à lui se retrouver en surface de compensation et prairie extensive. Ces travaux furent réalisés dans le courant de l'été 1999^[d-80 ; d-83 ; d-89 ; d-93]. L'idée avec ces travaux était de réussir à créer un réseau d'espaces dédiés à la nature dans la région^[d-55]. La remise à ciel ouvert du Chamboton venait donc s'ajouter aux surfaces de compensation dans la zone de Sionnet et des Creuses, mais aussi, un peu plus au sud, à la remise à ciel ouvert d'une partie du Nant du Paradis en 1996, travaux qui avaient alors été réalisés afin de sécuriser le hameau de l'Avenir contre les crues. Parallèlement à ces travaux, des études étaient entreprises dans le cadre du « million Reuters » sur une possible renaturation de la Seymaz.

L'importance accordée aux mesures environnementales, alors que c'était des terres agricoles qui avaient été supprimées par l'installation de Reuters, fait dire à AC :

« Parce que depuis qu'on s'occupe de ce cours d'eau, depuis le tout début au moment de... de l'opération Reuters, où Reuters avait donné un million pour un projet agro-environnemental, et bien on a perdu une quinzaine d'hectares, tu vois, ce qui fait que c'est assez unilatéral et... en fait le projet agro-environnemental il est surtout environnemental. Parce que si on a fait quelques drainages malgré tout, c'est quand même essentiellement au bénéfice de l'environnement. » (AC, agriculteur)^[e-1].

Bien que l'obligation de compensations figurant dans la loi de déclassement a en partie été arrachée par l'alliance entre agriculteurs et écologistes, les premiers jugent que l'environnement en a plus profité que l'agriculture. Ce mécontentement n'a cependant pas entraîné un refus complet de toute mesure supplémentaire en faveur de l'environnement dans la région. De telles mesures étaient implicites dans les études lancées dans le cadre des compensations Reuters. Ces études n'étaient pas les premières, la Seymaz ayant déjà reçu l'attention de l'administration et du Grand Conseil auparavant.

5.3 Le lancement d'une renaturation de la Seymaz

La Seymaz devant le Grand Conseil

L'affaire de l'installation de Reuters n'était pas la première fois que la situation de la Seymaz était discutée par le Grand Conseil genevois. Lorsqu'AC avait remblayé sa parcelle de Sionnet, cela avait déjà suscité l'émotion de certains élus qui avaient interpellé le Conseil d'État^[d-10]. Dès le début des années 1990, au moment où la question des rivières commençait à devenir de plus en plus présente sur l'agenda politique genevois (voir le chapitre précédent), des propositions étaient faites afin de remédier à la situation de la Seymaz. De nombreuses motions et interpellations étaient déposées afin d'améliorer la situation particulièrement dégradée de ce cours d'eau. Par ailleurs, les études concernant les cours d'eau de manière générale, qu'il s'agisse du rapport de la Coordination rivière ou du plan de sauvetage de Claude Haegi faisaient une place importante à la Seymaz. Plusieurs raisons permettent d'expliquer ceci :

- La dimension symbolique, du fait que la Seymaz est la seule rivière d'importance située entièrement en territoire genevois, ce qui faisait dire à une députée qu'elle était la « *Venoge*⁹² » genevoise^[d-10]. Cet aspect était d'autant plus accentué que les rives de la Seymaz constituent également un lieu de promenade dominicale pour les citoyens genevois. De plus le caractère non-transfrontalier de cette rivière implique qu'il n'était pas nécessaire de se coordonner avec les autorités françaises.
- Les techniciens relevaient la situation écologique particulièrement dégradée, mais aussi le potentiel d'amélioration^[d-8 ; d-27 ; d-28 ; d-32].
- La création en 1991, de l'association Seymaz-Rivière, une association de riverains plus particulièrement concernés par la situation la Seymaz dans la partie urbaine de la rivière, mais se préoccupant logiquement aussi de la situation à l'amont^[d-5]. Cette association était active et cherchait à sensibiliser des élus par le biais d'expositions, mais aussi « *tirer des vestes* » au Grand Conseil, selon l'expression employée par son président JMB^[e-18], afin que des mesures de sauvetage de la Seymaz soient entreprises.

⁹² Du nom du principal cours d'eau s'écoulant entièrement dans le canton de Vaud auquel Jean-Villard Gilles a consacré un poème célèbre en Suisse romande.

- La présence dans la « coalition » de députés soulevant régulièrement les questions liées aux rivières, d'Hervé Burdet, naturaliste ayant travaillé sur la Seymaz et dont un article publié en 1975 reste l'une des références sur la région (Burdet, 1975).

Ainsi, entre 1993 et jusqu'au dépôt du projet de loi de renaturation PL 7852 le 28 mai 1998, l'aménagement de la Seymaz fut l'objet principal de 12 interventions parlementaires⁹³ (tab. 3).

Tableau 3 *Liste des objets traitant principalement de l'aménagement de la Seymaz entre janvier 1993 et mai 1998*

M 843 Proposition de motion de Mme et M. Elisabeth Reusse-Decrey (S) et Hervé Burdet (L) concernant la réhabilitation et la protection des marais de la Seymaz. 52 ^e législature - 4 ^e année - Session 01 (janvier 1993) - Séance 4 du 15.01.1993
M 843 Proposition de motion de Mme et M. Elisabeth Reusse-Decrey et Hervé Burdet concernant la réhabilitation et la protection des marais de la Seymaz. 52 ^e législature - 4 ^e année - Session 02 (février 1993) - Séance 6 du 11.02.1993
M 843-A Rapport de la commission de l'environnement et de l'agriculture chargée d'étudier la proposition de motion de Mmes et M. Elisabeth Reusse-Decrey, Hervé Burdet et Catherine Rapp-Jotterand concernant la réhabilitation et la protection des marais de la Seymaz. 52 ^e législature - 4 ^e année - Session 08 (octobre 1993) - Séance 36 du 07.10.1993
M 964 Proposition de motion de Mmes et MM. Max Schneider, Roger Beer, Hervé Burdet, Elisabeth Reusse-Decrey et Sylvie Hottelier : Où en est-on avec le projet pilote de réhabilitation de la Seymaz - M 843 ? 53 ^e législature - 2 ^e année - Session 03 (janvier 1995) - Séance 2 du 19.01.1995
IU 118 Interpellation urgente de M. Roger Beer : La Seymaz. 53 ^e législature - 2 ^e année - Session 10 (octobre 1995) - Séance 42 du 12.10.1995
IU 121 Interpellation urgente de Mme Sylvia Leuenberger : La Seymaz. 53 ^e législature - 2 ^e année - Session 10 (octobre 1995) - Séance 42 du 12.10.1995
IU 118 de M. Roger Beer : La Seymaz. 53 ^e législature - 3 ^e année - Session 01 (novembre 1995) - Séance 47 du 09.11.1995
IU 121 de Mme Sylvia Leuenberger : La Seymaz. 53 ^e législature - 3 ^e année - Session 01 (novembre 1995) - Séance 47 du 09.11.1995
IU 130 Interpellation urgente de M. Max Schneider : La Seymaz. 53 ^e législature - 3 ^e année - Session 01 (novembre 1995) - Séance 47 du 09.11.1995
IU 132 Interpellation urgente de M. Pierre Meyll : Le Compois. M. 53 ^e législature - 3 ^e année - Session 01 (novembre 1995) - Séance 47 du 09.11.1995

⁹³ Nous avons retenu ici uniquement les interventions traitant principalement de l'aménagement de la Seymaz. Les textes concernant les rivières en général, comme la révision de la loi sur l'eau, dans lesquels la Seymaz est abordée, sont laissés de côté. Concernant l'affaire Reuters, nous n'avons pris en compte que les textes traitant principalement des compensations environnementales et non les débats généraux.

C 365 Par courrier du 20 novembre 1995, l'Association genevoise pour la protection de la nature nous écrit au sujet des interpellations 118 et 121 de M. Roger Beer et Mme Sylvia Leuenberger sur la Seymaz et conteste la réponse du chef du département de l'intérieur, de l'environnement et des affaires régionales. 53^e législature - 3^e année - Session 01 (novembre 1995) - Séance 50 du 30.11.1995

I1956 Réponse à l'interpellation de M. Max Schneider sur la Seymaz. 53^e législature - 3^e année - Session 07 (mai 1996) - Séance 20 du 24.05.1996

IU132 Réponse à l'interpellation urgente de M. Pierre Meyll sur le Compois. 53^e législature - 3^e année - Session 07 (mai 1996) - Séance 20 du 24.05.1996

IU 214 Interpellation urgente de M. Max Schneider : Rivières genevoises. 53^e législature - 3^e année - Session 09 (juin 1996) - Séance 27 du 27.06.1996

IU 214 Réponse du Conseil d'État à l'interpellation urgente de M. Max Schneider : Rivières genevoises.. 53^e législature - 3^e année - Session 10 (septembre 1996) - Séance 37 du 19.09.1996

IU 395 Interpellation urgente de M. Max Schneider : constructions en zones inondables. 53^e législature - 4^e année - Session 11 (octobre 1997) - Séance 47 du 02.10.1997

M 1171 Proposition de motion de Mme et M. Alexandra Gobet et Dominique Hausser concernant la mise en œuvre effective des mesures de compensation (loi de déclassement Reuters). 54^e législature - 1^{re} année - Session 04 (janvier 1998) - Séance 3 du 23.01.1998

IU 486 Interpellation urgente de M. Jean-Claude Dessuet : Renaturation de la Seymaz et remaniement parcellaire. 54^e législature - 1^{re} année - Session 08 (mai 1998) - Séance 17 du 14.05.1998

Source : Mémorial du Grand Conseil de la République et Canton de Genève

Un grand nombre des interpellations émises par les députés concernait l'état d'avancement d'interpellations précédentes, la plupart se référant à la motion M843 de 1993 dans laquelle le Grand Conseil avait inscrit la volonté de renaturer la Seymaz, en particulier dans la région des marais. Paradoxalement, le lancement des mesures de compensations Reuters, parce qu'elles avaient une autre approche, notamment une action plus ciblée sur le cours d'eau, semblaient provoquer une confusion avec les décisions antérieures du Grand Conseil. Selon un député, les agriculteurs, tous comme les responsables associatifs actifs dans la région ne savaient plus à quoi correspondaient les projets réalisés, ni ce qui devait encore l'être^[d-22].

La loi de renaturation de la Seymaz

Après l'arrivée de Robert Cramer au DIAEE en décembre 1997, une planification globale du réaménagement de la Seymaz fut remise sur les rails. Outre ses engagements de campagne concernant les rivières, le nouveau conseiller d'État avait directement été impliqué à plusieurs reprises dans des affaires concernant la Seymaz. Il avait été l'avocat du WWF dans le cadre de la plainte déposée contre AC suite aux remblais, mais avait également initié une pétition (qui n'avait pas abouti) contre l'installation de Reuters. Il souhaitait donc agir rapidement sur ce cours d'eau.

Les premières versions du projet de loi concernant la Seymaz telles qu'elles avaient été initiées sous Claude Haegi prévoyaient entre CHF 50'000'000 et CHF 80'000'000 pour le réaménagement de la Seymaz selon la réalisation ou non d'une galerie de décharge reliant les eaux du Foron et de la Seymaz au lac. Une première version du projet de loi, non déposée, prévoyait de demander l'ouverture d'un crédit de CHF 49'260'000^[d-45]. En février 1998, peu après son élection, Robert Cramer réunissait les principaux chefs de services concernés par les renaturations afin d'élaborer une stratégie pour la Seymaz. Le PV de la séance indiquait :

« Les PL font des demandes trop élevées. Pas possible d'aller devant le grand conseil comme ça. [Robert Cramer] propose d' « établir un projet de loi qui constitue en soi, le plan directeur de renaturation de la Seymaz et de la gestion de ses eaux (vision à long terme), avec une demande de crédit représentant la première tranche de travaux de l'ordre de 5 millions de francs (par exemple aménagement de Rouëlbeau). La planification des étapes suivantes, faisant l'objet de nouveaux PL, est à annoncer en essayant de tenir un rythme de 5 millions F/an d'investissement . »^[d-45]

Afin d'avoir plus de chances de voir ses projets acceptés par le Grand Conseil et ne pas subir le même sort que « 10 ans pour sauver nos rivières, » Robert Cramer proposait donc d'opérer par étapes. Il souhaitait également agir en concertation avec le monde agricole afin de pouvoir réaliser des projets acceptables pour tous. C'est dans cette optique que le 28 mai 1998 fut déposé le PL 7852 « ouvrant un crédit d'investissement de 9 500 000 F pour la réalisation de la première étape des travaux de renaturation de la Seymaz et de ses affluents. »^[d-54] Cette première version du texte était, comme prévu par le DIAE, renvoyée à la commission des travaux du Grand Conseil afin d'être réélaborée. Elle revenait devant les députés le 3 décembre 1998. Les objectifs de la loi s'appuyant sur l'article 4 de la LACE étaient :

- « 1. la renaturation de la Seymaz dans la zone de Rouëlbeau, sur des terrains déjà propriété de l'État ;*
- 2. l'acquisition de terrains permettant de dégager l'emprise nécessaire à la renaturation de la Seymaz et de ses affluents et à la réalisation d'une zone humide dans les anciens marais de Sionnet ;*
- 3. la réalisation des études globales nécessaires à la renaturation de l'ensemble du tronçon canalisé de la Seymaz et de ses affluents. Le présent projet de loi constitue une première étape de l'ensemble de l'opération qui est dévisée à environ 50 millions de francs. »^[d-58]*

Le texte de la loi fut voté à une large majorité par le Grand Conseil, avec pour seule opposition certains députés Libéraux rebutés par les coûts impliqués par cette renaturation. Le large assentiment recueilli par ce projet de loi est illustré par les déclarations louangeuses des députés exprimant les positions de leur parti sur le projet de loi^[d-58]. Cet assentiment pour le PL 7852 avait pu être gagné notamment par une concertation approfondie avec les représentants des milieux agricoles et la signature d'un accord dans le cadre d'une charte de collaboration. Cet accord n'était pourtant pas gagné d'avance, comme le rappelait le directeur de la CGA devant la Commission des travaux :

« M. Ankers explique que les agriculteurs ont été choqués par la présentation de ce projet de loi qui leur est apparu en quelque sorte comme la demande d'un chèque en blanc portant à terme sur plus de 50 millions sans délimitation précise du projet, qui va concerner d'importantes surfaces agricoles, sans garantie de véritables améliorations, notamment sur le plan de la gestion hydrologique. Aujourd'hui, il remercie M. R. Cramer d'avoir recherché des solutions avec la collaboration des agriculteurs. Un accord a pu être trouvé qui se concrétise par 3 amendements que M. Cramer soumettra à la commission. »^[d-58]

L'accord des agriculteurs était l'un des éléments principaux entraînant le soutien d'un nombre important de députés bourgeois, comme celui du Radical Thomas Büchi :

« Autre signe positif qui plaide en faveur de ce projet : il y avait de nombreuses réticences dans le monde des agriculteurs et je crois que M. Cramer, grâce à une large concertation, a réussi à convaincre une majorité de personnes de se rallier autour de ce projet. Ce projet est donc vraiment un plus et pour l'agriculture et pour la nature, et je m'en réjouis. »^[d-58]

Ou encore le Démocrate chrétien, Claude Blanc, également rapporteur du projet :

« Il y a quelque temps encore, je pensais que ce projet était tout simplement un délire vert et cela en était un ! En effet, dépenser 50 millions de francs et retirer près de 50 hectares à l'agriculture pour implanter des roseaux et permettre la multiplication des moustiques ou autres insectes aquatiques relevait tout simplement d'une douce utopie, d'où l'accueil très réservé du monde agricole. Ensuite, il y a eu des discussions, négociations, échanges entre les agriculteurs et M. Cramer(...). M. Cramer, a réussi à transformer le projet de départ, uniquement paysager, en un projet équilibré prenant également en compte la résolution des problèmes hydrologiques et fonciers de la région. »^[d-58]

Les amendements rajoutés au texte concernaient essentiellement les améliorations agricoles pouvant être apportées à la région dans le cadre de ce projet. Le premier de ces amendements (article 1, alinéa 1) demandait que la question de la gestion des eaux sur l'ensemble du bassin soit étudiée. Cette mesure devait notamment permettre aux agriculteurs d'obtenir une liberté de drainage, c'est-à-dire de pouvoir augmenter le volume d'eau évacuée de leurs champs vers la Seymaz, sans pour autant augmenter les risques d'inondations à l'aval. Cet amendement allait avoir des conséquences importantes pour la suite de la conduite du projet. L'article 8 alinéa 2 complétait cette exigence en l'étendant aux projets de loi sur la Seymaz concernant les tronçons suivants. Enfin, le troisième amendement, prévoyait la réalisation d'améliorations foncières dans la région de la Haute-Seymaz et la participation de l'État à hauteur de CHF 3'000'000 au financement de ces améliorations (le montant étant compris dans le crédit demandé par le PL 7852).

Finalement, malgré la possibilité d'expropriation offerte par la loi, le Conseiller d'État se mettait politiquement dans l'impossibilité de recourir à cette solution en déclarant devant le Grand Conseil :

« Je peux vous répéter ici les engagements qui ont été pris au nom du département : nous n'engagerons aucun travaux dans la Seymaz qui ne

recueilleraient pas l'approbation des agriculteurs. Tous les travaux qui y seront réalisés, quels qu'ils soient, le seront sous le contrôle des agriculteurs concernés. »^[d-58]

Cet engagement pris envers les agriculteurs quelque temps auparavant et répété solennellement devant le Grand Conseil avait notamment gagné la confiance du monde agricole. Cette confiance était traduite, le 26 novembre 1998, par la signature d'une Charte Seymaz dans laquelle l'État, les agriculteurs et les milieux écologistes s'engageaient à soutenir le projet de loi devant le Grand Conseil contre l'assurance de pouvoir prendre part aux décisions concernant l'élaboration du projet.

Après avoir été canalisée et polluée pendant des années au point de devenir l'un des cours d'eau les plus dégradés du canton, la Seymaz devait maintenant retrouver un état naturel.

6 La mise en œuvre du projet Seymaz

6.1 La renaturation à l'État

La mise en œuvre de la renaturation de la Seymaz inscrite dans la loi votée le 3 décembre 1998 par le Grand Conseil genevois était du ressort de l'administration et plus précisément du Département de l'intérieur, de l'agriculture et de l'environnement (DIAE). Si comme nous venons de le voir, il y avait eu antérieurement des événements en mesure d'influencer la conduite d'un projet dans la région, les services de l'État ont eux aussi une histoire faite de projets et de relations entre différents services. Ceux-ci, loin de constituer un ensemble homogène œuvrant en bonne intelligence vers un but commun ont des objectifs propres, qui ne sont pas toujours homogénéisés voire, dans certains cas, contradictoires. À cette question de différence d'objectifs viennent aussi s'ajouter les pratiques quotidiennes des différents services qui peuvent leur faire percevoir un problème de façons multiples. Malgré cette pluralité de services et d'intérêts, l'État est souvent caractérisé comme un acteur unique et homogène.

Si la diversité des acteurs et des intérêts n'aboutit pas dans la plupart des cas à une dilution des capacités décisionnelles de l'État, c'est en raison des différentes règles organisant son fonctionnement, mais aussi grâce aux efforts de coordinations entre les différents acteurs. Si pendant longtemps, lors de prises de décisions concernant la mise en œuvre de politiques publiques ce sont les structures hiérarchiques qui ont assuré une certaine cohésion à la décision, les tendances récentes semblent donner une plus grande place à la coordination (Wälti, 2002). La prise de décision participative étant de plus en plus pratiquée dans la conduite de projets de renaturation par les pouvoirs publics, des structures organisant la prise de décision et tentant de combiner à la fois la contrainte d'homogénéité des acteurs étatiques et la volonté d'intégration de points de vue divergents sont mises en place. Nous allons dans cette section tenter de voir comment s'est organisée la prise de décision au sein de l'État pour le projet de renaturation de la Seymaz et comment elle tentait d'intégrer les éléments locaux et historiques traités au chapitre précédent.

Réorganisation du DIAE autour de la renaturation

La renaturation des cours d'eau concernant, comme nous l'avons indiqué en introduction, un nombre important de secteurs politiques (agriculture, protection de la nature et de l'environnement, aménagement du territoire...), les projets de renaturation impliquent fréquemment plusieurs services à la fois. Une étude menée en 2004 auprès des services cantonaux responsables de l'aménagement des cours d'eau laissait voir que ce besoin de coordination s'était particulièrement accru depuis quelques années (Zaugg *et al.*, 2004). D'une manière générale, les services le plus souvent concernés par les projets d'aménagement de cours d'eau en Suisse sont : les services l'agriculture, les services de protections de l'environnement et de la nature (Zaugg *et al.*, 2004). C'est également le cas dans le canton de Genève.

Une renaturation en béton !

Comme cela a été mentionné précédemment, les nouvelles orientations dans l'aménagement hydraulique consistant à rendre leur espace aux cours d'eau, sont implicitement porteuses de conflit dans la mesure où l'espace rendu doit être repris à d'autres activités. Dans un canton exigu comme Genève, ce potentiel de conflit est d'autant plus élevé que l'espace est déjà fortement occupé. Bien qu'il soit avant tout un canton urbain, le canton de Genève a réussi à maintenir près de la moitié de sa surface en terrains agricoles, grâce à des procédures de déclassement relativement restrictives et demandant l'aval du Grand Conseil⁹⁴. Les projets de renaturation se retrouvent donc pris entre le marteau d'espaces fortement urbanisés où il est très difficile de dégager suffisamment de place pour les rivières et l'enclume d'un espace rural, où certes les possibilités d'élargissements sont plus grandes, mais où le déclassement de terrains s'avère difficile. « *La renaturation, ce combat...* » nous déclarait à ce propos en 2003 le chef du SFPNP^[e-16]. De plus, en raison de la taille du canton, même les projets de renaturation en zone rurale sont rapidement confrontés à la superposition avec d'autres activités que l'agriculture.

Illustration 7 Usages multiples sur les rives de la Seymaz



Photo : O. Ejderyan

⁹⁴ Ce qui n'empêche en rien les déclassements lorsque des intérêts économiques importants sont en jeu comme on a pu le voir avec l'exemple de Reuters évoqué précédemment.

Si l'on se penche sur le cas plus précis de la Seymaz, on se rend compte que même sur les bords de cette petite rivière, les intérêts en présences sont divers. Comme on peut le voir sur la photo ci-dessus (ill. 7), les rives de la Seymaz, sur quelques dizaines de mètre de largeur, font l'objet d'usages divers et multiples. On distingue ainsi sur ce cliché pris au niveau de la Touvière, de gauche à droite : des terrains agricoles, un chemin stabilisé à usage agricole mais également utilisé par les cavaliers ou les promeneurs, le canal de la Seymaz, une ligne électrique, un chemin chaintre, à la droite du chemin une conduite de gaz enterrée et au fond de la photo à droite, où l'on distingue une végétation arbustive, il s'agit d'une surface de compensation écologique.

Ces différents usages des rives de la Seymaz, relèvent de services administratifs différents, et élargir de quelques mètres le lit de la rivières à cet endroit demande donc pour le service en charge de la renaturation de s'entendre avec tous les services concernés. Cette indispensable coordination entre les services de l'État demande d'importants investissements en terme de temps. C'est même devenu l'une des tâches qui occupe le plus les responsables cantonaux de l'aménagement des cours d'eau (Zaugg *et al.*, 2004). Comme nous avons pu le voir précédemment il peut exister des différences de points de vue entre les services quant aux orientations à choisir pour réaliser un projet. Il est donc important de trouver des types d'organisations adaptés pour permettre cette collaboration.

Le Conseiller d'État Robert Cramer, élu en 1997, ayant fait de la renaturation l'une de ses priorités politiques, entrepris de réorganiser son administration de manière à ce qu'il ait une maîtrise des principaux services concernés par la renaturation. Ainsi en 1998, le DIER cédait la place au DIAEE (Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie). Le Service des lacs et des cours d'eau (SLCE), anciennement localisé au DTPE passait sous la responsabilité du DIAEE. Ainsi, l'aménagement des cours d'eau, la protection de la nature et de l'environnement (dont la protection des eaux) et l'agriculture – tous des secteurs généralement considérés comme les plus concernés par la renaturation des cours d'eau – étaient sous la responsabilité du même Département. Ceci devait permettre une meilleure coordination entre eux notamment en raison d'une clarification de la ligne politique à suivre.

La priorité donnée à la renaturation se voyait aussi dans l'organisation interne du DIAEE. Robert Cramer créait en effet une « Cellule renaturation » en charge de piloter les projets de renaturation et de coordonner les différents services. Cette cellule renaturation est devenue un service à part entière en 2001. Le moyen retenu dans le canton de Genève pour permettre la coordination entre les principaux services chargés de la renaturation était donc le regroupement administratif dans un seul département afin que la collaboration ne se retrouve pas bloquée par des querelles

politiques entre chefs de départements⁹⁵. La Cellule renaturation avait pour tâche de coordonner les actions des différents services dans le cadre de projets de renaturation.

La mise en place d'une structure de projet

L'organisation du DIAEE (qui deviendra DIAE à partir de 2002) sur les questions concernant l'eau a changé à plusieurs reprises. En janvier 2003 le Domaine de l'eau, regroupant tous les services en rapport avec les questions de l'eau (protection des eaux, écotoxicologie, renaturation) était créé. À cette occasion, le Service du lac et des cours d'eau traditionnellement en charge de l'aménagement hydraulique a été supprimé et son personnel intégré au Service des constructions environnementales (SCE)^[d-198 ; e-13]. Dans cette situation, le SRCER était chargé de l'élaboration des projets de renaturation, le SCE devait les construire et le SFPNP devait se charger de l'entretien. Cette organisation était confuse de l'avis de différents responsables⁹⁶ et le SRCER a ainsi obtenu de plus en plus de prérogatives (voir chapitre précédent).

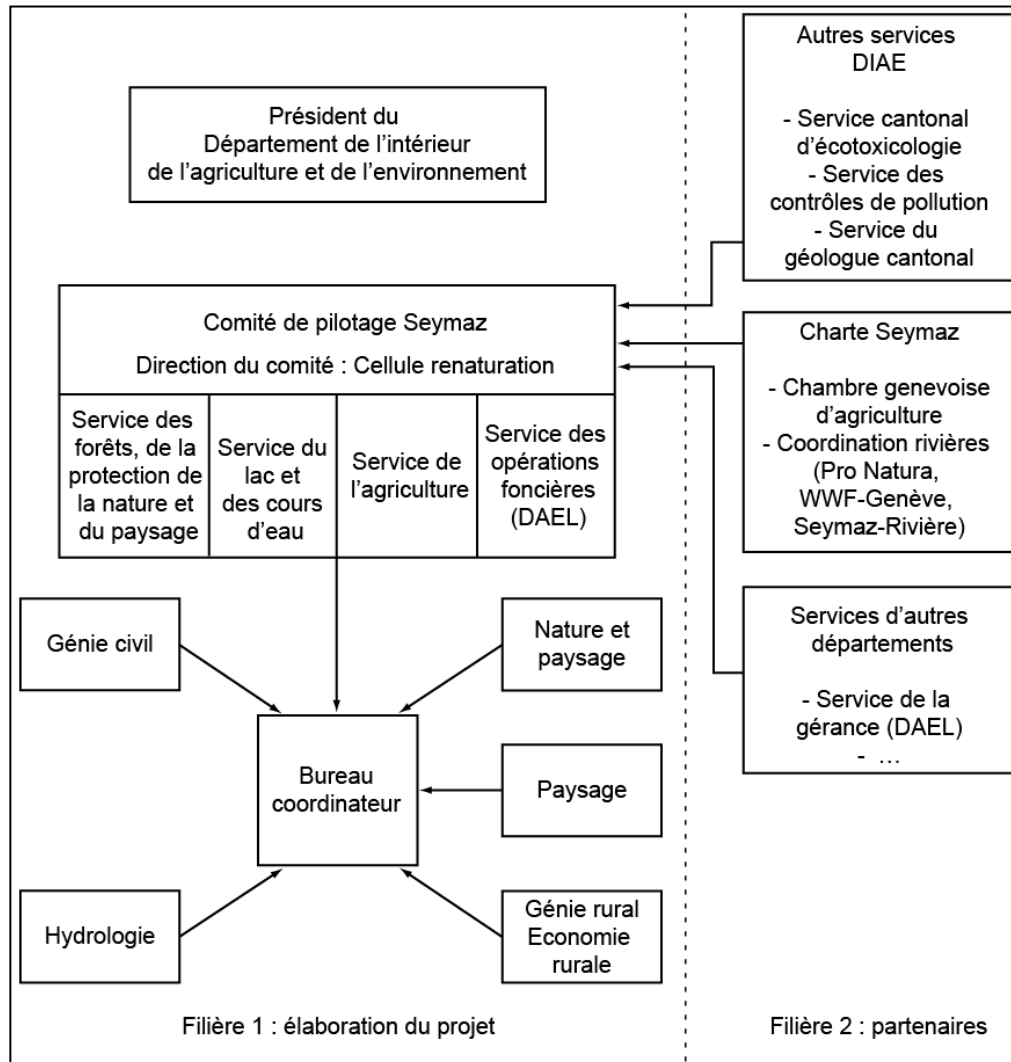
La localisation des services concernés par la renaturation au sein d'un même département ne suffit toutefois pas à elle seule à assurer une collaboration efficace lorsqu'il s'agit de réaliser concrètement un projet. Pour mener à bien la renaturation de la Seymaz, les services ont donc recherché un moyen d'organiser leur travail. Dans un premier temps, avant que le projet de loi de renaturation de la Seymaz ne soit votée par le Grand Conseil, la coordination passait essentiellement par des réunions entre les différents services concernés. Nous n'avons toutefois trouvé qu'un seul procès-verbal d'une telle réunion dans les archives mises à disposition au service de la renaturation^[d-45], ce qui laisse supposer que ces questions pouvaient également être traitées dans le cadre des réunions ordinaires entre chefs de services ou par contacts directs. La coordination avec les acteurs externes à l'État se faisait dans le cadre de réunions bilatérales regroupant les principaux chefs de services concernés (et parfois le Conseiller d'État) ainsi que des représentants des agriculteurs ou des associations écologistes^[d-56].

La signature de la Charte Seymaz en novembre 1998 prévoyait cependant la mise en place d'une structure de collaboration entre les différents partenaires. Dans un premier temps après le vote de la loi, au début de l'année 1999, les réunions internes au DIAE semblent avoir été tenues de manière plus formalisée, le projet étant officiellement lancé. Cinq réunions regroupant les services concernés par la renaturation ont ainsi eu lieu entre janvier et mars 1999 ^[d-59 ; d-60 ; d-61 ; d-62 ; d-66].

⁹⁵ Si l'éparpillement administratif est fréquemment cité comme un facteur rendant plus difficile la coordination entre différents services dans le cadre de projets d'aménagement de cours d'eau, il peut être intéressant de noter que dans d'autres cantons, certains praticiens estiment que la localisation dans plusieurs départements peut se révéler un atout lorsqu'il s'agit de défendre le financement de mesures devant les parlements. Surtout lorsque les chefs de département sont de bords politiques différents (Zaugg *et al.*, 2004).

⁹⁶ Elle était également perçue comme confuse par les responsables au niveau de l'OFEG. Dans le cadre d'une enquête nationale sur l'aménagement des cours d'eau (Zaugg *et al.*, 2004), l'inspecteur fédéral en charge de la Suisse romande nous confiait ne pas savoir qui était son répondant cantonal à Genève.

Illustration 8 Renaturation de la Seymaz et de ses affluents. Organigramme général



Source : O. Ejderyan, d'après DIAEE, 1999^[d-66]

Lors de la réunion de coordination interne du 3 mars 1999, une proposition était ainsi faite pour permettre la coordination entre l'ensemble des acteurs (ill. 8) :

« MM. FH et JPV [chef du service de l'agriculture] ont fait une proposition d'organigramme de fonctionnement de cette opération qui comporte 2 filières : d'un côté le projet donné à un mandataire, et de l'autre, le comité de consultation regroupant les signataires de la Charte. Ces deux derniers sont chapeautés par le Comité de pilotage dirigé par MM. JL [Chef de la cellule renaturation] et AW [encore adjoint de JL à l'époque]. »^[d-66]

Cette structure était organisée autour d'un Comité de pilotage dont la direction revenait à la cellule renaturation et qui regroupait en plus trois autres services du DIAEE ainsi que le service des acquisitions foncières du DAEL chargé, comme son nom l'indique, de l'achat des terrains nécessaires à la renaturation de la Seymaz. Cette structure de projet séparait sciemment, puisqu'elle organise en « 2 filières, » l'élaboration du projet par les mandataires d'un côté et de l'autre l'ensemble des autres acteurs concernés, dont les acteurs externes à l'État. Cette séparation allait se révéler avoir des conséquences pour la suite.

6.2 L'élaboration de l'avant-projet (1999-2002)

Comme nous l'avons mentionné lors des chapitres précédents, la région de la Seymaz avait été le théâtre de nombreux conflits entre l'agriculture, l'administration et les milieux de protection de la nature mais également l'enjeu de débats dans le cadre du lancement d'une politique genevoise de renaturation des cours d'eau, tant en raison de sa dégradation que de son importance symbolique du fait d'être la seule rivière entièrement genevoise ainsi qu'un lieu de loisir apprécié. Le vote du Grand conseil pour débloquer les crédits nécessaires au lancement de ce projet avaient été obtenus grâce à l'assurance d'une adhésion des milieux agricoles et une collaboration entre toutes les sensibilités concernées. Ces conditions ont pu être réunies par la signature d'une Charte Seymaz, document qui au cours de la phase parlementaire constituait une sorte de « *pacte de non agression* »^[d-58] entre l'administration et les autres partenaires et qui, par la suite, devait instituer une plate-forme de collaboration entre les différents groupes et permettre le suivi de l'évolution.

Dans cette section, nous présenterons la période allant du début de l'année 1999 à la fin de l'année 2002, période durant laquelle l'élaboration du projet a été réalisée par les mandataires sous la supervision du Comité de pilotage et où les partenaires étaient informés de l'état d'avancement par le biais des réunions du groupe « Charte Seymaz » et pouvaient également y faire entendre leurs doléances. Cette période s'est soldée par un échec, dans la mesure où les agriculteurs ont refusé l'avant-projet tel qu'il leur était proposé, avant-projet qui n'avait reçu qu'un soutien « tiède » de la part des milieux de protection de l'environnement. Nous allons donc ici tenter de voir comment, en partant d'un enthousiasme initial pour la conduite d'un projet participatif, sur les grandes lignes duquel tous les acteurs semblaient à peu près d'accords, on est arrivé à un échec.

En suivant notre approche développée au chapitre 3 nous montrerons la manière dont s'est construit cet échec. Nous présenterons dans un premier temps les bases sur lesquelles le groupe « Charte Seymaz⁹⁷ » a été constitué, ses membres, ainsi que ses méthodes de travail. Puis nous verrons comment l'échec du remaniement parcellaire, question qui se voulait dissociée de la Charte, a considérablement influencé la suite des travaux. Nous présenterons ensuite la manière dont a été réalisée l'élaboration du projet de remise à ciel ouvert de la Seymaz à Rouëlbeau qui montre comment la

⁹⁷ Nous reprendrons par la suite la terminologie utilisée dans le cadre du projet et dirons simplement la Charte ou les séances « Charte » pour parler des réunions de ce groupe.

Charte a fonctionné dans une certaine mesure. De là nous reprendrons la manière dont la question de la gestion des eaux a été problématisée, les conflits qui en ont découlé et enfin le blocage auquel cela a abouti.

La Charte Seymaz

La Charte Seymaz a été signée le 26 novembre 1998 par Robert Cramer, président du DIAEE, la CGA ainsi que les représentants de Pro Natura, du WWF et de Seymaz-Rivière, l'association de protection de l'environnement locale. Par la signature de ce document, l'administration souhaitait avant tout officialiser les relations de confiance qui s'étaient nouées avec les agriculteurs, afin de s'assurer le soutien des députés^[d-58]. L'article 1 de la Charte Seymaz indiquait :

« Par la présente Charte, les parties s'engagent dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renaturation de la Seymaz tel que décrit dans le PL 7852 et son exposé des motifs à faciliter une avancée rapide du projet respectant l'équilibre entre ses trois volets que sont :

- a) la renaturation de la Seymaz et de ses affluents ;*
- b) la résolution des problèmes hydrauliques sur la partie agricole notamment, en utilisant des moyens n'impliquant pas des galeries de décharge ;*
- c) en cas d'accord des propriétaires concernés, une amélioration foncière dans un large périmètre autour de la rivière et ses affluents. »*^[d-57]

L'exposé général du soutien, tel que défini dans le texte de la Charte était relativement vague et se limitait à demander de « *faciliter une avancée rapide du projet.* » Maintenir ce libellé permettait néanmoins d'englober dans un seul texte la phase parlementaire comme celle de la mise en œuvre. Ces deux phases étaient de plus explicitement mentionnée dans l'article suivant qui précisait les engagements des écologistes et des agriculteurs. En plus de ne pas freiner l'avancement du projet, on demandait d'eux une « *participation active à l'élaboration de l'étude d'impact* »^[d-57]. L'État s'engageait en retour à pérenniser cette participation et ne pas engager de travaux avant d'avoir obtenu l'accord des propriétaires pour cela. Il était par ailleurs précisé que la Charte serait valide sur tous les projets de lois ultérieurs concernant la Seymaz (voir l'annexe 7 pour le texte complet de la Charte).

Cette Charte n'était toutefois pas le résultat d'un accord spontané entre les parties. Avant d'en arriver là, il avait fallu des réunions de préparation qui se reflétaient dans la rédaction finale du document. Le monde agricole aurait préféré le maintien d'une galerie de décharge souterraine permettant d'évacuer les eaux du Foron et de la Seymaz vers le lac^[d-56 ; d-58]. L'abandon de cette solution signifiait qu'il faudrait très probablement une rétention des eaux en période de crue en amont, néanmoins, les agriculteurs ne souhaitaient pas voir « *bassin de rétention* » mentionné dans le texte de la Charte en raison de l'interprétation restrictive que pouvait supposer ce terme, notamment quant aux travaux à réaliser^[d-56]. Le dernier point qui avait été demandé par les agriculteurs était celui de l'inscription à l'article 3 de la « *garantie d'une rémunération équitable* » pour les prestations qu'ils seraient éventuellement amenés à fournir dans le cadre de l'entretien écologique du cours d'eau en compensation d'une

diminution de leur activité agricole^[d-56]. Il avait été négocié dans le cadre d'une réunion préalable que cette rémunération devait permettre :

« aux agriculteurs de vivre de manière comparable à ce qu'ils peuvent obtenir avec un autre travail. Mais si l'agriculteur accomplit une prestation écologique, il faudra également qu'il travaille de manière comparable à ce qu'il entreprend pour une culture de production. Il sera donc demandé aux agriculteurs d'accomplir des tâches d'entretien relevant notamment de la compétence du service du lac et des cours d'eau, telles que : entretien de cours d'eau, de la végétation, observation de la nature, etc. »^[d-56]

Il est intéressant de noter dans cette phase préparatoire de la Charte, tout comme dans le document lui-même, l'absence d'exigences particulières explicites de la part et envers les milieux de protection de l'environnement, illustrant par là que leurs intérêts reprenaient ici en grande partie ceux de l'administration.

Si l'on regarde les associations signataires de la Charte Seymaz, ainsi que le Département représentant l'administration, on se rend compte qu'il s'agit d'organisations ayant l'habitude de travailler ensemble. Dans le courant des années 1990, dans le canton de Genève, une certaine habitude de collaboration avait pu s'établir entre les milieux agricoles et écologistes (Natali, 1992), en raison notamment de préoccupations commune comme celle de la pression urbaine sur les sols ou encore le maintien d'une certaine qualité paysagère. Pro Natura en particulier était engagé dans de nombreux projets agro-environnementaux dans la région. Mais il s'agissait en plus, concernant cette région d'organisations et de personnes, qui avaient été impliquées dans différents conflits et projets pendant la décennie précédente.

Concernant l'administration, nous avons indiqué ci-dessus qu'un Comité de pilotage avait été mis en place afin de coordonner le travail des différents services. Les chefs de service représentés dans le COPIL étaient également ceux qui siégeraient dans le cadre de la Charte. Il s'agissait :

- De JL chef de la Cellule renaturation (jusque fin 1999), et d'AW, adjoint, puis à partir de 2000, chef du Service de renaturation qui présidait les séances de la Charte.
- JPV, chef du service de l'Agriculture
- FH chef du service des Lacs et cours d'eau (qui ne suivra plus le projet par la suite),
- ACR cheffe de la protection de la nature et du paysage, remplacée par la suite au SFPNP par GM, naturaliste familier du monde agricole.
- CV du Service des opérations foncières du DAEL, chargé de l'acquisition des terrains.

À ces personnes, s'ajoutaient en fonction des réunions, d'autres fonctionnaires, lorsqu'il s'agissait par exemple de discuter d'aspects techniques précis ou lorsqu'il fallait un suppléant. Toutes ces personnes étaient également présentes aux réunions du Comité de pilotage.

Les milieux agricoles étaient représentés par un responsable de la CGA/AgriGenève (NA dans un premier temps, puis VH de 2000 à 2003 et ensuite EA) présent non pour

représenter la position de la CGA, mais pour prêter assistance aux agriculteurs de la région. Ces derniers étaient représentés par JR, agriculteur à Choulex et AC dans un premier temps, qui se retirera dès 1999, au profit de MJ, agriculteur non touché directement par le projet.

Les milieux écologistes étaient représentés par les trois associations signataires de la Charte, le WWF en la personne de SL, également élue écologiste au Grand Conseil, Pro Natura par FD, puis CF et la Coordination rivière par JMB et AB membres de la direction de l'association pendant toute la période.

À partir de juin 1999 et l'échec du remaniement parcellaire, l'association « Groupement pour une renaturation de la Seymaz » était également représentée par son président CA.

Enfin, les mandataires étaient invités à certaines séances, lorsqu'il s'agissait de faire une présentation et de donner des précisions concernant des aspects techniques du projet.

L'orientation du projet

Les premières tâches à réaliser après le lancement du projet de renaturation concernaient la mise en place de la procédure d'élaboration du projet telle qu'il puisse être réalisé comme défini dans la loi. Ceci a été réalisé dans le cadre des premières séances de coordination au sein de l'administration (cf. supra), des premières séances du Comité de Pilotage et de la Charte Seymaz.

L'une des premières questions qui se posait était celle de l'établissement d'un calendrier pour la démarche retenue. Celle-ci était la suivante :

- Formation du syndicat d'amélioration foncière dans le bassin de la Seymaz, afin de procéder au remembrement des terrains en bordure de la rivière et permettre de dégager les emprises nécessaires pour l'élargissement du cours d'eau, dès le printemps 1999.
- Choix des mandataires pour le milieu de l'année 1999.
- Juillet 1999, début des travaux de remise à ciel ouvert à Rouëlbeau.
- Cahier des charges et rapport d'impact préliminaire en octobre 1999.
- 30 juin 2000, réalisation du mandat d'étude.
- Étude sur la gestion des eaux : décembre 2000.
- Rapport d'impact final : octobre 2000.
- Dépôt de la deuxième loi Seymaz pour la réalisation du tronçon Chambet-Touvière : décembre 2000.
- Réalisation des travaux : 2001.^[d-59, d-67]

Dès le début du processus, la question de savoir quelle orientation allait être donnée au projet de renaturation de la Seymaz s'est posée. Certes, un équilibre entre les trois aspects nature, sécurité et agriculture figurait dans la loi et était souhaité par l'ensemble des acteurs, mais en fonction du projet choisi cet équilibre n'allait pas être assuré de la même manière. Au sein de l'administration notamment, des discussions ont donc rapidement eu lieu afin de savoir sur quelles bases démarrer le projet. L'une

de ces bases était une étude réalisée en 1996 par les bureaux d'étude Geos/Biotec sur les possibilités d'amélioration de la Seymaz, pour le compte du SLCE^[d-28]. Cette étude avait notamment servi à l'élaboration du PL 7852^[d-58] et préconisait la destruction de la cunette en béton et un élargissement du lit. Le service d'écotoxicologie chargé de la qualité des eaux considérait qu' : « *il s'agit plus d'une étude de décanalisation que d'un projet de renaturation,* »^[d-69] dans la mesure où les aspects « nature et paysage » n'étaient pas assez pris en compte. La responsable du service de protection des paysages considérait de plus que la question de la re-crédation des marais n'était pas abordée dans le cadre de cette étude. En reprenant les différents procès-verbaux du Comité de pilotage de cette période de démarrage, on remarque donc qu'il existait, si ce n'est un conflit, du moins une différence de sensibilité, qui perdurait de l'ancienne division des questions relatives à l'eau entre le DTPE et le DIER. Il avait par exemple initialement été décidé que la Cellule renaturation assurerait la maîtrise d'ouvrage, mais celle-ci avait finalement été attribuée au SLCE après contestations^[d-87 ; d-93].

Cette différence de sensibilité s'est retrouvée encore plus exacerbée au moment du choix des bureaux mandataires chargés de l'élaboration des différents volets du projet. Le choix des mandataires pour l'élaboration d'un projet joue un rôle capital dans la forme que prendra ce projet dans la mesure où, même s'ils sont responsables devant l'administration, les visions des mandataires peuvent influencer leurs choix techniques et donc avoir un impact important sur la forme que peut prendre un projet. On a vu dans le chapitre précédent que dans le cadre de la structure de projet proposée, il fallait une équipe pluridisciplinaire de mandataires afin de couvrir tous les aspects du projet, ainsi qu'un bureau chargé de coordonner l'ensemble. C'est en particulier le choix de ce bureau, crucial pour l'orientation du projet, qui a entraîné les premières frictions concrètes. Elles se sont à nouveau matérialisées dans les divergences de point de vue existant entre la Cellule renaturation et le SLCE. Le cahier des charges rédigé dans le cadre de l'appel d'offre pour le bureau coordinateur des mandataires indiquait que celui-ci devait prendre en compte :

- la coordination des mandataires spécialisés ;
- l'élaboration de l'avant-projet pour la partie supérieure de la Seymaz (de la source jusqu'au pont Bochet, c.f. carte annexe 2) ;
- le rapport d'enquête préliminaire et le rapport d'impact final^[d-77].

De plus, dans le cadre du Comité de pilotage, certains avaient insisté :

« pour que le bureau coordinateur ait de grandes compétences en matière de communication ; cet élément du dossier paraît indispensable pour bien faire progresser le projet auprès des différents acteurs concernés »^[d-77] .

Après une première sélection, deux bureaux étaient restés en lice. Le premier, Ecotec était plus tourné vers le génie biologique, tandis que le second B+C était plus spécialisé dans les domaines de l'hydrologie et hydraulique^[d-84]. Une grande majorité du Comité de pilotage optait pour le premier, tandis que le SLCE préférait B+C argumentant sur le fait que d'après lui Ecotec ne disposait pas de l'expérience requise pour la conduite d'un tel projet^[d-84]. FH, chef du SLCE indiquait par ailleurs qu'il refuserait d'assumer la maîtrise d'ouvrage si Ecotec était choisi en tant que bureau

coordinateur^[d-87]. Dans le courant du mois de juillet 1999, le choix du bureau coordinateur ainsi que des autres mandataires avait été effectué :

- Ecotec : Bureau coordinateur et également en tant que bureau chargé du volet nature et paysage
- GEOS : volet génie civil
- Agriculture : Acade (les agriculteurs avaient pu s'exprimer sur l'attribution de ce mandat dans le cadre de la Charte Seymaz^[d-80])
- Hydrologie : EPFL
- Paysage : Collectif d'architectes

À partir de l'été 1999, la préparation de l'avant-projet pour la renaturation de la Seymaz allait donc pouvoir commencer. Les orientations indiquées par le bureau coordinateur en accord avec le Comité de pilotage, prônaient une renaturation du cours d'eau par son élargissement permettant également par la suite une gestion des eaux. Il était également précisé dans les intentions du Comité de pilotage que le paysage ne serait pas un axe prioritaire du projet, qu'il serait abordé dans les grandes lignes et qu'il s'agirait avant tout de veiller à ce que le projet s'intègre « *harmonieusement* » dans la plaine de la Seymaz^[d-93]. Toutefois, au moment de démarrer la conception de l'avant-projet, les mandataires devaient déjà prendre en compte les premiers paramètres concernant les possibilités de réalisation des travaux, notamment les difficultés d'acquisition des terrains situés en bordure de la Seymaz.

Le projet d'amélioration foncière

Nous l'avons déjà indiqué à plusieurs reprises ci-dessus, l'une des problématiques principales liées à la réalisation de renaturations est l'acquisition des terrains nécessaires pour redonner de l'espace au cours d'eau. En milieu urbain, cela est pratiquement du domaine de l'impossible en raison de la densité du bâti. En milieu rural, il faut pour cela obtenir l'accord des propriétaires ou opérer par expropriation. Cette dernière solution ayant été abandonnée publiquement par le Conseiller d'État, il devenait nécessaire de trouver une autre voie.

La solution qui avait été retenue dans le cadre de la loi L 7852 était celle de réaliser une amélioration foncière intégrale de la zone concernée autour du bassin de la Seymaz^[d-58]. Cette amélioration devait d'une part servir de mesure de compensation pour les pertes de terrains et de rendements occasionnées par le projet. Elle avait été négociée avec les représentants de la CGA afin de s'assurer de leur soutien au projet. Mais par le biais du remembrement qu'elle impliquait, cette amélioration foncière devait aussi permettre de dégager les emprises nécessaires en bordure de la Seymaz. En effet, comme on peut le voir sur la carte montrant la propriété des terrains (ill. 9), la plus grande partie des parcelles situées à proximité de la rivière étaient propriétés privées. Une certaine partie de celles situées dans la partie amont appartenait

Une renaturation en béton !

également aux communes de Choulex et Meinier. Celles-ci, n'avaient pas été incluses dans la Charte Seymaz⁹⁸, mais ne présentaient pas d'opposition particulière au projet.

Illustration 9 Propriété des terrains dans les zones d'emprise dans la région Chambet-Touvière



Source : DIAE, 2000

Le projet d'amélioration foncière tel qu'avancé par l'administration était important dans la mesure où il concernait un périmètre d'environ 680 ha dans la région de la Haute-Seymaz soit près de 800 propriétaires répartis sur 6 communes. Cela représentait une surface de 23% du bassin rural de la Seymaz^[d-67]. L'amélioration

⁹⁸ Il s'agissait là d'un « oubli » et non d'une volonté délibérée^[e-3]. La Charte Seymaz a été le premier document structurant la participation dans le cadre de projets de renaturation signé dans le canton de Genève. L'administration a donc organisé des séances en parallèle avec les communes de Choulex, Meinier, Jussy, Vandœuvres, Presinge, Puplinge, riveraines de la Seymaz. Ces séances se sont déroulées de mars 2000 à avril 2001. Elles ont été arrêtées car à part Choulex et Meinier les autres communes n'étaient que marginalement concernées et les deux premières d'accord avec le principe de la renaturation attendaient d'avoir un projet définitif sur lequel se prononcer. Cet oubli des communes dans le cas de la Seymaz a servi de leçon, puisque dans le cadre de la « Charte Aire » concernant l'autre projet de renaturation d'envergure du Canton, elles ont été intégrées dès le départ^[e-3].

foncière devait permettre un regroupement plus rationnel des parcelles situées dans la région, mais également financer différents travaux permettant d'améliorer la situation agricole du bassin, telle la réfection de routes et de chemins, des remblais et surtout la reprise des drainages de la région, souvent vieux de plus d'un demi-siècle^[d-70]. Dans le cadre d'un tel remaniement, soutenu financièrement par les pouvoirs publics, 1% de l'ensemble des terrains échoit à l'État. Si l'on rajoute à cela les échanges de terrains appartenant déjà à l'État, cette opération devait permettre de dégager les 15 mètres de part et d'autres de la Seymaz, dans lesquels et aurait pu divaguer (ill 10). Cette solution était souhaitée par l'État qui espérait ainsi s'éviter des négociations de gré à gré avec les propriétaires pouvant durer plusieurs années. Dans le cas d'une acceptation de l'amélioration foncière, il était prévu que les propriétaires concernés forment un syndicat d'amélioration foncière chargé, en collaboration avec les mandataires⁹⁹, d'établir un projet général des travaux. Ceux-ci devaient ensuite être réalisés sur une période de 5 à 10 ans.

Illustration 10 Schéma explicatif de l'intérêt d'un remaniement parcellaire dans le cadre d'un projet de renaturation

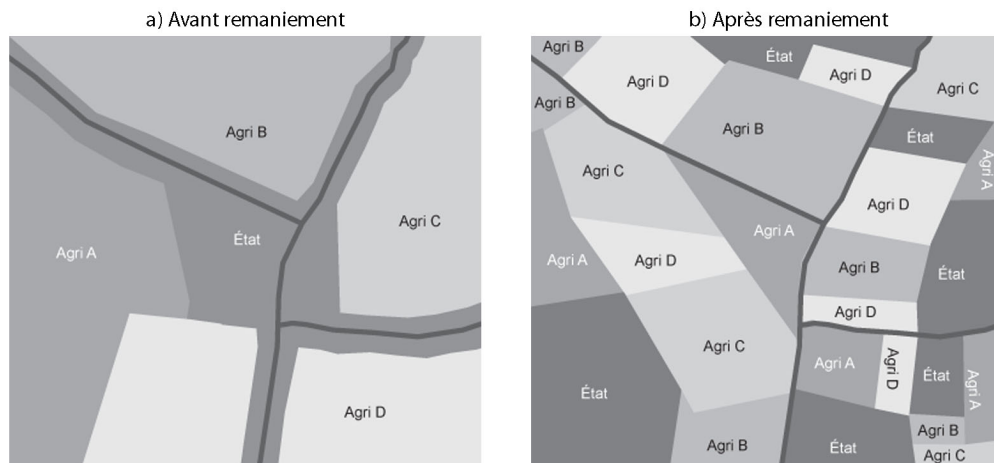


Schéma : O. Ejderyan (le découpage des parcelles ne correspond pas à la situation réelle, voir ill. 9)

Les améliorations foncières, bien qu'améliorant la situation agricole d'un point de vue global, restent cependant des opérations qui éveillent la méfiance des propriétaires-exploitant. Une fois qu'un périmètre d'amélioration foncière est défini, tous les propriétaires se trouvant à l'intérieur sont légalement tenus de se conformer aux décisions prises par le syndicat, notamment en matière d'investissements et donc de contributions financières. Bien qu'il faille s'assurer d'une certaine équivalence, il est toujours possible pour un agriculteur de se retrouver défavorisé lors de l'attribution des terrains, en particulier en termes de qualité du sol, ou de continuité dans le choix de ses cultures. Mais l'inquiétude principale provient des contributions financières. En effet, lorsqu'un syndicat d'amélioration foncière voit le jour, il est

⁹⁹ Il s'agissait là, de mandataires externes au pool de mandataires retenus pour la renaturation.

généralement doté de fonds publics¹⁰⁰ pour la réalisation des investissements. Mais les propriétaires sont tenus d'abonder financièrement à hauteur de 20% des investissements. Pour cela, ils sont obligés de souscrire à des emprunts. Si l'amélioration est effective, lorsque par exemple les coûts diminuent ou leurs rendements augmentent, ils seront en mesure de rembourser. Or, si les coûts sont mal évalués au départ, il peut arriver qu'il y ait des dépassements de frais dans le cadre des travaux, entraînant un surendettement des agriculteurs. C'est notamment ce qui s'était passé dans le cadre du remaniement de Presinge, à proximité de la zone prévue pour le remaniement de la Seymaz. Les agriculteurs du bassin Seymaz se montraient donc méfiants. Afin d'éviter que ne se reproduise la même expérience négative :

« L'État a mis sur la table 2 millions de francs. Après négociations avec la Chambre d'agriculture, ce montant est passé à 5 millions. Dès lors, au Service de l'agriculture, on ne comprend pas très bien l'émotion soulevée par ce projet. 'Les gens se crispent', relève le directeur adjoint JPV. 'Mais ce remaniement est pourtant une occasion unique avec des subventions qui paient 80% du remaniement et des améliorations foncières. À cet argent s'ajoutent encore les 5 millions prévus.' »^[d-76]

En raison de l'ampleur de l'amélioration foncière, le DIAE avait fait inscrire dans la loi de renaturation de la Seymaz un montant de deux millions de francs pour financer ce volet^[d-58]. Sentant toutefois la possibilité d'une opposition de la part des agriculteurs, l'État s'était engagé à rajouter 3 millions de francs supplémentaires^[d-70 ; d-79]. En raison des sommes avancées et des relations de confiance qui s'étaient nouées avec l'administration, la CGA, par la voix de son président, demandait aux agriculteurs de la région d'accepter la création du syndicat^[d-70]. Toutefois, ceux-ci étaient divisés sur la question. Ainsi, dans le bulletin interne de la CGA, on pouvait lire les deux représentants des agriculteurs dans le groupe Charte Seymaz. AC, voyant dans le projet d'amélioration foncière une chance pour la profession affirmait :

« Je reste quant à moi convaincu qu'il y a pour l'agriculture, une opportunité à saisir qui n'est pas prête de se représenter. Je me refuse à penser qu'il y a de la part du département une intention de nuire visant à réaliser le projet 'Seymaz' à notre insu et à nos dépens. Je crois au contraire en l'honnêteté de Monsieur Cramer pour l'avoir vu à l'œuvre dans les premières tractations que nous avons menées conjointement avec la CGA et quelques-uns de vos représentants. La signature de la Charte proposée par N. Ankers où chacune des parties s'est engagée sans arrière-pensée sur le chemin du dialogue et du respect de ses intérêts propres constitue en soi une volonté d'aboutir qu'il faut saluer, compte tenu des difficultés rencontrées lors de l'opération Reuters. (...)

Un élément devrait pourtant ramener un peu de sérénité dans le débat. En effet le peuple a accepté massivement, il y a quelques années, l'initiative cantonale 'Sauvez nos rivières.' Le projet de loi relatif à la renaturation de la Seymaz, accepté par le Grand conseil l'an dernier, en est le premier maillon. Les implications de cette initiative et de ce premier projet de loi concernent

¹⁰⁰ Ou privés, comme par exemple dans le cas des compensations liées à l'installation de Reuters

donc l'ensemble des citoyens et les rendent de ce fait, solidairement responsables de leur application pratique en particulier et prioritairement dans la juste prise en compte des intérêts de l'agriculture. Si à l'avenir la situation de notre profession devait continuer à se dégrader au point de mettre en péril nos exploitations par la charge financière trop lourde qu'un remaniement parcellaire pourrait représenter et dont à l'origine elle n'était pas demanderesse, il faudra bien dans ce cas trouver une solution pour que la collectivité assume les responsabilités de ses choix. Voilà peut-être une garantie qu'il s'agirait d'introduire dans la négociation puisque les plus grandes craintes qui sont les nôtres sont de cette nature. » (AC, agriculteur)
[d-70]

La prise de position d'AC, qui rappelait dans son texte ses conflits antérieurs avec l'administration et le WWF, s'appuyait notamment sur une relation de confiance en construction et sur le développement de potentialités en cas d'acceptation du remaniement. De plus il replaçait les attentes de l'agriculture dans une optique sociale plus vaste, en rappelant la légitimité du projet Seymaz pour le reste des citoyens. Ce à quoi, dans le même numéro du bulletin d'information de la CGA, JR répondait en s'appuyant sur les craintes immédiates des agriculteurs et le manque d'assurance quant à l'évolution du projet :

« La création d'un syndicat d'amélioration foncière de cette envergure n'est pas une opération de première nécessité pour l'agriculture de la région. (...). D'abord, parce que la plupart d'entre-nous n'en ont, simplement plus les moyens. Car le jour où un syndicat AF fonctionne, il ne sera aucunement lié aux chiffres et scénarios énoncés par le Service de l'agriculture. D'autres intérêts que les nôtres ne manqueront pas de réclamer aménagements particuliers et prestations écologiques multiples, avec pour résultat une multiplication des tarifs prévus au départ. Et puis, les chiffres du Service de l'agriculture tablent sur une enveloppe de 3 millions, que le Grand Conseil n'a pas encore voté. D'accord, l'actuelle loi garantit que les crédits futurs nécessaires pour la renaturation même de la Seymaz ne pourront être votés qu'en parallèle avec ce crédit de 3 millions. N'empêche : au cas où nos députés devaient à ce moment renoncer définitivement à la renaturation, qui arrêtera le syndicat AF ? Ou encore : si les coûts des projets du syndicat AF devaient dépasser nos capacités, comment arrêter la machine emballée ? (...)

Enfin admettons que ni l'exemple actuel du syndicat de Presinge, ni la valse-hésitation du département concernant les subventions cantonales aux surfaces de compensations écologiques – qui seront finalement payées à 100% – n'ont guère de quoi nous rassurer sur le plan financier. Une chose doit toutefois rester claire : notre opposition va contre la réalisation d'une amélioration foncière de cette envergure, et non contre la renaturation de la Seymaz elle-même. » (JR, agriculteur)^[d-70]

En raison de la taille du remaniement, mais aussi parce qu'il concernait l'un des premiers et plus importants projets de renaturation du canton, la presse s'intéressait à la question^[d-76 ; d-79]. La renaturation de la Seymaz devenait une affaire publique. Afin de ne pas passer pour des adversaires d'un projet considéré comme positif par une grande partie de la population, les opposants à l'amélioration foncière voulaient

dissocier cette question de celle de la renaturation en en faisant une affaire concernant uniquement leurs capacités financières. L'opposition à l'amélioration foncière, mais pas à la renaturation évoquée ci-dessus par JR, étaient devenu le mot d'ordre de la plaine de la Seymaz au printemps 1999 et rappelés dans les interventions faites à la presse^[d-76] et dans des entretiens :

« Y avait des banderoles devant les granges, les fermes de la région : 'Non aux améliorations foncières ! Oui à la renaturation de la Seymaz !' Y avait des photos dans les journaux et tout. (...) »^[e-20]

L'opposition fournie par les agriculteurs avait été sous-estimée par les services de l'État, notamment celui de l'agriculture. JPV, chef du service de l'agriculture qui s'était fortement impliqué pour que l'amélioration puisse être réalisée en tant que compensation à la renaturation, n'a pas compris les raisons qui ont suscité une telle opposition aboutissant à l'échec du projet de remaniement¹⁰¹ :

« Et puis ce projet ça a été un échec terrible pour nous, parce que même s'il a pu être initié, comme la loi est peu démocrate dans l'initiation et la création de ces syndicats d'amélioration foncière... Donc ça s'est créé, mais à peine créé il y a eu une assemblée extraordinaire pour la dissolution. Donc c'était un grand périmètre, c'était 600 ha. (...) On avait un chèque de 5 millions avant subventionnement cantonal, fédéral et communal, c'est-à-dire on aurait pu faire une opération vraiment intéressante pour l'agriculture. »^[e-20]

Comme l'indique la citation ci-dessus, lors du vote des propriétaires, le syndicat d'amélioration foncière de la Seymaz avait pu être constitué. En effet, la loi est faite de telle façon qu'il faut, pour qu'un syndicat d'amélioration voit le jour, réunir soit la majorité des propriétaires, soit la majorité des surfaces concernées. Les votes non-exprimés et les votes nuls comptent comme des « oui. » Ainsi lors du vote de constitution du syndicat le 8 mai 1999, en termes de nombre de chapitres, le oui avait obtenu près de 52%, alors qu'en termes de surface, il ne représentait que 40%. FS, agriculteur dans la région explique le résultat des propriétaires de la manière suivante :

« Mais ça, c'est tous des propriétaires qui avaient tout d'un coup 500m², 1000m². Qui avaient pas grand chose et qui étaient tous contents même à la limite de se débarrasser de ces terrains. »^[e-14]

Un article de la *Tribune de Genève*, du 18 mai 2005, titrait pour qualifier les résultats de ce vote « *Le remaniement parcellaire de la Seymaz est mal parti* »^[d-79]. En effet, la zone du projet d'amélioration foncière englobait également des terrains dont les propriétaires n'étaient pas agriculteurs, qui n'avaient parfois que de petites surfaces en ferme ou non exploitées et qui ne se sentaient pas particulièrement concernés par le remaniement. Si l'on tient compte uniquement des votes exprimés, seuls 12% des

¹⁰¹ À la suite d'un entretien^[e-33], l'un des mandataires me demandait un jour :

« T'as déjà eu l'occasion de parler avec JPV ? »

- Ouais

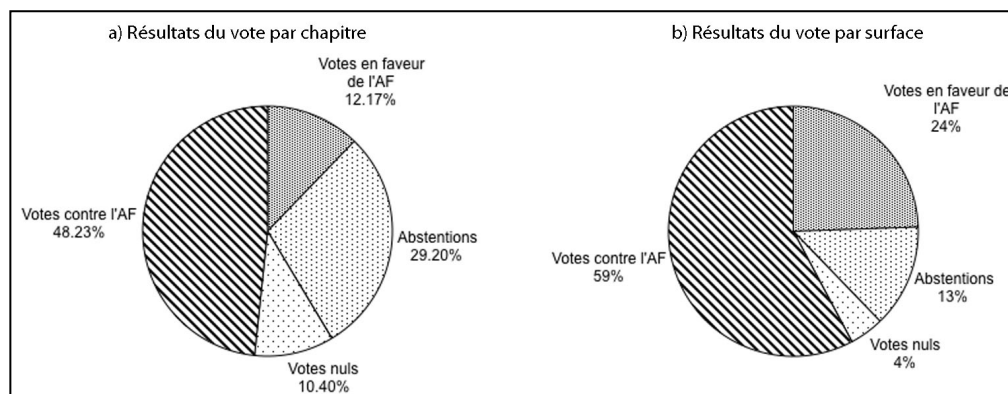
- Il t'a parlé des banderoles qu'y avait sur les fermes au moment de l'AF ?

- Ouais [rire de tous les deux. JPV m'a évoqué cette histoire lors des deux entretiens^[e-19 ; e-20]]

- Ça l'a traumatisé cette histoire, il doit encore en rêver... »

propriétaires représentant un quart des surfaces avaient dit « oui » dans l'ensemble du périmètre concerné (ill. 11). Il faut tenir compte dans ces résultats du fait que l'État ainsi que les communes disposaient de surfaces dans la région (c.f. ill. 9) .

Illustration 11 Résultat du vote sur la création du syndicat d'amélioration foncière



Source : DIAE, Service de l'agriculture, 1999^[d-78]

Conformément aux résultats du vote, le syndicat d'amélioration foncière était constitué le 18 mai 1999. Mais dès cette première réunion constitutive, les adhérents décidaient de voter la dissolution. Seul AC s'exprima à nouveau publiquement en faveur de l'amélioration foncière puis la dissolution fut votée à main levée à la quasi-unanimité. La dissolution fut définitivement entérinée le 14 juin 1999 ^[d-81].

Les conséquences du refus de l'amélioration

Le refus de l'amélioration foncière, quelques 6 mois après le vote du projet de loi de renaturation de la Seymaz ne voulait pas être interprété comme un coup de frein, ni par les agriculteurs, ni par l'administration. Nous avons déjà indiqué que les agriculteurs avaient adoptés une position dans laquelle leur opposition au Syndicat Seymaz ne signifiait pas un refus de la renaturation. Cette dissociation des deux problématiques avait été constamment rappelée, lors des débats internes au monde agricole^[d-70], au niveau local (par les banderoles sur les granges, c.f. supra) et également dans la presse^[d-76]. Cette position nous a également été rapportée rétrospectivement dans le cadre des entretiens^[e-14 ; e-21]. Manifestant leur volonté de ne pas être marginalisés dans les discussions menées dans le cadre de la Charte, les agriculteurs opposés au remaniement formèrent une association pour faire entendre une voix supplémentaire lors des négociations. Il s'agissait du Groupement pour une renaturation de la Seymaz, constitué le 15 juin 1999 à Choulex. Le Groupement était ouvert aux propriétaires et riverains se sentant concernées par le projet de renaturation et souhaitait essentiellement se prononcer sur les questions de cadre de vie et paysagères, selon son président CA^[e-6]. Une très grande partie des membres du Groupement était constituée d'agriculteurs de la région.

Pour l'administration, la position officielle était à la dédramatisation. Ainsi, dans la *Tribune de Genève*, le Conseiller d'État Robert Cramer déclarait :

« En tant que ministre de l'Agriculture, je pleure [...], mais comme responsable de l'Environnement je suis plutôt satisfait, car les associations écologistes n'aiment pas beaucoup les améliorations foncières. »^[d-79]

Dans le cadre du Comité de pilotage, AW déclarait :

« En cas d'abandon de l'AF, le volet agricole se déplacera plutôt vers sa composante agronomie (gestion des surfaces en agriculture extensive ou des zone inondables). Se posera la question des déplacements de chemins et autres ouvrages collectifs. La réalisation du projet Seymaz peut tout à fait s'envisager en négociant l'acquisition des parcelles de gré à gré, en attachant la priorité aux parcelles bordant le cours d'eau. »^[d-77]

Les raisons invoquées par les responsables de l'administration pour expliquer ce refus cherchaient du côté d'une mauvaise communication de leurs objectifs aux agriculteurs. Selon eux, ils n'avaient pas réussi à faire comprendre la différence de moyens mis en œuvre par rapport à un projet d'amélioration foncière habituel et permettant ainsi d'éviter le surendettement des agriculteurs concernés^[d-79, e-20].

Les différents partenaires signalaient tous que ce refus n'aurait pas de conséquences importantes sur le projet, que la renaturation de la Seymaz continuerait comme prévue, qu'il n'y avait pas d'animosité entre les acteurs. Tout au plus, comme on peut le lire dans les PV du Comité de pilotage^[d-77] et celui de la Charte^[d-96] suivant la dissolution du syndicat d'amélioration foncière, l'acquisition des terrains demanderait plus de démarches que prévues.

Ce refus allait toutefois avoir des répercussions pour certains acteurs. AC, représentant du monde agricole dans le cadre de la Charte Seymaz qui s'était fortement impliqué en faveur de l'amélioration foncière, estimait qu'il n'était plus légitime pour lui de rester dans le groupe pour une « *question d'éthique*, »^[d-80] n'étant plus représentatif de la volonté des agriculteurs de la région. Cette décision communiquée dans le cadre d'une réunion de la Charte Seymaz était regrettée par les autres participants. En effet, la présence d'AC aux réunions de la Charte était jugée importante car bien que représentant l'ensemble des agriculteurs de la région, il était aussi le principal touché en termes de surfaces. La CGA souhaitait elle aussi se retirer, mais AC, tout comme SL, représentante du WWF soulignaient que ce serait une erreur^[d-80], car la CGA permettait d'avoir une vision agricole globale, ne se limitant pas à celle des seuls propriétaires présents. Enfin, l'abandon de l'AF signifiait également une implication moindre pour le service de l'agriculture, comme le signalait son chef JPV :

« On a dit, ma foi, on est intégré au Comité de pilotage donc on va continuer à suivre ses travaux. On ne va pas faire la défense d'un agriculteur ou de plusieurs individus agriculteurs, puisqu'il y a la chambre d'agriculture ou AgriGenève, dont c'est le job, la défense professionnelle. Donc nous, finalement, on s'est fixé assez peu d'objectifs. On s'est dit, finalement, on va essayer de faire en sorte que le projet, les deux volets qui vont se réaliser, nature/hydrologie ne soient pas trop mégalos, qu'ils restent dans des emprises

raisonnables, qu'ils empiètent pas trop sur l'agriculture et sur la zone agricole. Que si y a des impacts en dehors de la zone de périmètre du projet, eh ben ces impacts soient atténués par des mesures de compensation. Si on augmente la fréquence d'inondation d'un champ et bien faut prévoir des mesures d'indemnisation, d'assainissement etc, etc... Voilà, donc c'était un peu nos deux petits objectifs. Et on est devenu, depuis 6 ans, assez passifs. »^[e-20]

La gestion de la question foncière

« Y a plusieurs manières de devenir maître d'un m², comme dans le cadre d'une autoroute ou d'un ouvrage d'utilité publique. Soit la négociation : on négocie de gré à gré, etc. Soit par la voie du remaniement parcellaire, ça c'est un autre moyen de devenir maître du terrain. Ou soit par l'expropriation. Et notre Président, malgré le fait que ce soit écrit dans l'exposé des motifs de la loi l'a exclu, il a dit on fera pas recours à cette solution extrême. 'On va construire le projet ensemble.' C'était le message politique. »^[e-20]

Comme le rappelle la citation de JPV ci-dessus, en raison de la volonté du DIAE de ne pas utiliser la close d'expropriation inscrite dans la loi, l'absence d'accord global sur la question avait donc pour première conséquence que l'achat des parcelles nécessaires pour la renaturation de la Seymaz devrait être négocié de gré à gré avec chaque agriculteur. Cette procédure prendrait beaucoup de temps et pouvait aussi permettre à des propriétaires individuels de bloquer l'avancement du projet. On pouvait, chez certains fonctionnaires, retrouver une certaine frustration à l'idée que l'expropriation ait été écartée comme moyen par Robert Cramer. Cette frustration se retrouve par exemple dans le ton employé dans la citation ci-dessus, mais également chez d'autres qui indiquaient que les déclarations du Conseiller d'État rendaient leur travail plus difficile. Même si elle n'avait pas été effectivement utilisée, l'expropriation pouvait servir de « levier » dans le cadre de négociations^[e-9]. Dans cette situation plus compliquée pour l'acquisition des terrains, la priorité était l'achat de parcelles situées immédiatement en bordure de la rivière, afin de permettre la réalisation du projet^[d-77].

L'achat de parcelles de gré à gré entraînait également un problème d'organisation dans le déroulement du projet. En effet, au moment du refus définitif de l'amélioration foncière, les mandataires chargés d'élaborer l'avant-projet venaient tout juste d'être désignés par le Comité de pilotage. Dans le cadre de l'acceptation du remaniement, l'État aurait pu dégager une zone nécessaire à la renaturation et éventuellement entreprendre des démarches par la suite pour les espaces manquants. Or, pour la négociation de parcelles de gré à gré, il était nécessaire d'avoir un plan d'emprise définitif sur lequel s'appuyer :

« CV rend attentif au fait que tant qu'il n'a pas un plan d'emprise, il ne peut pas négocier l'achat de parcelles en bordure de la Seymaz. Il s'agit d'une opération longue et on ne peut pas négocier par petits bouts. »^[d-106]

Il fallait donc que l'avant-projet soit déjà à un stade avancé. Ce qui avait pour deuxième conséquence d'influencer le calendrier pour le projet de dépôt de la deuxième loi Seymaz concernant les travaux sur le secteur Chambet-Touvière.

« JPV pense que si l'on n'acquiert rien, on risque de faire capoter le deuxième projet de loi. En effet, les députés ne seront pas d'accord de voter un nouveau projet de loi sachant qu'on n'a pas dépensé les millions du premier. »^[d-106]

Les premiers contacts avec les propriétaires en vue de l'acquisition des parcelles ont été pris dans le courant de l'années 2000, après les premiers travaux d'élaboration de l'avant-projet. Début 2000, le Comité de pilotage avait eu pour idée de lancer une procédure d'acquisition des parcelles sans connaître l'emprise définitive de la Seymaz. Néanmoins, cette solution était abandonnée en raison de la réticence des agriculteurs à céder leur terrain sans savoir exactement ce qui allait y être fait par la suite. Pour eux, ce n'était pas seulement des mètres carrés mis à disposition pour un projet, mais aussi une partie de leur activité qui s'en trouvait modifiée.

« JR est étonné que l'on ne parle pas du terrain comme de l'outil de travail de l'agriculteur. Il souhaite que cet aspect ne soit pas édulcoré. AW répond que les acquisitions de terrains seront réduites autant que possible. De plus, il réaffirme avec force qu'il n'est pas question qu'une exploitation agricole soit mise en péril par le projet de renaturation de la Seymaz et de ses affluents. »^[d-108]

Les échanges effectués dans le cadre de la Charte Seymaz, comme le montre cet extrait, illustrent bien le problème qui se pose pour les agriculteurs qui cèdent du terrain pour un projet de renaturation. Le terrain cédé, ne représente pas uniquement sa valeur foncière, mais est avant tout considéré comme un outil productif pour l'agriculteur. Cette expression, « *outil de travail* » reviendra d'ailleurs à plusieurs occasions, soit mentionné dans des PV et autres documents^[d-108 ; d-131 ; d-288] ou des échanges dans le cadre de réunions^[t-19 ; t-20], soit dans les entretiens que nous avons eus^[e-1 ; e-2 ; e-8, e-32]. L'aspect le plus important pour les agriculteurs concernant la vente de terrain est que cela réduit leur production et entraîne une baisse de revenus futurs. Le problème n'est pas uniquement celui de la compensation de la valeur foncière au sens strict, puisqu'il n'est pas rare dans le cas de renaturation que les terrains soient achetés aux prix les plus élevés autorisés par le droit foncier rural. Une majorité d'agriculteurs souhaitaient plutôt échanger leur terrain avec des terrains appartenant à l'État :

« Une majorité d'entre eux désire échanger leur terrain plutôt que de vendre. La demande totale d'échange s'élève à 35 hectares. En ôtant les parcs et les propriétés de l'État et libres de baux, GD indique que pour répondre favorablement aux agriculteurs, il nous manquerait encore une vingtaine d'hectares pour ces échanges.

- *Ceux qui sont disposés à vendre aimeraient que la vente soit défiscalisée.*
- *Le prix paraît trop bas pour plusieurs d'entre eux*

Une majorité d'agriculteurs sont intéressés à entretenir les berges de la rivière une fois la renaturation réalisée. »^[d-123]

Les demandes d'échanges étaient difficilement réalisables dans la mesure où même si l'État disposait de terrains agricoles dans la région (en quantité insuffisante, comme l'indique la citation ci-dessus), il aurait du pour les échanger, expulser les exploitants

de ces parcelles pour reloger ceux touchés par la renaturation. Cette mesure était difficilement réalisable et n'aurait de toutes manières pas été admise par les agriculteurs de la région, concernés ou non par la renaturation. Le relogement sur d'autres parcelles des agriculteurs touchés par le projet était définitivement jugée irréalisable et abandonnée en février 2001 par le Comité de pilotage^[d-140]. Ces demandes d'échanges irritaient le chef du Service de l'agriculture dans la mesure où la réalisation du projet d'amélioration foncière les aurait permises :

« JPV rappelle que le remaniement parcellaire aurait permis des relogements mais maintenant nous nous trouvons dans une opération d'acquisition de gré à gré. Pour lui, le problème foncier est le problème central du projet. CV signale aussi que l'État peut difficilement, dans le seul but de reloger un agriculteur, acheter des parcelles ailleurs dans le périmètre du projet, car il ne bénéficie pas du statut d'utilité publique pour ces parcelles. »^[d-129]

Ces désaccords sur le prix de vente des terrains avaient des conséquences importantes sur l'avancement du projet. La question de la valeur du terrain ne se limitait pas uniquement à celle du prix du marché et des éventuelles compensations, mais aussi à ce que ce terrain représentait en terme d'activité et de revenu à long terme, mais également en terme de valeur patrimoniale et identitaire. De plus, les agriculteurs souhaitaient savoir comment les recettes seraient fiscalisées.

Au début des années 2000, le prix de vente du terrain en zone agricole dans la région était d'environ CHF 2/m², ce qui était bien inférieur aux prix que pouvaient atteindre des terres du même type classées en zone de villa (jusqu'à CHF 600/m² pour les mieux situées). Ce prix, particulièrement bas, n'a que très peu varié depuis et s'explique en grande partie par la législation cantonale sur l'aménagement du territoire et sur l'agriculture, dont l'objectif politique est de maintenir la moitié du territoire cantonal genevois en zone rurale. Ces prix, régulés par l'État, évitent la spéculation qui amènerait les agriculteurs à vendre au mieux offrant. La réalisation du projet de renaturation de la Seymaz n'entraînant pas de changement d'affectation en termes de zone, le terrain devait être acheté au tarif agricole. Afin de rendre plus acceptable aux propriétaires la vente de leur terrain, le Comité de Pilotage avait proposé un premier prix de CHF 4/m² ainsi que CHF 2/m² pour indemnité de perte d'exploitation touchés aussi bien par les exploitants propriétaires que par les fermiers^[d-116]. Comme indiqué ci-dessus dans les propos de GD rapporté dans le PV du 8 août 2000 du Comité de pilotage, ce prix a été jugé trop bas par les agriculteurs^[d-123]. Cependant, GD relevait également qu'il n'y avait pas d'opposition de principe sur ces questions.

Une autre question qui se posait était celle de la surface à vendre. Les premiers travaux concernant l'avant-projet de renaturation du tronçon Chambet-Touvière avançaient des surfaces de près de 40 ha nécessaires pour la gestion des eaux. Ces surfaces semblaient trop importantes pour les agriculteurs. Toutefois, l'ensemble des terrains nécessaires pour la gestion des eaux ne rentrait pas dans l'espace cours d'eau. Afin de débloquer la situation le chef du SFPNP proposait, lors de la séance Charte Seymaz du 30 octobre 2000^[d-129], de calculer précisément les zones nécessaires à la gestion des eaux qui sortiraient de la surface agricole utile (SAU). Seules ces surfaces

devraient être achetées par l'État. Pour les surfaces restant dans la SAU, les propriétaires seraient libres de vendre ou de garder leurs parcelles et dans ce dernier cas, passer des contrats de prestation avec l'État pour l'entretien et pour l'aspect agro-écologique. Ce dernier aspect était perçu positivement par les agriculteurs qui avaient exprimés plusieurs fois leur souhait d'être impliqués dans l'entretien des parcelles. Toutefois la question du prix était encore à régler.

Dans le PV du Comité de pilotage du 12 janvier 2001, on pouvait lire :

« Concernant le prix à appliquer, JPV indique qu'une somme de 6 FS/m² (au lieu de 4 précédemment établie) pour le propriétaire serait de nature 'à débloquer la situation. Les membres du comité valident ce prix. Les montants suivants sont finalement adoptés par le Comité de pilotage :

Propriétaire : 6 FS / m².

Exploitant : 2 FS / m² d'indemnité pour perte d'exploitation, versés en une seule fois ou étalés sur 7 années.

Fonds agrorégional : 1 FS / m² acheté par l'État.

Par conséquent, Un agriculteur propriétaire-exploitant touchera 8 FS/ m² pour chaque m² acquis par l'État, ce qui correspond au maximum du prix licite en application (éventuelle) de la LDFR [n.d.a. :Loi sur le droit foncier et rural]. »^[d-138]

Le prix de CHF 8, bien que toujours décrié comme trop bas, semblait acceptable pour les agriculteurs propriétaires exploitants. L'indemnité de perte d'exploitation pouvant être étalée sur 7 ans, elle n'aurait pas le même impact fiscal en gonflant excessivement les revenus sur une année. Enfin, l'État s'engageait à créer un fonds destiné à la promotion de l'agriculture régionale. Pour chaque m² acheté, il verserait un franc dans ce fond géré par les agriculteurs de la région. Les produits de ce fonds pourraient être destinés à des investissements permettant l'amélioration des conditions de production ou à la promotion des produits de la région.

Si ces mesures devaient encore obtenir l'accord individuel de chaque propriétaire concerné, elles semblaient, d'une manière générale, acceptées par les différents acteurs. Comme nous le verrons par la suite elles ne constituaient pas un règlement définitif de la question foncière, mais permettaient d'entrer en matière, de discuter des autres aspects du projet et de pouvoir proposer une première évaluation des coûts dans le cadre de l'avant-projet.

Le travail dans le cadre de la Charte Seymaz : l'exemple de Rouëlbeau

Comme nous l'avons indiqué au chapitre 5, la première loi de renaturation de la Seymaz avait pour principal objectif la réalisation des premières études pour le projet global et le dépôt d'un avant-projet pour le secteur Chambet-Touvière. Mais elle prévoyait également la réalisation de travaux dans le secteur de Rouëlbeau, aux sources de la Seymaz (cf. carte annexe 2). Ces premiers travaux, réalisés principalement sur une parcelle propriété de l'État, devaient permettre de lancer le processus et servir de vitrine avant le dépôt d'un second projet de loi. Leur réalisation

était initialement prévue pour juillet 1999, soit tout juste huit mois après le vote de la loi. Les premières discussions concernant cette partie du projet avaient déjà débuté avant le vote de la loi et devaient se poursuivre dès la mise en place de la Charte. Si nous avons dans les sections précédentes de ce chapitre mis l'accent sur l'échec du projet d'amélioration foncière et les difficultés liées aux négociations sur l'acquisition des terrains, ce n'est pas pour autant que la renaturation de la Seymaz dans son ensemble stagnait. D'une part, bien que ceux-ci ne soient pas liés au projet de loi, les travaux sur la parcelle des Prés-de-l'Oie, entrepris dans le cadre des mesures de compensation relatives à l'opération Reuters (cf. chapitre 5) ont été réalisés dans le courant de l'année 1999. Ceux-ci concernaient essentiellement la remise à l'air libre d'une partie du Chambotton et la réalisation d'un bassin de rétention. D'autre part, les discussions portant sur les travaux de Rouëlbeau allaient se poursuivre dès les premières réunions de la Charte.

Cet exemple du projet de Rouëlbeau est intéressant dans la mesure où il nous permet de voir comment s'est déroulée la coopération entre les différents acteurs impliqués dans la prise de décision dans la foulée du vote du Grand conseil et en partie avant que l'échec du remaniement parcellaire et la discussion autour des questions foncières fasse surgir quelques tensions. De plus les parcelles concernées n'étaient pas propriété des agriculteurs qui les exploitaient (voir ill. 9 ci-dessus).

C'est au lieu-dit de Rouëlbeau que la Seymaz prend sa source. En effet, dans cette ancienne région marécageuse, les terrains forment une légère dépression et les eaux de pluie ainsi qu'un réseau de drainage mis en place lors de l'assèchement des marais convergent pour donner naissance à la Seymaz, juste devant les ruines du château de Rouëlbeau. Entre le château et la route de Meinier, la Seymaz avait été recouverte. Cette parcelle étant propriété de l'État et parce que les rendements y étaient en baisse en raison de l'affaissement des sols, une remise à ciel ouvert et un élargissement du lit de la Seymaz y a été décidé. Cela permettait également de réguler le niveau de l'eau en aval et éviter les crues fréquentes le long de la Touvière en période de fortes pluies (ill. 12). Dans la première présentation du PL 7852, la remise à ciel ouvert de la parcelle de Rouëlbeau était indiquée comme faisant partie du volet nature du projet de renaturation de la Seymaz^[d-44]. Le projet prévoyait :

- La remise à ciel ouvert du tuyau et la création d'un réseau de mares dans la partie centrale la dépression. Le lit serait creusé sur une largeur d'environ 70m et une longueur de 400m. Ce creusement permettrait d'augmenter la capacité de rétention en cas de crue. Un dispositif de régulation placé avant la route de Meinier gérerait la hauteur d'eau dans la cuvette et les débits entrant dans la Touvière.
- À partir du centre de la parcelle créer un milieu humide « digne d'intérêt » et l'étendre à partir du centre de la dépression en un zonage en fonction du degré d'humidité avec un bas-marais, un pré à litière, une prairie extensive humide et une prairie extensive mésophile, c'est-à-dire semi-humide.
- Mises à part les eaux permanentes, ses surfaces seraient maintenues dans la SAU et nécessiteraient un entretien suivi afin de conserver leur diversité. Elles bénéficieraient donc de subventions fédérales et cantonales.

Une renaturation en béton !

- Une limitation des intrants dans les parcelles autour du projet serait indispensable.

Illustration 12 Inondation le long de la Touvière



Photo : Projet Seymaz

Cette première description du projet se basait sur l'étude GEOS sur les possibilités d'aménagement de la Seymaz réalisée en 1996^[d-28]. Le mandat de réalisation de cette partie du projet, était d'ailleurs confié à cette même entreprise^[d-87]. Les premières orientations de ce projet, mentionnées ci-dessus, si elles n'étaient pas remises en causes étaient toutefois critiquées par certains services de l'État. Ainsi dans le PV de la réunion du Comité de pilotage du 30 mars 1999, les services responsables de l'écologie de l'eau et ceux de protection de la nature indiquaient que les dimensions biologiques n'étaient pas suffisamment prises en compte^[d-69]. Elles estimaient notamment que les possibilités de retour aux marais n'avaient pas été explorées. Il leur était répondu que cela s'expliquait par l'abandon de cette option de retour aux marais dans le PL.

Le principe de remise à ciel ouvert de la Seymaz à Rouëlbeau avait été accepté par le monde agricole notamment en raison du fort taux d'humidité de ces terrains et de son aspect positif sur les crues en aval. Toutefois, ceux-ci craignaient que ce projet provoque un refroidissement général des températures dans la zone avec un risque accru de gel sur les vignes et les arbres fruitiers proches. Une expertise indépendante

supplémentaire sur l'impact climatique du projet avait été demandée par les milieux agricoles en novembre 1998. Lors de la première réunion de la Charte Seymaz le 15 mars 1999, AW annonçait que cette expertise supplémentaire avait été accordée et qu'elle serait réalisée par l'École polytechnique fédérale de Lausanne. Les résultats de cette expertise indiquaient que :

« la remise à l'air libre de la Seymaz, sur ce tronçon de 400 mètres, va réduire les risques de gel dans les environs, alors qu'il engendrera un réchauffement plus lent des alentours, de quelques jours, comme par exemple, au printemps. »^[d-67]

Ces résultats jugés favorables pour le projet étaient communiqués lors de la deuxième réunion de la Charte le 21 avril 1999 et obtenaient l'accord des acteurs agricoles pour la poursuite des travaux^[d-72].

Les travaux de remise à ciel ouvert tels qu'initialement conçus devaient, selon les premières estimations du mandataire, dégager environ 15'000 m³ de terres à évacuer ou éventuellement à réutiliser sur place pour des remblais, dans le cas de la terre végétale. Dans le cadre des réunions de la Charte certains agriculteurs s'interrogeaient sur l'opportunité de réaliser des excavations aussi importantes. Il leur était répondu que la création d'une zone humide figurait dans la loi^[d-80]. Toutefois, dans le courant de l'automne 1999, alors que les travaux devaient débuter, des mesures plus précises réalisées par le mandataire montraient que celui-ci avait mésestimé le volume de matériel à excaver^[d-96 ; d-104]. Celui-ci n'était pas de 15'000, mais de 45'000m³. Évacuer cette terre aurait nécessité le passage d'un camion toutes les 5 minutes pendant trois mois. Cette solution était jugée inacceptable par l'ensemble des acteurs et l'exécution du projet se trouvait donc repoussée à l'an 2000, des études supplémentaires étant nécessaires.

Suite à cette erreur, le Comité de pilotage demandait à Ecotec, le bureau coordinateur chargé d'élaborer l'avant-projet de renaturation Chambet-Touvière de se pencher sur le projet de Rouëlbeau et de voir comment celui-ci pouvait être optimisé mais également renforcer la cohérence avec le reste du projet^[d-104]. Ce rapport d'Ecotec se penchait tout particulièrement sur les questions de végétation et préconisait un abandon des plantations prévues autour de la zone humide une fois les travaux réalisés, au profit d'une reconquête – plus lente – par les espèces locales. Cette mesure permettait d'économiser près de CHF 250'000 de plantations. Dans le PV de sa réunion du 14 septembre 1999, le Comité de pilotage relevait que cette mesure :

« devrait nous permettre d'atteindre l'équilibre financier du projet, ainsi qu'une certaine cohérence et crédibilité dans notre entreprise de renaturation. Comment justifier en effet une dépense de près de 250'000 francs de plantations dans un projet de renaturation sans se faire, à juste titre, critiquer? »^[d-93]

Parallèlement à cette décision, le bureau GEOS mandataire du projet de Rouëlbeau proposait comme alternative à l'évacuation de la terre un stockage sur place en créant une butte de 3,5 mètres de hauteur pour une largeur de 150 m. Cette solution présentée le 4 octobre 1999 aux partenaires de la Charte Seymaz était refusée par l'ensemble des partenaires de la Charte, ainsi que les communes ^[d-96 ; d-104]. La raison

principale était l'atteinte que cela aurait constitué dans le paysage. De plus la Commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS) qui devait se prononcer sur l'ouvrage avait émis un avis défavorable sur la question ^[d-104], empêchant sa construction

Afin de résoudre ce problème, des variantes étaient développées par le SLCE pour optimiser le projet. Ces études préconisaient le creusement d'un canal central. Un mandat supplémentaire pour Rouëlbeau était donné au bureau Ecotec en partenariat avec le Collectif d'architectes. En s'appuyant sur une démarche paysagère et historique, ceux-ci proposaient également de creuser le chenal central et tenter de retrouver l'emplacement des chenaux latéraux, pour aussi les remettre à ciel ouvert, afin de s'approcher d'une gestion des eaux telle que « *pratiquée par les anciens* »^[d-105]. Cette solution soulevait des questions sur la manière dont le niveau de l'eau serait géré afin de maintenir une surface humide suffisante pour atteindre les objectifs écologiques, sans pour autant faire sortir plus de terres agricoles que prévu de la SAU. Afin de répondre à ces questions, le fonctionnement de la vanne avant le passage sous la route de Meinier devrait être défini de manière précise ainsi que les cotes auxquelles s'élèverait le niveau de l'eau. La solution présentée par Ecotec et le Collectif d'architectes avait également l'avantage de ramener le volume des excavations à 18'000m³. Elle était acceptée par le Comité de pilotage mais également par les partenaires de la Charte Seymaz^[d-105, d-108].

Les travaux en vue de la création de la zone humide de Rouëlbeau allaient finalement débuter au mois de juillet 2000 avec un retard d'un an sur le calendrier initialement prévu. Pour effectuer ces travaux, des véhicules de chantiers particuliers avaient été engagés, notamment des engins à chenilles plus larges, afin d'éviter de compacter la terre sur les parcelles agricoles avoisinantes^[d-121]. Cette demande émanait du monde agricole afin de ne pas dégrader la qualité des terrains en compressant la terre sous les points de passage des engins de chantier. De plus, les agriculteurs avaient également obtenu l'engagement d'un expert chargé de superviser le décapage et le transport des couches de terre végétale réutilisable. Leur inquiétude était que de la terre impropre aux cultures s'y mélange et que les remblayages effectués avec ces terres dégradent encore plus le rendement des terrains^[d-114].

La réalisation de la zone humide de Rouëlbeau était achevée à l'automne 2000. Les choix du Comité de pilotage de ne pas effectuer d'ensemencement allaient donner au site une image « *lunaire* » pour reprendre les termes du chef du Service de la renaturation^[e-5]. L'état du site avec une végétation basse sur quelques années, allait entraîner certaines critiques, notamment sur l'aspect paysager du projet. D'autres, en revanche, soulignaient le rôle positif de cet aménagement sur les crues. Malgré des discussions et des désaccords sur des aspects particuliers, la réalisation de la zone humide de Rouëlbeau montrait que la renaturation de la Seymaz avançait et que les discussions tant au sein des réunions du Comité de pilotage que de la Charte Seymaz n'entraînaient pas de blocage majeur.

L'élaboration de l'avant-projet

Parallèlement aux travaux à Rouëlbeau, les acteurs impliqués dans la prise de décision dans le cadre de la renaturation de la Seymaz avaient également pour tâche de participer au développement de l'avant-projet de renaturation global. Celui-ci devait répondre aux exigences formulées dans la loi de renaturation de la Seymaz. En raison du renoncement au remaniement parcellaire, nous avons vu qu'une pression supplémentaire était apparue sur l'élaboration de l'avant-projet, à savoir que celui-ci devait être à un stade avancé afin de pouvoir entrer en matière sur les acquisitions foncières.

Comme nous l'avons vu au chapitre 5, les milieux agricoles avaient souhaité et obtenu que la question de la renaturation soit liée à celle de la gestion des eaux. Cette exigence avait été motivée par la volonté de régler les problèmes auxquels ils étaient confrontés dans la région : crues fréquentes avec des flaques stagnantes dans les champs et engorgement des collecteurs de drainages empêchant une évacuation efficace des eaux. Un accord passé stipulait qu'une fois la gestion des eaux réalisée, les agriculteurs du bassin de la Seymaz se verraient accorder une liberté de drainage, c'est-à-dire une liberté dans leurs apports d'eaux au cours d'eau, liberté qui était alors restreinte à des drains permettant d'évacuer au maximum 2l/s afin de ne pas accentuer les risques de crue en aval [t-5].

Dès le lancement du projet de renaturation, un mandat fut confié à l'EPFL afin de fournir une première analyse hydraulique du bassin de la Seymaz et développer un concept de gestion quantitative des eaux^[d-68]. Cette étude était initialement prévue pour la fin de l'année 1999 et devait permettre d'optimiser le projet afin de régler les problèmes de crues de la Seymaz. En optimisant l'écoulement, la gestion aurait permis l'autorisation de la liberté de drainage aux agriculteurs du bassin. Un premier rapport partiel n'a cependant pu être fourni par l'EPFL qu'en janvier 2000 et l'étude finale au début du printemps, entraînant un retard de l'ensemble du projet^[d-104]. Les mandataires ne pouvaient pas commencer à travailler sur les emprises nécessaires. La fin du mandat d'étude pour juin 2000, telle qu'initialement prévue, devenait impossible, tout comme le dépôt du projet de loi pour la réalisation du tronçon Chambet-Touvière pour la fin de la même année. À partir de ses analyses, l'EPFL envisageait trois scénarios possibles pour la gestion des eaux.

- Un premier scénario consistait à supprimer la rétention à Sionnet. Il s'en suivait une forte répercussion des dangers à l'aval et une gestion des crues à réaliser sur l'ensemble du linéaire. Cette solution théorique était écartée.
- Un deuxième scénario prévoyait un débit maximum de 17 m³/s à Pont Bochet, ce qui impliquait des inondations annuelles à Sionnet pour obtenir un stockage de 900'000 m³ d'eau,
- Le troisième scénario maintenait le débit maximum à Pont Bochet à 17 m³/s, mais prévoyait un stockage fractionné sur les zones de Sionnet, Touvière et le Nant du Paradis, celui-ci étant l'affluent amenant le plus d'eau à la Seymaz en période de crue. Toutefois, cette solution entraînait l'inondation de bonnes terres agricoles dans des zones jusqu'alors sans problèmes de crue. Elle était donc également rejetée par les membres du Comité de pilotage.

- Le quatrième scénario se basait également sur une retenue factionnée, mais cette fois à Sionnet, Touvière et sur le domaine de Belle Idée. Cette dernière variante demandait d'importantes excavations avec une question sur le coût et les dérangements provoqués par les évacuations.^[d-113]

À sa réunion du 10 avril 2000, le Comité de pilotage décidait de suivre le deuxième scénario avec une rétention exclusive des eaux à Sionnet et des débits entre 17 et 20 m³/s à Pont Bochet en fonction des zones à risque à l'aval^[d-113]. Trois mois plus tard, le Comité de Pilotage se penchait plus précisément sur les cartes d'inondations induites par les variantes de la solution retenue. Trois premières variantes proposaient de ramener respectivement le débit de la Seymaz à 17, 18 ou 19 m³/s au Pont Bochet par des élargissements et surtout des rétentions. Une quatrième proposait un débit au Pont Bochet de 17m³/s, mais avec une vanne mobile pour réguler le niveau de rétention. Le PV de la séance du Comité de Pilotage du 13 juin 2000 indique dès la première mention des variantes proposées que « *Le SLCE a écarté la variante vanne mobile, jugée comme très artificielle et difficile à entretenir* »^[d-117] (Souligné par nous). La discussion, s'engageait donc sur les variantes sans vannes.

Tableau 4 *Tableau récapitulatif des volumes d'eau retenue et des surfaces inondées en fonction du débit maximum retenu à Pont Bochet*

		Env. 21m ³ /s Situation en 2000	19m ³ /s	18m ³ /s	17m ³ /s
Crue annuelle	Surface (ha)	4	13	15	26
	Volume (m ³)	9000	42000	60000	158000
Crue décennale	Surface (ha)	17	35	40	50
	Volume (m ³)	78000	268000	344000	518000
Crue centennale	Surface (ha)	33	54	60	66
	Volume (m ³)	262000	613000	765000	924000

Source : DIAEE (2001). Renaturation de la Seymaz et de ses affluents. Résumé des conditions cadre. Situation au 19 février 2001.

Le SLCE indiquait que la variante à 17 m³/s de débit au Pont Bochet permettait de remplir au maximum les objectifs de sécurité, ce à quoi le AW, le responsable de la Cellule renaturation répondait :

« *La loi nous donne globalement mandat de renaturer la Seymaz et ses affluents et d'améliorer l'évacuation des eaux de drainages des terres agricoles (...); par contre, elle ne nous donne pas mandat d'obtenir une carte des dangers à l'aval tout en jaune. Il s'agit là d'un objectif secondaire, certes légitime, qui ne doit cependant pas nous conduire à inonder des surfaces de zone agricole démesurées.* » ^[d-117]

La principale différence induite par les trois variantes était en effet la fréquence des inondations et la surface de terres agricoles qu'elles touchaient. Dès cette séance, le chef du Service de l'agriculture et celui du SFPNP indiquaient que les surfaces

inondées seraient inacceptables pour les agriculteurs^[d-117]. La superficie de terres inondées avec le scénario à 17m³/s était multipliée par plus de 6 pour les crues annuelles et par 3 pour les crues décennales par rapport à la situation de 2000 (tab. 4).

Seul le SLCE souhaitait poursuivre l'étude de la solution à 17m³/s. Pour JPV et GM, la solution consistant à limiter le débit maximum à Pont Bochet à 19m³/s était la seule qui paraissait pouvoir constituer un compromis acceptable pour le monde agricole. Elle impliquait des mesures ponctuelles pour sécuriser les rares bâtiments demeurant en zone de danger moyen^[d-117 ; d-141]. Lors de la réunion du Comité de pilotage du 19 juin, le choix de l'administration était communiqué aux mandataires :

« Le bureau coordinateur est informé que le Comité de pilotage juge excessif les inondations (surfaces totales, fréquence, durée) envisagées dans les scénarios 17 m³/s et 18 m³/s à Pont Bochet (...). À partir de ces indications du Comité de pilotage, CM doit donc travailler ces prochaines semaines pour reprendre la découpe des parcelles inondées ou non. Ce travail se basera sur les cartes d'inondations à Sionnet établies selon les scénarios d'inondations estimés pour des débits supérieurs ou égaux à 19 m³/s »^[d-118].

Le lendemain 20 juin 2000, ce choix était également présenté aux différents partenaires de la Charte Seymaz. Après avoir rappelé les différentes variantes, les représentants de l'État indiquaient que celles à 17 et 18m³/s étaient jugées « excessives sur le plan des surfaces agricoles régulièrement inondées; elles sont donc écartées »^[d-120]. Le PV de cette séance ne mentionne aucune réaction négative, ni réserve de la part des représentants du monde agricole quant à la solution retenue, ce qui semble indiquée qu'elle était acceptable, du moins à première vue, ce qui nous a été confirmé lors de plusieurs entretiens^[e-15 ; e-21 ; e-25]. La représentante du WWF, mais aussi le représentant du bureau coordinateur des mandataires, indiquaient qu'ils souhaitaient que le projet ne s'arrête pas aux seuls aspects hydrauliques et que le volet biologique soit enfin pris en compte, ^[d-120].

Toutefois, en septembre 2000, lors de la présentation du rapport final du bureau chargé du volet « hydrologie, » c'était uniquement le scénario d'une limitation de débit à 17m³/s obtenue par un ouvrage de rétention qui est mentionné dans les discussions rapportées dans le PV^[d-124 ; d-127]. Deux variantes semblaient se dégager à partir de cette réunion :

- Variante A : Débit limite de 17 m³/s à Pont Bochet, une surface d'inondation tous les 10 ans de 50 hectares pour l'agriculture à Sionnet. La liberté de drainage ne peut pas être obtenue.
- Variante B : Rien n'est construit à Sionnet pour réguler les débits (ni ouvrage de sortie, ni diguettes). Réalisation d'ouvrages de confinement à l'aval pour CHF 700'000. Maintien des limitations de débit de drainages pour tout le monde dans le bassin versant.

Les positions des responsables de l'administration ne semblaient pas avoir évoluées par rapport à précédemment et les mêmes arguments étaient repris.

« FH [SLCE]: doute que la solution consistant à inonder 50 hectares à Sionnet soit une bombe, comme précédemment affirmé. De plus, il s'agit de

relativiser ces 50 hectares par rapport aux 3000 hectares agricoles de la région, qui pourraient être mieux drainés. Il pense que la variante 17 m³/s avec une retenue à Sionnet permettrait quand même de tamponner les crues et de diminuer les contraintes actuelles sur les drainages. »^[d-127]

« JPV [Service de l'agriculture] est partisan de cette variante B, la seule politiquement et économiquement acceptable dans le contexte actuel. Il remarque que cette option avait été évoquée en janvier 1998 déjà, alors que nous n'avions pas tous les éléments pour décider! »^[d-127]

« GM [SFPNP] pense que la priorité dans ce projet, c'est la renaturation de la Seymaz. Avec le monde agricole, nous devons reconstruire notre climat de confiance, et la variante à 17 m³/s ne permet pas d'atteindre cet objectif. Par conséquent, GM retient la variante B. »^[d-127]

« Pour la cellule Paysage, ACR est d'avis qu'il faut trouver la solution la moins arbitraire pour le monde agricole. Actuellement, les paysans de la région pensent encore que l'administration est en train de « magouiller » quelque chose avec son projet Seymaz, car ils ne voient toujours rien venir. »^[d-127]

« AW [Cellule renaturation] est également favorable à la variante [B]¹⁰² qui maintient l'outil de travail des agriculteurs, à savoir les terres. La variante [A], qui présente certes plusieurs avantages, devrait encore être développée pour intégrer des objectifs biologiques qui manquent aujourd'hui, comme l'a relevé GM. Cette variante [A], nécessitant donc de nouvelles études, lui paraît avant tout politiquement irréaliste dans le contexte actuel. »^[d-127]

Conformément à ces déclarations, le PV indiquait une prise de position finale :

« Après 3 heures et demi de discussions nourries et dépassionnées le Comité de pilotage Seymaz à sa majorité claire prend les décisions suivantes :

→ Il est renoncé à réaliser un ouvrage de retenue des eaux à Sionnet, ainsi que d'autres ouvrages plus modestes dans le périmètre, comme des diguettes.

→ Les contraintes sur les drainages seront maintenues dans ce secteur, comme du reste sur l'ensemble du bassin versant de la Seymaz.

→ La priorité du projet reste la renaturation de la Seymaz dans le couloir minimum de 30 mètres retenu par la Loi. »^[d-127]

Jusqu'à la fin octobre 2000, les PV des réunions du Comité de pilotage ne font plus état de discussions vives autour des questions d'hydrologie. Le lancement d'une étude sur le soutien d'étiage, c'est-à-dire la possibilité de réaliser des retenues pour assurer l'écoulement en période de basses eaux est mentionné, en précisant son caractère non contraignant^[d-129]. À la réunion Charte Seymaz du 30 octobre 2000, la question de l'hydrologie est limitée à l'explication de l'abandon de la liberté de drainer. Au cours de cette réunion, on discuta principalement des cheminements. Les représentants du monde agricole plaidaient pour un maintien d'accès suffisant aux

¹⁰² n.d.a. Au regard des arguments donnés par AW, il semble évident que les lettres A et B dans sa prise de position sont interverties dans le PV.

parcelles afin qu'ils n'aient pas de nombreux détours à faire. Les représentants des associations écologistes, quant à eux, souhaitent au contraire une réduction du nombre de chemins pour permettre à la faune de disposer de surfaces-refuge plus vastes. Le PV de la séance évoque une certaine ouverture quant aux possibilités de satisfaire toutes les demandes, ainsi qu'une ouverture aux dialogues des différentes parties ^[d-129].

Pourtant, lors de la séance Charte Seymaz du 11 décembre 2000, les représentants du Comité de pilotage annonçaient que les solutions envisagées pour l'avant-projet se basaient sur un scénario avec débit de 17m³/s à Pont Bochet. JR, représentant les agriculteurs du bassin de la Seymaz répondait que ce scénario serait refusé par le monde agricole. Les représentants de l'administration justifiaient cette décision par le fait que le scénario à 19 m³/s nécessitait des berges trop abruptes, difficiles à maintenir. De plus, l'érosion en aval ne serait pas réduite. Les agriculteurs opposaient à cela les surfaces trop vastes de terres agricoles prises pour les excavations ainsi que les surfaces inondées ^[d-134].

Au mois de février 2001, l'envoi aux partenaires d'une première étude *Renaturation de la Seymaz et de ses affluents*^[d-141] résumant les conditions cadre pour le projet, confirmait le choix du scénario à 17m³/s puisqu'il ne mentionnait plus les autres possibilités. Ce rapport rédigé par le bureau coordinateur des mandataires synthétisait les options retenues :

- Une rétention unique à Sionnet avec un confinement de la crue décennale sur des parcelles représentant une surface de 37 ha de terres agricoles, dont 19 ha exploités intensivement.
- Décanalisation du cours d'eau, avec maintien du même débit. Cette décanalisation devait dégager 100'000 m³ de terres.
- Remblayage des terrains situés à l'extérieur du périmètre de confinement de la crue décennale pour leur faire atteindre une cote de 428,75 m d'altitude, voire plus si les volumes excavés le permettaient.
- Maintien d'une zone centrale en permanence en eau à Sionnet à une cote de 426,8 m afin de tamponner les petites crues et remplir un rôle biologique.

Ces solutions présentées lors de la séance Charte Seymaz du 19 février 2001 suscitèrent, comme cela avait été attendu par le Comité de pilotage lors de sa séance du 16 février 2001, de vives oppositions de la part des représentants du monde agricole. Ceux-ci s'estimaient lésés par les choix de l'administration. Cette dernière leur expliquait que les emprises ne changeaient pas entre les divers scénarios. Enfin, afin de justifier les contraintes imposées par ces mesures:

« AW rappelle que la demande d'une prise en compte de la gestion des eaux émane du monde agricole sous forme d'amendement à la Loi Seymaz proposé par la CGA; il explique que le projet de gestion des eaux a été optimisé au maximum afin de limiter l'impact pour les exploitations. Le principal sacrifice à faire sur le plan agricole consiste essentiellement en une perte de la liberté d'exploitation sur une partie des parcelles de Sionnet. »^[d-142]

Cette question de limitation des débits allait également susciter une certaine suspicion du côté des représentants écologistes à la Charte Seymaz. En effet, ceux-ci

se demandaient si la volonté de réaliser une gestion maximale à Sionnet n'avait pas pour arrière-pensée de permettre une urbanisation plus forte à proximité du cours d'eau dans le bassin aval de la Seymaz. L'une des représentantes, SL indiquait :

« que le WWF est inquiet du grignotage de la zone agricole dans l'ensemble du canton. Les protecteurs de la nature aimeraient mieux que l'on renature au détriment de la zone habitable plutôt que de la zone agricole. »^[d-142]

Malgré une hausse de la tension, perceptible à la lecture des PV de séance et qui nous a été confirmée lors des entretiens avec plusieurs intervenants^[e-21 ; e-25 ; e-31 ; e-32], cela n'a pas mené à un blocage des négociations. À cette séance du 19 février 2001, les représentants du monde agricole demandaient un complément d'information et un contact direct avec les auteurs de l'étude hydrologique afin de comprendre leurs orientations. De plus, le mandataire responsable du volet agricole indiquait que les premiers contacts individuels étaient plutôt positifs ^[d-142].

Les séances Charte Seymaz suivantes, en avril et juin 2001, montraient que la tension était certes retombée, mais qu'elle n'avait pas encore disparu. En effet, JR mentionnait à la séance du 23 avril 2001 que :

« les agriculteurs ne sont pas convaincus de la nécessité de faire passer un tel débit et se demandent s'il n'y a pas un lien avec l'intensification des constructions dans la région de Mon Idée. »^[d-149]

Cela n'empêchait pas l'avancement des travaux des mandataires, que ce soit l'étude d'impact globale ou la préparation de l'avant-projet. Alors que l'option des 17m³/s semblait acceptée, même passivement, par le monde agricole, le Comité de pilotage décidait de préparer le second projet de loi Seymaz, destiné à ouvrir des crédits pour la réalisation des travaux sur la zone Chambet-Touvière^[d-155]. Ce projet de loi PL 8522 était déposé devant les députés genevois le 28 juin 2001 et renvoyé en commission afin d'y être étudié. Il demandait un crédit de CHF 9'937'210 pour la réalisation du tronçon Chambet-Touvière. Lors des consultations en commission, la CGA obtint l'ajout d'un amendement, avec l'approbation de l'État, indiquant que la structure de gestion pour les questions d'entretien devrait émaner du monde agricole avec association des services de l'État et des communes^[d-163]. Après révision, la commission du Grand Conseil chargée d'étudier le projet de loi et regroupant deux libéraux, deux démocrates chrétiens, deux verts, un socialiste et deux membres de l'Alliance de Gauche accepta le texte à l'unanimité^[d-163]. Il était voté sans débat particulier le 28 avril 2002. Ce retard dans le dépôt, puis dans le vote de la loi repoussait la réalisation à 2003, alors qu'elle était initialement prévue pour 2001.

Le dépôt du projet de loi en juin 2001, ne fixait pas pour autant les contours définitifs du projet. Celui-ci devait encore être affiné puis validé par le Comité de pilotage et les partenaires de la Charte. La période allant de juin 2001 à juin 2002 fut donc essentiellement consacrée à l'optimisation du projet. Sur le plan de l'hydrologie, l'une des principales questions était toujours celle du soutien d'étiage. Le PV de la séance du Comité de pilotage du 18 juin 2001 indique la remise d'un rapport rédigé par le mandataire responsable du volet hydrologique stipulant que « le soutien d'étiage est tout à fait possible dans le cadre du projet Seymaz »^[d-153]. Pour cela il faudrait stocker

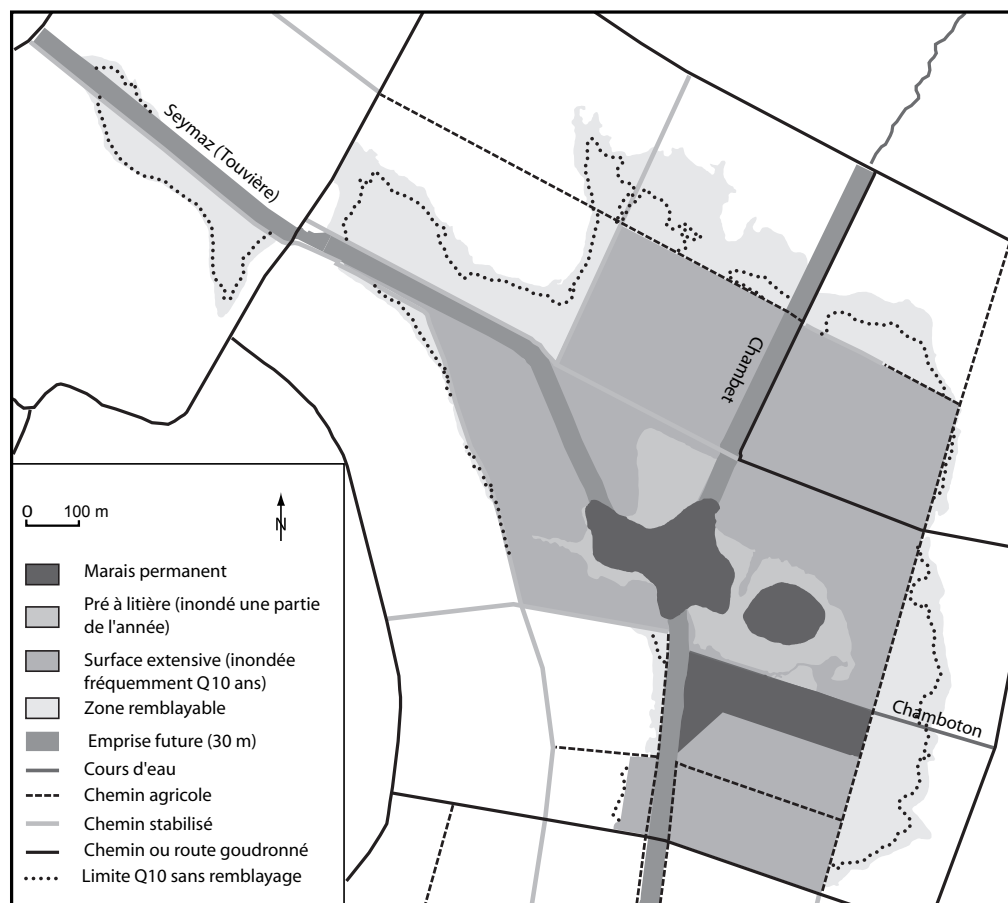
environ 80'000 m³ d'eau qui seraient relâchés progressivement de début juillet à fin août. Au cours de la réunion suivante du Comité de pilotage, le 17 septembre 2001, le mandataire responsable du volet agricole indiquait que le soutien d'étiage ferait sortir de manière définitive 14 ha de terres de la SAU, soit près du triple des 5 ha prévus dans la loi. Le Comité de Pilotage décidait donc de ne pas mettre en place le soutien d'étiage à court ou moyen terme afin de ne pas se mettre à dos définitivement le monde agricole, tout en inscrivant son principe dans la gestion des eaux^[d-160].

En raison des incertitudes sur l'effet du confinement des crues et la création d'un bassin sur les drainages (en particulier des remontées d'eau dues aux remous) et des inquiétudes évoquées par les représentants du monde agricole sur ces questions, des approfondissements d'études avaient été effectués par les mandataires responsables du volet agricole et ceux responsables du volet hydrologique. Suite aux incertitudes sur la situation et aux craintes des agriculteurs, la gestion des eaux avait été adaptée. L'ouvrage de retenue des eaux situé au Pont de la Motte se verrait ajouter un second orifice permettant d'évacuer l'eau lors de crues décennales, lorsque le niveau atteindrait la cote 428 m et non 428,5 m comme cela avait été initialement évoqué. Les terrains bordant la « piscine, » pour reprendre le nom donné à l'espace de confinement par les partenaires du projet, se verraient rehausser jusqu'à la cote 429 m. Ceci devait permettre aux drains de ne pas se retrouver gorgés d'eau lors de crues. Toutefois, il fallait encore trouver une solution pour pallier le manque de terre, les excavations ne permettant probablement pas de disposer de matériel suffisant pour remblayer jusqu'à cette cote^[d-160].

Les premiers profils du cours d'eau avaient pu être présentés aux membres de la Charte Seymaz dès le mois de juin 2001^[d-152]. Suite à cela, le Comité de pilotage avait demandé aux mandataires de continuer leur travail en tenant compte des éventuelles remarques des différents représentants des services, notamment ceux chargés de l'entretien afin que la végétation ou les pentes ne posent pas problème^[d-153]. Le projet prenant forme, le rapport d'enquête préliminaire (REP), première étape pour l'étude d'impact sur l'environnement (EIE), était lancé au début de l'année 2002 et remis en mai 2002. En juin 2002, la version finale de l'avant-projet global était présentée aux partenaires de la Charte Seymaz. Le coût du projet global (y compris les crédits engagés par la première loi) était estimé à environ CHF 37 millions (contre près de 80 millions prévus dans la première version). Le projet était découpé en trois phases de travaux : Chambet-Touvière (2,5 km y compris les affluents ; CHF 9,5 millions), Jonction Chambet-Touvière jusqu'au Pont Rouge (CHF 11,5 millions) et Pont Rouge-Pont Bochet (CHF 10,5 millions)^[d-183 ; d-185].

Pour le suivi de la réalisation des travaux de cette première étape des travaux de renaturation, un Groupe de projet Chambet-Touvière, était créé au sein de l'administration. Il regroupait du personnel de services de l'État en charge de suivre les aspects techniques du projet pour l'administration, de communiquer avec les mandataires et de valider les options techniques retenues, afin que celles-ci soient en conformité avec les orientations du Comité de Pilotage. Il s'agit de personnels du SLCE et du service d'hydrobiologie ainsi que d'un membre du service de l'administration.

Illustration 13 Avant-projet de renaturation de la Seymaz



Carte O. Ejderyan d'après DIAE, 2002.

Concernant la réalisation de travaux dans le secteur Chambet-Touvière, les orientations finales étaient les suivantes. Elles prévoyaient l'élargissement de l'emprise du cours d'eau et différents profils de berges, la création d'une diagonale pour que le cours d'eau suive un tracé conforme à la topographie et une nouvelle végétalisation des berges essentiellement sous formes de haies buissonnantes^[d-183]. Comme on peut le voir sur la carte ci-dessus (ill. 13) et en comparant avec l'annexes 2 (où le coude à angle droit et l'absence du plan d'eau central sont visibles), ce nouveau projet impliquait des changements importants dans le paysage de la Haute-Seymaz.

« Le projet de renaturation de la Seymaz avance puis ralentit, puis s'arrête... »¹⁰³

Après la présentation de ces différents aspects du projet, le Comité de pilotage demandait aux différents partenaires de la Charte d'exprimer leur avis à la fin de l'été 2002. Les organisations écologistes, par courrier déclaraient leur accord^[d-189]. Le 17 septembre 2002, le Groupement pour une renaturation de la Seymaz tenait son assemblée au cours de laquelle une présentation de l'avant-projet était faite par VH représentante d'AgriGenève. Suite à cette assemblée, deux courriers, l'un émanant du Groupement, l'autre d'AgriGenève faisaient part du refus de la totalité de l'avant-projet par le monde agricole^[d-189]. Le bulletin d'information d'AgriGenève de novembre 2002 résumait dans les grandes lignes le refus des agriculteurs :

« Après deux heures de présentation et de discussion, les agriculteurs qui assistaient à la séance, se sont opposés en bloc au projet contenu dans le rapport technique. Pour l'agriculture, le projet tel que présenté est surdimensionné et contient encore beaucoup trop d'inconnues techniques.

D'autre part, l'assemblée a fortement regretté le fait que l'on a l'impression de n'avoir plus prise sur le projet. Les questions des rehaussements de terre et du soutien d'étiage ont largement été discutées. L'agriculture ne s'est pas opposée au projet de loi de renaturation de la Seymaz qui traçait dans les grandes lignes le projet. Par contre, les détails et solutions proposés par l'État n'ont pas été acceptés. (...)

L'agriculture et les agriculteurs doivent être traités en réels partenaires par l'État et les mandataires et non simplement comme les propriétaires d'un espace qu'ils aimeraient utiliser comme terrain d'expérimentation. »^[d-190]

Au cours, d'une réunion du Comité de pilotage du 26 septembre 2002, les responsables de l'administration ne semblaient pas s'inquiéter outre mesure de ce refus qu'ils mettaient sur le compte d'une incompréhension. Lors de cette réunion il était décidé que le mandat de réalisation de la première étape serait attribué à un pool de mandataires ayant pour coordinateur le bureau Mantilleri et Schwarz. On retrouvait dans ce pool également GD qui s'était occupé du volet agricole dans le cadre de l'avant-projet, CM qui avait suivi le projet pour Ecotec dans la phase de départ puis avait quitté ce bureau pour fonder le sien, Viridis Environnement, ainsi que le Collectif d'Architectes qui s'était occupé des aspects paysagers dans le cadre de l'aménagement de Rouëlbeau et pour l'avant-projet. Était également associé un bureau d'hydrogéologie.^[d-189]

Le Comité de pilotage demandait aux responsables du monde agricole de motiver leur refus afin que les questions posant problèmes puissent être réglées et la réalisation du projet poursuivie^[d-189]. Par un courrier daté du 9 janvier 2003, VH, représentante d'AgriGenève à la Charte Seymaz résumait les raisons du refus des agriculteurs. Elle déplorait principalement l'absence de prise en compte des réflexions de la Charte dans le courant de l'année 2002, notamment les réserves du

¹⁰³ Citation du bulletin AgriGe Info de novembre 2002^[d-190].

monde agricole et leur demande d'une contre-expertise sur les questions hydrologiques. Elle reprochait également la vitesse à laquelle le projet avait avancé dans le courant de l'année, ne laissant pas aux partenaires le temps d'assimiler des informations parfois complexes. Enfin la lettre précisait les demandes des agriculteurs pour une poursuite du projet :

« De redonner une réelle dimension de concertation à la Charte et non pas le simple rôle de chambre d'enregistrement des décisions prises au Comité de pilotage.

Afin d'atténuer les doutes des agriculteurs sur le bien-fondé d'un projet de renaturation et qu'ils puissent ensuite s'engager pleinement dans la réalisation concrète du projet, qu'une personne externe puisse poser un regard neutre sur le projet.

D'organiser une séance dans le premier trimestre 2003 entre les agriculteurs concernés et tous les mandataires désignés afin que ces derniers présentent leur vision de la renaturation de la Haute Seymaz (Touvière, Chambet, Chambotton, Paradis). Suite à cette séance, l'élaboration de la conception paysagère des différents tronçons devrait être faite en étroite collaboration entre mandataires et agriculteurs, en évitant les trop nombreux intermédiaires (Comité de pilotage, charte etc.). (...)

Que l'État prenne l'engagement formel que la renaturation de la Seymaz soit accompagnée d'un suivi strict au niveau de l'entretien du lit et des berges afin de permettre un bon écoulement de l'eau.

Que les dessertes agricoles soient maintenues voire améliorées et que la circulation de vélomoteurs et vélos soit autorisée dans le périmètre de renaturation (sécurité routière).

Que la population genevoise ne soit pas bannie de la zone renaturée et que les promeneurs puissent longer les berges, redonnant ainsi sa dimension sociale au projet. »^[d-197]

Après près de quatre ans d'élaboration, de négociation et d'information, l'avant-projet de la Seymaz semblait être arrivé dans un cul-de-sac dont il fallait ressortir. Cette situation semblait d'autant plus surprenante qu'une attention toute particulière avait été accordée à la mise en place de structures établissant des relations entre l'administration et les différentes parties concernées. La Charte avait permis de mettre autour d'une même table des parties qui jusqu'alors se parlaient peu. Sa dynamique semblait résister aux désaccords comme par exemple le refus du projet d'amélioration foncière. Mais bien que la communication ait été un souci majeur de l'administration, il semblerait que la forme « Charte » ne permettait pas de faire face à des oppositions tranchées.

6.3 Reprise des négociations

Suite au refus du monde agricole de s'engager plus en avant dans la renaturation de la Seymaz, la priorité pour le Comité de pilotage était de clarifier les positions de chacun afin de savoir sur quelles bases repartir. Bien qu'ayant la volonté de changer

le moins de choses possibles à l'avant-projet, les responsables de l'administration étaient tout de même conscients qu'il leur faudrait répondre aux attentes des agriculteurs. Comme nous l'avons vu dans la section précédente, la gestion des eaux était le volet constituant le principal problème pour les agriculteurs. Or en novembre 2002, de fortes pluies avaient provoqué une crue importante sur la Seymaz, submergeant des terres dans le bassin rural (ill. 12) et provoquant des inondations dans la partie aval, en particulier dans la commune de Chêne-Bourg où de nombreuses caves et garages se retrouvaient sous l'eau^[d-192]. Cet événement illustrait l'acuité de la problématique de gestion des eaux.

Le 13 janvier 2003, la première réunion des partenaires de la Charte Seymaz suivant le refus des agriculteurs devait contribuer à relancer le projet. JR y présentait les arguments du monde agricole. Il mettait l'accent sur la question des remblais qui étaient refusés par une grande partie des agriculteurs concernés. Pour le reste il reprenait les points évoqués ci-dessus dans la lettre de VH au nom d'AgriGenève^[d-199]. On peut voir dans le PV de cette séance que les associations écologistes, si elles approuvaient l'avant-projet puisqu'il allait largement dans le sens d'une amélioration pour la faune et la flore, montraient également une compréhension pour les prises de position des représentants du monde agricole. La représentante du WWF indiquait notamment que la communication « *aurait pu être meilleure* »^[d-199]. GM, chef du SFPNP partageait également cet avis et reconnaissait « *que le DIAE a peut-être raté une étape dans la communication de l'état d'avancement du projet, et des choix faits* »^[d-199]. Toutefois, comme la majorité des membres présents il pensait que des désaccords sur certains points ne devaient pas amener à un rejet du projet dans son ensemble.

En plus de l'opposition aux aspects de l'avant-projet que nous venons d'évoquer, d'autres éléments compliquaient la poursuite du projet. Les membres du Comité de pilotage évoquaient notamment l'attitude d'AC qui s'était retiré de sa position de représentant du monde agricole en 1999 suite au refus du remaniement parcellaire (cf. supra). Alors que celui-ci avait au départ du projet semblé être l'un des agriculteurs les plus favorables à la renaturation et confiant dans l'attitude de l'administration, il était l'un des plus opposés à l'avant-projet. C'était en effet le propriétaire le plus touché, puisque près du quart de ses terrains était concerné par la renaturation. Il estimait les compensations financières pour la vente des terrains dérisoires. De plus, il souhaitait régler à l'occasion de la renaturation une question foncière concernant une station de pompage installée sur une de ces parcelles^[e-2]. Cette station avait été installée à proximité de la Touvière par la commune de Meinier dans les années 1950 sans qu'aucun contrat n'ait été signé ni indemnités versées et occupait quelque centaines de m². Dans le cadre du rachat des terrains par l'État, AC demandait que les surfaces occupées par la station soient rachetées conformément à leur usage, c'est-à-dire au prix de la zone industrielle, représentant environ 300 CHF/m², estimant que cela compenserait la perte d'exploitation subie pendant des années. L'administration, pour sa part, souhaitait racheter ces surfaces au prix du terrain agricole et verser une indemnité pour perte d'exploitation pour les années occupées par la station^[e-16].

À cette question de la station de pompage, AC ajoutait également des arguments concernant l'impact du projet sur la région et notamment le paysage. Cet argument était également soutenu par les membres du Collectif d'Architectes qui avaient déjà émis des réserves sur certains aspects paysagers au moment de l'élaboration de l'avant-projet. Les contacts personnels entre MB, architecte membre du Collectif, et AC mentionnés aux cours de plusieurs entretiens^[e-8 ; e-22 ; e-33], laissent par ailleurs penser que chacun d'eux a pu renforcer ses arguments sur cette question. Lors d'une réunion entre AC, les architectes du Collectif et GD du bureau ACADE le 11 janvier 2003, cette problématique du paysage était l'un des principaux sujets de discussion au côté de la procédure suivie pour l'élaboration de l'avant-projet^[d-200]. Le Collectif affirmait que les excavations étaient trop importantes et qu'une grande partie des remblais était justifiée uniquement par le souci de gestion des terres excavées. Ils jugeaient le projet « *trop interventionniste* » et proposaient d' :

« intervenir de manière beaucoup plus douce en respectant le tracé actuel du ruisseau et en adaptant les berges sans provoquer d'immenses mouvements de terre. Par ailleurs, il conviendrait d'intégrer la renaturation et la gestion des eaux dans une réflexion plus large sur l'aménagement de la plaine de Sionnet (faire de la rétention partout où cela est possible et non uniquement centralisé dans un bassin de rétention démesuré). »^[d-200]

GD pour sa part considérait que :

« le projet a été élaboré essentiellement sur des bases hydrologiques et écologiques, et dans une moindre mesure par rapport aux aspects agricoles. Les exigences hydrologiques (afin de sécuriser la partie urbaine de la Seymaz) sont très fortes pour la partie amont et conditionnent les aménagements (confinement des inondations par remblais, drainage,...) »^[d-200]

Concernant la procédure suivie, les architectes, tout comme GD souhaitaient que le projet soit repris par les nouveaux mandataires et adapté de façon à répondre aux attentes du monde agricole et intégrer une dimension paysagère plus forte. Une telle étape supposait que les bureaux pilotes acceptent d'aller au-delà de leur seul mandat de réalisation. Cela allait être accepté sans problème par le bureau pilote, dont le directeur tout comme YB, chargé du suivi du projet Seymaz, considéraient la participation de la population comme une dimension incontournable des projets^[e-33].

Le PV de cette réunion entre AC, GD, MB et JM indique que ce groupe de personnes souhaitait que la réélaboration du projet se fasse entre les mandataires et les propriétaires et que les services de l'État ne soient pas directement impliqués. Le document indique que deux solutions étaient pour cela évoquées. La première consistait à « *faire le 'forcing' et 'prendre le pouvoir' en proposant une équipe de personnes pour travailler sur l'adaptation du projet* »^[d-200], la seconde à attendre ce qui sortirait des réunions de reprise de contact entre les différentes parties puis exposer les demandes de ce groupe. Le PV rapporte que les participants à cette réunion privilégiaient cette deuxième solution^[d-200].

Afin de débloquer la situation, le Comité de pilotage décidait d'autoriser les mandataires à reprendre le projet avec les partenaires afin d'en optimiser certains aspects. Ils indiquaient certaines contraintes concernant ces renégociations :

- Les profils en travers et les emprises ne seraient pas remis en question
- La diagonale sur la parcelle 1945 Choulex était confirmée
- Un rétrécissement du lit à Sionnet serait réalisé afin d'obtenir un statu quo des débits
- Les remblais seraient optimisés et non obligatoires. [d-205]

Le Comité de pilotage précisait que :

« Ce groupe devrait se réunir à 3 reprises sur une période de 6 semaines environ ce printemps encore. Cette cellule aurait une vocation consultative et informative mais n'aurait pas pouvoir de décision. » [d-208]

Fin janvier 2003, l'hydrologue DC avait déjà fait un retour critique sur l'avant-projet. Il concluait sa note en indiquant :

« Compte tenu de ce qui précède, il n'est pas évident de modifier sensiblement les caractéristiques générales de l'avant-projet, ce d'autant que les objectifs globaux ne sont pas modifiés ou échelonnés selon une autre échelle de valeur. C'est l'objectif de restauration d'un régime hydrologique naturel qui avait écarté les mesures locales proposées par Hydronat en zone urbaine puisque ces dernières ne pouvaient assurer que la sécurité contre les inondations. Rappelons que ces mesures se présentaient à l'époque comme une alternative à la zone inondable. C'est également l'objectif du régime hydrologique naturel qui avait aussi écarté la vanne mobile proposée comme organe de régulation à Sionnet. Les consignes d'exploitation de cette dernière ne répondaient qu'aux objectifs de sécurité. La vanne mobile n'avait aucune influence sur les débits moyens. » [d-203]

Cette faible marge de manœuvre était officialisée dans l'étude hydrologique de synthèse¹⁰⁴ remise en avril 2003^[d-212]. On peut donc constater que même si les agriculteurs souhaitaient une refonte en profondeur, la reprise du projet, telle qu'elle semblait possible par les services de l'État et l'expert hydrologique, laissait une marge de manœuvre que très relative.

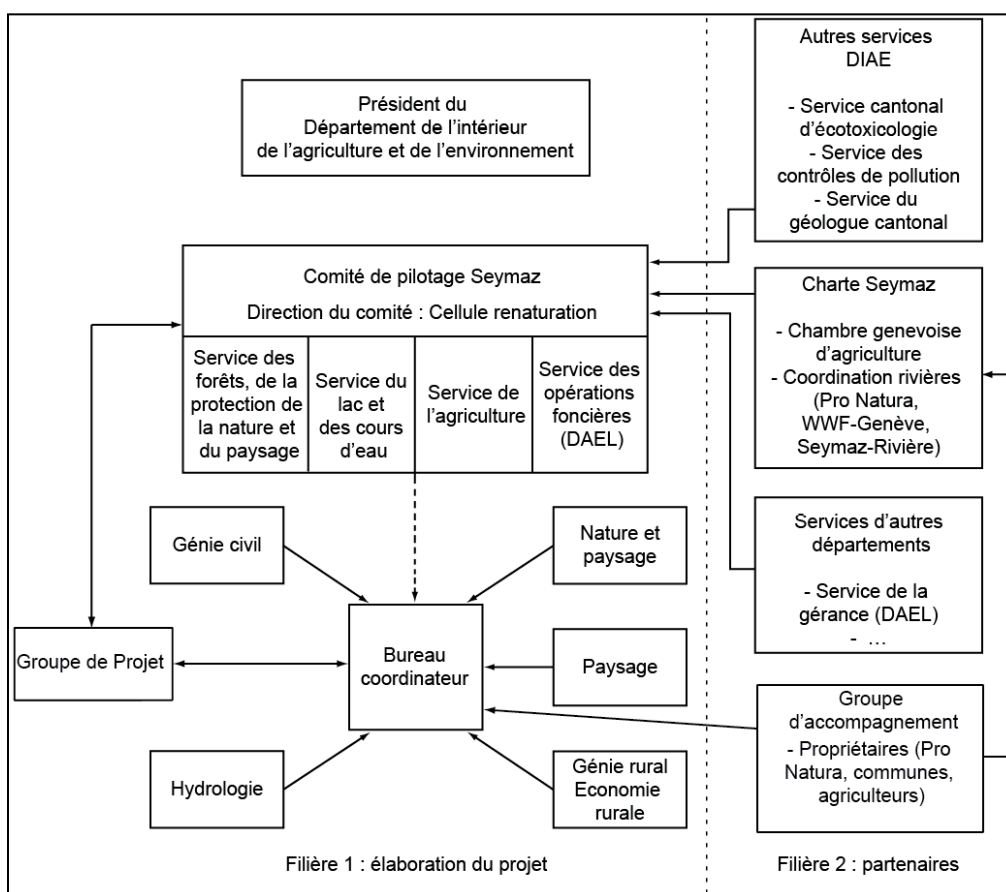
Au cours de la réunion Charte Seymaz du 7 avril 2003, AW annonçait aux partenaires présents les décisions du Comité de pilotage mentionnées ci-dessus. Les séances d'information spécifiques destinées aux mandataires, tout comme la création du groupe de travail agriculteurs/mandataires, laissaient les représentants des associations environnementales penser qu'on voulait les écarter du projet^[d-214]. Compte tenu des critères retenus pour former ce groupe de travail, à savoir que les propriétaires directement touchés puissent s'adresser aux mandataires concernant les conséquences du projet sur leurs parcelles, il était proposé à la séance de la Charte Seymaz du 16 juin 2003, que Pro Natura participe également à ce groupe. Cette décision a été acceptée sans opposition de la part du monde agricole^[d-221]. Les conditions étaient donc réunies pour que ce groupe de travail qui avait été appelé Groupe d'accompagnement réétudie le projet.

¹⁰⁴ Il s'agit du même document, mais cette fois dans son format « officiel »

6.4 La réélaboration du projet par le Groupe d'accompagnement

L'entrée dans la phase de réalisation du projet a apporté d'importantes modifications à l'organigramme tel qu'il avait été défini par le l'administration au début de l'année 1999. Le DIAE dans son ensemble avait connu une réorganisation au début de l'année 2003, entraînant notamment la création d'un Domaine de l'eau regroupant tous les services concernés par ce thème. Le SLCE se retrouvait dissout dans ce domaine et une partie de son personnel dont le chef du service FH était transféré au Service des constructions environnementales (SCE) dont la fonction était de réaliser les travaux des projets élaborés dans les autres services^[d-198 ; e-13](annexe 10).

Illustration 14 Organigramme du projet en 2003



Source : O. Ejderyan d'après DIAEE, 1999^[d-66]

L'engagement d'une nouvelle équipe de mandataires, la création d'un Groupe de projet chargé d'effectuer la liaison entre les mandataires et le Comité de pilotage et enfin la constitution du Groupe d'accompagnement complexifiaient le schéma en deux filières initiales en rajoutant un contact direct entre mandataires et certains

membres de la Charte Seymaz (ill. 14). La Charte Seymaz restait maintenue et devenait essentiellement le lieu de rencontre entre les différents acteurs, son rôle de source d'information et de proposition directe se voyant amoindri par l'existence des autres groupes.

L'argument qui avait permis d'obtenir la création du Groupe d'accompagnement était que les agriculteurs aient un contact direct avec les mandataires afin de pouvoir mieux comprendre le projet et surtout obtenir des informations complémentaires sur ce qui allait concrètement se passer sur leurs parcelles. L'échange entre agriculteurs et mandataires devait ainsi permettre d'optimiser le projet. Mais comme cela a été indiqué plus haut, il n'était pas question pour l'État d'une refonte complète. Les agriculteurs avaient souhaité que ces échanges se fassent en l'absence des personnels de l'administration. Cette demande avait également été acceptée, d'une part, pour désamorcer les tensions qui avaient pu surgir suite au blocage de la fin 2002, d'autre part, pour mettre fin au soupçon que des informations étaient cachées aux agriculteurs. Le principal critère retenu pour participer au Groupe d'accompagnement était donc celui d'être propriétaire directement touché par le projet.

Le Groupe d'accompagnement fut donc constitué de la façon suivante :

- Les mandataires et experts chargés de l'élaboration du projet. Les séances étaient présidées par YB en charge du dossier pour le bureau coordinateur. Étaient également régulièrement présents MB du Collectif d'architectes, GD pour le volet agricole, CM pour les aspects biologiques et PR, à l'anthropologue l'EPFL collaborant avec le bureau coordinateur pour les aspects sociaux, notamment la participation de la population. En fonction du thème des séances, des experts externes étaient également présents comme AB pour les questions de drainage, MH en tant qu'hydrogéologue ou JM également membre du Collectif d'architectes. L'hydrologue DC ne participait pas à ces séances, ne faisant pas partie du pool des mandataires, mais engagé directement par le Comité de pilotage.
- Les agriculteurs possédant ou exploitant des parcelles concernées par le projet (qu'il s'agisse de travaux réalisés dessus, ou que la parcelle soit concernée par la gestion des eaux. Mise à part la première séance du Groupe d'accompagnement où un plus grand nombre était présent, ce sont essentiellement les six agriculteurs, les plus concernés, qui y ont assisté de manière régulière. Parmi eux AC et JR présents à presque toutes les séances.
- Les communes de Meinier et Choulex sur le territoire desquelles les travaux du tronçon Chambet-Touvière allaient être réalisés étaient également conviées à participer au Groupe d'accompagnement en tant que propriétaires de terrains et en particulier pour les questions relatives aux cheminements en raison des éventuelles modifications touchant les routes communales. CJ, maire de Choulex et à partir de l'automne 2003, MP, adjoint au maire de Meinier en charge du dossier Seymaz participaient aux séances.

- FD représentait Pro Natura, propriétaire de la parcelle des Creuses et assurait ainsi que les associations de défense de l'environnement ne soient pas oubliées par le Groupe d'accompagnement.
- Les agriculteurs avaient souhaité qu'AgriGenève soit membre du groupe pour épauler les démarches. Son représentant était EA qui reprenait le suivi du dossier Seymaz après le départ de VH.
- Le médiateur externe demandé par les agriculteurs pour jeter un regard neutre sur le projet était PH biologiste et naturaliste, professeur à l'Université de Lausanne. Le nom retenu pour qualifier sa fonction au sein du groupe était celle de « doyen. »

Les réunions du Groupe d'accompagnement se sont essentiellement déroulées dans les mairies de Meinier et Choulex et dans les locaux de l'État à la STEP d'Aire pour une séance d'un groupe de travail. Il y eut 10 réunions du Groupe d'accompagnement au sens strict entre juin 2003 et octobre 2004 auxquelles on peut rajouter trois séances du groupe de travail du Groupe d'accompagnement. Ces trois séances ont consisté en un jour complet et deux demi-journées de travaux intensifs afin de se pencher plus spécifiquement sur les plans du projet. Ces séances se distinguent des autres séances du Groupe d'accompagnement par leur durée et une présence renforcée des mandataires, alors que les autres partenaires étaient moins nombreux pour des questions d'emploi du temps. À partir de l'année 2005, les séances se sont déroulées en présence de responsables de l'État et marquaient les débuts du Groupe de gestion du site.

Réorientation du projet (juin – octobre 2003)

Le 19 juin 2003 à 10h, les participants du Groupe d'accompagnement se retrouvaient pour la première fois à la mairie de Meinier. Étaient présents les mandataires, les accompagnateurs du groupe (AgriGenève et doyen), les communes, Pro Natura, ainsi que les agriculteurs. Au cours de cette séance, il s'agissait de redéfinir les options pouvant être étudiées compte tenu des contraintes que le Comité de pilotage souhaitait garder. Mais les agriculteurs avaient également leurs propres doléances. Comme nous l'avons indiqué plus haut (c.f. 6.3), ils souhaitaient minimiser les surfaces inondables et surtout réduire les mouvements de terre, que ce soit pour les remblais ou pour les excavations liées aux modifications du profil. Ils estimaient que l'État n'avait pas tenu compte de la spécificité de leur région en négligeant l'impact paysager du projet et sa signification en termes de cadre de vie et d'histoire personnelle pour les agriculteurs. Enfin, selon eux la renaturation devait rester liée à la gestion des eaux (afin d'obtenir la liberté de drainage), alors que c'était jusqu'à là l'aspect sur lequel il n'avait pas été possible de leur apporter satisfaction. Le PV de cette séance prenait note des difficultés :

« En conclusion, il ressort que le projet comporte des aspects contradictoires entre les différentes sensibilités agricoles, environnementales, paysagères et hydrologiques. Dans un premier temps, il s'agira d'évaluer les avantages et inconvénients pour chacun. »^[d-222]

En tentant de tenir compte des différents aspects contradictoires, les mandataires établissaient les hypothèses de travail suivantes :

- Pas de remblayage à Sionnet.
- Statu quo par rapport à la situation agricole actuelle en terme de surfaces d'inondations et de fréquence à Sionnet.
- Minimisation des mouvements de terre, réduction des sections des profils proposés dans l'avant-projet.^[d-225 ; d-229]

Tableau 5 Surfaces et durée de submersion des terres en fonction des scénarios

		Env. 21m ³ /s Situation en 2000	Vanne mobile	18m ³ /s	17m ³ /s
Crue annuelle	Surface (ha)	4	6	15	26
	Surface (ha)	0,5	1	2	8
Crue quinquennale	Surface (ha)	13	15	31	44
	Surface (ha)	1,5	1,5	5	13
Crue décennale	Surface (ha)	17	19	40	50
	Surface (ha)	2	2	6	15
Crue centennale	Surface (ha)	33	47	60	66
	Surface (ha)	5	4,5	10	19

Source : PV de la réunion du Groupe d'accompagnement du 18 août 2003^[d-229]

Au cours de l'été 2003, plusieurs réunions entre les mandataires^[d-223 ; d-224 ; d-225] en présence de DC les amenèrent à reprendre les données hydrologiques en fonction des exigences des agriculteurs. L'objectif était d'arriver à des scénarios qui permettent renaturation et gestion des eaux en ne faisant pas sortir plus de 7 ha de terres de la SAU. La solution « non naturelle » de la vanne mobile qui avait été écartée dès 2000 par les services de l'État leur semblait être le seul scénario acceptable. Toutefois, comme l'indiquait DC, cette solution, si elle permettait de remplir les objectifs de protection des crues et de soutien d'étiage, ne permettait pas de tamponner les petites et moyennes crues provoquant l'érosion des berges dans la zone urbaine, en aval^[d-229]

Lors de la seconde réunion du Groupe d'accompagnement, tous les scénarios de rétention qui avaient été étudiés dans le cadre du volet hydrologique de l'avant-projet étaient présentés aux agriculteurs, y compris celles avec plusieurs retenues, ou des retenues ailleurs qu'à Sionnet. Les mandataires expliquaient que ces variantes entraînaient soit des excavations encore plus importantes que celles prévues dans l'avant-projet, soit des surfaces d'inondation plus grandes, notamment dans le cadre d'une inondation de zone située à la confluence entre la Seymaz et le Nant du Paradis. De plus cette zone comportait une importante colonie de blaireaux y ayant établi ses terriers^[d-229]. Pour les scénarios avec rétention unique à Sionnet, les agriculteurs relevaient en voyant les chiffres (c.f tab. 5) que la vanne permettait de garder des surfaces et des durées d'inondation proches de la situation telle qu'elle était en 2000. Comme cela avait été envisagé par les mandataires, ils souhaitaient que

ce soit la solution retenue pour l'élaboration du projet, même si la question de l'érosion des berges en aval restait ouverte. Le PV de la séance signalait que :

« AC s'étonne du fait que la gestion des eaux à Sionnet pour les petites et moyennes crues soit le seul moyen de protection contre le danger lié à l'érosion. Des mesures de protections ponctuelles permettent de résoudre ces problèmes. Il n'est pas acceptable que l'agriculture supporte l'ensemble de la « facture. » La partie urbaine de la Seymaz doit aussi assumer les inconvénients liés à la présence du cours d'eau. Les phénomènes d'érosions font partie de l'hydrodynamique et sont un processus inhérent à tout cours d'eau. »^[d-229]

Ces exigences des agriculteurs sur les profils et les remblais, combiné à leur désir de prise en compte du paysage va progressivement remettre sur le tapis une variante dont les agriculteurs ne voulaient pas au début du projet : le retour des marais de la Seymaz. Le Collectif d'architectes avait reparlé de marais lors des réunions de reprise de contact au début de l'année 2003, mais cette idée n'avait pas été reprise d'emblée par l'ensemble des mandataires ni par les agriculteurs^[d-200]. Le mot de marais renvoyait à la situation de la plaine avant son assèchement au début du 20^e siècle et par conséquent sa mise en valeur pour l'agriculture. Le mot avait donc un aspect tabou. Toutefois, en répondant aux objectifs de la loi et au souhait des architectes et des agriculteurs d'une légèreté d'intervention et de prise en compte du paysage, cette solution semblait la plus à même d'aboutir. Le PV de la séance du 8 août 2003 mentionne pour la première fois « la réhabilitation du marais de Sionnet »^[d-229].

C'est au cours de la troisième séance du Groupe d'accompagnement le 29 septembre 2003 que la volonté de recréer va être explicitement développée lors de la présentation des aspects paysagers et environnementaux du projet^[d-232]. MB, architecte explique comment on en est arrivé à parler du marais :

« La question du paysage et celle du contexte a été très très vite posée, mais en même temps elle a été aidée par le fait que les agriculteurs trouvaient que l'avant-projet et le cahier des charges étaient un projet trop maximaliste et bouleversaient tout. Alors forcément, nous on dit toujours qu'intervenir plus en douceur en tenant compte du contexte, c'est aussi essayer de récupérer des situations existantes. Et puis après y a le problème des objectifs, quoi. On atteint ou pas les objectifs en faisant une intervention minimum ou une intervention maximum ?

Alors, c'est là que des divergences peuvent apparaître et sont intervenus dans le groupe. Mais je crois qu'il y avait des volontés pour minimiser les remblais. Et curieusement, en enlevant les remblais on a vu que, disons, on pouvait créer un marais. Et je pense qu'au départ – d'ailleurs le marais n'existait pas dans l'avant-projet, mais il existe dans le contre-projet – et dans le fond y a eu un tournant spectaculaire où tout d'un coup les agriculteurs on accepté la notion du marais parce que, effectivement, ils ont vu qu'avant on avait bien compris les critiques et qu'on avait recalibré le projet. En même temps qu'on revisitait à la baisse les emprises et les degrés d'intervention, on les optimisait au cœur même de l'endroit où se trouvait autrefois le marais.

D'ailleurs les agriculteurs ils ont dit : 'ouais, mais votre histoire, finalement, c'est la reconstitution du marais'. Et on a dit : 'ben ouais, faut appeler un chat un chat' »^[e-22]

Au cours de cette séance, le noyau central du projet devenait « *la reconstitution du 'cœur' du marais* »^[d-232]. Les mandataires déclaraient vouloir faire un projet qui consiste en « *un processus de transformation du milieu par étapes successives* »^[d-232] en s'appuyant sur l'existant. Ce mot de processus allait devenir le concept clé de la démarche des agriculteurs puisqu'il résumait à la fois la démarche d'élaboration du projet et la manière dont le projet devrait être appréhendé, c'est-à-dire non comme quelque chose livrée clé en main de manière définitive, mais comme quelque chose qui évoluerait en fonction de la dynamique biologique mais aussi en fonction des observations et des objectifs humains. Pour les agriculteurs, cette notion de processus répondait également à leur souhait d'une réversibilité possible du projet.

Du point de vue de la forme du projet, l'idée pour les mandataires était de réaliser un grand marais sur « *une surface d'un seul tenant allant des Creuses jusqu'à la rive droite de la Seymaz* »^[d-233], de ne pas modifier le tracé des cours d'eau et, en raison de leur relativement faible potentiel écologique, leur donner essentiellement une fonction de corridor de liaison entre les zone de Rouëlbeau et de Sionnet^[d-233].

Ces orientations de projet étaient présentées à l'ensemble des partenaires lors de la séance Charte Seymaz du 20 octobre 2003^[d-234]. Au cours de cette séance YB présentait la nouvelle philosophie du projet :

« Ce qu'il faut, c'est insérer un marais cohérent, Dans la forme, cela consiste à relier les entités. Pour l'usage, il faut une concertation des exploitants agricoles. Il faut laisser le potentiel du marais se développer étape par étape. (...) »

Nous ne tenons pas à faire table rase de ce qui a été fait avant. On ne va pas dire la cunette c'était faux, ce qu'on fait c'est la vérité. Nous n'allons pas changer le tracé, mais juste enlever la cunette de béton. On va donner un espace où la rivière pourra un peu travailler. On va surtout jouer sur les dénivelés existants. Pour les berges, le changement de forme ne sera fait que d'un des côtés. Les poteaux électriques seront laissés dans la partie centrale du marais comme perchoir pour les oiseaux. »^[t-4]

Les mandataires présentaient également un calendrier prévoyant les travaux à partir de l'été 2004. Ces propositions furent accueillies de manière favorable par les membres du Comité de pilotage présent, en particulier AW et GM^[d-234 ; t-4]. Le PV de la séance indique que ce dernier considérait :

« que les hypothèses de travail évoquées par YB constituent un bon compromis. Il se réjouit de voir le marais devenir le centre du projet, tout en remarquant que le projet évolue vers une « nature » assez technique (maintien de la rectiligne et d'une berge géométrique). Concernant la liberté de drainage et ses conséquences sur la rivière à l'aval, il précise qu'il faut s'éviter un autogoal dans ce dossier, le Comité de pilotage pouvant faire un arbitrage qui serait désavoué par un préavis négatif d'un autre service du département. »^[d-234]

Les responsables de l'État étaient avant tout satisfaits du consensus régnant autour de ces orientations ainsi que de la récréation du marais. On peut penser que les aspects techniques de ce projet tempéraient l'enthousiasme de certains dans la mesure où ils rendaient le projet moins « naturel » – quoique ce n'était pas le cas des personnes présentes à cette réunion – mais aussi parce qu'ils impliquaient une surveillance et un entretien plus importants. Le seul point négatif pour les membres du Comité de pilotage présents était l'abandon de la gestion des petites et moyennes crues. AW soulignait que si cet objectif n'était pas rempli par le nouveau projet il ne pouvait s'engager sur le fait d'accorder la liberté de drainage. En effet, d'autres services de l'État ne siégeant pas au Comité de pilotage pourraient y faire opposition. AC indiquait alors qu'une telle décision serait en mesure de « *remettre le feu au poudre*. »^[t-4]

Vers une nouvelle image directrice (novembre 2003 – février 2004)

Suite à l'accueil du projet par les différents partenaires de la Charte, le Groupe d'accompagnement pouvait poursuivre dans la direction initiée par ses trois premières séances, afin d'arriver à déposer une demande d'autorisation pour le permis de construire à la fin janvier 2004.

La question de la liberté de drainage, allait pourtant retarder ce calendrier. Pour les agriculteurs, cet aspect du projet était central. Toutefois, comme nous l'avons indiqué plus haut, le Comité de pilotage ne souhaitait pas que le projet reçoive un préavis défavorable de la part d'un autre service de l'État au moment du dépôt de la demande d'autorisation de construire. Rappelons que dans la loi de renaturation de la Seymaz, la gestion des eaux dans le cadre du projet devait permettre d'arriver à un « *assainissement satisfaisant* » dans la partie agricole du bassin versant^[d-58]. Pour les agriculteurs, cela devait être interprété de sorte à ce que la question de l'érosion des berges soit gérée là où elle se produisait, c'est-à-dire directement à l'aval, et que les agriculteurs ne soient pas tenu pour responsable de la construction d'infrastructures à proximité du cours d'eau. Toutefois, lors d'une séance avec les mandataires et lors d'entretien, DC indiquait que l'érosion à l'aval était due aux perturbations hydrologiques à l'amont^[d-225 ; e-10].

Cette question de liberté de drainage était discutée au cours de la séance du 3 novembre 2003 du Groupe d'accompagnement. Les mandataires tentaient de voir la façon dont elle pouvait être interprétée et les marges de manœuvres disponibles. Ils indiquaient que dans le bassin lémanique, l'optimum en terme de capacité de drainage par rapport au coût des investissements se situait entre 2 et 3 l/s. Dans le canton de Genève, la limite légale était de 2 l/s, mais après discussion avec les responsables du SECOE, des débits entre 2 et 3 l/s restaient acceptables. Toutefois, AB, entrepreneur ayant posé de nombreux drainages dans la région indiquait que dans le bassin amont de la Seymaz, cet optimum coûts de l'investissement/capacité de drainage se situait plutôt vers 4-5 l/s ^[d-237]. Le Comité de pilotage attendait les études hydrologiques complémentaires de DC avant de se prononcer définitivement sur la liberté de drainage^[d-234]. Ce n'est qu'en décembre 2003 qu'YB indiquait aux agriculteurs qu'il avait obtenu l'assurance d'AW que la liberté serait accordée^[t-6].

En raison de l'absence de réponse définitive sur la question des drainages et parce que les expertises hydrogéologiques informant sur les relations entre la nappe phréatique et la rivière n'étaient pas terminées, la question des cheminements fut l'un des principaux sujets de discussion des séances du Groupe d'accompagnement de la fin de l'année 2003^[t-5 ; t-6]. L'abandon de la diagonale au profit de la création d'un plan d'eau central impliquait une reprise des cheminements tels qu'ils avaient été tracés dans l'avant-projet. L'un des enjeux principal de la discussion autour des cheminements était la suppression de la route centrale longeant la Seymaz jusqu'à la confluence Chambet-Touvière. Les biologistes, tout comme FD représentant Pro Natura, souhaitaient que ce chemin soit supprimé afin de créer une vaste zone-refuge pour la faune sans accès humain au cœur du marais. Les agriculteurs, pour leur part, ne souhaitaient pas que l'on touche à ce chemin, goudronné. Ils indiquaient que des personnes l'empruntaient en voiture, mais également des adolescents se rendant en cours en vélomoteur^[t-6 ; t-7]. Pour les responsables des communes également ce chemin devait être maintenu^[t-6]. Pour CJ, maire de Choulex, la population ne devait pas être exclue du projet et devait pouvoir s'approcher du cœur du marais. Selon elle, la dimension éducative de la renaturation ne devait pas être négligée^[e-7]. La question de ce cheminement central est la seule qui entraîna des oppositions tranchées entre les partenaires, mais elle ne fut pas tranchée par les mandataires.

À la fin de l'année 2003, le projet n'avait toujours pas été finalisé et une certaine lassitude se manifesta chez les agriculteurs mais aussi chez les autres partenaires. Le Groupe d'accompagnement attendait que ses décisions soient validées par le Comité de pilotage pour poursuivre, tandis que du côté de l'État on ne voulait pas se prononcer avant de voir le projet proposé par le Groupe d'accompagnement.

« AC : J'ai l'impression qu'il n'y a rien, qu'on discute dans le vide. J'ai l'impression que le projet peine.

MB: Oui, il faudrait que les communes ou AgriGenève envoient un courrier à l'État pour débloquer le projet, leur demander de prendre position.

MP : Le Groupe [Comité n.d.a.] de pilotage ne va pas au front, ne défend pas le projet.

EA: On avait compris qu'il fallait qu'on vienne avec un projet. C'est ce qu'on essaie de faire mais on ne sait pas ce qu'ils en pensent à l'État pour l'instant.

AC: On n'a pas avancé, on peut arrêter....

JR : Il y a quand même des nuances avec ce qui était proposé au début.

MB : On a été mandaté pour faire un projet dont vous ne voulez pas. On a un budget communication qui a déjà été explosé. Il faut qu'on vienne avec quelque chose pour être crédible, sinon on va se faire déposséder .

AC : On a l'impression qu'il y a un groupe qui travaille en sous main. Qu'on ne nous dit pas tout. On voudrait aussi voir à quoi ça va ressembler.

YB: On n'a pas pu faire les dessins. On n'a pas eu le temps. Ça représente environ 2 mois de travail. »^[t-6]

Afin d'avancer plus rapidement dans l'élaboration d'un projet, il était proposé de créer un groupe de travail constitué des membres du Groupe d'accompagnement dont l'emploi du temps le permettrait, afin de faire une séance intensive d'une journée et traiter les différentes questions en suspend. En parallèle, les mandataires proposaient d'organiser une visite de terrain dans la zone humide du Kaltbrunner Riet dans le canton de Zurich, afin de permettre aux partenaires de se faire une image de ce à quoi pourrait ressembler la région, mais également de voir comment les agriculteurs là-bas ont été associés à la gestion du projet. [t-6]

La première séance de ce groupe de travail eut lieu le 16 janvier 2004 dans les locaux du DIAE de la STEP d'Aire. Elle réunissait les mandataires, le « doyen » PH, EA d'AgriGenève, JR et AC ainsi que FD[t-7]. En préambule à la séance des documents avaient été envoyés, dont un texte rédigé par PR intitulé « Notre conception de la renaturation »[d-243] (cf. Annexe 9¹⁰⁵) ainsi qu'une « Feuille de route » résumant les principaux points du projets. Selon son auteur, ce texte avait uniquement pour but de clarifier ses propres réflexions sur le sujet et fournir une définition possible de la renaturation dans le cadre du projet Seymaz. Ce document, qui proposait une vision fortement anthropocentrée de la renaturation allait être rediscuté longuement par les membres présents[t-7] et devenir en quelque sorte la « profession de foi » du Groupe d'accompagnement.

L'objectif de la séance étant de parvenir à proposer une nouvelle image directrice du projet, les discussions suivantes se portèrent sur les éléments du projet. La variante consistant à recréer un marais par la pose d'une vanne au niveau du pont de la Motte fut définitivement favorisée et ses variantes discutées[t-7]. Pour des raisons d'entretien, de fiabilité et de coûts, la vanne proposée ne serait pas actionnée par un système électronique, mais par un système de planches coulissantes ou de poulies manuelles. En langage technique, comme cela nous a été spécifié par DC au cours d'un entretien, il s'agissait à strictement parler d'une vanne amovible et non d'une vanne mobile[e-10], bien que cette dernière expression soit celle employée dans le cadre du projet. L'idée des mandataires était de recréer le marais sans creuser de bassin, en faisant monter le niveau de l'eau de la cote 425,38 m à un niveau situé entre 426,5 et 426,75, ce qui fut accepté par l'ensemble des participants[t-7].

Au cours de cette séance, l'ensemble des thèmes abordés dans le cadre du Groupe d'accompagnement put être discuté, et cela de manière plus approfondie que dans les séances ordinaires. Alors qu'un certain consensus semblait émerger sur les grandes lignes et la forme que prendrait le projet, la question des cheminements, et surtout le passage dans le « *cœur du marais*, » le long de la Seymaz restait sujet à discussions[t-7]. Avant les séances du Groupe de travail mais aussi au cours des séances suivantes et bien après que le projet ait été dessiné cette question des cheminements allait prendre une importance qui n'avait pas été prévue par les mandataires. Selon YB, elle avait été traitée de manière trop rapide dans le cadre de l'avant-projet, sans consultation,

¹⁰⁵ Le document figurant en annexe est la version finale du texte de PR dont le titre est devenu « La renaturation, un concept en constante évolution, » amendé après prise en compte des discussions dans le cadre du Groupe d'accompagnement et de certaines remarques de l'administration.

en particulier parce que considérée comme annexe^[e-33]. Mais également dans le cadre des premières discussions sur le sujet dans le Groupe d'accompagnement, il fallut que les agriculteurs imposent le thème des cheminements, même auprès du « doyen » PH chargé de les épauler :

« MB : Et sur cet axe-là, est-ce qu'il est possible de faire du stabilisé et de casser le goudron ?

PH : Le Groupe d'accompagnement est fait pour décider de la renaturation. On ne doit pas commencer partir autour.

MB : Je ne suis pas d'accord avec ça.

PH : On doit exprimer le point de vue du marais.

AC : Les chemins font partie du projet. On a dit que ça faisait partie du marchandage. [rires]. Excuse moi de le dire comme ça.

PH : On dit négociation... [rires]. »^[t-6]

L'échange suivant¹⁰⁶, intervenant vers la fin de cette journée du groupe de travail du 16 janvier 2004, illustre à notre sens l'importance de cette question des cheminements et surtout la manière dont elle mettait à jour une grande partie des enjeux concernant les volets nature et agricole du projet. MB du Collectif d'architectes présentait les différentes solutions possibles pour le cheminement central autour d'une carte de la région. Une discussion s'en suivit :

« MB : [Montrant sur la carte les chemins entourant le marais] Il y aura trois lignes structurantes. Ce sont ces chemins. Pour la traversée du marais, il y a trois scénarios :

- le contournement,
- la traversée sur un ponton
- ou un chemin uniquement praticable quand la zone n'est pas inondée.

CM : Pour la dernière, on n'est pas obligé de tracer le chemin. On verra l'empreinte dans la rivière, et quand il y a de l'eau, on ne passe pas.

JR : Cette route, c'est une épine dorsale pour les vélomoteurs des jeunes. Ils passent par là parce que sur les autres, il y a trop de voitures qui circulent. On ne peut pas la fermer comme ça.

MB : Est-ce qu'il y a des mots qui disent qu'il faut une réserve dans la loi ?

PR : C'est pas dit clairement, mais ça va nettement dans ce sens.

FD : Mais il y a des réserves où on peut passer avec des chemins.

AC : Je trouve que la passerelle c'est une bonne idée. À Rapperswil il y en a une, c'est magnifique.

¹⁰⁶ L'échange ci-dessous est retranscrit à partir de notes prises pendant la séance (cf. Chapitre 3). Les propos relatés ici ne sont pas citations exactes, mais reprennent une trame de discussion et ont avant tout pour objectif de relater de l'enchaînement des propos et des thèmes évoqués.

PR : Supposons que l'idée de la passerelle est bonne. On la ferait tout de suite ou dans un deuxième temps ?

MB : Oui, mais l'État va vouloir mettre toute la zone à ban. Ce n'est même pas par rapport à nos arguments. Ils vont dire : 'et l'entretien' ?

JM : Ils ne peuvent pas mettre à ban comme ça

AC : Moi, on ne m'a rien demandé quand on a mis ma parcelle à ban.

FD : Ça m'étonne. Nous on est venu nous consulter, on nous a demandé avant. Ça doit être décidé par le Grand Conseil tout ça. Bon dans notre cas ça nous arrange bien. Mais c'est renégociable tous les ans.

AC : À Rouëlbeau, quand ils ont mis à ban, ils ont entourés la parcelle de 40-50 panneaux 'Mise à ban.'

FD : Tu rigoles ! Ils y sont toujours ?

AC : Ils ont été enlevés, mais pas par l'État. [rires de tous] (...)

MB : Il ne faut pas réagir par interdit en mettant la zone à ban, mais plutôt par incitation, en canalisant les gens vers certains endroits.

FD : [Montrant sur la carte les routes longeant le marais] Je reprends mon idée : si on passe là, on s'approprie. Si on passe là, on s'approprie aussi. Pourquoi est-ce qu'on devrait passer par là [à travers le marais] ?

AC : Mais parce qu'on est toujours passé par là !

EA : [s'adressant à FD] Je suis d'accord. C'est défendable ce que vous dites, mais le problème c'est qu'on ne voudrait pas faire un projet qui exclut les gens. Il faut aussi que ce projet puisse servir pour les écoles, montrer comment c'est.

FD : Moi je suis d'accord avec ça. C'est génial les passerelles. Mais c'est dans des espaces beaucoup plus vastes. Il faut que la faune ait des distances de fuite des deux côtés. Là on coupe la zone en deux.

JM : Je pense que la question du passage a surtout une importance symbolique : pour AC, c'est la question de la mise à ban, de dire que c'est notre territoire. Pour les architectes, il y a l'idée qu'il y a là une forme intéressante [n.d.a référence à la ligne droite de la Touvière]. Pour les naturalistes, il s'agit de protéger les canards.

AC : Si on parle d'histoire, cette zone a toujours été utilisée pour la fauche d'herbes du marais. Cet endroit, c'est mon histoire ! J'ai pas envie d'en faire le deuil. On a déjà fait des concessions sur les transports en excluant le trafic motorisé. »[t-7]

Nous avons reproduit l'échange ci-dessus de manière extensive parce qu'il reprend de manière condensée tous les grands thèmes discutés dans le cadre du Groupe d'accompagnement. Comme l'évoque JM dans cet échange, il y a à la fois un enjeu touchant à l'aspect renaturation, c'est-à-dire de savoir quelle place sera laissée à la faune et la flore, mais aussi une question de la région en tant que lieu de vie des

agriculteurs. Comme nous l'avons indiqué plus haut, les naturalistes souhaitaient une suppression de ce chemin, les agriculteurs qu'il reste tel quel. Les mandataires étaient divisés sur le sujet, mais tous souhaitaient au moins une modification de l'état actuel. L'exclusion du trafic motorisé fut acceptée par les agriculteurs, mais ils ne voulaient en aucun cas que le chemin soit supprimé. Cette opposition ne s'appuyait aucunement sur des aspects agricoles, puisque ce chemin n'était pas indispensable pour permettre l'accès aux parcelles. Les agriculteurs appuyaient leurs arguments essentiellement sur l'importance que ce chemin avait pour le public. En tant que voie de circulation pour les jeunes, mais aussi en tant qu'axe de promenade le long de la Seymaz. Ils soulignaient également le caractère éducatif que pourrait prendre ce chemin dans le cadre du projet de renaturation. Enfin, d'autres arguments renvoyaient à la question du chemin en tant que marqueur territorial. Pour les agriculteurs, cette région est la leur et ils souhaitaient que la réalisation du projet ne les en exclue pas, qu'on ne cherche pas à effacer tous les marqueurs paysagers qu'ils avaient inscrits au fil du temps. AC en particulier se montrait intransigeant sur cette question du cheminement. Il nous déclarera plus tard au cours d'un entretien que pour lui, la défense de ce chemin revêtait avant tout une importance symbolique, « *pour ne pas perdre totalement la face* »^[e-2].

Les naturalistes, quant à eux, souhaitaient la suppression totale du chemin. Mais celle-ci semblait compromise face à la position des agriculteurs. Ils tentaient donc d'obtenir la solution la plus « légère » possible. Si sous la pression conjointe des questions biologiques, mais aussi de la volonté des mandataires de réaliser un projet cohérent, il sembla acquis que la circulation automobile serait interdite et le revêtement modifié, l'aspect final n'était pas tranché. Le compromis privilégié par les naturalistes et certains mandataires était de laisser le chemin sans entretien, le passage étant uniquement assuré lorsque le niveau de l'eau serait bas. L'autre possibilité était la construction d'une passerelle qui séduisait une autre partie des mandataires et certains représentants du monde agricole. La question ne fut pas tranchée de manière définitive au cours de cette séance, YB du bureau coordinateur laissant volontairement planer le flou sur cette question^[e-33].

L'autre sujet qui ressortait de cet échange était celui des rapports avec l'État. Se posait ici la question de savoir de quelle marge de manœuvre disposait le Groupe d'accompagnement par rapport à ce qui était indiqué dans la loi, mais également comment le contenu de la loi pouvait être interprété. D'une manière générale, cette question du rapport à la loi allait être présente dans toute cette séance, revenant plusieurs fois (c.f. chapitre 7). Cette question de la marge de manœuvre était importante, puisque les partenaires présents considéraient qu'une des raisons de l'échec de l'avant-projet était due au fait que lorsque les discussions dans le cadre de la Charte s'éloignaient de la loi ou ne répondaient pas strictement à la lecture des objectifs telle que faite par l'administration, cette dernière passait outre les discussions. D'un autre côté, les membres du Groupe d'accompagnement revenaient toujours à la loi pour savoir ce qu'ils pouvaient ou ne pouvaient pas faire. Enfin une critique venant de la part des mandataires portait sur le caractère « historique » du texte, indiquant qu'il était inspiré de principes datant de plus de 10 ans, en particulier

pour ce qui concernait la mise en réserve et également la formulation d'objectifs précis :

« MB : Les cibles sont un effet pervers de la loi. Quand on ne sait pas comment les atteindre ou qu'on ne peut pas, on ne sait plus quoi faire. C'est bien d'en avoir, mais il faut les pondérer.

YB : De toute façon, je ne vois pas comment on peut formuler une renaturation dans la loi. Je me demande ce que penserait un juriste qui viendrait à nos séances et qui entendrait ces discussions... On a eu des échos de l'administration. S'il y a un consensus qui se dégage ici, l'administration suit.

MB : Je te rappelle que lors des engueulades entre AW et GM, ils ont ressorti la loi.

AC : La loi est encore dans cet esprit des années 80. Nous on s'est senti exclu de ce texte. Et je pense que c'est un aspect qui n'est pas bon. À un moment il fallait qu'on arrête le processus.

JR : Mais je ne suis pas sûr que les blocages aient été que négatifs. Il fallait aller à un extrême après l'autre, pour retrouver le juste milieu.

AC : Oui, la lettre [de janvier 2003] c'était de la provocation, il fallait qu'on repense tout. Ce que personne n'a évalué dans toute cette histoire, c'est le deuil que doivent faire les agriculteurs. On est là depuis toujours, on nous demande d'évoluer, mais l'évolution ne peut pas se faire en deux jours. Il faut se parler.

PR : S'il y a des gens menacés, c'est tout aussi important, voire plus, que des espèces menacées.

AC : [à PR] Ce que j'aime dans votre texte, c'est que vous parlez de patrimoine à valoriser. C'est très important. Ça devrait être à la base de tout projet. On ne doit pas chercher à concilier des intérêts inconciliables. C'est pas possible.

FD : J'ai certainement plus de volonté que d'autres de créer quelque chose de 'nature,' mais je ne veux pas le faire contre les hommes. S'il y a une plus grande diversité d'espèces, c'est déjà un succès. Je suis d'accord qu'il ne faut pas d'objectifs fixes

PR : Oui, mais chaque fois qu'on cherche à raisonner comme ça, il y a des gens qui brandissent la loi.

AC : C'est une stratégie politique.

JR : Oui, mais c'est l'administration. Ils sont obligés de respecter la loi.

PR : Oui, mais comme le disait MB, il s'y réfugient quand ça les arrange.

MB : Le texte [de PR] évoque plus des principes que des objectifs fixes. C'est dans cette direction qu'il faut aller pour faire un bon projet. »^[1-7]

Toutefois, comme cela est mentionné au début de l'échange ci-dessus, l'administration, même si elle se portait garante de la loi, était aussi prête à suivre le Groupe d'accompagnement s'il arrivait à dégager un projet consensuel.

Afin de finaliser le projet tel que tracé dans les grandes lignes lors de la séance du 16 janvier 2004, une autre réunion du groupe de travail fut organisée le 23 février 2004 sur une demi-journée. Elle fut suivie par une visite à Rapperswil et au Kaltbrunner Riet dans le canton de Zurich le février 2004 (en présence de membres du Comité de Pilotage également) afin que partenaires puissent se faire une idée de ce à quoi le projet pourrait ressembler^[t-9].

Finalisation du projet (mars 2004 - octobre 2005)

Si au cours du début de l'année 2004 le projet prenait lentement forme, une image claire n'était pas encore disponible. Le comportement de la nappe d'eau souterraine et son interaction avec la rivière devaient être étudiés de manière plus approfondie, afin d'arrêter les choix techniques concernant le projet. Au cours de la séance du 23 février 2004, YB demanda donc aux agriculteurs s'il était possible de réaliser un test grandeur nature en réalisant un barrage en sac de sables sur la Seymaz afin d'inonder les terrains alentour et ainsi voir la taille du plan d'eau ainsi que son influence sur le réseau de drainage et étudier les interactions entre la nappe et la Seymaz^[t-8]. Cette idée rencontra un enthousiasme chez l'ensemble des membres du Groupe d'accompagnement. Chez les mandataires, cette idée paraissait folle et son acceptation par les agriculteurs surprit agréablement. L'État accepta également d'indemniser les agriculteurs concernés. La réalisation du test, si elle ne fut pas sans incident¹⁰⁷, se révéla un succès complet. Le barrage fut posé le 8 mars 2004 et enlevé le 22.

Un an après l'expérience, CM revenait sur le caractère « fou » de cette expérience :

« Et quand y a eu cette possibilité de faire quelque chose d'important au niveau du marais, avec un ouvrage tout simple, alors là je pense que YB a eu - sauf erreur parce que je pense que c'est lui qui a eu cette idée - puisqu'il a eu une idée vraiment très intéressante de faire cet essai grandeur nature. Moi j'y aurais pas pensé, et je me serais pas permis d'imaginer ça, parce que... D'une part ça venait de lui, ça passait plus facilement, mais ça paraissait trop... un peu trop 'extrême' entre guillemets. Et peut-être avec sa fraîcheur, sa naïveté, sa neutralité, c'est très bien passé. Et puis franchement c'était une idée qui a été vraiment très... qui est toute conne mais qui a été très bonne. Et ça, ça a eu un très gros impact. Tant parce que ça a permis de tuer certaines idées reçues. C'est vrai que ça a donné une image. Ça a coïncidé aussi avec le début du printemps, donc il y avait aussi du monde, de la faune dans le

¹⁰⁷ Lors de fortes pluies durant la période de l'essai, des agriculteurs tentèrent d'enlever les sacs en raison d'inondations à Meinier. Ils pensaient que la montée du niveau de l'eau empêchait l'écoulement des collecteurs de drainage et faisait refluer l'eau, provoquant des inondations à Meinier. Une inspection des regards de drainage sur le collecteur de Compois à proximité du plan d'eau montra que celui-ci n'était pas en charge à ce niveau et que donc les problèmes à Meinier avaient une autre origine (Discussion sur le terrain avec YB)^[t-12].

Une renaturation en béton !

marais. Donc y a tout plein de points de convergence. Ça a montré qu'y avait des agriculteurs qui avaient finalement un intérêt, une attente pour un projet comme ça. Enfin une attente je sais pas. Mais en tout cas y avait une réceptivité. »^[e-8]

Plusieurs facteurs vinrent renforcer le succès de cet essai. D'une part, plusieurs jours consécutifs de très forte pluie permirent de s'assurer du fonctionnement du dispositif dans une situation extrême. Cela permit de faire monter les eaux du marais et de donner au plan d'eau son extension maximale. Celui-ci, rehaussé à la cote 426,5 m d'altitude correspondait dans sa surface et ses contours à ce qui avait été calculé par les mandataires^[d-254].

Illustration 15 Photo du marais de Sionnet pendant le test (Mars 2004)



Photo: Y.B.

Mais ces fortes pluies ont également contribué à créer un paysage de marais, telle qu'il pourrait exister après la réalisation du projet. Au cours de la séance du Groupe d'accompagnement du 25 mars 2004, la quasi-totalité des agriculteurs manifestèrent leur satisfaction face à l'aspect esthétique du projet. Au cours de la présentation des résultats du test, au moment de la projection de photographies montrant un coucher de soleil sur le marais avec un envol d'oiseaux (cf. ill. 15), AC dit à YB « *Tu vas nous faire accepter le projet là* »^[d-254].

Pour la Maire de Choulex CJ, c'est également l'aspect esthétique du projet qui a permis de créer l'adhésion autour du projet :

« CJ: Moi je trouve ça magnifique. L'essai qu'ils ont fait là... Ah, moi j'aurais voulu que ça reste comme ça. C'est d'une beauté incroyable. Moi, je pense que ça ne peut être que beau. Ça peut qu'apporter un plus à cette région. C'est très beau et... Bon y aura quelques moustiques en plus, mais y aura plus de libellules si y a plus de moustiques. Y aura... Les choses se feront, elles se mettent en route. Non, non, moi je trouve que c'est une idée... Alors ça j'ai toujours été positive face à ce projet, dès le début. Je pensais que ça ne pouvait qu'être bénéfique pour cette région. Alors après c'était la manière dont on le traitait. Mais la démonstration qu'ils ont faite en mars l'année dernière, pour moi elle est concluante. Malheureusement ça sera pas souvent comme ça, puisque c'est des crues... [rires]

OE: Et vous avez eu des échos de la population ?

CJ: Les gens ont trouvé ça beau. Ouais les gens étaient très positifs. Très positifs ! Non alors... Les gens imaginaient pas ! Ils ont pas imaginé que ça pouvait être comme ça. Et ceux qui sont allés voir, y en a pas un qui m'a dit 'Oh la la ! Quelle horreur'. Non, non ! Tous étaient très positifs. Enthousiastes ! D'ailleurs AC c'est ce qui lui a fait aussi virer sa cutie. C'est de voir la beauté du paysage, du site. »^[e-7]

La grande satisfaction des promeneurs était également soulignée par YB qui avait tenu un stand d'information pendant les week-ends sur lesquels se déroulait l'essai et avait pu s'entretenir avec près de 150 personnes^[d-254 ; t-12]. Les naturalistes n'étaient pas en reste, en particulier les ornithologues, qui pendant l'essai ont pu observer des espèces habituellement absentes de la région, comme le relevait CM :

« Et puis avec l'essai qu'on a fait au mois de mars, avec les sacs et puis tous ces oiseaux qui sont apparus... d'une façon miraculeuse [rire]. Ça c'était la seule fois où on a réussi à expliquer le projet d'un point de vue biologique. »^[e-33]

Le procès-verbal de la séance du 25 mars 2004 complétait en indiquant :

« pas moins de 7 espèces de canards migrateurs (représentant jusqu'à 130 oiseaux certains jours) et 8 espèces d'échassiers ont visité le site durant l'essai. Cette forte affluence est à mettre en relation avec l'extension du plan d'eau, mais aussi avec une coïncidence avec le début de la période de migration. A titre de comparaison, CM relate les résultats d'un suivi réalisé en 1989 sur le site, année où le marais a été inondé de manière continue jusqu'au 20 mai. Le site avait alors hébergé jusqu'à 20 espèces d'échassiers en escale, parfois en nombre très important pour un site du plateau suisse. Cette situation remarquable de 1989 pourrait se reproduire annuellement si le marais était plus étendu et en permanence en eau – à l'image de ce qu'il était durant l'essai. »^[t-254]

Au-delà de l'adhésion des partenaires, l'essai grandeur nature de mars 2007 permit aussi aux mandataires d'affiner les aspects techniques du projet.

D'une part, suite aux demandes répétées des agriculteurs une réflexion avait été menée sur la qualité des eaux. Cet aspect avait été délaissé en raison du faible potentiel de la Seymaz sur ce point-là. Toutefois, comme nous l'avons vu dans le chapitre 4, cette thématique avait été l'un des principaux moteurs du discours genevois sur la renaturation. Les agriculteurs s'étonnaient que cet aspect ne soit pas plus étudié dans le cadre du projet. Les résultats des études effectuées par les mandataires avaient montré que l'eau de la nappe était pure tandis que celles de la Seymaz étaient très polluées. La volonté de ne pas mélanger ces eaux avaient, un certain moment, fait hésiter les mandataires à enlever le béton des berges^[d-256 ; d-272].

Illustration 16 Représentation schématique des interactions nappe/ Seymaz

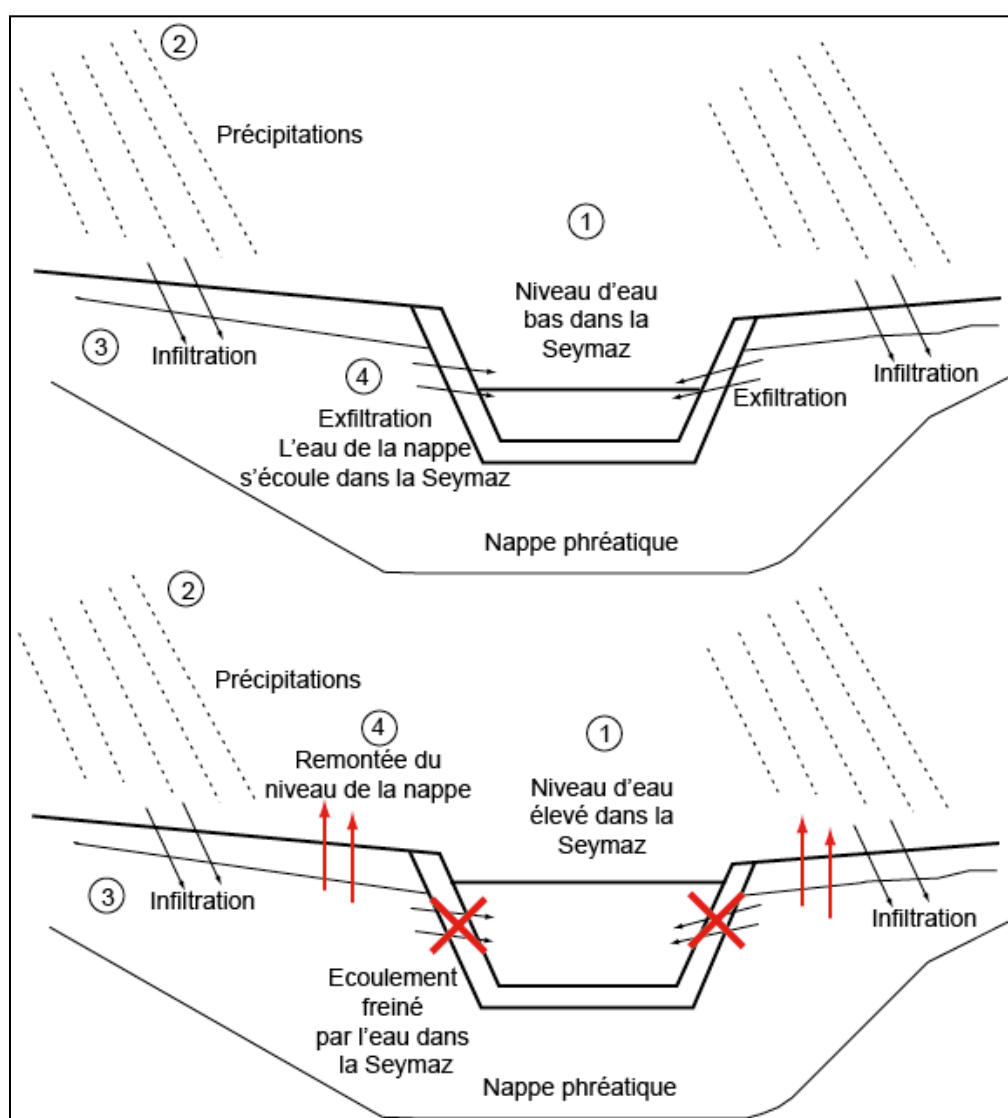


Schéma : O. Ejderyan

Les études réalisées par l'hydrogéologue MH au moment du test, montraient que c'était l'eau de pluie qui alimentait la nappe phréatique dont le niveau était très proche de la surface et suivait une pente en direction de la Seymaz. Lorsque le niveau d'eau dans la Seymaz est bas, c'est donc la nappe phréatique qui alimente la Seymaz. En maintenant un niveau d'eau dans la Seymaz, supérieur à celui de la nappe, l'écoulement vers la Seymaz est bloqué. Le niveau d'eau de la nappe monte jusqu'à finir par affleurer à la surface (cf. ill. 16) et créer ainsi un plan d'eau. Concernant le projet, cela permettait plusieurs choses :

- Si en raison de la différence de qualité de l'eau, il n'était pas souhaitable de détruire les berges et laisser les eaux de la rivière directement se mélanger à celle du plan d'eau, les plaques de béton recouvrant les berges pouvait, être enlevé sans crainte, l'écoulement allait de la nappe vers la rivière. Aucune fonction de filtrage ne se trouvait ainsi bouleversée.
- Le soutien d'étiage était facilité et ne demandait pas de surfaces de retenues supplémentaires excessives, la rivière étant alimentée par la nappe, et par le rôle « d'éponge » du sol tourbeux, restituant l'eau en période de sécheresse. Ce phénomène avait pu être observé en 2003, au moment de la canicule, la Seymaz étant un des rares cours d'eau qui n'était pas à sec.
- La cunette en béton située au fond du lit allait être gardée à la demande des services de l'État chargés de l'entretien qui craignaient que sa suppression ralentisse encore l'écoulement et accentue la sédimentation. Toutefois, le fond du lit ne serait pas curé pour permettre un dépôt de vase suffisant d'un point de vue biologique.^[254 ; t-13]

À partir du mois de mars 2004, le Comité de pilotage qui ne s'était pas réuni depuis le mois de juin 2003, reprit le suivi du projet et fusionna avec le Groupe de projet chargé du contact avec les mandataires en avril 2004. Si d'une manière générale, l'administration se montrait satisfaite de la volonté d'aller de l'avant et du consensus au sein du Groupe d'accompagnement mais aussi de la légèreté des travaux et la réduction des coûts ainsi obtenus, certains aspects du projet soulevaient des critiques. D'une part, la définition anthropocentrique de la renaturation donnée par le document de PR entraîna des critiques plus ou moins vives de la part de membres de l'administration. Dans un e-mail analysant le document, JP du SECOE regrettait notamment que seules l'urbanisation et l'industrialisation soient considérées comme responsables de la dégradation des rivières, sans aucune mention de l'agriculture^[d-251]. GM pour sa part réagissait violemment à ce document, le ressentant d'après YB comme « *une attaque personnelle* »^[t-10]. Il critiquait d'une part, l'approche suivie par le Groupe d'accompagnement, voulant renaturer progressivement, alors que l'assèchement des marais s'était fait de manière brutale :

« De plus le fait de garder le béton lui [à GM] semble relever de l'hypocrisie technocratique, dans la mesure où le principe consiste à observer finalement ce que la faune et la flore sont capables de faire dans un tel contexte »^[d-250].

Le Comité de pilotage émis également des réserves sur la volonté des mandataires de n'abaisser les berges que d'un côté de la rivière de façon à avoir des pentes plus naturelles et de maintenir les autres en l'état afin de sauvegarder la trace humaine. La

volonté des architectes de maintenir un tracé entièrement rectiligne sur la Touvière était également critiquée car ne permettant pas selon le Comité de pilotage d'assurer les fonctions de cordon biologique pour la faune^[d-250].

Dans le cadre du groupe de mandataire, cette décision satisfaisait CM, qui estimait que ses propositions portant sur les aspects environnementaux étaient systématiquement mises en minorités, en raison du parti pris paysager^[e-8]. Les modifications du Comité de pilotage proposée furent ainsi l'un des seuls moment où les questions biologiques ont été débattues ouvertement dans le cadre du Groupe d'accompagnement :

« MB : À la dernière séance avec le COPIL on a eu des critiques sur les réseaux biologiques. On doit modifier les profils un petit peu

AC : Un petit peu c'est combien ?

YB : Pour les profils, le principe c'est, on abaisse une rive, on laisse l'autre. Il y a une opposition au sein du groupe [de mandataires] sur la forme et ce qu'on va réaliser. Ce projet est situé dans une zone plus importante. Cette zone comprend différentes régions comme Sionnet Rouëlbeau et les bois Jussy qui sont des habitats pour la faune. Il faut des corridors qui permettent de les joindre. Les milieux environnementaux trouvent que la Touvière ne permet pas à certaines espèces comme les libellules de remonter jusqu'à Rouëlbeau. Il leur faut des relais entre Sionnet et Rouëlbeau.

CM : Il faudrait faire 150-200 m sur l'aval de la Touvière et l'aval du Chambet. Ce sont des volumes modestes.

AC : Mais il ne faut pas dire que c'est modeste, il faut dire c'est combien.

CM : Il faut décaper sur 50 cm sur 5 m. C'est beaucoup moins que ce qui était prévu dans l'avant-projet.

AC : Dire que c'est pour les libellules c'est pas suffisant, ça ne passera jamais. C'est cher payé pour des espèces qui sont déjà là

PH : Je veux juste te dire AC que les libellules c'est pas juste des libellules. C'est une espèce indicatrice qui dit qu'un paysage fonctionne. Si on peut en avoir plus, ça dit que ça fonctionne ailleurs. Là on a des paysages intermédiaires qui permettent aux espèces de passer.

AC : Oui mais il faut nous expliquer, nous on ne demande qu'à comprendre.

YB : Je veux juste rajouter que je n'arrive pas à tout comprendre. Je n'arrive pas à trancher dans les deux positions antagonistes. J'ai demandé à PH de voir ce que ça apporte. Est-ce que c'est anecdotique ou ça apporte quelque chose ?

MB : Nous on voit le plan, on ne dit pas c'est tout ou rien, mais CM veut faire bande sur 4-5 m, et on inonde. Mais c'est complètement artificiel ! Nous ce qu'on veut c'est qu'on fasse déjà ça et qu'on regarde après. Ce qu'on veut dire aux biologistes : faites nous une cartographie, et avec ça on pourrait voir les espèces qu'on a et 'on pourrait discuter.' Si on ne le fait pas, le COPIL va trancher dans le lard et après on rentre... Nous on aimerait que la Touvière on

n'y touche pas. C'est une ficelle. On ne veut pas que ça ressemble à là [il montre Rouëlbeau sur un plan].

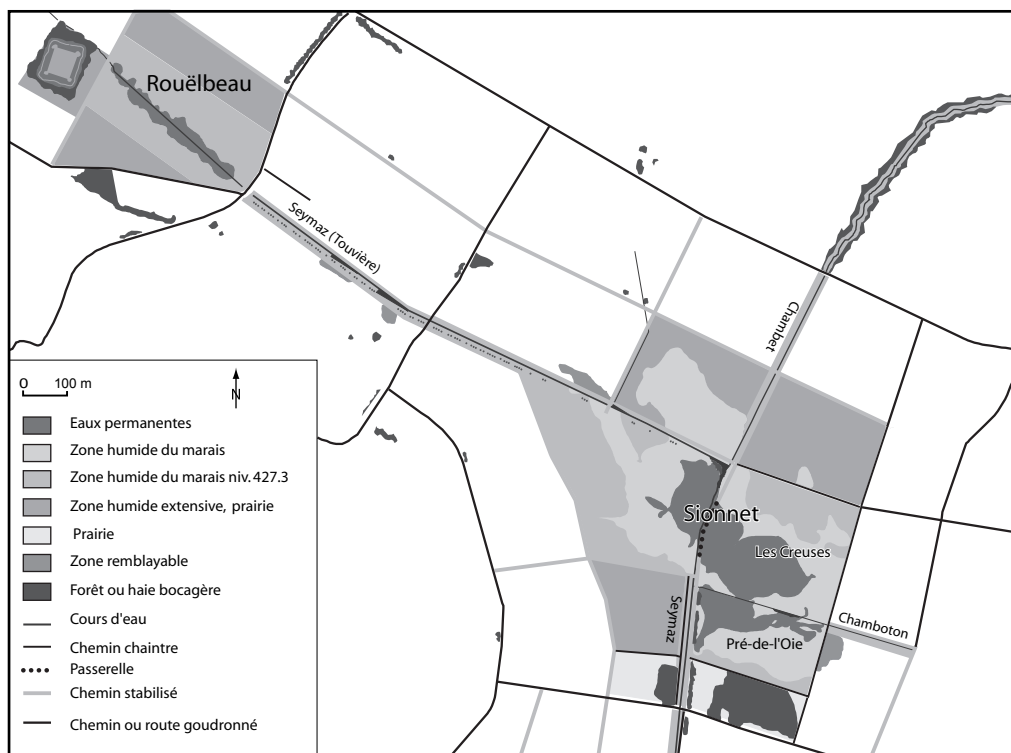
MD : Moi je vous demande les libellules elles sont pas bien dans le marais ?

FD : Il faut qu'on soit clair, l'expression libellule n'est pas choisie au hasard. C'est un indicateur, un symbole, un représentant d'autres espèces. Pensez à la chaîne alimentaire, aux espèces végétales. Ne nous charriez pas sur les libellules, parce que c'est vrai que c'est ridicule. Il ne faut pas tout prendre au pied de la lettre

AC : Tant qu'on nous explique pas on prend au pied de la lettre.

MD : [Très remonté] Merci des explications, mais moi je suis écœuré ! Mettre des 100'000 balles ! Mais avec les dettes qu'on a dans le canton, on laisse crever les personnes âgées ! Et nous, on discute de libellule. C'est ridicule ce projet.

Illustration 17 Image directrice du projet tel que proposé par le Groupe d'accompagnement en mai 2004



Source : O. Ejderyan d'après Mantilleri et Schwarz 2004.

YB : Je suis d'accord. Mais il faut pas oublier que l'avant-projet était à six millions, et si on met 100'000 balles, on veut des résultats. Et on pense justement que là on peut faire beaucoup avec 100'000 balles .

AC : [Aux autres agriculteurs] *Mais je suis d'accord que ça peut paraître beaucoup. Mais on a quand même fait faire des économies. On a accepté le principe. On va pas le remettre sur la table. Par notre opposition, on a eu un effet. Si c'est un plus pour l'environnement on pourra le revendiquer* »^[t-13]

Ce passage montre toute l'ambiguïté de la place accordée aux questions environnementales dans le cadre des discussions du Groupe d'accompagnement (et au cours de l'ensemble du projet d'une certaine façon). Celles-ci ne furent que très peu discutées, alors que comme nous le voyons ci-dessus, les agriculteurs demandaient des explications (cela à plusieurs reprises dans le cadre du Groupe d'accompagnement^[e-2 ; t-13]). Des élargissements ponctuels furent donc proposés sur la Touvière, mais en cherchant à conserver un caractère architectural anthropique^[d-257 ; d-267].

Au mois de mai 2004, le Groupe d'accompagnement acceptait l'image directrice du projet (cf. ill. 17, ci-dessus). Celle-ci allait servir de base pour la préparation d'une première version de la demande d'autorisation de construire en septembre 2004^[d-267].

Illustration 18 Schéma explicatif du système de régulation du plan d'eau et de la gestion des eaux

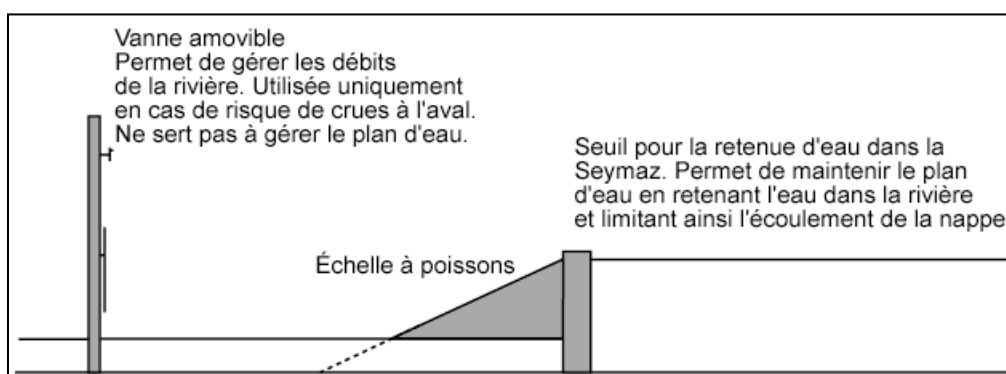


Schéma : O. Ejderyan

Les principaux aspects de cette image directrice étaient :

- La récréation du marais dans la zone centrale sur une surface de plus de 6 ha en période de hautes eaux. Le rehaussement du niveau de la Seymaz n'était plus obtenu par la fermeture d'une vanne, mais par la pause d'un seuil¹⁰⁸ qui maintenait l'eau à la cote 426,5 m. (ill. 18). Ce seuil était équipé d'une passe à poissons en béton, posée au milieu du lit (ill. 19). Ce choix était justifié par la logique de rendre explicite l'action humaine, en ne suivant pas une esthétique

¹⁰⁸ Les mandataires avaient envisagé initialement de poser 13 seuils successifs avant la vanne afin de rehausser le niveau de l'eau progressivement et de permettre la remontée des poissons. Toutefois, cette solution posait le problème de la qualité de l'eau stagnant entre les seuils en période d'écoulement réduit. Elle fut abandonnée à la demande du Comité de pilotage à la fin de l'année 2004^[d-281 ; d-282].

faussement naturelle à base de rondin de bois. Le béton était également justifié par des questions d'entretien et écologiques concernant la qualité de l'eau. L'usage du bois aurait nécessité soit un bois traité chimiquement pour résister à l'eau, soit un entretien et un renouvellement fréquent de l'ouvrage.

Illustration 19 Seuil pour la retenue d'eau sur la Seymaz et échelle à poisson au milieu du lit



Photo : O. Ejderyan

- La pose d'une vanne amovible équipée d'un système de poulie afin de gérer les crues et maintenir un débit maximal de $17\text{m}^3/\text{s}$ à pont Bochet (ill. 18 et 20). La vanne n'a aucun effet sur le niveau du plan d'eau. Pour des raisons de sécurité, les deux fonctions ont été séparées. La vanne ne permet pas la gestion des petites et moyennes crues qui a été abandonné au profit d'une gestion de l'érosion là où elle survenait. Un autre argument pour l'abandon de la gestion des moyennes crues était le marnage quotidien du plan d'eau que cela aurait produit et les conséquences négatives en période de nidification pour des espèces s'établissant à proximité de l'eau¹⁰⁹.

¹⁰⁹ Cela aurait également été le cas si le soutien d'étiage avait été maintenu^[d-148 ; d-211]. Mais ce problème ne se posait plus après que les interactions nappe/Seymaz aient été clarifiées (cf. ill. 16) et ont confirmé les observations réalisées au cours de l'été 2003 indiquant que même en période de forte sécheresse la Seymaz continuait d'être alimentée par l'eau de la nappe.

Une renaturation en béton !

Illustration 20 Vanne mobile au Pont de la Motte



Photo : O. Ejderyan

- Le démantèlement du béton sur le Chambet et la modification des profils (ill. 21) sans reprendre le tracé. Les ingénieurs considéraient que la dynamique hydraulique sur ce cours d'eau était suffisante pour travailler les berges.

Illustration 21 Exemple de profil sur le Chambet (vue vers l'aval)

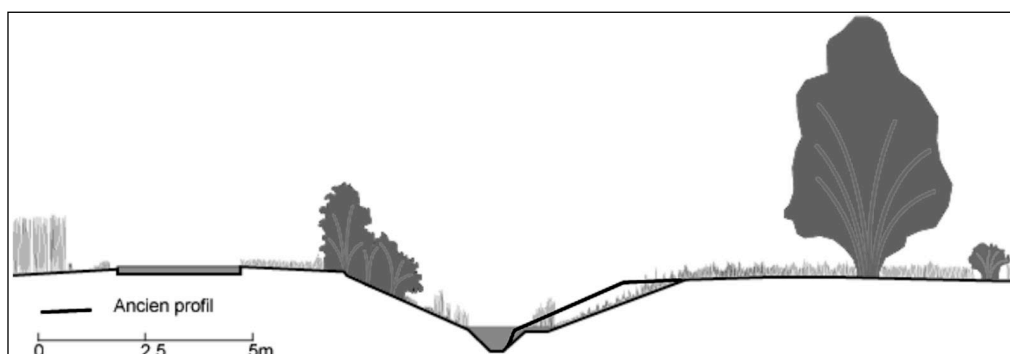


Schéma : R. Tuor d'après DIAE 2004.

- La reprise des profils sur l'une des rives du Chamboton et le réaménagement du cordon boisé.

Illustration 22 Exemple de profil d'un élargissement ponctuel sur la Touvière (vue vers l'aval)

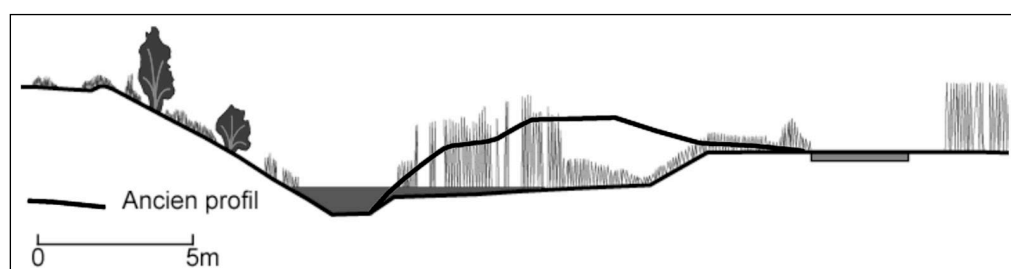


Schéma : R. Tuor d'après DIAE 2004

- La mise à ciel ouvert du collecteur de Compois sur la parcelle avant la confluence avec la Seymaz. L'abaissement dissymétrique des berges sur la Touvière en conservant le tracé actuel. Des élargissements ponctuels seraient réalisés afin d'offrir des zones relais à la faune entre Sionnet et Rouëlbeau (ill. 22 et 23).

Illustration 23 Élargissement ponctuel sur la Touvière (cf. ill. 22)



Photo : O. Ejderyan (photo montrant approximativement le même tronçon que sur l'illustration 12)

Une renaturation en béton !

- La nouvelle version du projet reprise dans le cadre du Groupe d'accompagnement nécessitait 15'000 m³ pour des remblais ponctuels dans certaines zones à proximité de l'eau et risquant d'être inondées plus fréquemment.
- Le nouveau projet coûtait près d'un million de francs suisses de moins que l'avant-projet.
- La perte de SAU s'élèverait à 5,2 ha.

La renaturation du Nant du Paradis dans sa partie aval qui figurait également dans le projet de loi de renaturation de la Seymaz faisait l'objet d'une demande d'autorisation de construire séparée. Le Comité de Pilotage avait souhaité lancer les travaux sur ce tronçon qui ne présentait pas de problèmes techniques ni fonciers afin d'engager les crédits dès l'année 2004. Selon l'administration, il existait un risque que le Grand Conseil ne voyant rien se réaliser réaffecte ces crédits. Les travaux sur le Nant du Paradis furent réalisés à partir de la fin de l'hiver 2005 (cf. ill 24).

Illustration 24 Travaux de renaturation sur le Nant du Paradis



Photo : O. Ejderyan

Le projet sur lequel le Groupe d'accompagnement était parvenu à se mettre d'accord prévoyait un plan d'eau permanent plus vaste que l'avant-projet. Néanmoins, en raison de la réduction des emprises du cours d'eau, la surface finalement dédiée à la renaturation restait équivalente à ce qui avait été inscrit dans la loi. Le Comité de Pilotage, s'il émettait comme nous l'avons vu plus haut des réserves sur certains

aspects, se montrait dans l'ensemble très satisfait de l'ensemble du projet, en particulier de la récréation du marais et de l'adhésion qu'elle suscitait. Le 20 décembre 2004, le projet fut présenté à l'ensemble des partenaires de la Charte et des différents services de l'État en présence du Conseiller d'État Robert Cramer^[d-289]. Au cours de cette séance, le magistrat se déclarait satisfait de la démarche qui avait été suivie par les mandataires et le Groupe d'accompagnement, mais indiquait qu'il fallait que le projet revienne entre les mains de l'administration^[t-21].

La réalisation du projet (janvier – octobre 2005)

La présentation du projet dans ses grandes lignes et la rédaction de la demande d'autorisation de construire ne signifiaient pas pour autant que le projet était réalisé. En effet, malgré l'adhésion des agriculteurs, ceux-ci n'avaient encore signé quasiment aucun acte de cession de terrain à l'automne 2004, en raisons d'incertitudes sur le futur du projet et également de questions concernant les compensations.

Alors que pendant les négociations concernant l'avant-projet, comme au cours des séances du Groupe d'accompagnement, les agriculteurs s'étaient opposés de manière collective à des déplacements de terre trop importants, beaucoup indiquaient au moment des négociations individuelles avec l'État, qu'ils souhaitaient profiter de remblayages sur des parcelles, dont certaines n'appartenaient pas au périmètre du projet^[e-5]. Ces demandes irritaient les représentants de l'État, mais suscitaient également un certain étonnement chez les mandataires. Les pistes suivies dans le cadre du Groupe d'accompagnement pour minimiser les mouvements de terres avaient abouti à ce que les volumes d'excavation prévus ne permettaient pas de répondre à toutes ces demandes individuelles^[d-299]. Les agriculteurs de la région souhaitaient également que les différentes questions foncières en suspens soient réglées, comme par exemple la remise à jours des baux d'exploitation des parcelles propriétés de l'État qui n'étaient pas toujours en ordre. La question de la station de pompage sur la parcelle d'AC (cf. supra) n'étant toujours pas réglée, ce dernier refusait tous travaux, notamment sur sa parcelle centrale pour le projet dans la région de Sionnet^[t-25].

Concernant les aspects techniques du projet, plusieurs points étaient encore en suspens. D'une part, les agriculteurs souhaitaient des assurances quant à la réfection et la reprise de drainages sur leurs parcelles situées à proximité de la zone de projet ^[d-254 ; t-8 ; t-13]. Ils craignaient en effet que ceux-ci soient mis en charge par la remontée du niveau de l'eau ou qu'ils se bouchent suite à un écoulement trop lent (cf. illustration 27 chapitre 7). En particulier sur la rive gauche de la Seymaz à proximité des Creuses et du Pré-de-l'Oie, la reprise des drainages était techniquement délicate et devait être calculée de manière précise en raison de la faible pente et du niveau élevé du plan d'eau^[t-14]. Les mandataires assuraient les agriculteurs qu'ils feraient tout leur possible et veilleraient à ce que les drainages soient réalisés de la meilleure façon^[t-17 ; t-19 ; t-22].

L'autre inquiétude des agriculteurs concernait l'entretien du site. Il s'agissait d'une part de l'entretien du canal de la Seymaz, afin d'assurer un écoulement suffisant de l'eau, surtout à proximité des sorties de tuyaux de drainage, pour éviter que la

végétation ne les bouche^[d-279 ; t-17 ; t-19]. Dans les zones élargies à vocation nature, des mesures techniques comme des enrochements avaient également été adoptées par les mandataires afin d'éviter l'installation de végétation en abondance au niveau des sorties de drainage et pour faciliter l'entretien (cf. ill. 28 chapitre 8).

Mais la question de l'entretien ne se limitait pas uniquement à ces aspects techniques. Elle prenait aussi une dimension « politique » dans la mesure où, en fonction des choix d'entretien effectués, le projet pourrait prendre une allure totalement différente. Comme le soulignait CM :

« Si on laisse partir le truc sans trop s'en occuper, par exemple si c'est envahi de manière mono-spécifique par du roseau – ça s'ra pas le cas là-bas – mais que tout à coup, t'as des acacias qui envahissent toute la zone où t'avais prévu d'avoir plutôt une haie diversifiée avec 2-3 arbres, ou que t'as des saules qui commencent à tout recouvrir et que tu laisses évoluer comme ça... Tu vas avoir un résultat qui va être très différent d'une situation avec un entretien bien ciblé au début, des fauches un peu répétées, éliminer les quelques saules qui viennent pour orienter le terrain par exemple vers une prairie humide. Et pis une fois qu'elle est implantée, à priori y a plus assez de lumière pour permettre aux ligneux de se développer. Et pis ensuite tu peux imaginer de faucher à la fin de l'été où des choses comme ça. Une fois que le système est assez bien en place, à priori s'il est dans une situation d'équilibre, il se maintient bien. Pour un milieu finalement, ou pour un site qui serait le même, en fonction de l'effort de l'attention que t'as porté au début (...) tu peux avoir des configurations, cette fois-ci, complètement différentes. Tu peux avoir une surface un petit peu comme les Creuses, ou une zone buissonnante comme celle qui est un peu en bordure de la parcelle d'AC. Alors les deux ont beaucoup d'intérêt, mais s'il y en a une qui devient complètement dominante et pis qui recouvre tout, à ce moment-là, c'est un peu un échec. Et j pense que, ouais, l'entretien fait au moins la moitié du projet »^[e-8].

Des propos de ce type étaient d'ailleurs repris par nombre d'autres acteurs ^[d-291 ; e-5 ; e22 ; e-30 ; e-33]. C'est dans cette optique que dès le printemps 2004, le Groupe d'accompagnement avait proposé la création d'un groupe chargé de la gestion du site, regroupant les agriculteurs, les environnementalistes, les communes et les services de l'État concernés par l'entretien^[d-286 ; d-289 ; d-292 ; t-21]. Si le principe de ce groupe avait été accepté d'emblée par l'administration, les modalités de sa mise en place et ses attributions restaient ouvertes^[e-5]. Or, en raison de l'importance qu'ils accordaient à l'entretien pour la suite, les agriculteurs refusaient de signer la vente.

Alors qu'à la fin de l'année 2004, les grandes lignes du projet avaient été arrêtées et que sa réalisation semblait imminente, la situation au printemps 2005 était à nouveau tendue et plusieurs acteurs redoutaient à nouveau son échec. Le 10 mai la demande d'autorisation de construire finale avait été déposée au DAEL pour permettre sa circulation dans les services concernés et chargés d'émettre un préavis ^[d-302]. Afin de débloquer la situation induite par le refus des agriculteurs de signer les ventes avant la mise en place d'un groupe de gestion et celle de l'État d'officialiser ce groupe avant la réalisation du projet, la signature d'un protocole d'accord fut organisée entre l'État et les propriétaires. Ce document indiquait les engagements de l'administration,

notamment en termes d'entretien et sur la mise en place du groupe de gestion mais aussi vis-à-vis de chacun des propriétaires concernés [d-303 ; d-304]. Une séance pour la signature de ce protocole fut organisée le 26 mai 2005 à la mairie de Meinier. Au début de la séance deux modifications apportées à la demande d'autorisation de construire furent communiquées aux agriculteurs. La première concernait l'enterrement de la ligne à haute tension qui ne serait réalisée que dans la partie centrale du projet fréquemment inondée¹¹⁰. La deuxième concernait le cheminement dans la zone centrale du projet : il était finalement décidé de maintenir le chemin, mais de supprimer le revêtement goudronné. Cette décision souleva la colère d'AC et la séance prit une tournure houleuse [t-25]. Les mandataires tentèrent d'apaiser la tension en expliquant que ce choix n'impliquait pas, à terme, la disparition du chemin. Le protocole d'accord fut finalement signé.

Le lendemain 27 mai 2005, la Feuille d'avis officiel du Canton de Genève publiait l'annonce de mise à l'enquête publique du projet [d-305]. Lors de la Séance Charte Seymaz du 13 juin 2005, la réalisation semblait définitivement acquise. AW concluait la séance en rappelant que :

« Ça fait 40 ans qu'on essaie de faire quelque dans la région. Tout le monde dit qu'on ne peut rien faire ici. Nous, on a montré le contraire et c'est grâce au travail de tous ceux présents ici. »[t-26]

Ce à quoi AC ajoutait :

« Ce que j'ai trouvé remarquable, c'est que te trouvant dans une impasse, tu as pris sur toi et tu t'es retiré, tu aies laissé faire. Si on en est là aujourd'hui, c'est grâce à ça. Ça demandait beaucoup de courage de faire un geste comme ça. [...]. Finalement je pense à une formule de PH qui disait qu'un bon projet, c'est celui qui ne satisfait personne. Chacun a dû mettre des limites à ses exigences et accepter la liberté des autres. »[t-26]

Le 12 août 2005, l'autorisation de construire était délivrée. À la fin du délai de recours, le 13 septembre 2005 une première réunion de ce qui deviendrait le groupe de gestion, se réunissait sur chantier de la Seymaz. Au cours de cette réunion, il était indiqué que la pose d'une passerelle le long de la Seymaz avait finalement été acceptée^[t-28] (cf. ill. 25). Le 6 octobre 2006 une séance d'inauguration officielle du chantier en présence du Conseiller d'État Robert Cramer et de la presse était organisée afin d'expliquer en quoi consisterait le projet. Le 7 octobre 2006, la Tribune de Genève titrait : *Adieu canal! La Seymaz retourne aux sources.*

Le gros des travaux a été réalisé au printemps et au début de l'été 2006. Les aménagements sur les cours d'eau sont terminés (cf. ill. 21 et 22), tout comme la pose des ouvrages hydrauliques (cf. ill. 19 et 21). Ces photos prises en août 2006 ne permettent pas de se faire une idée sur la végétation finale du projet, ni sur l'extension du plan d'eau. Néanmoins, de premiers indicateurs à la fin de l'année 2006 semblent plaider pour un succès du projet. Du point de vue de la faune, des espèces d'oiseaux qui n'étaient plus présentes dans la région de la Seymaz sont

¹¹⁰ Contrairement à ce qui avait été envisagé au début des discussions du Groupe d'accompagnement, les poteaux électriques inutilisés furent finalement enlevés.

Une renaturation en béton !

revenues, comme lors du test de mars 2004. Mais le plus surprenant a été la rapidité de l'installation d'un couple de castors à Rouëlbeau (après une probable remontée du cours d'eau depuis l'Arve, ou un déplacement depuis le Foron). Concernant l'aspect paysager, le projet a été récompensé en obtenant la troisième place dans la catégorie architecture paysagère lors de la remise du « Hase Preis » 2006 par la revue suisse d'architecture *Hochparterre* (Della Casa, 2003). Il semble donc, que malgré les difficultés connues pendant son élaboration, des leçons peuvent être tirées du projet de renaturation de la Seymaz.

Illustration 25 Passerelle le long de la Seymaz (vue vers l'amont)



Photo : O. Ejderyan

7 Qu'y a-t-il à apprendre de la renaturation de la Seymaz ?

Dans les chapitres précédents, nous avons décrit la réalisation d'un projet de renaturation à Genève, en partant de la naissance de la politique cantonale de renaturation des cours d'eau, jusqu'à la mise en œuvre d'un projet concret, celui de la Seymaz. Le caractère descriptif du travail permet de voir comment le projet de renaturation final est le résultat d'une chaîne d'opérations pratiques, venant d'acteurs engagés dans d'autres pratiques parfois conflictuelles. Ces opérations pratiques forment de nombreux agencements (d'énonciation et machiniques) qui disparaissent, se transforment et dans certains cas acquièrent une certaine durabilité. L'agencement machinique actualisé sous la forme du projet de renaturation réalisé à partir de l'automne 2005 semble avoir cette durabilité. Nous allons donc dans ce chapitre revenir brièvement sur certains passages qui ont permis cette durabilité.

7.1 La dimension affective

Les débats intervenus dans le cadre du Groupe d'accompagnement ont eu la particularité de revêtir un caractère affectif fort. Le fait que le projet a un impact sur l'espace vécu des agriculteurs, tant dans la dimension résidentielle que professionnelle peut expliquer ceci. Une des différences entre les négociations sur premier avant-projet et celles intervenues dans le cadre du Groupe d'accompagnement a été la prise en compte de cette dimension.

À plusieurs reprises, lors des négociations dans le cadre de la Charte Seymaz, les agriculteurs avaient souligné qu'ils désiraient avoir une vision du projet, connaître son caractère esthétique, que celui-ci devait les « *faire rêver* »^[e-2 ; e-11]. Cette demande était prise avec une certaine ironie par les responsables de l'administration^[e-17 ; e-20]. Une image de synthèse de ce que pourrait être le projet a été demandée par les représentants du monde agricole dès la première séance du Groupe d'accompagnement^[d-222], demande qui a été réitérée à plusieurs séances, jusqu'à ce qu'une carte soit enfin présentée^[d-237 ; t-8].

L'importance de la dimension esthétique se voit également dans la terminologie utilisée pour qualifier les interventions qui ont déjà été faites : « *Moi je trouve Rouëlbeau moche*, » disait un agriculteur lors de la séance de validation du projet entre agriculteurs et administration^[t-20]. C'était d'ailleurs afin que les acteurs puissent se faire une idée de « l'allure » que pourrait prendre leur région qu'un voyage de terrain avait été organisé en février 2004 dans des zones renaturées des cantons d'Argovie, Zurich et St-Gall^[t-9]. L'échange ci-dessous, montre que pour les agriculteurs, ces visites avaient aussi pour but de se faire une image de ce que pourrait être leur région :

YD : *Vous trouvez qu'on dérange ?* [n.d.a. : on est dans une zone renaturée en Argovie, par un jour gris, en plein mois de février]

FD : Mais il faut pas extrapoler. À d'autres saisons, dans d'autres milieux ça serait différent

AC : Mais justement, on est là pour extrapoler !

JD : Regardez-là. Vous trouvez ça beau ? On prend ça à l'être humain pour le rendre à la nature. Vous trouvez ça beau ?

FD : Non, c'est pas terrible.

YD : Mais c'est moche !^[t-9]

L'aspect esthétique est important dans la mesure où il peut susciter des attitudes de rejet comme celles vues ci-dessus. Certains agriculteurs furent aussi sceptiques face aux paysages créés par la renaturation car ils les jugent « désordonnés » par opposition à leurs champs « bien propre »^[e-33]. Mais il peut également y avoir des cas où l'aspect esthétique entraîne une adhésion au projet comme ce fut le cas lorsque les mandataires présentèrent des diapositives de photos prises pendant la période du test, avec un coucher de soleil sur le plan d'eau (cf chapitre 6, ill. 18) et qu'AC déclara au coordinateur des mandataires « tu veux nous faire accepter le projet, là »^[t-13]. Au-delà de la simple boutade, on a pu remarquer un véritable changement d'attitude chez certains agriculteurs après la visite de terrain et le test, changement qui a été souligné par d'autres participants^[e-7 ; e-8 ; e-14].

Au sein du groupe de mandataires, l'importance donnée à l'esthétique du projet a favorisé la vision paysagère des architectes par rapport à celle des environnementalistes. Les premiers souhaitant que le projet intègre les traces historiques des interventions précédentes et ne cherche pas à faire un retour à la nature qui serait lui, complètement artificiel. Ce point de vue trouvait un soutien plus fort chez les agriculteurs, dans la mesure où il demandait moins de bouleversements dans le paysage. Lors de plusieurs séances, des désaccords sont apparus entre mandataires à ce sujet. Par exemple lorsque MB s'opposait à trop d'élargissements et à un méandrage artificiel sur le tronçon rectiligne de la Touvière :

« Nous, on aimerait que la Touvière on n'y touche pas. C'est une ficelle. On ne veut pas que ça ressemble à là. » [montrant Rouëlbeau sur une carte]
^[t-13]

Toutefois, cet anthropocentrisme quasi-militant pour l'esthétique du projet n'était pas suivi jusqu'au bout par les agriculteurs, certains s'étonnant par exemple que les architectes plaident pour une vanne en béton plutôt qu'en bois, qui ferait « *plus naturel* »^[t-20].

L'aspect affectif des discussions dans le cadre du Groupe d'accompagnement s'est aussi révélé par les implications identitaires que le projet a pour les agriculteurs. Il s'agit premièrement de l'impact sur leur identité en tant que paysan. En soustrayant des terres à l'agriculture, le projet réduit leur capacité de producteurs. Les agriculteurs n'apparaissent plus comme « nourrisseurs de la nation ». Cette évolution se remarque dans la plupart des pays d'Europe occidentale (Alphandery, 2004). Les mesures de compensation écologiques, si elles permettent d'assurer aux agriculteurs des revenus financiers, impliquent une évolution identitaire qui ne se fait pas facilement comme le souligne cette déclaration :

« Moi j'ai fait des surfaces de compensation. Qu'est-ce que vous voulez, on est bien obligé de faire ça si on veut vivre. Avec ce qu'on produit ça suffit plus. Bon, on se sent comme des mendiants, mais après tout y en a qui font pire » (MD, Agriculteur)^[e-23]

Plusieurs interventions faites dans le cadre du Groupe d'accompagnement montrent également l'importance de cet aspect :

« C'est très beau de faire des projets comme ça, le respect de la nature. Mais le respect de ceux qui travaillent la terre il est où ? Il y a le vent de l'écologie, moi je suis d'accord avec ça, mais on ne nous laisse plus travailler ! » (MD, agriculteur)^[t-11]

« Ce que personne n'a évalué dans toute cette histoire, c'est le deuil que doivent faire les agriculteurs. On est là depuis toujours, on nous demande d'évoluer, mais l'évolution ne peut pas se faire en deux jours. » (AC, agriculteur)^[t-7]

À côté de cet aspect lié à l'identité paysanne et des changements qu'implique le projet dans la vie professionnelle, il y a l'aspect lié à l'identité régionale qui rejoint les considérations esthétiques évoquées plus haut. Les agriculteurs sont attachés aux paysages de la région car c'est leur cadre de vie familial et qu'ils rechignent à le voir changer trop fortement. Il y a une dimension historique importante comme le souligne ce témoignage :

« Si on parle d'histoire, cette zone a toujours été utilisée pour la fauche d'herbes du marais. Cet endroit, c'est mon histoire, j'ai pas envie d'en faire le deuil. » (AC, agriculteur)^[t-7]

Pour AC, les parcelles dans la zone du marais ont une importance forte, parce que son grand-père a participé à l'assèchement du marais. Pour un autre, parce qu'il y a fait ses premiers pas^[e-23]. Ce type de considération est très difficile à intégrer dans une élaboration de projet technique, néanmoins, ne pas les prendre en compte peut entraîner l'échec du projet.

On a vu qu'il pouvait aussi y avoir conflit entre les deux aspects identitaires : en tant qu'agriculteur – « tout court » – et en tant qu'agriculteur de la région de la Seymaz. Dans un premier temps l'administration s'était engagée à verser 1 CHF par m² de terre achetée pour le projet de renaturation dans un fond de compensation régional destiné à promouvoir des projets agricoles dans la région. Or en décembre 2004, le Grand Conseil votait une loi indiquant que pour chaque m² de terre agricole achetée, l'État devait verser en plus 50% du prix d'achat dans un fonds destiné à promouvoir l'agriculture cantonale. Pour les responsables de l'administration, cette mesure rendait inutile celle du fonds régional et devait d'autant plus satisfaire les agriculteurs. Toutefois, ces derniers ne voyaient pas cela de la même manière :

« JPV: Mais le gain pour l'agriculture est plus grand. Je comprends pas, de quoi tu te plains ?

AC : Les agriculteurs de la région perdent en termes de surface, et au lieu de compenser cette perte avec le fonds, on va encore les désavantager car l'argent du fonds va servir à renforcer d'autres agriculteurs externes à la région. »^[t-20]

Les considérations identitaires ont eu des implications importantes pour la conduite du projet. Les acteurs locaux, que ce soient les agriculteurs ou les représentants des communes, voyaient le projet dans une dimension plus régionale que les responsables de l'administration ou certains mandataires. Il est en effet intéressant de noter, que dans le cadre de photos que nous avons demandées aux agriculteurs de prendre¹¹¹ et qui devaient montrer ce qui pour eux seraient « des éléments d'importance pour le projet de renaturation, » aucune photo sur les 54 reçues ne montre la Seymaz (il n'y en a qu'une où on devine le canal) et très peu les aspects liés aux cours d'eau (il y a 6 photos du Chamboton, 2 sur lesquelles on devine le Chambet sans voir l'eau, et une où on voit une petite partie du fossé de Rouëlbeau). Lorsqu'on interrogeait les agriculteurs ou les représentant des communes sur ce qu'était la Seymaz pour eux, la quasi-totalité répondait en indiquant la région. La question était posée tel quel au début des entretiens de la deuxième série : « qu'est-ce que c'est la Seymaz pour toi/vous ? » Tous les agriculteurs (sauf un) ainsi que les représentant des communes et des associations ont donné une réponse englobant un espace plus large que le seul lit de la rivière. Chez les mandataires chargé de l'exécution, la réponse était semblable, en particulier pour ceux ayant fréquenté la région avant le projet. Seuls les acteurs ayant une formation hydrologique ont répondu la rivière [e-10 ; e-13 ; e-20 ; e-29].

Leçon n°1

Ces différents éléments montrent qu'un projet de renaturation de cours d'eau n'est pas uniquement un projet à caractère biologique ou hydrologique. En ne prenant en compte que les caractères « scientifiques » sans tenir compte de la spécificité locale, un tel projet de renaturation peut devenir un « non-lieu » comme les halls d'hôtels internationaux ou d'aéroports dont parle Marc Augé (Augé, 1992). Comme l'illustre Norman Backhaus (2003) avec l'exemple de la jungle malaisienne « fléchée » et « réaménagée » selon les critères d'un tourisme international, la notion de non-lieu ne s'applique pas seulement à des bâtiments, ou espaces urbains, mais peut parfaitement décrire des espaces qualifiés de « naturels. » Dans le cas de la Seymaz, en appliquant à la lettre les principes scientifiques d'une « bonne » renaturation, on aurait eu un espace dont les liens de proximité avec les habitants auraient été réduits, sinon supprimé. Comme cela est parfois mentionné dans la littérature sur le sujet (Lolive et Blanc, 2007) et comme l'illustre clairement le cas de la Seymaz, la prise en compte de l'aspect esthétique dans le cadre des projets environnementaux permet généralement de recréer les liens de proximité et ce faisant a évité que la Seymaz renaturée ne devienne un non-lieu. Toutefois cette prise en compte de l'aspect esthétique ne suffit

¹¹¹ Nous avons distribué des appareils photos jetables aux 6 agriculteurs régulièrement présents au Groupe d'accompagnement et demandé de prendre des photos « des éléments d'importance pour le projet de renaturation. » Nous avons renoncé à une analyse des photos car seuls deux agriculteurs se sont prêtés au jeu. Nous sommes allés avec deux autres prendre des photos lors d'une visite de terrain et un dernier nous a expliqué les photos qu'il aurait prises depuis la fenêtre de sa maison. Cette expérience quelque peu ratée à néanmoins eu l'avantage de faire porter les discussions lors des entretiens avec les agriculteurs sur le paysage de la Seymaz.

pas à elle seule à faire un lieu dans la mesure où, selon nous, elle ne prend pas en compte l'ensemble des pratiques impliquées dans une renaturation.

7.2 Droit et représentativité : la discussion de la question démocratique dans le Groupe d'accompagnement

Comme nous l'avons évoqué dans le chapitre 2, l'une des critiques faite aux processus participatifs lorsque les acteurs concernés y ont un degré d'implication élevée, est celle de la légitimité de la décision. Certains affirment que les acteurs prenant part à ce type de processus n'ont été élus par personne et qu'ils ne représentent donc que leurs intérêts privés. Sans pour autant remettre en cause la participation dans le cadre du processus de décision de la Seymaz, certains représentants de l'administration se sont interrogés sur ce que signifiait le fait qu'un nombre réduit d'agriculteurs ait pu redéfinir un projet initial pourtant voté dans une loi ^[e-16 ; e-20]. Des discussions avec les mandataires nous ont également montré que ceux-ci se posaient la question de leur responsabilité politique dans le cadre du projet et que celle-ci n'était pas prise à la légère^[e-22 ; e-32]. C'était également le cas de certains agriculteurs^[e-1 ; e-23].

Dans cette partie, nous allons exposer comment la question de la légitimité démocratique du Groupe d'accompagnement s'est posée en son sein même. Cela ne s'est pas fait de manière directe, mais à travers une série de thèmes qui ont été soulevés de manière récurrente. Nous verrons d'abord les rapports qu'ont entretenus les membres du Groupe avec la loi qui encadrerait leur travail puis comment s'est posé aux acteurs la question de leur propre légitimité démocratique.

Les rapports à la loi

Devant le blocage des agriculteurs à la fin de l'année 2002, l'administration s'est vu contrainte de mettre en suspens l'avant-projet de renaturation. Ce projet correspondait pourtant aux objectifs votés par le Grand Conseil représentant de la volonté du peuple genevois et étant de ce fait légitime dans une conception moderne du droit. D'un point de vue légal, l'État aurait pu passer outre cette opposition et entamer une procédure d'expropriation pour utilité publique. Toutefois, cela aurait eu des conséquences sur le plan politique dans la mesure où le président du DIAE avait déclaré publiquement au moment du vote de la loi qu'il n'engagerait pas de travaux dans la Seymaz qui ne recueilleraient l'approbation des agriculteurs.

La révision du projet dans le cadre du Groupe d'accompagnement ne s'est toutefois pas faite sans tenir compte de la loi. Celle-ci a été évoquée dès les premières séances sous forme de rappel des objectifs auxquels devait répondre le nouveau projet^[d-222]. Toutefois, Bien que cela n'ait pas été énoncé explicitement, il fût rapidement assez clair que le nouveau projet allait diverger sur certains points des objectifs de la loi. Cela est apparu dès la deuxième séance du GA à travers la problématique de la vanne qui semblait être la solution la plus séduisante pour les agriculteurs. Celle-ci, comme nous l'avons déjà indiqué ne permettait pas de prendre en compte la gestion des

crues moyennes ayant un effet sur l'érosion des berges en partie aval. Or cet objectif de sécurité figurait dans la loi.

La contrainte légale s'est fait ressentir lors de la séance suivante, lorsque l'abandon de la gestion des crues moyennes a été mise en parallèle avec une compensation pour les agriculteurs figurant dans la loi, celle de la liberté de drainage. Le texte de loi indiquait en effet assez clairement que la liberté de drainage était conditionnée à la gestion des eaux à Sionnet.

Mais les travaux du Groupe d'accompagnement ont également montré que les conflits en matière légale ne se situaient pas seulement au niveau de la contestation par les paysans du projet. En effet, la liberté de drainage accordé dans la loi votée par le Grand conseil est, selon l'un des mandataires en conflits avec la Loi fédérale sur la protection des eaux (LPEaux)

« Le principe de la gestion des petites et moyennes crues à Sionnet ayant été abandonné, les nouveaux projets de drainages ou la restauration de ces derniers ne doivent pas péjorer la situation hydrologique à l'aval. Cette notion d'amélioration, ou de non péjoration, de la situation hydrologique est centrale à la loi fédérale sur la protection des eaux. »^[t-5]

Mais la question de l'aval a également fait valoir le non-respect de quelques autres normes légales. Dans une certaine mesure, les objectifs légaux de protection des biens et des personnes pesant sur le projet de renaturation de la Seymaz sont issus du non-respect de la zone d'interdiction de construire à plus de trente mètre du lit de la rivière. Cette notion d'espace minimal des cours d'eau intégré dans la LACE dans les années 1990 existe dans le canton de Genève depuis 1976. Mais elle n'a empêché l'urbanisation sur les berges des cours d'eau que de manière limitée. Les avis négatifs des services responsables des cours d'eau ne sont, en effet, que rarement suivis par ceux qui délivrent les permis de construire. Cette opposition entre différentes normes légales n'est pas le propre du projet Seymaz, et on le retrouve dans de nombreux cantons (Zaugg, *et al.*, 2004). La redéfinition de certains aspects de la loi ne s'est toutefois pas faite sans discussion au sein du Groupe d'accompagnement. Celles-ci permettent de voir au nom de quels principes se fait la redéfinition.

Si dans nos sociétés, les lois sont dans un grand nombre de cas un facteur de légitimité, ce n'est toutefois pas le cas pour toutes les situations. Traditionnellement, les études en sciences sociales présentaient les lois comme une légitimation des rapports sociaux existant. Des travaux plus récents tendent à montrer que la loi pour être légitime doit pouvoir se justifier (Boltanski et Thévenot, 1991). Les discussions dans le cadre du Groupe d'accompagnement montrent qu'il peut y avoir une remise en cause au niveau de la justification des principes de la loi. Trois principes ont été évoqués pour contester la portée des lois : le fait de vivre là où va se faire le projet, les rapports amont-aval et l'efficacité de la loi pour conduire un tel projet .

L'opposition à la loi se basant sur un principe de localité vient avant tout des agriculteurs. Ceux-ci contestent avant tout une intrusion dans leur milieu de vie « *en utilisant la loi pour entrer en force dans le territoire* » selon les propos d'AC recueillis lors d'un entretien^[e-1]. Ce type d'argumentation n'est toutefois pas le plus développé par

les agriculteurs dans ce contexte. L'ancrage dans le lieu a été est plus souvent invoqué pour s'opposer à des mesures concrètes qu'à l'utilisation de la loi en générale. Nous ne l'avons de plus retrouvé que dans des discussions bilatérales et jamais durant les séances. Cela va dans le sens de l'attitude des agriculteurs depuis le début du processus de renaturation qui était de ne pas contester l'idée de faire un projet à cet endroit-là, mais uniquement discuter le contenu du projet.

Le deuxième type de justification liée à la critique du projet de loi est celui des rapports amont/aval. On retrouve là un problème classique de la gestion des eaux. Toutefois, dans le cas de la Seymaz la différenciation amont/aval recoupe aussi un clivage rural/urbain, le degré d'urbanisation servant aussi à la définition des sous bassins (Sautier 1979). Les agriculteurs ont demandé s'il était bien juste que la partie amont doive supporter l'ensemble des mesures de protection contre les crues, alors que ces problèmes sont aussi dus à l'urbanisation de la partie aval (ruissellement suite à l'imperméabilisation des sols). Cette question est revenue plusieurs fois au cours des séances de l'année 2003, en particulier dans le contexte de la gestion des moyennes crues. Pour les agriculteurs :

« il n'est pas acceptable que l'agriculture supporte l'ensemble de la « facture, » la partie urbaine de la Seymaz doit aussi assumer les inconvénients liés à la présence du cours d'eau »^[d-229]

Paradoxalement, ils se réfèrent également à la loi pour appuyer cette demande « *le projet de loi Seymaz s'arrête à Pont-Bochet. Donc on ne devrait pas tenir compte de l'hydrologie en bas* »^[t-5]. Cette argumentation obtient l'adhésion du représentant de Pro Natura. En effet, les milieux environnementaux, s'ils sont favorables à une zone de marais la plus vaste possible dans la région de Sionnet sont aussi fortement attachés à la limitation de l'urbanisation dans la partie aval. Assurer l'ensemble de la protection dans la partie amont revient à signer « *un chèque en blanc* » pour la poursuite des constructions dans les zones inondables en aval^[e-12]. Cette lecture est partagée par certains membres de l'administration qui souhaiteraient également limiter le processus d'urbanisation et d'imperméabilisation des sols en aval^[e-5]. Toutefois, ils se heurtent aux possibilités de réalisation de travaux dans la partie aval en raison de la densité des constructions et du nombre élevé de propriétaires. Il faudrait négocier avec un nombre important de propriétaires pour dégager des emprises de taille limitée, alors qu'en amont il est possible dégager plusieurs hectares en négociant avec moins d'une dizaine d'agriculteur.

Le troisième argument pour contester la loi est celui de son efficacité. Cet argument a surtout été utilisé par les mandataires. L'approche dynamique pour la conduite du projet, s'appuyant sur les notions de « processus » et « réversibilité » tels qu'ils ont été développés par les mandataires, s'accommode mal d'objectifs fixes, non-négociables. Les mandataires arguent en effet que pour pouvoir s'adapter aux conditions susceptibles d'évoluer pendant – ou même après – la réalisation du projet, il ne peut y avoir d'objectifs fixes par la loi. Cette difficulté à saisir la complexité est évoquée par l'un des mandataires lors d'une séance suite à une discussion où était discutée la divergence entre des objectifs de biodiversité et paysagers par exemple :

« de toute façon je ne vois pas comment on peut formuler une renaturation dans la loi. Je me demande ce que penserait un juriste qui viendrait à nos séances et qui entendrait ces discussions »^[t-7]

Cet aspect dynamique à prendre en compte est accepté par FD, le représentant de Pro Natura : « Je suis d'accord qu'il ne faut pas d'objectifs fixes »^[t-7].

Le deuxième aspect légal nuisant à l'efficacité du projet est d'ordre historique. En effet, selon les mandataires, la philosophie qui sous-tend les objectifs de la loi est de type conservationniste et correspond plutôt à la pratique de gestion de l'environnement des années 80 qui n'est plus celle pratiquée au début des années 2000 et impliquant les usagers. Selon certains mandataires, le changement de philosophie dans la gestion de l'environnement ne se retrouve pas dans la loi, vision partagée par certains agriculteurs « La loi est encore dans l'esprit des années 80, nous on s'est senti exclu de ce texte »^[t-7].

Les justifications émises pour obtenir une marge de manœuvre par rapport au cadre légal, ne sont cependant pas une remise en cause complète de la loi de renaturation de la Seymaz. Celles-ci ont essentiellement porté sur les « objectifs » contenus dans la loi et contraignant trop fortement les marges de manœuvre du Groupe d'accompagnement. La remise en cause de ces objectifs s'est faite sur des aspects relativement limités, à savoir l'abandon de la gestion des moyennes crues. C'est le seul objectif totalement remis en cause, les autres aspects hydrologiques ou ceux portant sur la faune et la flore ont été parfois modifiés, mais n'ont pas pu être totalement remis en cause.

Il n'y a pas eu de volonté de se soustraire au cadre de la légalité, mais plutôt de regarder ce qui dans la loi posait des problèmes de réalisation. D'un point de vue juridique, le non-respect d'une loi revient au même qu'il soit fondé ou non, mais politiquement cela fait une différence. De plus, cette remise en cause de certains objectifs à un moment du projet n'a pas donné aux acteurs du Groupe d'accompagnement un sentiment de dédouanement total par rapport à la loi. Ainsi lors de la séance du 25 mars 2004, avant la soumission d'une première image directrice du nouveau projet, le coordinateur des mandataires affirmait :

« Aujourd'hui on va faire la finalisation de l'image directrice. Si tout le monde est d'accord, on va soumettre l'image directrice à l'administration. Le projet doit être passé au crible de la légalité : voir dans quelle mesure les buts inscrits dans la loi sont atteints. » (souligné par nous) (YB, mandataire)^[t-13]

Un autre aspect contribuant à laisser une marge de manœuvre aux acteurs du Groupe d'accompagnement est leur assimilation de l'administration à la loi. Comme il a été souligné à plusieurs occasions au cours des séances, la validation des travaux du Groupe d'accompagnement était en grande partie liée à la capacité du groupe d'aboutir à un projet qui ne connaîtrait pas d'opposition de la part des milieux agricoles. Si un « consensus » réussissait à être dégagé, l'administration suivrait^[d-222 ; t-7]. L'assimilation de l'administration à la loi fait que les acteurs considèrent l'assentiment de l'administration comme une ratification de l'aspect légal.

La question de la représentativité : entre intérêts publics et privés

La remise en cause de la loi dans le cadre du Groupe d'accompagnement a été très réduite et s'est faite avant tout dans une optique d'efficacité et d'acceptabilité par rapport au projet en redéfinissant certains de ses objectifs. Ainsi, si l'on fait correspondre la légitimité à un accord avec la loi, on peut considérer que le projet développé par le Groupe d'accompagnement remplit ces conditions. La légalité, n'est cependant pas le seul point de remise en question du Groupe, et certains se sont aussi posés des questions sur la légitimité de ce groupe. N'y a-t-il pas un risque de détournement de l'intérêt public au profit d'intérêts privés comme ceux des agriculteurs ? Qui représentent les personnes siégeant dans le Groupe d'accompagnement, au nom de quel principe y siègent-ils ? Ces questionnements soulèvent une nouvelle problématique qui est celle de la légitimité de ces types de forums et qui se distingue de la légalité. En effet, ce dont il est question ici, ce sont les principes au nom desquels le Groupe d'accompagnement peut justifier ses actions. La légalité est un de ces principes, mais cela ne signifie pas pour autant que toute action légale est légitime ou qu'une action légitime doive forcément être légale.

La notion de légitimité a été avancée par Max Weber (1995[1922]) afin de comprendre la manière dont les relations nouées dans une société étaient acceptées et parvenaient à garder une certaine stabilité. Cette légitimité est acquise par un processus de légitimation. Toutefois, le problème est que chez Weber, la notion de légitimation tend à recouvrir toute action qui permet de faire tenir un accord social. On ne sait alors plus exactement ce qui peut distinguer un accord vraiment légitime d'une simple soumission à un rapport de force. Boltanski et Thévenot posent que pour que la légitimation ait un sens, il faut qu'elle puisse être justifiable par les acteurs au nom d'un « principe supérieur commun » (Boltanski et Thévenot, 1991). Ces principes supérieurs communs sont des ensembles de valeurs connus de tous les acteurs d'une société et extensible à tous (même s'ils ne sont pas partagés par l'ensemble des acteurs). Ces principes sont ce à quoi les acteurs font références pour tenter de justifier leurs actes. Deux de ces principes de légitimations identifiés par Boltanski et Thévenot sont la sphère privée (ce qu'ils appellent la « cité domestique ») et le bien public (cité civique) (Boltanski et Thévenot, 1991). Concernant la légitimité du processus participatif de la Seymaz, ce sont ces deux principes qui ont été opposés par les acteurs.¹¹²

Le risque que des processus participatifs de prise de décision puissent être détournés pour répondre à des intérêts privés est souvent évoqué dans la littérature sur le sujet. Ces détournements peuvent advenir, soit parce que certains acteurs arrivent à tisser des relations de pouvoir qui jouent en leur faveur, soit qu'il puisse y avoir un manque

¹¹² Nous appliquons ici cette réflexion uniquement à l'aspect participation du projet. Pour les autres aspects, notamment le contenu du projet (paysage, protection contre les crues...) d'autres principes de justification se sont appliqués. Mais leur identification va au-delà du thème de cette étude. Pour une réflexion sur l'application du modèle de Boltanski et Thévenot dans le cadre des conflits environnementaux, voir Thévenot et Lafaye (1993), Latour (1995b). Pour une étude de cas sur l'application de la politique suisse de protection des zones alluviales voir Lüscher (2006).

de transparence. Ces deux sphères – publique et privée – sont souvent présentées comme opposées. Des auteurs soulignent cependant qu'il n'y a pas de séparation nette entre les deux et qu'elles peuvent se chevaucher (Ansart, 1999b ; Habermas, 1992). Cette situation se retrouve dans les négociations du Groupe d'accompagnement. On peut en effet lire l'activité du groupe comme une tentative de réguler la relation entre sphère publique (le projet) et privée (l'outil de travail des agriculteurs). En suivant l'argumentation des acteurs du projet on voit combien il est parfois difficile de clairement distinguer entre les deux :

« J'ai quand même rappelé que, étant donné qu'on ne peut pas nous donner de compensation mètre pour mètre, on pouvait considérer le fait de libérer de la terre, qui est quand même notre outil de travail et notre source de revenu, comme un acte de civisme exemplaire et que, on espérait bien qu'il soit reconnu comme tel par la collectivité genevoise. Parce que quand on paye le prix du mètre [carré] à la hauteur de deux ristrettes, plus deux francs pour le sucre et puis un franc pour le service, j'entends, personne ne vendrait à ce prix-là. J'entends, c'est pour bien montrer qu'on a fini par se... se mettre dans le projet et accepter de modifier un peu les choses. Enfin moi en tout cas, c'est dans cet esprit que je l'ai fait quoi, de mise à disposition de... à destination publique, à des fins publiques, même si c'est un peu dérisoire dit comme ça » (AC, agriculteur)^{le-11}.

Concernant la question du détournement du processus participatif, il est important de souligner que celui-ci peut ne pas être seulement détourné par les intérêts privés. En effet, un processus participatif peut aussi être détourné par les pouvoirs publics, mais ce détournement sera probablement perçu comme tout aussi illégitime qu'un détournement au profit d'intérêts privés. C'est bien parce que les agriculteurs avaient l'impression que la Charte avait été détournée qu'ils ont refusé l'avant-projet. Cela peut s'expliquer par le fait qu'il existe un principe de légitimité propre à la négociation qui veut que quand on rentre dans un tel processus, la manipulation soit abandonnée (Bourque et Thuderoz, 2002).

L'autre aspect sur lequel la légitimité des groupes de participation est parfois remise en cause est celui de la représentativité. Cette critique vient en général du fait que les participants à ce type de processus n'ont en général pas été élus (Blondiaux, 2001). Le passage devant les urnes est une des épreuves de légitimation les plus classiques dans nos démocraties, mais elle n'est pas la seule (Dryzek, 2000 ; Smith, 2003). Les travaux du politologue Bernard Manin ont par ailleurs montré que le terme de représentativité ne recoupe pas entièrement celui de démocratie (Manin, 1998).

L'idée derrière la remise en cause de la légitimité en fonction de la représentativité des acteurs présents dans le Groupe d'accompagnement est celle de savoir au nom de quel principe un nombre restreint d'acteur peut prendre une décision influençant le reste de la collectivité. Cette question a aussi travaillé les agriculteurs et explique certains de leur choix en faveur d'un statu quo lorsqu'il s'agissait dans le projet de toucher à des infrastructures publiques.

« Quand c'est sur mes terrains, alors là je sais tout de suite si je peux dire oui/non. Pour les remblais, vous mettez quelques m³ de terre sur cette parcelle-ci, sur celle-là. Pour les drainages, on voit ensemble ceux qu'il faut

refaire. Ça je peux le dire. Mais les routes ou les ponts, je veux pas qu'on y touche. C'est collectif, on ne peut pas décider ça comme ça. » (MD, agriculteur)^[e-23]

La participation telle qu'elle a été pratiquée dans le Groupe d'accompagnement est plus proche de la formule qui veut que la participation soit une interaction entre acteurs, plutôt qu'un processus clairement formalisé (voir chapitre 2). Il n'y a pas eu de sélection systématique des participants, même au moment de convoquer les partenaires de la Charte. Le principe de convocation du Groupe d'accompagnement était la propriété ou l'exploitation de parcelles sur lesquelles des travaux devaient être faits dans le cadre du projet. Ce principe avait été défini par les agriculteurs afin de discuter des effets « concrets » du projet sur chaque parcelle. Toutefois, comme nous l'avons évoqué plus haut, pour être légitime la discussion ne pouvait se cantonner à l'espace privé. Dans certains cas, comme lorsqu'il s'agissait de discuter des cheminements, les agriculteurs se sont sentis autorisés de dire ce qu'était l'intérêt général. Cela peut s'expliquer par la présence des élus des communes qui « représentaient » les habitants absents. Dans d'autres cas, comme sur la question des drainages, les agriculteurs ne se sentaient pas autorisés de parler pour leurs collègues situés hors du périmètre d'emprise directe :

« MD : Dans ce groupe-là, on n'est pas représentatif. Il y a des gens touchés qui ne sont pas là. Tous les drainages prévus ne fonctionneront plus comme prévu. Il faudra se demander où on va brancher les collecteurs. Il faut se demander ce qui va se passer pour les agriculteurs qui ne sont pas dans le périmètre.

JR : Mais c'est bien ce que YB disait.

GD : Il faut élargir aux agriculteurs qui ne sont pas ici ?

MD : Il faut au moins leur envoyer des convocations

JR : Normalement ils sont déjà convoqués. C'est d'après la liste d'AgriGenève.

MF : Il y en a qui ne sont pas convoqués et qui ne sont pas d'accord avec le projet. »^[t-14]

Leçon n°2

Le cas de la renaturation de la Seymaz montre que dans le cadre d'un processus participatif, les notions d'intérêts privés et publics peuvent se retrouver entremêlées par les acteurs. Ceci ne doit pas être considéré comme un problème, mais problématiser dans le cadre du processus. Il ne faut pas perdre de vue, que la participation est généralement lancée parce qu'un projet à caractère public vient remettre en cause des intérêts perçus comme privés (alors qu'il s'agit dans certains cas d'autres intérêts publics) et que l'une des caractéristiques de ces processus doit justement être de remédier à la séparation public/privé des procédures représentatives. En permettant une confrontation directe entre différents types de pratiques cataloguées privées ou publiques (par exemple la gestion d'une exploitation agricole d'un côté et la réalisation de tâches administratives pour la

protection de l'environnement de l'autre) un processus participatif comme celui de la Seymaz montre que la frontière entre les deux est loin d'être une division nette et permet donc de rechercher des solutions à caractère pratique.

7.3 Les points de conflits techniques

Comme nous l'avons indiqué plus haut, la légitimation d'un processus participatif doit intervenir dans un cadre pragmatique. Cette légitimation s'acquiert donc dans la capacité du dispositif participatif de répondre aux épreuves qui lui sont soumises par les acteurs. Dans le cadre du Groupe d'accompagnement, cela passait essentiellement par la capacité de résoudre les conflits qui avaient empêché la réalisation de l'avant-projet. Nous allons dans cette section exposer les différentes sources de conflits qui ont été abordées dans le cadre du Groupe d'accompagnement.

La thématisation des conflits

La grande majorité de ces points de conflits était soulevée par les agriculteurs. C'est le cas essentiellement pour tous les aspects du projet qui péjoreront leur activité. Mais on a aussi pu voir lors des discussions dans le cadre du Groupe d'accompagnement, une thématisation de conflits liés aux objectifs du projet ou encore à sa philosophie qui ont plutôt été le fait des mandataires. L'un des points intéressants qu'on peut relever des débats du Groupe d'accompagnement est qu'il n'y a pas eu de controverse générale sur la question « environnement contre agriculture. » Cela ne veut pas dire que cette controverse n'a pas eu lieu. Au contraire, elle était présente dans presque toutes les problématiques abordées, mais toujours de manière propre à un aspect technique et non comme une impossibilité de cohabitation entre les deux activités.

Comme nous l'avons indiqué lors de la présentation des différentes approches de la participation (c.f. chapitre 2), l'un des critères retenus pour juger du succès d'un processus participatif est celui de savoir si les problèmes existants entre les différents acteurs ont pu être abordés de manière transparente. Cela implique une discussion ouverte des conflits qui ne se produit toutefois pas systématiquement. Dans le cas du Groupe d'accompagnement, l'une des premières tâches a été de mettre sur table les oppositions latentes qui pouvaient exister. Les discussions menées dans le cadre de la Charte Seymaz semblaient ne pas permettre une expression des points de divergence. La prise en compte de ces conflits fut ainsi l'une des thématiques de la première réunion du groupe :

« En conclusion, il ressort que le projet comporte des aspects contradictoires entre les différentes sensibilités agricoles, environnementales, paysagères et hydrologiques. Dans un premier temps, il s'agira d'évaluer les avantages et inconvénients pour chacun. »^[d-222]

Mais cette mise à plat des conflits ne concerne pas uniquement les acteurs de la société civile présents à ces séances. Il existait aussi des divergences de point de vue entre les mandataires, qui se sont exprimés. Dans un premier temps, ces différences étaient essentiellement discutées hors des séances du groupe, lors des rencontres

entre mandataires^[d-223 ; d-226]. Ces divergences furent rendues publiques lors de la première réunion du groupe de travail du Groupe d'accompagnement le 16 janvier 2004, pratiquement dès l'ouverture de la séance :

« Ces documents sont ce qui est ressorti des discussions entre mandataires sur ce qu'il y a à faire. Il existe des désaccords entre les différents mandataires, mais pas sur les questions de fond. »^[t-7]

Certains points de conflits nous semblent cependant pas avoir été abordés dans le cadre de ces discussions, en particuliers ceux internes au monde agricole. Selon plusieurs interlocuteurs, il existe des divergences de point de vue entre agriculteurs, mais parfois aussi des tensions qui ne sont pas liées au projet. Ces types de conflit n'ont pas été thématiques dans le cadre du groupe et il ne me sera donc pas possible de les discuter ici. Les agriculteurs ont dans une grande majorité des situations qui les engageaient en tant que groupe fait bloc. Quelques différences étant apparues lors des dernières séances, lorsque certains d'entre eux tentaient de remettre en cause l'ensemble du projet. Mais il ne nous est pas possible de dire si celles-ci sont le résultat de conflits plus anciens ou uniquement liés au projet.

Les points de conflits soulevés lors des réunions du GA ont concerné divers aspects du projet. Ceux-ci sont exposés ci-dessous.

Les travaux

L'une des raisons invoquées par les agriculteurs pour justifier leur refus de l'avant-projet avait été la lourdeur des travaux que celui-ci impliquait. En effet, la réalisation du plan d'eau central dans cette version supposait l'excavation de plusieurs dizaines de milliers de m³ de terre dont environ 20'000 m³ auraient ensuite été réutilisés pour remblayer les parcelles situées en bordure du bassin de rétention^[d-255] (cf. ill. 14). À cette époque, la justification adoptée par les agriculteurs était de dire que de tels travaux entraîneraient la circulation d'un grand nombre de camions pour évacuer la terre et que cela était mal compatible avec des objectifs de protection de l'environnement. Certains représentants d'association écologistes nous avaient également fait part de telles inquiétudes.

L'une des premières conditions posée par le Groupe d'accompagnement a été de supprimer les remblayages systématiques prévus dans l'avant-projet : « *peu ou pas de remblais* »^[d-222] indique le premier PV du GA. Mais malgré le re-dimensionnement du projet, certaines parcelles doivent être remblayées localement dans la mesure où la nature tourbeuse des sols dans la région provoque des affaissements de terrains. Ceux-ci ne sont plus suffisamment élevés par rapport au niveau souhaité pour le plan d'eau afin d'offrir une pente suffisante pour la pose de tuyau de drainages. L'opposition des agriculteurs contre les remblayages n'est pas une opposition de principe. De nombreuses parcelles dans la région connaissent des tassements de leur sol et des remblayages pourraient leur être profitables. Toutefois, les conditions dans lesquelles ces remblayages sont faits ne satisfont pas les agriculteurs.

« Il faut mettre des garanties. À Rouëlbeau où il y a eu un remblayage, ça a été fait n'importe comment. Maintenant sur 1/4 de la parcelle, il y a de

l'argile qui remonte.(...) Il y a eu une perte de rendement définitive. Les ouvriers qui font les remblais ne savent pas distinguer la bonne terre de la mauvaise. Ils ne sont pas formés pour ça. Quand ils chargent la terre, ils prennent tout à l'endroit où on leur dit de prendre. On leur dit de prendre sur 30 cm, ils montent dans le trax, ils avancent tout droit. Ils ne savent pas que l'épaisseur des couches peut varier. Après, tout est remis sur la parcelle. En plus, avec les machines qui passent sur la parcelle, ça la dégrade encore plus. »^[t-7]

Ce n'est qu'après avoir obtenu des garanties que la réalisation des remblayages serait surveillée par les mandataires et un spécialiste, et qu'ils seraient volontaires, que les agriculteurs ont accepté ce volet du projet. Toutefois, comme l'ont fait remarquer plusieurs responsables de l'administration et des mandataires – non sans ironie pour certains – les agriculteurs après s'y être opposé fermement, voulaient tous que des remblayages soient faits, même sur des terrains où ceux-ci ne sont pas indispensables du point de vue de la protection contre les crues^[e-5 ; e-15 ; e-17e-20 ; e-23].

Il peut sembler paradoxal qu'une opposition aussi forte se soit dégagée autour des travaux, alors que la projection n'était pas encore terminée. Des études ont cependant montré que les phases de réalisation sont celles où tout peut capoter et que le personnel de réalisation des travaux est un acteur important (Bratrich,, 2004)

Drainages et gestion des eaux

L'un des autres aspects qui a entraîné de longues discussions dans le cadre du Groupe d'accompagnement est celui des drainages. Ce point était lié à l'une des promesses qui avait été faite au moment de la signature de la Charte Seymaz, à savoir donner la liberté de drainage aux agriculteurs du bassin rural de la Seymaz si le projet se réalisait. Le conflit autour des drainages a connu deux phases. Dans une première phase, il s'agissait de savoir si les agriculteurs allaient effectivement obtenir la liberté de drainage. En effet, la zone de rétention créée par le bassin initialement prévu devait permettre aux agriculteurs de drainer librement leurs parcelles sans pour autant risquer de péjorer la situation hydraulique et créer un risque pour l'aval. La récréation du marais dans la nouvelle version du projet offrait des volumes de rétention inférieurs à ceux de l'avant-projet. De plus la vanne ne permettant pas de réguler les crues moyennes, il n'était pas certain que la liberté de drainage allait être accordée. Ainsi, au début du Groupe d'accompagnement, la liberté de drainage semblait remise en cause. « *Le monde agricole demande ce qu'il advient de la liberté de drainage* »^[d-232]. Dans un premier temps, les mandataires envisageaient qu'elle soit remise en cause :

« La liberté de drainage sur l'ensemble du bassin versant rural de la Seymaz était lié à la gestion des eaux à Sionnet. Le principe de la gestion des petites et moyennes crues à Sionnet ayant été abandonné, les nouveaux projets de drainages ou la restauration de ces derniers ne doivent pas péjorer la situation hydrologique à l'aval. »^[d-237]

Lors de la séance suivante^[d-241] cependant, les mandataires affirmaient que l'État accorderait la liberté de drainage totale pour le nouveau projet. Cette décision a

cependant mis un certain temps à être explicitement validée. Lors de la séance du 20 avril 2004, un agriculteur semblait encore penser que la liberté de drainage n'était pas assurée, les mandataires lui assurèrent qu'elle le serait^[t-14].

Le second conflit lié aux drainages une fois que la liberté de drainage était acquise, a porté sur les aspects techniques. En effet, en plus de la liberté accordée, l'État s'est engagé à financer le drainage des parcelles, dont le système actuel serait rendu inopérant par la remontée du niveau de la nappe. Les agriculteurs étaient très sensibles au sujet des drainages, compte tenu des projets qui déjà réalisés dans la région et ayant eu des impacts négatifs sur le réseau de drainage. La réalisation de parcelles à caractère écologique (Les Creuses et le Pré-de-l'Oie) a eu pour conséquence de multiplier les saules, espèces hydrophiles dont les racines vont boucher les drains. De plus, la remise à ciel ouvert du Chamboton a été accompagnée d'un ralentissement de son écoulement, si bien que les drains qui se jetaient dedans ne peuvent plus débiter autant d'eau. Un des derniers problèmes techniques liés aux drainages est la faiblesse des pentes dans la région, rendant difficile une reprise des drainages en leur donnant une pente plus forte.

Illustration 26 Eau stagnante dans un regard sur la parcelle des Creuses

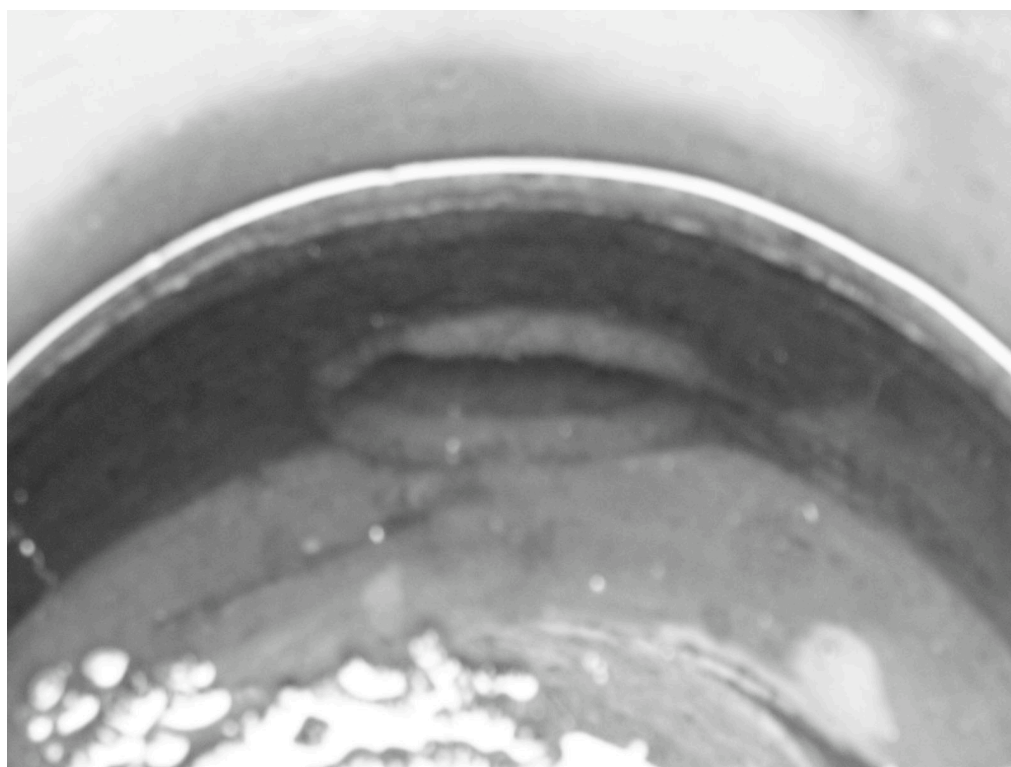


Photo : O. Ejderyan et YD^[t-22]

Les échanges autour des drainages sont revenus très fréquemment, et l'on peut même dire que les aspects techniques ont suscité encore plus de passion que la question de

la liberté ou non de drainage. On peut supposer que cela s'explique en partie par le fait qu'il s'agit d'un domaine où les agriculteurs disposent d'une certaine connaissance, due à leur expérience. Dans le domaine technique, ce point m'a clairement semblé être le plus important pour le succès du projet sur le long terme et a été évoqué comme tel par certains agriculteurs comme celui-ci, m'évoquant son scepticisme face à la reprise d'un drainage parallèle au cours de la Seymaz :

« Ils nous disent que c'est possible, mais les pentes sont trop faibles. On leur fait confiance, mais il ne faut pas qu'ils nous trahissent. Parce que sinon ils ne pourront plus jamais rien faire ici » (MD, agriculteur)^[t-22]

Gestion des eaux et renaturation

Dans le cadre de ce projet, l'un des autres conflits qui est apparu est assez classique dans les projets d'aménagement des cours d'eau, à savoir celui entre l'aspect nature et l'aspect sécurité. Si la position officielle au niveau fédéral est qu'on ne doit pas séparer ces deux aspects dans la réalisation des projets, ce n'est pas toujours le cas dans la pratique (Zaugg *et al.*, 2004). Techniquement cela aurait été réalisable dans le cadre de l'avant-projet, mais devant le refus du monde agricole il fallait redimensionner le projet. Cela passait en grande partie par la réduction des volumes excavés tant au niveau des berges de la rivière, que dans la partie centrale où devait se faire la rétention. Pour obtenir un volume de rétention comparable à celui de la « piscine » sans faire d'excavation, cela supposait une étendue d'eau plus vaste. La surface du plan d'eau telle qu'elle a été adoptée, si elle ne permet pas de stocker les mêmes volumes, entraîne une superficie de terrain en permanence sous l'eau plus vaste qu'à l'origine. De plus l'absence de pente forte semble également être plus favorable à la faune. Les gains en termes écologiques qui pouvaient résulter de la recréation de ce marais sont telle que la réduction des objectifs de protection pouvait être supportable.

Les réactions des agriculteurs sur cette question a été ambiguë. La plupart d'entre eux étaient favorables au plan d'eau tel qu'il était présenté dans le nouveau projet. Mais certains d'entre eux réalisant que cela impliquait une réduction des objectifs de sécurité alors que c'est avant cet argument qui leur avait été donné pour justifier le lancement du projet :

MD : Qu'on arrête de tourner autour du pot. Ce projet, c'est un projet écologique ou c'est de la gestion des eaux ?

Plusieurs mandataires en chœur: Les deux !

MD : Alors c'est écologique ! Qu'on nous dise ce qui va être fait ! (...) Au départ on nous a dit, ce projet il le faut car il pourrait y avoir des morts en dessous. Alors que maintenant on est dans le côté écologique. »^[t-13]

Les coûts

Le même agriculteur que ci-dessus poursuivait lors de la même séance sur un ton très remonté au sujet d'élargissements partiels sur la Touvière pouvant servir de zone relais aux libellules passant de la zone de Rouëlbeau au futur marais de Sionnet:

La question du coût du projet a été posée à plusieurs reprises par les agriculteurs pour en questionner la légitimité. Elle a notamment été évoquée en relation avec les coûts des travaux pour favoriser l'habitat des « libellules, » (cf. Chapitre précédent) exemple souvent avant par des agriculteurs qui trouvaient que c'est dépenser trop d'argent pour des projets environnementaux. Néanmoins, cet argument n'a que peu porté dans le cadre des discussions, car l'un des principaux aspects de la nouvelle version du projet, et un élément important dans son acceptation par l'administration est la réduction des coûts suite à la décision de faire des interventions plus légères, comme l'illustrent ces citations des mandataires

« Je suis d'accord. Mais il faut pas oublier que l'avant-projet était à 6 millions, et celui-ci coûte un million de moins Si on décide de mettre 100'000 balles de plus on veut des résultats. Mais on pense justement qu'on peut faire beaucoup avec 100'000 balles. » (YB, mandataire, en réponse à l'intervention de MD citée ci-dessus)^[t-13]

« Maintenant le projet est en ordre pour les services de l'État. Au début on avait une enveloppe de 6 millions. Maintenant, on fait plus (la remise à ciel ouvert de Compois, etc.) pour 1 million de moins. » (YB, mandataire)^[t-14]

Mais la question des coûts n'est pas que celle de la réalisation du projet. L'entretien pose encore plus de problèmes dans ce domaine, puisqu'il s'agit de dépenses qui ne sont pas ponctuelles mais récurrentes. Les administrations responsables des cours d'eau ne veulent pas de mesures nécessitant un entretien trop coûteux. Cette situation n'est pas propre à Genève et constitue une contrainte importante pour les projets d'aménagement hydraulique dans l'ensemble du pays (Zaugg *et al.*, 2004). Dans le cas de la Seymaz, cet aspect était contraignant, car certaines mesures comme les plantations végétales sur les berges de la Seymaz demandent un entretien régulier afin que les sorties de drainages ne soient pas bouchées (cf. ill. 28). L'entretien, assuré de manière insatisfaisante pour les agriculteurs sur les parcelles à vocation écologiques, ainsi que les fortes contraintes budgétaires pesant sur le canton de Genève ont fait de cette question une contrainte pesant sur le projet. Cette contrainte peut s'illustrer par le fait que la cunette en béton a finalement été laissée au fond de la Seymaz, en partie pour des questions d'entretien, le fond étant ainsi plus facile à curer.

La question de l'entretien a été unanimement perçue comme un problème par les membres du Groupe d'accompagnement et sur cette question tous ont fait front contre l'administration pour qu'il ne soit pas réduit trop fortement. Les mandataires parce que certaines des mesures qu'ils souhaitaient nécessitaient un important entretien, les agriculteurs car ils voulaient s'assurer que l'entretien serait fait de manière satisfaisante tout comme les représentants des communes. Le représentant de Pro Natura estimait également que l'entretien n'était pas assuré de manière optimale sur les parcelles à vocation nature, notamment en matière de combat contre les néophytes.

Une renaturation en béton !

Les cheminements

La question des cheminements a été la plus problématique et celle ayant le caractère le plus conflictuel, même si elle n'a pas entraîné les échanges verbaux les plus virulents. Cette question et celle qui a impliqué le plus grand nombre d'acteurs, dans la mesure où les communes étaient directement concernées en tant que responsables d'un certain nombre de voies. C'est aussi sur cette question qu'est apparue une claire divergence entre écologistes et agriculteurs. Alors que sur les autres questions il y avait une recherche de vision intégrative avec plus ou moins de bonne volonté, cela n'a pas pu être possible dans ce cas.

Le tracé des cheminements a été l'aspect le moins problématisé au départ, dans la mesure où le projet ne prévoyait pas de bouleversement majeur. La trame actuelle des cheminements devait être maintenue. La seule question dans un premier temps était le maintien du chemin passant dans le cœur du marais, mais elle fut rapidement évacuée en avançant qu'il devait être gardé pour des questions d'entretiens.

Illustration 27 Route longeant la Seymaz à la hauteur des Creuses lors du test (Mars 2004. Vue vers l'aval)



Photo : Projet Seymaz

C'est alors que la question de l'accès à ces chemins a été posée. Le représentant de Pro Natura tout comme le mandataire chargé du volet environnemental voulaient la

pression anthropique la plus faible possible dans cette zone^[e-8 ; e-12 ; t-7 ; t-17]. Si les agriculteurs ont accepté que le chemin central soit fermé aux engins motorisés (mesure par ailleurs souhaitée par les communes), ils se sont fermement opposés à toute mise à ban totale de la zone. Dans leur optique, cette zone devait être accessible à tout le monde. L'argumentation des agriculteurs reposait deux schémas de justification : d'une part le fait de ne pas vouloir privilégier la nature par rapport aux humains et d'autre part sur leur attachement à ce lieu et leur volonté de ne pas s'en voir confisquer. Cette dernière position est illustrée par l'échange entre un agriculteur et le représentant de Pro Natura :

« FD : Je reprends mon idée : si on passe là [en haut, route longeant la Touvière], on s'approprie. Si on passe là [par en bas, jusqu'au plan d'eau puis en le contournant] on s'approprie aussi. Pourquoi est-ce qu'on devrait passer par là [à travers le marais] ?

AC : Mais parce qu'on est toujours passé par là »^[t-7]

Les communes s'opposaient également à la fermeture du chemin passant à travers le marais car c'est une zone récréative privilégiée pour leurs habitants. La solution finalement proposée par les mandataires a été de conserver le chemin et de le laisser ouvert, mais de ne pas faire d'aménagement tel une passerelle ou un rehaussement. Ainsi, lorsque le niveau d'eau est élevé dans le marais, le chemin est partiellement voire complètement sous l'eau ce qui le rend difficilement praticable et en limite l'accès, comme lors du test d'inondation fait en mars 2004 (ill. 27, comparer avec l'ill. 24).

Leçon n°3

Si l'on compare les discussions telles qu'elles se sont déroulées dans le cadre de la Charte Seymaz avant 2003 avec celles qui se sont déroulées dans le cadre du Groupe d'accompagnement, on se rend compte très rapidement du tournant « technique » qu'elles ont pris. La mise en contact direct entre agriculteurs et mandataires a poussé ces derniers à traduire en termes techniques leurs demandes. Cette situation illustre la différence entre les deux régimes de possibles que nous avons présentés au chapitre 3. Dans le cadre de la Charte, les partenaires se voyaient proposer des solutions élaborées par les mandataires chargés de la réalisation du projet et les experts en charge de ces questions au sein de l'administration. Ces solutions définissaient le possible à réaliser en discutant de ses modalités de réalisation, de ses détails, voir même en le refusant (et en ne le réalisant donc pas). Dans le cadre du Groupe, d'accompagnement, il y avait certes d'un côté les objectifs auxquels les mandataires devaient se tenir et de l'autre les intérêts et les souhaits des agriculteurs, mais il n'y avait pas de voie toute tracée qu'il s'agissait d'essayer de suivre. En entrant en contact direct avec les agriculteurs, les mandataires se sont retrouvés confrontés à des demandes précises qu'ils tentaient de traduire en mesures techniques dans le projet de renaturation. Les discussions intervenues dans le cadre du Groupe d'accompagnement ont donc pris la forme d'agencements d'expressions produisant de nouveaux possibles et auront finalement pu être actualisées sous la forme du projet tel qu'il est aujourd'hui. On le voit, ouvrir un processus participatif, de sorte à ce que les aspects techniques puissent être discutés en tant que tels et non

Une renaturation en béton !

sous formes de variantes permet d'explorer des solutions non envisagées dans un premier temps, sans nécessairement se perdre en discussion. Ouvrir le champ de la discussion technique en y intégrant les experts peut, comme on le voit avec le cas de la Seymaz, faire entrer l'ensemble de la discussion dans une dimension technique et se révéler profitable pour le projet. Il n'y a plus d'un côté les aspects techniques « purs et durs » non-négociables et de l'autre des valeurs négociables mais au final incommensurables, entraînant, elles, dans des discussions sans fin.

8 Conclusion : la participation entre agencement d'énonciation et agencement machinique

Fin 1998 à fin 2005 : sept ans pour renaturer un cours d'eau relativement modeste. La question de la justification d'un processus si long pour une rivière si petite, a été posée (y compris par des personnes s'étant impliqués dans le projet). Le cas de la Seymaz pourrait amener de l'eau au moulin de ceux qui estiment que la participation est trop coûteuse en temps. À l'inverse, on peut aussi considérer que le coût en temps est compensé par le fait que la participation des agriculteurs a apporté un plus substantif, avec la recréation des marais, mais aussi en termes d'acceptation du projet. Ce dernier point est essentiel pour l'évolution de la zone, notamment pour les mesures d'entretien qui détermineront la portée à long terme des travaux de renaturation effectués en 2005-2006. Enfin, la version du projet élaborée dans le cadre du Groupe d'accompagnement a permis de faire des économies substantielles sur le budget initial, compensant ainsi le surcoût en temps de travail.

Mais comment évaluer ce processus participatif ? Qu'est ce qui a fait que le groupe « Charte Seymaz » a connu de tels blocages, alors que l'ambiance y semblait à la coopération tandis que le Groupe d'accompagnement a obtenu beaucoup plus dans un climat conflictuel ?

Partir des explications traditionnelles de la participation dans les termes que nous avons évoqués au chapitre 2 ne permet pas à notre sens de saisir la différence entre les deux groupes de concertation. Dans aucun des deux cas, on ne peut considérer que la participation a été plus « instrumentale » ou plus « normative » que dans l'autre. Dans les deux cas, les promoteurs du projet de renaturation étaient ouverts à la coopération. L'approche par la pratique informée par la philosophie de l'événement de Gilles Deleuze que nous avons présentée dans le chapitre 3 offre quelques clés pour faire sens de ce processus.

Les deux régimes du possible dans le projet Seymaz

L'étude de cas de la Seymaz se révèle particulièrement intéressante du point de vue de l'approche que nous avons choisie de suivre dans la mesure où, l'un des points distinguant les deux phases du processus participatif a été les différents régimes du possible (cf. chapitre 3) dans lesquels la participation s'est déroulée.

Dans le cadre de la Charte Seymaz, la participation s'est déroulée selon un schéma communicatif dans lequel les personnes présentes représentaient des groupes clairement définis et entre lesquels il s'agissait de négocier l'acceptabilité d'un projet. Malgré les soupçons qui ont pu être évoqués par certains agriculteurs, nous n'avons trouvé aucune trace dans les archives de l'État laissant penser que le Comité de pilotage souhaitait manipuler le groupe « Charte Seymaz. » Comme nous avons pu le voir en codant les PV du Comité de pilotage et comme l'indiquent certaines des

citations et descriptions dans cette thèse, le passage du projet des mandataires à la Charte à travers le Comité de pilotage se caractérisait avant tout par une réduction du champs des possibles sous la forme soit d'un choix de variantes, soit d'une explication pourquoi une solution retenue était la seule possible. La définition du champ des possibles qu'effectuaient les membres du Comité de pilotage essayait de prendre en compte les intérêts des autres partenaires, mais en tant que ceux-ci avaient une identité figée et définie par leurs intérêts. C'est ainsi qu'il était dans un premier temps conçu comme impossible de faire accepter une réduction du débit à 17m³/s à Pont Bochet pour ensuite la présenter comme seule possible. La recreation des marais de la Seymaz avait elle aussi été écartée comme « impossible » dès le début du projet^[e-5]. Le rôle de la Charte était de communiquer autour de ces (im-)possibilités et de trouver l'argument et la mesure qui les rendrait acceptable.

Le Groupe d'accompagnement a dès le départ, ouvert les champs du possible. D'après le résultat de nos recherches, ce qui a provoqué cette ouverture est la prise de conscience que l'avant-projet ne pouvait pas être réalisé si l'on se plaçait dans un couple possible/réalisation. Cette prise de conscience s'est traduite par une ouverture des discussions sur les solutions proposées et par une prise en compte des demandes des agriculteurs qui ne les plaçaient pas d'emblée dans une identité figée en fonction d'intérêts prédéfinis. En étant obligés de chercher de nouvelles pistes pour pouvoir aboutir à une solution et en intégrant les autres membres du Groupe d'accompagnement dans cette recherche, les mandataires lançaient une procédure créatrice au sens qu'elle proposait de nouvelles solutions, mais redéfinissait également les acteurs en présence dans des identités mouvantes. Ainsi les mandataires passaient du rôle d'exécutant à celui de développeur de projet, certains agriculteurs se voyaient devenir représentants des promeneurs au cours de certaines séances, déroutant parfois leurs interlocuteurs.

Le Groupe d'accompagnement comme agencement collectif d'énonciation

Ce processus créatif a été possible parce que le Groupe d'accompagnement a permis de prendre en compte l'événement, au sens deleuzien du terme (cf. chapitre 3.2), que constituait la renaturation, dans une plus grande mesure que les discussions de la Charte. Cette meilleure prise en compte de l'événement s'est traduite par la création d'un agencement collectif d'énonciation ouvrant un champ virtuel plus vaste et permettant l'exploration de possible. Le processus participatif tel que mené dans le cadre du Groupe d'accompagnement a permis à un nombre plus grand d'énoncés d'être exprimés dans la mesure où les acteurs présents n'étaient pas assignés à un rôle et tenus de s'exprimer uniquement en fonction de critères techniques généraux. Notamment tous les aspects affectifs (identité, paysage, esthétique) qui avaient été évacués lors des discussions sur l'avant-projet contribuaient à enrichir le nombre d'énoncés capable de créer des mondes possibles.

C'est bien un agencement collectif d'énonciation auquel on a assisté dans la mesure où on a pu suivre au cours de la recherche comment les déclarations des différents acteurs finissaient par adopter des concepts élaborés en commun (par exemple la

notion de processus), mais aussi comment les changements de rôle étaient rendus possibles par le dispositif constitué par le Groupe d'accompagnement. C'était le cas notamment lorsqu'au cours d'un même échange on voyait un agriculteur passer de farouche contestataire d'une mesure spécifique à défenseur du projet face à ses collègues. Sans échanges dans un cadre tel que le Groupe d'accompagnement, de telles prises de position n'auraient que difficilement été concevables.

Dire que le Groupe d'accompagnement a constitué un agencement collectif d'énonciation ne revient toutefois pas à dire que les acteurs impliqués se fondent dans une identité collective, ou que l'agencement agit de manière propre (cf. chapitre 3.2). Au contraire, la production d'un agencement collectif d'énonciation est le résultat de divergences, d'antagonismes et de conflits survenant autour d'un événement. Un agencement collectif d'énonciation n'est nullement un espace pacifié. Les relations de pouvoir entre différents acteurs n'y sont pas pacifiées, mais le virtuel ainsi créé peut contribuer à modifier les rapports existant selon l'agencement matériel dans lequel il sera actualisé.

Une technonature comme actualisation de l'agencement collectif d'énonciation « Seymaz »

L'un des éléments qui a le plus influencé le processus d'actualisation du possible/virtuel élaboré dans le cadre du Groupe d'accompagnement et selon la mise en contact direct entre mandataires-experts et les partenaires de la Charte, mais aussi les divergences entre experts. Ces divergences ont joué tant la formation de l'agencement d'énonciation en multipliant les énoncés contradictoires, mais aussi dans le processus d'actualisation en permettant des alliances capables d'influencer la réalisation du projet.

Pour mieux comprendre ce qui s'est réellement passé, il peut alors être utile de se référer à la différence entre sciences « en train de se faire » et science « déjà faite » avancée par Bruno Latour (Latour, 1995a). Comme nous l'avons évoqué dans le chapitre 3.4, les récents travaux des *sciences studies* ont montré que l'activité scientifique et ses applications en dehors des seules institutions scientifiques pouvaient être appréhendés en tant que pratiques, c'est-à-dire en prêtant attention à ce que *font* les scientifiques, techniciens ou experts et non en définissant à priori leur activité à partir des canons de l'épistémologie.

L'élaboration du projet de renaturation de la Seymaz, comme tout projet de ce type, nécessite une base scientifique solide qui lui permette d'atteindre les objectifs hydrologiques et environnementaux fixés. On peut considérer avec Latour et Callon, que le développement de ces connaissances scientifiques correspond à l'exploration d'un « monde possible » (Latour, 1999b ; Callon et al., 2001), autrement dit, que la science permet de recenser l'ensemble des acteurs (humains ou non humains) qui peuvent être pris en compte dans un projet. Toutefois, ce recensement se fait de manière différente selon que l'on est face à une science « déjà faite » dans laquelle les faits sont établis et indiscutables – comme c'était le cas lors des discussions du groupe « Charte Seymaz » – ou face à une science « en train de se faire » qui voit les experts

Une renaturation en béton !

explorer les différentes possibilités qui leur sont offertes, affichent les divergences de vue entre écologistes et hydrologues. La présence des ingénieurs dans le Groupe d'accompagnement a permis une reprise des faits présentés dans le groupe « Charte Seymaz, » reprise d'autant plus facile qu'il s'agissait en grande partie des mêmes experts dans les deux groupes.

L'étude du projet de renaturation de la Seymaz nous a permis de montrer que si l'élaboration d'un tel projet doit se faire sur des bases scientifiques solides, il ne s'agit pas de n'importe quelle science. Une science « en train de se faire, » dans laquelle les résultats ne sont pas encore stabilisés permet un processus ouvert au sein duquel les demandes des acteurs mais aussi les informations qu'ils peuvent apporter sont plus facilement prises en compte.

Illustration 28 Un exemple de technonature : élargissement ponctuel sur le Nant du Paradis



Photo : O. Ejderyan

Parler de science « en train de se faire » ne signifie toutefois pas que le projet dans son intégralité revêt un caractère scientifique. Mais la tournure prise par le processus participatif dans lequel les experts s'appuyant sur des disciplines scientifiques se sont contredit (ou ont tout au moins affirmé l'existence d'autres possibilités) les a forcé à expliciter leurs résultats et surtout à argumenter entre experts – mais en public – sur la validité scientifique de certains aspects du projets (par exemple le lien entre création d'un habitat et développement effectif d'un écosystème). Le processus

participatif a ainsi permis aux autres acteurs de suivre (en partie) l'élaboration de l'expertise. « Science en train de se faire » et « science déjà faite » n'impliquent pas un mode d'acquisition de connaissances différents à la base. Mais en permettant aux acteurs de voir la manière dont les experts travaillent, en exposant leurs désaccords sur certains fondements scientifiques des expertises, un processus participatif comme « science en train de se faire » peut libérer la parole des autres acteurs, mais aussi faire porter leurs critiques sur des aspects particuliers de l'expertise et non sur une acceptation ou un refus en bloc comme on a pu le voir dans le cas de la Seymaz.

Les politiques publiques environnementales offrent un terrain particulièrement adapté à ce type de démarche. En faisant porter un projet sur un territoire, celui-ci peut supporter la démarche participative dans le sens où il lui sert de support (discuter de problèmes concrets portant sur des points précis du territoire semble avoir été bénéfique dans le cas de la Seymaz), mais aussi parce que le territoire « supporte » la discussion tout en gardant une certaine stabilité : les participants ne peuvent demander n'importe quoi, ils doivent rester ancrer dans la réalité de ce territoire. Cette possibilité pour les entités spatiales de redevenir « actives » sans pour autant être un déterminant a déjà été évoqué par Elisabeth Rémy et Valérie November pour la notion de *lieu* dans les controverses socio-techniques (Rémy et al., 2004).

Le cas de la Seymaz illustre cette capacité d'un espace à faire tenir ensemble, des intérêts, des arguments et des espèces différentes, sans pour autant que cela soit automatique ou évident. Un processus comme « science en train de se faire » peut permettre l'exploration des *possibilités* d'un espace à faire tenir un agencement hétérogène. C'est bien un tel processus qui a permis d'aboutir à un paysage où une rivière canalisée coule à travers un marais, lui-même résultat de la pose d'un seuil en béton dans la rivière. Ces espaces « technonaturels » (Swyngedouw, 2004 ; White and Wilbert, 2006), sont éminemment politiques et tout aussi scientifiques si l'on se réfère au type de connaissances nécessaire pour les fabriquer. Un élargissement ponctuel du type de ceux réalisés sur le Nant du Paradis (ill. 28) illustre à lui seul la somme de politique et la somme de technique à prendre en compte : l'élargissement doit permettre une capacité de retenue en cas de crue, en même temps qu'il sert de relais à la faune et à la flore ; il ne doit cependant pas empêcher le drainage de la parcelle avoisinante qui pourrait se boucher si des racines venaient à s'y développer ; d'où la pose de gabions disposés de manière telle qu'il empêchent les plantes de s'y installer tout en constituant des refuges pour la faune et simultanément attestant du caractère anthropique de l'ouvrage. Penser en termes de technonatures permettrait aux responsables de projets de renaturations de sortir du dualisme nature/société et ainsi pleinement intégrer les normes participatives sans pour autant sacrifier l'hydrologie ou la protection de la faune et de la flore. Voir ce dont ont été capables les acteurs du projet Seymaz peut-il contribuer à aller dans cette direction ?

Bibliographie

- Agrawal, A. (1995). « Indigenous and scientific knowledge : Some critical comments. » *IK Monitor*, 3(3) : <http://www.nuffic.nl/ciran/ikdm/3-3/articles/agrawal.html> [consulté le 05.12.2007].
- Akoun, A. (1999). « Pragmatisme. » A. Akoun and P. Ansart (dir.). *Dictionnaire de sociologie*. Paris. Le Robert, Seuil : 415-416.
- Alphandery, P. (2004). « L'agriculture française à l'heure de l'environnement et de la gestion des territoires. » O. Marcel (dir.). *Le défi du paysage, un projet pour l'agriculture*. Les cahiers de la compagnie du paysage, 3. Seyssel. Éditions Champ Vallon : 128-150.
- Ansart, P. (1999a). « Pratique. » A. Akoun and P. Ansart (dir.). *Dictionnaire de sociologie*. Paris. Le Robert, Seuil : 416.
- Ansart, P. (1999b). « Le privé et le public. » A. Akoun and P. Ansart (dir.). *Dictionnaire de sociologie*. Paris. Le Robert, Seuil : 422.
- Arnstein, S. (1969). « A ladder of citizen participation. » *Journal of the American Institute of Planners*, 35 : 216-224.
- Augé, M. (1992). *Non-Lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*. Paris. Seuil.
- Backhaus, N. (2003). « 'Non-place jungle' – The construction of authenticity in national parks of Malaysian Borneo. » *Indonesia and the Malay World*, 31(89) : 151-160.
- Bailey, C., C. White, and R. Pain (1999). « Evaluating qualitative research: dealing with the tension between 'science' and 'creativity' ». *Area*, 31(2) : 169-183.
- Baron-Yellès, N. (2000). *Recréer la nature. Écologie, paysage et société au marais d'Orx*. Paris. Éditions Rue d'Ulm, Presses de l'École normale supérieure.
- Barry, A. (2001). *Political machines. Governing a technological society*. London, New York. The Athlone Press.
- Barthélémy, M. (2000). *Associations, un nouvel âge de la participation*. Paris. Presses de Sciences Po.
- Baxter, J. and J. Eyles (1997). « Evaluating qualitative research in social geography: establishing 'rigour' in interview analysis ». *Transactions of the Institute of British Geographers*, 22(4) : 505-525.
- Beaud, S. et F. Weber (1998). *Guide de l'enquête de terrain*. Paris, La Découverte.
- Beck, U. (2001). *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Paris. Aubier.
- Behringer, J. and G. Dürrenberger (2002). « New forms of citizen participation in policy making : Experiences in Switzerland. » M. Flury and U. Geiser (eds.). *Local environmental management in a North-South perspective: issues of participation and knowledge management*. Zurich. Vdf Verlag : 109-120.
- Bensaude-Vincent, B. (2003). *La science contre l'opinion. Histoire d'un divorce*. Paris. Les empêcheurs de penser en rond.
- Bickerstaff, K. and G. Walker (2001). « Participatory local governance and transport planning. » *Environment and Planning A*, 33 : 431-451.

- Birraux, Pierrette et Gabrielle Capitoni (1970). *Monographie d'une commune genevoise : Meinier 1820-1840*. Mémoire d'histoire économique et sociale. Genève. Université de Genève.
- Blondiaux, L. (2001). « Démocratie locale et participation citoyenne: la promesse et le piège. » *Mouvements*, (18) : 44-51.
- Boltanski, L. (1990). *L'amour et la justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action*. Paris. Métailié.
- Boltanski, L. and E. Chiapello (2000). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris. Gallimard.
- Boltanski, L. et L. Thévenot (1991). *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris. Gallimard.
- Bondi, L., J. Davidson and M. Smith (2005). « Introduction : Geography's 'Emotional Turn.' » J. Davidson, L. Bondi and M. Smith (eds.). *Emotional Geographies*. London. Ashgate : 1-16.
- Borgeat-Theler, M. (2005). Et si la plaine n'était pas qu'un marécage ? Exploitation des terres aux abords du Rhône d'après les parchemins du XV^{ème} siècle. Mémoire du Rhône. Actualités de la recherche autour du Rhône. Institut Universitaire Kurt Bösch (IUKB), Bramois. 9 décembre 2005.
- Boschi, C., R. Bertiller and T. Coch (2003). *Die kleinen Fliessgewässer – Bedeutung, Gefährdung, Aufwertung*. Zürich. Vdf Verlag.
- Bourdieu, P. (1998). *Contre-feux*. Paris. Liber, Raison d'agir.
- Bourdieu, P. (2000[1972]). *Esquisse d'une théorie de la pratique*. Paris. Seuil.
- Bourdieu, P. (2001). *Science de la science et réflexivité*. Paris. Raisons d'Agir.
- Bourque, R. and C. Thuderoz (2002). *Sociologie de la négociation*. Paris. La Découverte.
- Bradshaw, A. D. (2002). « Introduction and philosophy. » M. R. Perrow and A. J. Davy (eds.). *Handbook of ecological restoration. Volume 1 : Principles of restoration*. Cambridge. Cambridge University Press : 3-9.
- Bratrich, C. (2004). *Planung, Bewertung und Entscheidungsprozesse im Fliessgewässer Management Kennzeichen erfolgreicher Revitalisierungsprojekte*. Kastanienbaum. ETH Zürich/EAWAG.
- Buchecker, M. (1999). *Die Landschaft als Lebensraum der Bewohner - Nachhaltige Landschaftsentwicklung durch Bedürfniserfüllung, Partizipation und Identifikation: theoretische Begründung, empirische Untersuchung und Evaluation von Methoden zur praktischen Umsetzung*. Bern.
- Burdet, H. (1975). « Histoire, géographie et flore des 'Grands Marais' de Genève. » *Saussurea*, 6 : 231-244.
- Callon, M., P. Lascoumes and Y. Barthe (2001). *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Paris. Seuil.
- Callon, M. and V. Rabeharisoa (2003). « Research 'in the wild' and the shaping of new social identities. » *Technology and Society*, 25 : 193-204.
- Campbell, H. (2002). « Thinking about discourses : Theory is practical ? » *Planning Theory & Practice*, 3(3) : 351-367.
- Casagrande, D. G. (2001). « The human component of urban wetland restoration. » *Yale Forestry and Environmental Studies Bulletin*, (100) : 254-270.

- Corcuff, P. (2003). *Bourdieu autrement. Fragilités d'un sociologue de combat*. Paris. Textuel.
- Conférence Permanente des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe (1986). *Résolution n° 171 « Environnement et participation »*. Strasbourg. Conseil de l'Europe.
- Daston, L. (1992). « Objectivity and the Escape from Perspective. » *Social Studies of Science*, 22(4) : 597-618.
- Daston, L. (2001). *Wunder, Beweise und Tatsachen : zur Geschichte der Rationalität*. Frankfurt am Main. Fischer.
- De Certeau, M. (1980). *L'invention du quotidien, tome 1. Arts de faire*. Paris. Gallimard.
- Dear, M. (1992). « Understanding and overcoming the NIMBY syndrome. » *Journal of the American Planning Association*, 58(3) : 288-301.
- Dekker Linros, H. and P. O. Hallin (2001). « The discursive nature of environmental conflicts : the case of the Öresund link. » *Area*, 33(4) : 391-403.
- Deleuze, G. (1968). *Différence et répétition*. Paris. Presses Universitaires de France.
- Deleuze, G. (1969). *Logique du sens*. Paris. Éditions de Minuit.
- Deleuze, G. et F. Guattari (1980). *Mille plateaux. Capitalisme et schizophrénie 2*. Paris. Éditions de Minuit.
- Deleuze, G. et F. Guattari (1991). *Qu'est-ce que la philosophie ?* Paris. Éditions de Minuit.
- Della Casa, F. (2003). « Der Natur auf die Sprünge helfen. » *Hochparterre*, 12/2006 : 36-39.
- Dewey, J. (2003 (1927)). *Le public et ses problèmes*. Tours, Farrago.
- Dickstein, M. (1998). « Introduction. » M. Dickstein (ed.). *The revival of pragmatism : New essays on social thought, law, and culture*. Durham, NC. Duke University Press : 1-17.
- Dorner, C. (1919a). « Travaux de correction de cours de la Seimaz et le drainage du marais de Sionnet (Meinier-Genève). » *La revue polytechnique et le moniteur de l'industrie*, 21(489) : 163-165.
- Dorner, C. (1919b). « Travaux de correction du cours de la Seimaz et le drainage du marais de Sionnet (Meinier-Genève). » *La revue polytechnique et le moniteur de l'industrie*, 21(490) : 172-173.
- Dryzek, J. (2000). *Deliberative Democracy and Beyond : Liberals, Critics, Contestations*. Oxford. Oxford University Press.
- Ducros, C. and N. M. Watson (2002). « Integrated land and water management in the United Kingdom : Narrowing the implementation gap. » *Journal of Environmental Planning and Management*, 45(3) : 403-423.
- Duram, L. A. and K. G. Brown (1998). « Assessing public participation in U.S. watershed planning initiatives. » *Society and Natural Resources*, (12) : 455-467.
- Eden, S., S. M. Tunstall and S. M. Tapsell (2000). « Translating nature : river restoration as nature-culture. » *Environment and Planning D : Society and Space*, 18 : 257-273.
- Egan, D. (2003). « Ecological restoration and sustainable development. » *Ecological Restoration*, 21(3) : 161-162.

- Ejderyan, O. (2007a). « Expertise. » P. Robbins (ed.). *Encyclopedia of environment and society*. Thousand Oaks, London. Sage Publications : 628-629.
- Ejderyan, O. (2007b). « Technology. » P. Robbins (ed.). *Encyclopedia of environment and society*. Thousand Oaks, London. Sage Publications : 1708-1714.
- Elliot, R. (1997). *Faking nature. The ethics of environmental restoration*. London, Routledge.
- Fietkau, H.-J. and M. Trénel (2002). *Interaktionsmuster in einem Diskursverfahren zur Indikatorenentwicklung im Umweltbereich*. Discussion paper FS II 02-301. Berlin. Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung.
- Fraser, M. (2006). « Event. » *Theory, Culture and Society*, 23(2/3) : 129-132
- Fung, A. and E. Olin Wright (2001). « Deepening democracy : Innovations in empowered participatory governance. » *Politics and Society*, 29(1) : 5-41.
- Garfinkel, H. (1967). *Studies in ethnomethodology*. New Jersey. Prentice Hall.
- Garin, P. and J.-D. Rinaudo (2003). « Savoirs profanes et expertises en débat pour une planification concertée de la gestion de l'eau. » *Sociologies Pratiques*, (7) : 93-114.
- Geiser, U. (2001a). « Reading 'participation in forest management' through 'modern' and 'postmodern' concepts, or : where to start the normative debates ? » H. Tovey and M. Blanc (eds.). *Food, Nature and Society*. Aldershot. Ashgate : 210-230.
- Geiser, U. (2001b). « To 'participate' with whom, for what (and against whom) : Forest fringe management along the Western Ghats in Southern Kerala. » B. Vira and R. Jeffery (eds.). *Analytical issues in participatory natural resource management*. New York. Palgrave : 19-36.
- Geiser, U. (2006). « Entwicklungsinterventionen und die Macht lokaler Alltagspraxis – das Beispiel der Waldnutzung in Pakistan. » *Geographica Helvetica* 61(1) : 4-12.
- Geiser, U., M. Zaugg Stern und O. Ejderyan (2006). « 'Mitwirkung' im Spannungsfeld kreativer Initiativen und eingrenzender Realitäten – zur Wichtigkeit der Analyse des sozialen, politischen und historischen Projektkontextes. » *Ingenieurbiologie*, 16(3) : 3-7
- Geist, C. and S. M. Galatowitsch (1999). « Reciprocal model for meeting ecological and human needs in restoration. » *Conservation Biology*, 13(5) : 970-979.
- Gerring, J. (2004). « What is a case study and what is it good for ? » *American Political Science Review*, 98(2) : 341-354.
- Giddens, A. (1979). *Central problems in social theory. Action, structure and contradiction in social analysis*. Houndsmills, Basingstoke, Hampshire, London. Macmillan.
- Giddens, A. (1987). *La constitution de la société: éléments de la théorie de la structuration*. Paris. Presses universitaires de France.
- Habermas, J. (1987). *Théorie de l'agir communicationnel, tome 1. Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*. Paris. Fayard.
- Habermas J. (1992). *L'espace public*. Paris. Payot.
- Hall, M. (2005). *Earth repair. A transatlantic history of environmental restoration*. Charlottesville, London. University of Virginia Press.
- Hamel, J., S. Dufour and D. Fortin (1993). *Case study methods*. Newbury Park, London, New Delhi. Sage Publications.

- Heuberger, S. (2007). *Aqua Nostra Schweiz - Ein neuer Akteur im Politikfeld Natur- und Umweltschutz*. Diplomarbeit. Zurich. GIUZ.
- Higgs, E. S. (1997). « What is good restoration? » *Conservation Biology*, 11(2) : 338-348.
- Horber-Papazian, K. (1992). « Mise en œuvre de politiques à incidences spatiales: une entreprise difficile. » J. Ruegg, N. Mettan and L. Vodoz (dir.). *La négociation. Son rôle, sa place dans l'aménagement du territoire et la protection de l'environnement*. Lausanne. Presses Polytechniques et Universitaires Romandes : 31-48.
- Hostmann, M., M. Buchecker, O. Ejderyan, U. Geiser, B. Junker, S. Schweizer, Be. Truffer et M. Zaugg Stern. (2005). *Planification concertée des projets d'aménagement de cours d'eau. Manuel pour la participation et la prise de décision dans les projets d'aménagement de cours d'eau*. Zurich. Eawag, WSL, LCH-EPFL, VAW-ETHZ.
- Hostmann, M. et A. Knutti (2002). *Eaux libérées. À la découverte des cours d'eau revitalisés de Suisse*. Lausanne. Éditions d'en bas.
- Hunter, S. and K. Leyder (1995). « Beyond NIMBY : Explaining opposition to hazardous waste facilities. » *Policy Studies Journal*, 23 : 601-620.
- Innes, J. E. (1998). « Information in communicative planning. » *Journal of the American Planning Association*, 64(1) : 52-63.
- Junker, B. (2008). *Zielvorstellungen der Bevölkerung hinsichtlich der Revitalisierung von Fließgewässern. Untersuchungen über Voraussetzungen und Wege zu sozialverträglichen Projekten am Beispiel der Revitalisierung der Rhone und der Thur*. Zürich, Birmensdorf. GIUZ, WSL.
- Kaspar, H. und U. Müller-Böcker (2006). « Data protection in qualitative research. » N. Backhaus and U. Müller-Böcker (Hrsg.). *Gesellschaft und Raum – Konzepte und Kategorien*. Zürich. GIUZ : 125-142.
- Katz, E. (1992). « The big lie : human restoration of nature. » *Research in Philosophy and Technology*, 12 : 231-241.
- Katz, E. (1996). « The problem of ecological restoration. » *Environmental Ethics*, 18 : 222-224.
- Kleinmann, S. and M. A. Copp (1993). *Emotions and Fieldwork*. Newbury Park, London, New Delhi, Sage.
- Knoepfel, P., K. Horber-Papazian, M. Benninghoff, S. Terribilini and S. Wälti (2001). *Le fédéralisme d'exécution en matière de politique publiques à incidence spatiale*. Working paper de l'IDHEAP. Chavannes-près-Renens. IDHEAP.
- Knorr-Cetina, K. (1981). *The manufacture of knowledge : An essay on the constructivist and contextual nature of science*. Oxford. Pergamon Press.
- Kraft, M.E. and B.B. Clary (1991). « Citizen participation and the NIMBY syndrome : Public response to radioactive waste disposal. » *The Western Political Quarterly*, 44(2) : 299-328.
- Krähenbühl, M. (2005). *Renaturierung des Talenbachs im Surbtal. Eine ökologische und ästhetische Bewertung*. Zürich. Geographisches Institut Universität Zürich.
- Kriesi, H. (1998). *Le système politique Suisse*. Paris. Economica.
- Kropp, C. (2002). « *Natur* » *soziologische Konzepte, politische Konsequenzen*. Opladen. Leske und Budrich.

- Larrère, C. et R. Larrère (1997). *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*. Paris. Aubier.
- Latour, B. (1991a). *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*. Paris. La Découverte.
- Latour, B. (1991b). « The impact of science studies on political philosophy. » *Science, Technology and Human Values*, 16(1) : 3-19.
- Latour, B. (1992). *Aramis, ou l'amour des techniques*. Paris. La découverte.
- Latour, B. (1995a). *La science en action. Introduction à la sociologie des sciences*. Paris. Gallimard.
- Latour, B. (1995b). « Moderniser ou écologiser ? à la recherche de la 'septième' cité. » *Écologie politique*, 13 : 5-27.
- Latour, B. (1999a). « On recalling ANT. » In J. Law (ed.). *Actor-network theory and after*. London. Blackwell : 16-25.
- Latour, B. (1999b). *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie ?* Paris. La Découverte.
- Latour, B. (2001). *L'espoir de Pandore. Pour une version réaliste de l'activité scientifique*. Paris. La Découverte.
- Latour, B. (2004). « Why has critique run out of steam ? From matters of fact to matters of concern. » *Critical Inquiry*, 30 : 225-248.
- Latour, B. (2005). *Reassembling the social. An introduction to actor-network-theory*. Oxford. Oxford University Press.
- Latour, B. et J. P. Le Bourhis (1995). *Rapport provisoire sur la mise en place des CLE*. Paris. Direction de l'eau du Ministère de l'environnement.
- Latour, B. and S. Woolgar (1988). *La vie de laboratoire. La production des faits scientifiques*. Paris. La Découverte.
- Lazzarato, M. (2004). *Les révolutions du capitalisme*. Paris. Les empêcheurs de penser en rond.
- Le Bourhis, J. P. (1996). « Des riverains à la rivière. Les transformations d'une politique de l'eau. » C. Méadel and V. Rabeharisoa (dir.). *Représenter, hybrider, coordonner*. Paris. École des Mines de Paris : 171-178.
- Lehmann, R. and A. Imhof (1995). « État du réaménagement naturel des cours d'eau en Suisse. Enquête auprès des Services cantonaux des eaux. » *Génie Biologique*, (4/95) : 8-12.
- Light, A. (1996). « Compatibilism in political ecology. » A. Light and E. Katz (dir.). *Environmental pragmatism*. London, New York. Routledge : 161-184.
- Light, A. (2002). « Contemporary environmental ethics from metaethics to public philosophy. » *Metaphilosophy*, 33(4) : 426-449.
- Light, A. (2003). « 'Faking nature' revisited. » D. Michelfelder and B. Wilcox (eds.). *The beauty around us: Environmental aesthetics in the scenic landscape and beyond*. Albany, NY. SUNY Press.
- Light, A. (2004). « Restorative Relationships. » R. France (ed.). *Healing Nature, Repairing Relationships : Landscape Architecture and the Restoration of Ecological Spaces*. Cambridge, MA. MIT Press.

- Light, A. and E. S. Higgs (1996). « The politics of ecological restorations. » *Environmental Ethics*, 18 : 227-247.
- Linder, W., P. Lanfranchi, D. Schnyder and A. Vatter (1992). *Procédures et modèles de participation: propositions pour une politique de participation de la Confédération selon l'art. 4 LAT*. Berne. DFJP, OFAT.
- Loat, R. et E. Meier (2003). *Dictionnaire de la protection contre les crues*. Berne. OFEG, Haupt.
- Lolive, J. (1999). *Les contestations du TGV Méditerranée*. Paris. L'Harmattan.
- Lolive, J. et N. Blanc (2007). « L'écologie et le public. » *Cosmopolitiques*, 15 : 9-16.
- Lüscher L. (2006). *Der Auenschutz in der Schweizer Presse : eine Analyse der Wertvorstellungen im Diskurs in den Kantonen Aargau und Bern*. Diplomarbeit. Zurich. GIUZ.
- Luyet, V. (2005). *Base méthodologique en vue d'introduire les processus participatifs dans la gestion du paysage: cas d'application de de la plaine du Rhône en Suisse*. Thèse de doctorat. Lausanne. GECOS, École Polytechnique Fédérale de Lausanne.
- Manin, B. (1998). *Principes du gouvernement représentatif*. Paris. Flammarion.
- McGuirk, P. M. (2001). « Situating communicative planning theory: context, power and knowledge. » *Environment and Planning A*, 33(2) : 195-217.
- Megill, A. (ed.) (1994). *Rethinking objectivity*. Durham, NC and London. Duke University Press.
- Mettan, N. (1992). « Place de la négociation dans les processus d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement. » J. Ruegg, N. Mettan and L. Vodoz (dir.). *La négociation. Son rôle, sa place dans l'aménagement du territoire et la protection de l'environnement*. Lausanne. Presses Polytechniques et Universitaires Romandes : 79-94.
- Müller, U. (2001). *Wie funktioniert Partizipation bei Naturschutzvorhaben in der Schweiz? Untersucht am Beispiel der Erweiterung des Schweizerischen Nationalparks*. Zürich. Geographisches Institut, Universität Zürich.
- Müller, U. und M. Kollmair (2004). « Die Erweiterung des Schweizerischen Nationalparks. Der Planungsprozess 1995-2000, betrachtet aus partizipationstheoretischer Sicht. » *DISP*, (159) : 44-51.
- Natali, A. (1992). *Agriculture et environnement: le cas de Genève*. Genève. Georg.
- Nathan, T. (1994). *L'influence qui guérit*. Paris. Odile Jacob.
- Nijland, H. J. and M. J. R. Cals (eds.) (2001). *River restoration in Europe. Practical approaches*. Lelystad. Institute for Inland Water Management and Waste Water Treatment, RIZA.
- Nowotny, H., P. Scott et M. Gibbons (2003). *Repenser la science*. Paris. Belin.
- OCDE (2001). *Des citoyens partenaires: Information, consultation et participation à la formulation des politiques publiques*. Paris. OCDE.
- OFEFP (2002). *Environnement suisse 2002*. Berne. OFEFP.
- OFEFP, OFEG, OFAG et ARE (2003). *Idées directrices. Cours d'eau suisses, pour une politique de gestion durable de nos eaux*. Berne. OFEFP, OFEG.
- OFEG (2000). *Réserver de l'espace pour les cours d'eau*. Bienne. OFEG.

OFEV (2008). *Manuel RPT dans le domaine de l'environnement. Communication de l'OFEV en tant qu'autorité d'exécution*. Berne. OFEV.

ONU (1982). *Charte Mondiale pour la Nature*. Madrid. New York, Genève. Organisation des Nations Unies.

ONU (1992). *Déclaration de Rio sur l'Environnement et le développement*. New York, Genève. Organisation des Nations Unies.

ONU/CEE (Organisation des Nations Unies, Commission économique pour l'Europe) (1999). *Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement*. New York, Genève. Organisation des Nations Unies.

Pacione, M. (1988). « Public participation in neighbourhood change. » *Applied Geography*, 8 : 229-247.

Parlement européen (2000). *Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau*. Parlement européen. Strasbourg.

Pellizoni, L. (2001). « The myth of the best argument : power, deliberation and reason. » *British Journal of Sociology*, 52(1) : 59 - 86.

Pickering, A. (1993). « The mangle of practice : agency and emergence in the sociology of science. » *The American Journal of Sociology*, 99(3) : 559-589

Pignarre, P. et I. Stengers (2005). *La sorcellerie capitaliste. Pratiques de désenvoûtement*. Paris, La Découverte.

Rémy, E., V. November et C. D'Alessandro (2004). « L'espace d'une controverse. » *EspacesTemps.net* : http://espacestems.revues.org/imprimer.php3?id_article=175 [consulté le : 03.02.2004].

Renn, O., B. Blättel-Mink and H. Kastenholz (1997). « Discursive Methods in Environmental Decision Making. » *Business Strategy and the Environment*, 6: 218-231.

Rescher, N. (2002). « Process Philosophy. » E. N. Zalta (ed.). *Stanford encyclopedia of philosophy* : <http://plato.stanford.edu/archives/sum2002/entries/process-philosophy/> [consulté le : 07.12.2007]

Reynard, E., C. Mauch et A. Thorens (2000). *Développement historique des régimes institutionnels de la ressource en eau en Suisse entre 1870 et 2000*. Chavannes-près-Renens. IDHEAP.

Rhode, S. (2004). *River Restoration : Potential and limitations to re-establish riparian landscapes. Assessment and Planning*. Zurich. Swiss Federal Institute of Technology.

Rouse, J. (2001). « Two concepts of practices. » T. R. Schatzki, K. Knorr-Cetina and E. von Savigny (eds.). *The practice turn in contemporary theory*. London, New York. Routledge : 189-198.

Rowe, G. and L. J. Frewer (2004). « Evaluating public-participation exercises : A research agenda. » *Science, Technology and Human Values*, 29(4) : 512-556.

Ruegg, J. (1992). « Médiation des conflits liés à l'utilisation du sol. » J. Ruegg, N. Mettan et L. Vodoz (eds.). *La négociation. Son rôle, sa place dans l'aménagement du territoire et la protection de l'environnement*. Lausanne. Presses Polytechniques et Universitaires Romandes : 95-107.

- Sabatier, P. A. and H. C. Jenkins-Smith (eds.) (1993). *Policy change and learning. An advocacy coalition approach*. Boulder. Westview Press.
- Sager, T. (1996). *Communicative planning theory*. Aldershot, Brookfield, Hong Kong, Singapore, Sydney. Avebury.
- Sautier, J.-L. (1979). *Étude hydrologique du bassin versant de la Seymaz (GE)*. Lausanne. École polytechnique fédérale de Lausanne, Institut de Génie Rural.
- Schatzki, T. R. (2001). « Introduction. Practice theory. » T. R. Schatzki, K. Knorr-Cetina and E. von Savigny (eds.). *The practice turn in contemporary theory*. London, New York. Routledge : 1-14.
- Sellamna, N.-E. (1999). *Relativism in agricultural research and development: is participation a post-modern concept ?* Working Paper 119. London. Overseas Development Institute.
- Shalin, D. (1986). « Pragmatism and social interactionism. » *American Sociological Review*, 51(1) : 9-29.
- Sills, D. (ed.) (1968). *International encyclopedia of social sciences*. Houndsmills, London. Macmillan Company and Free Press.
- Smith, G. (2003). *Deliberative democracy and the environment*. London. Routledge.
- Sokal, A. et J. Bricmont (1997). *Impostures intellectuelles*. Paris. Odile Jacob.
- Soubeyran, O. (2004). « Espace public, aménagement et environnement. » V. Berdoulay, P.C. da Costa, J. Lolive (dir.). *L'espace public à l'épreuve : régressions et émergences*. Bordeaux. Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine : 31-38.
- Speich, D. (2002). « Natürliche Ressourcen der Macht. Die Politik der Trennung von Natur und Kultur am Beispiel eines Wasserbauprojektes aus dem frühen 19. Jahrhundert. » S. Kaufmann (ed.). *Ordnungen der Landschaft. Natur und Raum technisch und symbolisch entwerfen*. Würzburg. Ergon : 97-116.
- Stengers, I. (1993). *L'invention des sciences modernes*. Paris, La Découverte.
- Stengers, I. (1997a). *Cosmopolitiques 7. Pour en finir avec la tolérance*. Paris. La Découverte, Les Empêcheurs de penser en rond.
- Stengers, I. (1997b). *Sciences et pouvoir : la démocratie face à la technoscience*. Paris. La Découverte.
- Stengers, I. (2005). « L'usage de l'expertise scientifique dans la décision politique. » European science and society forum, session 2. Bruxelles, 10.03.2005 : <http://www.imbroglio.be/site/spip.php?article67> [consulté le 09.12.2007].
- Stengers, I. (2006a). « Pragmatiques et forces sociales. » *Multitudes*, (23) : 115-124.
- Stengers, I. (2006b). *La vierge et le neutrino. Les scientifiques dans la tourmente*. Paris. Les empêcheurs de penser en rond.
- Stengers, I. and B. Bensaude-Vincent (2003). *100 mots pour commencer à penser les sciences*. Paris. Les empêcheurs de penser en rond.
- Summermatter, S. (2004). « Die erste Rhonekorrektur und die weitere Entwicklung der kantonalen und nationalen Wasserbaupolitik im 19. Jahrhundert. » *Vallesia*, 59 : 199-224.
- Summermatter, S. (2005). « 'Ein Zoll der Sympathie' – die Bewältigung der Überschwemmungen von 1868 mit Hilfe der eidgenössischen Spendensammlung. » *Blätter aus der Walliser Geschichte*, 37 : 1-46.

Swyngedouw, E. (2004). *Social power and the urbanization of water. Flows of power.* Oxford. Oxford University Press.

Tait, M. and H. Campbell (2000). « The politics of communication between planning officers and politicians : the exercise of power through discourse. » *Environment and Planning A*, 32 : 489-506.

Tanquerel, T. (1988). *La participation de la population à l'aménagement du territoire.* Lausanne. Payot.

Thévenot, L. (1999). « L'action qui convient. » *Raisons pratiques*, 1 : 39-69.

Thévenot, L. (2001). « Pragmatic regimes governing the engagement with the world. » T. R. Schatzki, K. Knorr-Cetina and E. von Savigny (eds.). *The practice turn in contemporary theory.* London, New York. Routledge : 56-73.

Thévenot, L. (2006). *L'action au pluriel : sociologie des régimes d'engagement.* Paris. La Découverte.

Thévenot, L. et C. Lafaye (1993). « Une justification écologique ? Conflits dans l'aménagement de la nature. » *Revue française de sociologie*, 34(4) : 495-524.

Thrift, N. (1996). *Spatial formations.* London, Thousand Oaks. Sage.

Thrift, N. (1999). « Steps to an ecology of place. » D. Massey, J. Allen and P. Sarre (eds.). *Human geography today.* London. Polity press : 295-322.

Thrift, N. (2004). « Summoning life. » In. N. Thrift and S. Whatmore (eds.). *Cultural geography. Critical concepts in the social sciences.* London, New York. Routledge : 431-455.

Vinck, D. (1999). « Sociologie des sciences. » A. Akoun and P. Ansart (dir.). *Dictionnaire de sociologie.* Paris. Le Robert, Seuil : 472.

Wälti, S. (2002). *Le fédéralisme d'exécution sous pression. La mise en œuvre des politiques à incidence spatiale dans le système fédéral suisse.* Genève, Bâle, Munich, Helbing & Lichtenhahn.

Weber M. (1995[1922]). *Économie et société.* Paris. Pocket.

Weinstein, M. (2006). « TAMS Analyzer. Anthropology as cultural critique in a digital age. » *Social Science Computer Review*, 24(1) : 68-77.

White, D. and C. Wilbert (2006). « Technonatural time-spaces. » *Science as Culture*, 15(2) : 95-104.

Zaugg, M. (2005). « Mehr Raum den Fliessgewässern ! » *Eine strukturationstheoretische Analyse des institutionellen Wandels im schweizerischen Hochwasserschutz seit den 1970er Jahren.* Zürich. Mathematisch-naturwissenschaftlichen Fakultät, Universität Zürich.

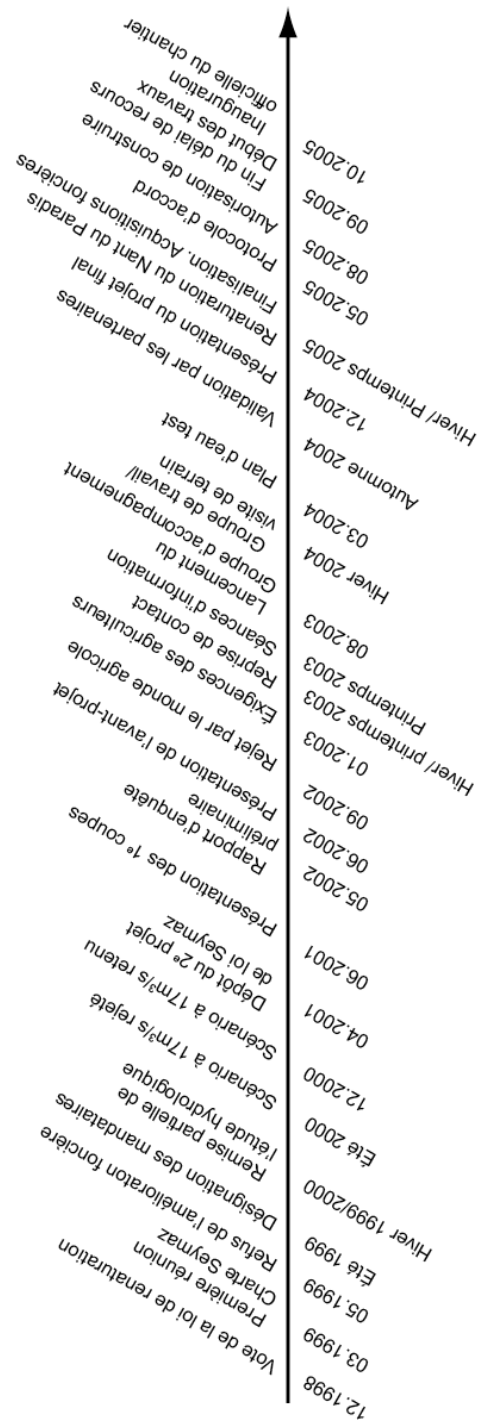
Zaugg, M., O. Ejderyan and U. Geiser (2004). *Normen, Kontext und konkrete Praxis des kantonalen Wasserbaus. Resultate einer Umfrage zu den Rahmenbedingungen der kantonalen Ämter oder Fachstellen für Wasserbau bei der Umsetzung der eidgenössischen Wasserbaugesetzgebung.* Zürich. GIUZ.

Zaugg Stern, M. (2006). *Philosophiewandel im schweizerischen Wasserbau. Zur Vollzugspraxis des nachhaltigen Hochwasserschutzes.* Zürich. GIUZ.

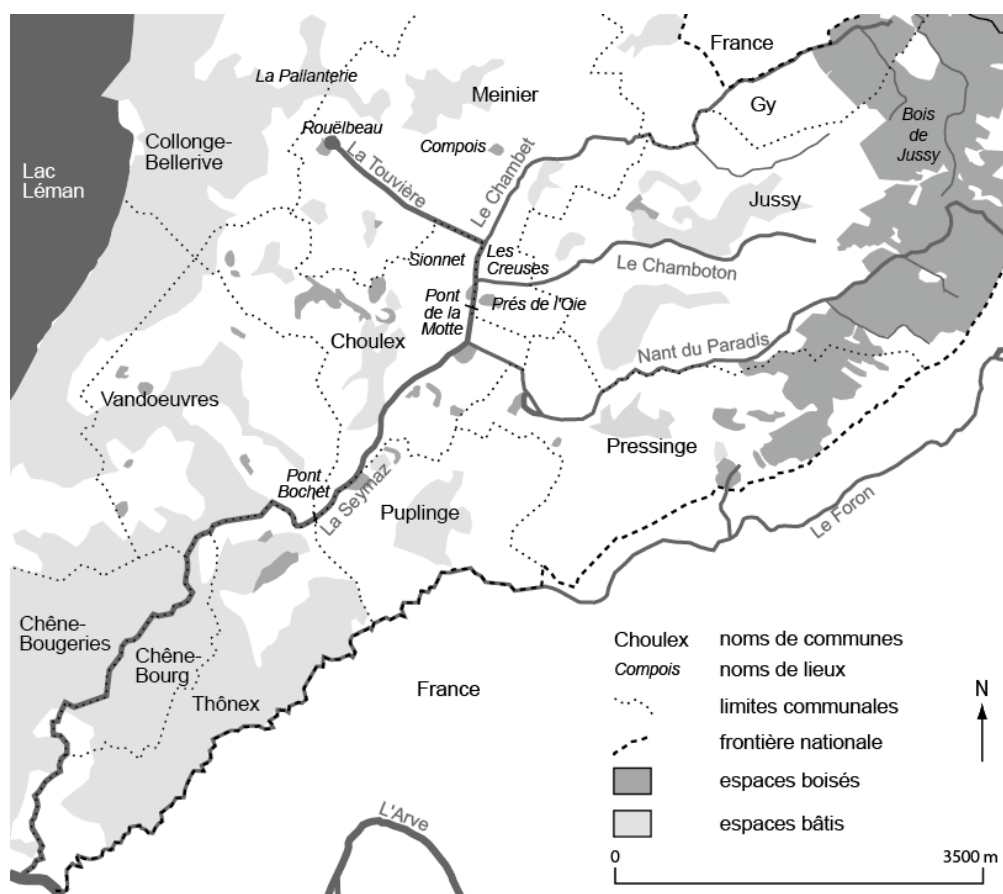
Zierhofer, W. (2002). « Speech acts and space(s) : language pragmatics and the discursive constitution of the social. » *Environment and Planning A*, 34 : 1355-1372.

Annexes

Annexe 1 : Chronologie du projet Seymaz depuis 1998



Annexe 2 : Plan détaillé du bassin de la Seymaz avec nom des principaux lieux cités dans le texte



Carte : O. Ejderyan d'après DIAE, 2003, « Fiche rivière Seymaz »

Annexe 3 : Liste des documents analysés

N°	Date	Document
d-1	14.04.1976	Delacuisine, René, AC et Claude Dériaz (1976). Rapport sur les marais de la Seymaz (8 pages+annexes)
d-2	1983	CIPEL (1983). Colloque sur l'eutrophisation et la pollution du Léman. Programme et résumé. Genève, 31 août-3 septembre 1983
d-3	1987	Statuts de l'Association pour la Sauvegarde du Léman (ASL). www.asleman.org/association/statuts.pdf [accessed 03.12.2007]
d-4	1989	CIPEL (1989). Une menace pour le Léman : les pollutions d'origine diffuse (brochure).
d-5	08.05.1991	Seymaz-Rivière (1991). Statuts de l'association Seymaz-Rivière, Association de Protection de la Seymaz et de ses Affluents
d-6	1991	CIPEL (1991). Vous et l'épuration... (brochure 8 pages)
d-7	24.02.1992	Seymaz-Rivière (1992). Compensation écologique dans la région de la Haute-Seymaz
d-8	6.1992	Coordination Rivières (1992). Rivières du bassin genevois. État des lieux & Plan d'actions. Document proposé par 14 associations
d-9	15.01.1993	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 15 janvier 1993. M 843 Proposition de motion de Mme et M. Elisabeth Reusse-Decrey (S) et Hervé Burdet (L) concernant la réhabilitation et la protection des marais de la Seymaz.
d-10	11.02.1993	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 11 février 1993. M 843 Proposition de motion de Mme et M. Elisabeth Reusse-Decrey et Hervé Burdet concernant la réhabilitation et la protection des marais de la Seymaz. (Débat)
d-11	13.05.1993	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 13 mai 1993. P 816-C Rapport du Conseil d'État au Grand conseil sur la pétition de la Société suisse pour la protection de l'environnement (SPE) concernant une politique globale de l'eau.
d-12	13.05.1993	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 13 mai 1993. M 704-C Le deuxième rapport du Conseil d'État au Grand Conseil sur la motion de la commission du Léman concernant une politique globale de l'eau.
d-13	6.1993	DPSSP Rivières et lac. La santé des eaux genevoises. Les cahiers de la santé, n° 3, juin 1993.
d-14	07.10.1993	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 7 octobre 1993. M 843 Rapport de la commission de l'environnement et de l'agriculture chargée d'étudier la proposition de motion de Mmes et M. Elisabeth Reusse-Decrey, Hervé Burdet et Catherine Rapp-Jotterand concernant la réhabilitation et la protection des marais de la Seymaz. (Rapport +débat)
d-15	15.04.1994	Seymaz-Rivière. Nos rivières, un patrimoine à préserver

d-16	19.01.1995	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 19 janvier 1995. M 964 Proposition de motion de Mmes et MM. Max Schneider, Roger Beer, Hervé Burdet, Elisabeth Reusse-Decrey et Sylvie Hottelier : Où en est-on avec le projet pilote de réhabilitation de la Seymaz - M 843 ?
d-17	27.04.1995	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 27 avril 1995. Rapport de la commission d'aménagement du canton chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'État modifiant le régime des zones de construction sur le territoire de la commune de Collonge-Bellerive (création d'une zone de développement 4 B destinée à des activités sans nuisances). (-)PL7195
d-18	05.09.1995	Seymaz-Rivière. Et au milieu coule la rivière
d-19	12.10.1995	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 12 octobre 1995. IU 118 Interpellation urgente de M. Roger Beer : La Seymaz.
d-20	12.10.1995	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 12 octobre 1995. IU 121 Interpellation urgente de Mme Sylvia Leuenberger : La Seymaz.
d-21	09.11.1995	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 9 novembre 1995. Réponse du Conseil d'État. IU 118 a) Interpellation urgente de M. Roger Beer : La Seymaz. IU 121 b) Interpellation urgente de Mme Sylvia Leuenberger : La Seymaz.
d-22	09.11.1995	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 9 novembre 1995. Interpellation urgente de M. Max Schneider : La Seymaz.
d-23	09.11.1995	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 9 novembre 1995. IU 132 Interpellation urgente de M. Pierre Meyll : Le Compois
d-24	30.11.1995	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 30 novembre 1995. C 365 Par courrier du 20 novembre 1995, l'Association genevoise pour la protection de la nature nous écrit au sujet des interpellations 118 et 121 de M. Roger Beer et Mme Sylvia Leuenberger sur la Seymaz et conteste la réponse du chef du département de l'intérieur, de l'environnement et des affaires régionales.
d-25	23.05.1996	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 23 mai 1995. PL 7409 Projet de loi de Mmes et MM. Sylvia Leuenberger, Max Schneider, René Longet, Florian Barro, Marie-Françoise de Tassigny, Roger Beer, Hervé Burdet, Philippe Schaller, Evelyne Strubin, Pierre Vanek, Sylvie Châtelain et Luc Gilly modifiant la loi sur les eaux (L 2 05). (projet de loi+débat)
d-26	24.05.1996	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 24 mai 1995. Réponse du Conseil d'État. a) à l'interpellation de M. Max Schneider sur la Seymaz. I1956. b) à l'interpellation urgente de M. Pierre Meyll sur le Compois. IU132
d-27	1996	Service cantonal d'écotoxicologie. Qualité biologique de la Seymaz et des affluents en 1996 et évolution depuis 1981, exprimés par les peuplements d'invertébrés benthiques
d-28	5.1996	GEOS ingénieurs Conseils SA, Biotec biologie appliquée SA, L. Tappolet, A. Vilegas. Réaménagement de la Seymaz et de ses affluents, aménagements agro-naturels de la plaine et maîtrise des crues. Projet définitif – première phase. Département des travaux publics et de l'énergie. Direction du génie civil. Service du Lac et des cours d'eau.
d-29	27.06.1996	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 27 juin 1996. IU 214 Interpellation urgente de M. Max Schneider : Rivières genevoises

Une renaturation en béton !

d-30	19.09.1996	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 19 septembre 1996. IU 214 Réponse du Conseil d'État à l'interpellation urgente de M. Max Schneider : Rivières genevoises.
d-31	06.12.1996	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 6 décembre 1996. PL 7513-A b) Projet de loi du Conseil d'État sur les mesures destinées à l'assainissement des finances de l'État (blocage des traitements et de certaines prestations de l'État et suspension de l'adaptation des barèmes fiscaux A et B au renchérissement) (B 5 7,6).
d-32	1997	DIEAR. L'eau du Genevois. 10 ans pour sauver nos rivières. 75 p.
d-33	1997	Programme des Verts genevois pour l'élection du Grand Conseil
d-34	1997	Tract pour l'élection de Robert Cramer au Conseil d'État genevois.
d-35	23.04.1997	Rodari, André. Choulex. Découvrez la Seymaz ! La Tribune de Genève, 23.04.1997.
d-36	25.04.1997	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 25 avril 1997. PL 7409-A a) Rapport de la commission de l'environnement et de l'agriculture chargée d'étudier le projet de loi de Mmes et MM. Sylvia Leuenberger, Max Schneider, René Longet, Florian Barro, Marie-Françoise de Tassigny, Roger Beer, Hervé Burdet, Philippe Schaller, Evelyne Strubin, Pierre Vanek, Sylvie Châtelain et Luc Gilly modifiant la loi sur les eaux (L 2 05). M 1131 b) Proposition de motion de Mmes et MM. Yvonne Humbert, Martine Roset, Claire Chalut, Evelyne Strubin, Laurette Dupuis, Geneviève Mottet-Durand, Sylvie Châtelain, David Revaclier, Hervé Burdet, Jean-Claude Dessuet, Alain-Dominique Mauris, Jean-François Courvoisier, Roger Beer, Luc Barthassat et Max Schneider concernant la mise en application du programme de renaturation des rivières genevoises. (Rapport de commission +motion +débat)
d-37	26.04.1997	Grosjean, Arthur. Le Grand Conseil veut redonner vie aux rivières genevoises, La Tribune de Genève, 26.04.1997
d-38	30.04.1997	Guertchakoff, Serge. Genève sauvera ses rivières sans couler ses finances, La Tribune de Genève, 30.04.1997
d-39	18.06.1997	Wylér, Lise. Pitié pour les libellules de la Seymaz ! La Tribune de Genève, 18.06.1997
d-40	02.10.1997	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 2 octobre 1997. IU 395 Interpellation urgente de M. Max Schneider : constructions en zones inondables.
d-41	03.10.1997	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 3 octobre 1997. IU 395 Réponse du Conseil d'État à l'interpellation urgente de M. Max Schneider : constructions en zones inondables.
d-42	27.10.1997	Lettre de Robert Cramer envoyée aux électeurs et électrices genevois(es) pour les élections au Conseil d'État genevois de 1997.
d-43	10.12.1997	Discours de St-Pierre du 8 décembre 1997. Feuille d'avis officielle 142, année 245, du 10 décembre 1997.

d-44	23.01.1998	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 23 janvier 1998. M 1171 a) Proposition de motion de Mme et M. Alexandra Gobet et Dominique Hausser concernant la mise en œuvre effective des mesures de compensation (loi de déclassement Reuters). PL 7802 b) Projet de loi du Conseil d'État modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Confignon (création d'une zone agricole). (Projet de Loi + Débat)
d-45	09.02.1998	DIAE. Séance du 9 février 1998 concernant le projet de loi « Renaturation de la Seymaz »
d-46	12.02.1998	Bezaguët, Laurence. Robert Cramer enterre le projet pharaonique pour sauver nos rivières, La Tribune de Genève, 12.02.1998
d-47	19.02.1998	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 19 février 1998. Projet de loi du Conseil d'État ouvrant un crédit d'investissement de 4 860 000 F pour les travaux d'aménagement des Teppes de Véré et du Biolay de la réserve biologique et forestière de Verbois. PL7808.
d-48	19.02.1998	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 19 février 1998. Projet de loi du Conseil d'État ouvrant un crédit d'investissement de 1 593 500 F pour la réalisation des travaux de revalorisation de la Versoix, de ses affluents, des canaux et des milieux naturels liés. PL7809
d-49	12.05.1998	Bron, Adrien. La Seymaz à besoin de liberté, La Tribune de Genève, 12.05.1998
d-50	14.05.1998	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 14 mai 1998. IU 478 Interpellation urgente de M. Daniel Ducommun : achat par l'État de Genève d'une parcelle à Choulex.
d-51	14.05.1998	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 14 mai 1998. IU 486 Interpellation urgente de M. Jean-Claude Dessuet : Renaturation de la Seymaz et remaniement parcellaire.
d-52	14.05.1998	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 14 mai 1998. IU 486 Réponse du Conseil d'État à l'interpellation urgente de M. Jean-Claude Dessuet : Renaturation de la Seymaz et remaniement parcellaire
d-53	15.05.1998	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 15 mai 1998. IU 478 Réponse du Conseil d'État à l'interpellation urgente de M. Daniel Ducommun : Achat par l'État de Genève d'une parcelle à Choulex.
d-54	28.05.1998	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 28 mai 1998. PL 7852 Projet de loi du Conseil d'État ouvrant un crédit d'investissement de 9 500 000 F pour la réalisation de la première étape des travaux de renaturation de la Seymaz et de ses affluents.
d-55	28.08.1998	Forestier, Laurent et Lise Wyler. L'indemnité versée par Reuters permettra d'embellir la Seymaz, La Tribune de Genève, 28.08.1998
d-56	13.11.1998	Cellule renaturation. PV de la séance du 13 novembre 1998 relative à la Seymaz.
d-57	26.11.1998	Charte de collaboration entre la Chambre genevoise d'agriculture (CGA), représentée par son président et Coordination Rivières, représentée par Pro Natura, SeymazRivière et le WWF, section Genève et le Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie (DIAE), représenté par son président

Une renaturation en béton !

d-58	03.12.1998	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 3 décembre 1998. PL 7852-A Rapport de la commission des travaux chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'État ouvrant un crédit d'investissement de 9 500 000 F pour la réalisation de la première étape des travaux de renaturation de la Seymaz et de ses affluents. (Rapport de commission +débat)
d-59	12.01.1999	DIAE. Séance de coordination des services concernés par la renaturation. 12 janvier 1999 (PV de séance)
d-60	10.02.1999	DIAE. Séance de coordination des services concernés par la renaturation 10 février 1999 (PV de séance)
d-61	16.02.1999	DIAE. Séance de coordination des services concernés par la renaturation 16 février 1999 (PV de séance)
d-62	23.02.1999	DIAE. Séance de coordination des services concernés par la renaturation 23 février 1999 (PV de séance)
d-63	23.02.1999	DIAE. Document manuscrit « Coordination renat du 23.2.99. »
d-64	26.02.1999	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 26 février 1999. M 843-B a) Motion de Mmes et M. Elisabeth Reusse-Decrey, Hervé Burdet et Catherine Rapp-Jotterand concernant la réhabilitation et la protection des marais de la Seymaz. 964-A b) Motion de Mmes et MM. Max Schneider, Roger Beer, Hervé Burdet, Elisabeth Reusse-Decrey et Sylvie Hottelier : Où en est-on avec le projet pilote de réhabilitation de la Seymaz M 843 ?
d-65	26.02.1999	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 26 février 1999. RD 312 Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil sur le programme de renaturation des cours d'eau et des rives. (Rapport + Débat)
d-66	02.03.1999	DIAE. Séance de coordination des services concernés par la renaturation 2 mars 1999
d-67	15.03.1999	Notes de séance de la première réunion du Groupe Charte Seymaz du lundi 15 mars 1999.
d-68	19.03.1999	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal (très synthétique) de la séance du vendredi 19 mars 1999
d-69	30.03.1999	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 30 mars 1999
d-70	4.1999	Courtois, Michel, JR, AC (1999). CGA-Info : Spécial Seymaz. Amélioration foncière du bassin de la Seymaz : informons-nous !
d-71	20.04.1999	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 20 avril 1999
d-72	21.04.1999	Procès-verbal de la réunion du Groupe Charte Seymaz du 21 avril 1999
d-73	29.04.1999	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 29 avril 1999. IU 669 Interpellation urgente de M. Alain Etienne : Traitement par le Conseil d'État de la motion 1171 (Interpellation)
d-74	30.04.1999	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 30 avril 1999. IU 669 Réponse du Conseil d'État à l'interpellation urgente de M. Alain Etienne : Traitement par le Conseil d'État de la motion 1171 (interpellation).
d-75	07.05.1999	Renaturation des Cours d'eau et des rives. Concerne: Comité de pilotage Seymaz (Note sur l'audition des bureaux candidats pour le projet Seymaz)

d-76	08.05.1999	Bretton, Marc. Un remaniement de parcelles suscite une levée de fourches, La Tribune de Genève, 08.05.2005
d-77	10.05.1999	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du lundi 10 mai 1999
d-78	10.05.1999	Service de l'agriculture. Remaniement parcellaire de la Seymaz. Résultat du vote.
d-79	18.05.1999	Bretton, Marc. Le remaniement parcellaire de la Seymaz est mal parti, La Tribune de Genève, 18.05.1999
d-80	07.06.1999	Procès-verbal de la réunion du Groupe Charte Seymaz du lundi 7 juin 1999 à la maison de la Forêt
d-81	14.06.1999	Service de l'agriculture. Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du syndicat de la Seymaz, tenue le lundi 14 juin 1999 à la salle communale de Meinier
d-82	14.06.1999	Groupement pour une renaturation de la Seymaz. Annonce de la constitution du Groupement pour la renaturation de la Seymaz.
d-83	15.06.1999	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 15 juin 1999
d-84	22.06.1999	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 22 juin 1999
d-85	29.06.1999	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 29 juin 1999
d-86	01.07.1999	Renaturation des Cours d'eau et des rives. Note à Monsieur le Président Robert Cramer sur le choix du mandataire devant assumer la coordination et l'élaboration de l'avant-projet de renaturation de la Seymaz et de ses affluents
d-87	13.07.1999	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du lundi 13 juillet 1999
d-88	27.07.1999	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du lundi 27 juillet 1999
d-89	29.07.1999	Bretton, Marc. Un des affluents de la Seymaz voit à nouveau le jour, La Tribune de Genève, 29.07.1999
d-90	31.08.1999	Renaturation des Cours d'eau et des rives. Renaturation de la Seymaz et de ses affluents. Organigramme général
d-91	31.08.1999	Renaturation des Cours d'eau et des rives. Synthèse des cahiers des charges – Projet de renaturation de la Seymaz et de ses affluents
d-92	13.09.1999	Ecotec Environnement SA. Projet GEOS – Biotetc. Aménagement de la zone de Rouëlbeau. Propositions d'optimisation du projet
d-93	14.09.1999	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 14 septembre 1999
d-94	20.09.1999	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 20 septembre 1999
d-95	29.09.1999	Farinelli, Xavier. Des étudiants de l'EPFL planchent sur l'aménagement de la Seymaz, La Tribune de Genève, 29.09.1999
d-96	04.10.1999	Procès-verbal de la réunion du Groupe Charte Seymaz du lundi 4 octobre 1999 à 17 heures à la direction de l'environnement

Une renaturation en béton !

d-97	11.1999	Cramer, Robert. Que vivent nos rivières ! Info DIAE 5/99, novembre 1999
d-98	11.1999	DIAE. L'eau vive, vive l'eau. La renaturation des rivières genevoises. (brochure d'information)
d-99	11.11.1999	Rencontre du comité (élargi) de pilotage Seymaz avec le bureau coordinateur. Procès-verbal de la séance du jeudi 11 novembre 1999
d-100	12.1999	Collectif d'architectes. Renaturation de la Seymaz. Projet des aménagements paysagers. État des lieux : matériaux du projet II. Document de travail interne au groupe des mandataires
d-101	11.12.1999	Farinelli, Xavier. Seymaz : les étudiants de l'EPFL donnent des idées à l'État, La Tribune de Genève, 12.11.1999
d-102	16.12.1999	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 16 décembre 1999. M 1171-B Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil sur la motion de Mme et M. Alexandra Gobet et Dominique Hausser concernant la mise en œuvre effective des mesures de compensation (loi de déclassement Reuters). (Rapport + Débat)
d-103	1.2000	Collectif d'architectes. Renaturation de la Seymaz. Projet des aménagements paysagers. Zone humide de Rouëlbeau. Matériaux du projet.
d-104	11.01.2000	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 11 janvier 2000
d-105	27.01.2000	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du jeudi 27 janvier 2000
d-106	31.01.2000	Comité (élargi) de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du lundi 31 janvier 2000
d-107	03.02.2000	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du jeudi 3 février 2000
d-108	15.02.2000	Procès-verbal de la réunion du Groupe Charte Seymaz du lundi 15 février 2000 à 17 heures à la direction de l'environnement
d-109	3.2000	MB. Espace et société, questionnaire sur la ville contemporaine, 6 pages (sans références).
d-110	10.03.2000	Renaturation des cours d'eau et des rives. Lettre à la Maire de Choulex en date du 10 mars 2000
d-111	17.03.2000	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 17 mars 2000. M 1131-A Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil sur la motion de Mmes et MM. Yvonne Humbert, Martine Roset, Claire Chalut, Evelyne Strubin, Laurette Dupuis, Geneviève Mottet-Durand, Sylvie Châtelain, David Revaclier, Hervé Burdet, Jean-Claude Dessuet, Alain-Dominique Mauris, Jean-François Courvoisier, Roger Beer, Luc Barthassat et Max Schneider concernant la mise en application du programme de renaturation des rivières genevoises. (Rapport + Débat)
d-112	20.03.2000	Comité de pilotage Seymaz. Séance de coordination avec les communes. PV de la séance du 20 mars 2000
d-113	10.04.2000	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du lundi 10 avril 2000
d-114	17.04.2000	Procès-verbal de la réunion du Groupe Charte Seymaz du lundi 17 avril 2000 à 17 heures dans le bassin versant de la Seymaz

d-115	18.05.2000	Procès-verbal de la réunion du Groupe Charte Seymaz du jeudi 18 mai 2000 à la mairie de Choulex
d-116	08.06.2000	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du jeudi 8 juin 2000
d-117	13.06.2000	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 13 juin 2000
d-118	19.06.2000	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du lundi 19 juin 2000
d-119	19.06.2000	Marteau, Jean-Jacques. Important programme de renaturation de nos cours d'eau, La Tribune de Genève, 19.06.2000
d-120	20.06.2000	Procès-verbal de la réunion du Groupe Charte Seymaz du mardi 20 juin 2000 à 17 heures à la Choulex
d-121	13.07.2000	Farinelli, Xavier et Jean-Jacques Marteau. Les sources de la Seymaz retrouvent la lumière, La Tribune de Genève, 13.07.2000
d-122	25.08.2000	Renaturation des cours d'eau et des rives et Ecotec. Renaturation de la Seymaz et des ses affluents. Avant-projet. Emprises foncières du projet.
d-123	31.08.2000	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du jeudi 31 août 2000
d-124	04.09.2000	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du lundi 4 septembre 2000
d-125	11.09.2000	Procès-verbal de la réunion du Groupe Charte Seymaz du mardi 11 septembre 2000 à 17 h 30 à la mairie de Choulex
d-126	13.09.2000	Comité de pilotage Seymaz. Séance de coordination avec les communes. PV de la séance du 13 septembre 2000
d-127	25.09.2000	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du lundi 25 septembre 2000
d-128	30.10.2000	Présentation de la cellule « renaturation » lors de la Chartes Seymaz du 30 octobre 2000
d-129	30.10.2000	Procès-verbal de la réunion du Groupe Charte Seymaz du lundi 30 octobre 2000 à 17h 30 à la mairie de Choulex
d-130	02.11.2000	Comité de pilotage Seymaz. Séance de coordination avec les communes. PV de la séance du 2 novembre 2000
d-131	09.11.2000	Commune de Choulex. PV de la séance du 9 Novembre 2000 du Conseil municipal avec les agriculteurs.
d-132	12.2000	DC, J. Beck, A. Musy. Etude hydrologique et hydraulique. Diagnostique de l'état actuel des dangers liés aux inondations et à l'érosion. Hydram, EPFL, décembre 2000
d-133	12.2000	DIAE. Concept de protection contre les crues de la Seymaz. Tronçon Pont Bochet embouchure de l'Arve. Etude préliminaire.
d-134	14.12.2000	Comité de pilotage Seymaz. Séance de coordination avec les communes. PV de la séance du 14 Décembre 2000
d-135	2001	DAEL. Genève 2015. Plan directeur cantonal. Schéma directeur cantonal. Catalogue des projets et mesures. 44 pages
d-136	2001	DAEL. Genève 2015. Plan directeur cantonal. Une présentation résumée. 39 pages.

Une renaturation en béton !

d-137	2001	AW. Renaturation des rivières genevoises : l'exemple de la Seymaz, Cahier de l'ARPEA, n° 207, pp. 25-31.
d-138	12.01.2001	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du lundi 12 janvier 2001
d-139	15.02.2001	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 15 février 1999. IU 1023 27. Interpellation urgente de M. Daniel Ducommun : Bernex : rivière polluée et zones vertes (projet de renaturation).
d-140	16.02.2001	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du vendredi 16 février 2001
d-141	19.02.2001	DIAE. Renaturation de la Seymaz et de ses affluents. Résumé des conditions cadre
d-142	19.02.2001	Procès-verbal de la réunion du Groupe Charte Seymaz du lundi 19 février 2001. 17h30 à la salle de la Treille
d-143	22.02.2001	Comité de pilotage Seymaz. Séance de coordination avec les communes. PV de la séance du 22 février 2001. Communes.
d-144	13.03.2001	Farinelli, Xavier. Renaturées, les rivières en crue seront mieux maîtrisées, La Tribune de Genève, 13.03.2001.
d-145	19.03.2001	AGIR. Assemblée générale de la Chambre genevoise d'agriculture. Pour un contrat ville-campagne, Agir (http://www.agirinfo.com/articles/2001_1-99/2001-67.htm consulté le 25.08.2005)
d-146	26.03.2001	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du lundi 26 mars 2001
d-147	06.04.2001	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 6 avril 2001. PL 8490 Projet de loi du Conseil d'État ouvrant un crédit d'investissement de 5 418 000 F pour la «revitalisation du cours d'eau de l'Aire» (réalisation du tronçon pont des Marais/pont du Centenaire et étude d'ensemble).
d-148	20.04.2001	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du vendredi 20 avril 2001.
d-149	23.04.2001	Procès-verbal de la réunion du Groupe Charte Seymaz du lundi 23 avril 2001 à 18 heures à la renaturation.
d-150	24.04.2001	Comité de pilotage Seymaz. Séance de coordination avec les communes. PV de la séance du 24 avril 2001.
d-151	23.05.2001	Conférence de presse du Conseil d'État. Renaturation de la Seymaz : le Conseil d'État passe à l'étape suivante. (http://www.geneve.ch/chancellerie/conseil/1997-2001/ppresse/2001/pp20010523.html [consulté le 11.11.2007])
d-152	11.06.2001	Procès-verbal de la réunion du Groupe Charte Seyrnaz du lundi 11 juin 2001 à 18 heures à Choulex.
d-153	18.06.2001	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du lundi 18 juin 2001.
d-154	27.06.2001	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 27 juin 2001. L 2 05.27 – Règlement relatif à la renaturation des cours d'eau et des rives

d-155	28.06.2001	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 28 juin 2001. PL 8522 Projet de loi du Conseil d'État ouvrant un crédit d'investissement de 9 937 210 F pour des travaux de renaturation de la Seymaz et de ses affluents (réalisation des tronçons du secteur Chambet-Touvière). (Projet de loi, préconsultation)
d-156	7.2001	DIAE. Fiche rivière n°2. La Versoix (2 ^e édition)
d-157	8.2001	DIAE. Renaturation des rivières genevoises. Bilan de 4 ans d'actions, 1997-2001. Brochure de 36 pages. Financé par le Prix Suisse Cours d'Eau 2001 décerné par Pro Natura et l'Association pour le génie biologique.
d-158	30.08.2001	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 30 août 2001. PL 8490-A Rapport de la commission des travaux chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'État ouvrant un crédit d'investissement de 5 418 000 F pour la revitalisation du cours d'eau de l'Aire (réalisation du tronçon pont des Marais/ pont du Centenaire et étude d'ensemble). (Rapport de commission+débat)
d-159	15.09.2001	Farinelli, Xavier. Les ruines d'un château médiéval du canton renaissent à Rouëlbeau, La Tribune de Genève, 15.09.2001
d-160	17.09.2001	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du lundi 17 septembre 2001
d-161	19.09.2001	FAO. Le site de Rouëlbeau : un exemple de mise en valeur d'un patrimoine naturel et archéologique commun, Feuille d'avis officiel, Année 249, n°108,
d-162	03.10.2001	Procès-verbal de la réunion du Groupe Charte Seymaz du lundi 3 octobre 2001 à 18h00 à la Renaturation des cours d'eau.
d-163	27.11.2001	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 27 novembre 1999. PL 8522-A Rapport de la Commission des travaux chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'État ouvrant un crédit d'investissement de 9 937 210 F pour des travaux de renaturation de la Seymaz et de ses affluents (réalisation des tronçons du secteur Chambet- Touvière) (Rapport de Commission).
d-164	12.2001	ACADE. Note sur la démarche d'élaboration du projet et sur les contraintes actuelles.
d-165	04.12.2001	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 4 décembre 2001.
d-166	13.12.2001	ACADE. Note sur les conséquences du projet actuel sur les terrains situés dans la zone d'inondation confinée.
d-167	14.12.2001	ACADE. Note sur la définition de la SAU.
d-168	15.12.2001	Bach, Philippe. Une majorité de gauche vote le budget 2002 avec les voix du PDC, Le Courrier, 15 décembre 2001.
d-169	2002	AW. Le programme de renaturation des cours d'eau du canton de Genève, Cahiers de l'ARPEA, n°214, pp. 21-29
d-170	2002	Jacques Lottaz. Le contrat de rivière, un outil français utilisé dans le cadre des relations transfrontalières, Cahiers de l'ARPEA, n°214, pp. 31
d-171	2002	Beaud, André. Revitalisation de l'Aire : tronçon pilote, Cahiers de l'ARPEA, n°214, pp. 41-42

Une renaturation en béton !

d-172	2002	Delavy Francis. Revitalisation de l'Aire : projet d'ensemble, Cahiers de l'ARPEA, n°214, pp. 35-39
d-173	2002	MB. « Renaturation » et agriculture, les revers du paysage, Tracés, Année 128, n° 23, pp. 22-24
d-174	1.2002	CIPEL. La Lettre du Léman, n° 24, janvier 2002.
d-175	29.01.2002	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 29 janvier 2002
d-176	31.01.2002	Hydronat SA. Renaturation de la Seymaz. Considérations générales et nouvelles propositions. 31 janvier 2002.
d-177	2.2002	DIAE. L'Aire. Revitalisation du cours d'eau de l'Aire (dépliant de 4 pages)
d-178	19.02.2002.	Farinelli, Xavier. Sauvetage de la Seymaz: l'État et les paysans dans le borbier, La Tribune de Genève, 02.19.2002
d-179	26.03.2002	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du lundi 26 mars 2002
d-180	4.2002	AgriGenève. Renaturation des rivières, AgriGenève Info n°1-2002. Avril 2002
d-181	4.2002	DIAE. Renaturation de la Seymaz. Impacts du projet sur l'agriculture.
d-182	08.04.2002	Procès-verbal de la réunion du Groupe Charte Seymaz du lundi 8 avril 2002 à 17h15, salle de la Treille.
d-183	22.05.2002	DIAE. Renaturation de la Seymaz et de ses affluents. Avant-projet. Étude d'impact sur l'environnement. Rapport d'enquête préliminaire. 22 mai 2005.
d-184	04.06.2002	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 4 juin 2002
d-185	10.06.2002	Procès-verbal de la réunion du Groupe Charte Seymaz du lundi 10 juin 2002 à 18h00 à la Mairie de Choulex
d-186	21.06.2002	DIAE. Renaturation de la Seymaz et de ses affluents. Phase I : Tronçon « Chambet-Touvière. » 21 juin 2002.
d-187	7.2002	AgriGenève. Renaturation Seymaz, AgriGenève Info n°2-2002. Juillet 2002
d-188	9.2002	AgriGenève. Des renaturations, des zones inondables, des SPAGES et quoi encore ? Quand sortirons-nous la tête de l'eau ? AgriGenève Info n°3-2002. Septembre 2002
d-189	26.09.2002	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 26 septembre 2002
d-190	11.2002	AgriGenève. Seymaz, AgriGenève Info. N°4-2002. Novembre 2002
d-191	15.11.2002	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 15 novembre 2002. PL 8547-A Rapport de la commission de l'environnement et de l'agriculture chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'État modifiant la loi sur les eaux (L 2 05) (Rapport et Débat)
d-192	25.11.2002	Duby, Valérie. Pluie: Lully et Chêne-Bourg sur le pied de guerre, la Tribune de Genève, 25.11.2002.
d-193	09.12.2002	Procès-Verbal de Coordination No 1, Rendez-vous, du 9 décembre 2002 à 14h00, au service du lac et des cours d'eau (Comité de pilotage et mandataires).

d-194	2003	DIAE. Fiche rivière n°10. La Seymaz et ses affluents.
d-195	03.01.2003	Wylér, Lise. La renaturation de la Seymaz stagne, La Tribune de Genève, 03.01.2003
d-196	03.01.2003	Wylér, Lise. Le remodelage profite à la faune, La Tribune de Genève, 03.01.2003
d-197	09.01.2003	VH. Position des agriculteurs de la Seymaz. Lettre d'AgriGenève au Service de renaturation des cours d'eau et rives
d-198	10.01.2003	Bézaguet, Laurence. Robert Cramer crée le Domaine de l'eau, La Tribune de Genève, 10.01.2003.
d-199	13.01.2003	Procès-verbal de la réunion du Groupe Charte Seymaz du lundi 13 janvier 2003 à 17h00 à la Renaturation
d-200	13.01.2003	Acade. Compte-rendu synthétique de la réunion du 11.01.03. Réunion informelle pour débattre de la situation du projet de Renaturation de la Seymaz.
d-201	20.01.2003	Acade. Renaturation de la Seymaz Note n° 7. Situation du projet, aspects agricoles
d-202	28.01.2003	Procès-Verbal de Coordination n° 2, Rendez-vous, du 28 janvier 2002 [sic.] à 14h00, au DomEau (Comité de pilotage et mandataires).
d-203	29.01.2003	DC, B+C Ingénieurs SA. Synthèse critique de l'avant projet. Notice préparée pour les mandataires du projet définitif
d-204	12.02.2003	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mercredi 12 février 2003.
d-205	26.02.2003	Procès-Verbal de Coordination n° 3, Rendez-vous, du 26 février 2003 à 14h00, au DomEau (Comité de pilotage et mandataires).
d-206	01.03.2003	Wylér, Lise. Les propriétaires de villa vont devoir enlever les barrières érigées le long des rivières, La Tribune de Genève, 01.03.2003.
d-207	03.03.2003	AGIR. Assemblée générale d'AgriGenève. Accepter de nouveaux partenariats. Agir. 2003 n°1. Téléchargé sur http://www.agirinfo.com/articles/2003_1-99/2003-57.htm
d-208	19.03.2003	Procès-Verbal de Coordination n° 3, Rendez-vous, du 19 mars 2003 à 14h00, au DomEau (Comité de pilotage et mandataires).
d-209	21.03.2003	Wylér, Lise. Les écoliers mettent la main à la pelle, La Tribune de Genève, 21.03.2003
d-210	22.03.2003	Wylér, Lise. Une digue contre les crues de la Seymaz, La Tribune de Genève, 22.03.2003.
d-211	4.2003	DC. (Sans titre). Synthèse des études hydrologiques et hydrauliques de la Seymaz
d-212	4.2003	DIAE. Renaturation de la Seymaz. Aspects hydrologiques et hydrauliques. Dossier de synthèse. Avril 2003.
d-213	4.2003	DIAE. Vivre nos rivières. Petit guide destiné aux propriétaires et usagers des rives. (dépliant 8 pages)
d-214	07.04.2003	Procès-verbal de la séance Charte Seymaz du lundi 7 avril 2003 à 17h00 au Service de Renaturation.
d-215	15.04.2003	Lettre envoyée par le DIAE à tous les propriétaires/exploitants pour signaler que des forages seront faits sur leurs parcelles.

Une renaturation en béton !

d-216	16.04.2003	RD 484 Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil sur le programme de renaturation des cours d'eau et des rives
d-217	16.05.2003	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 16 mai 2003. RD 484 Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil sur le programme de renaturation des cours d'eau et des rives (débat)
d-218	03.06.2003	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 3 juin 2003.
d-219	10.06.2003	Lettre du DIAE invitant les propriétaires / exploitants à participer au Groupe d'accompagnement
d-220	16.06.2003	Procès-verbal de la séance Charte Seymaz du lundi 16 juin 2003 à 17h00 à la mairie de Choulex.
d-221	16.06.2003	Procès-verbal n° 21-03 de la séance de coordination du lundi 16 juin 2003 (entre les responsables du projet Seymaz et les autres services de l'état, de la ville et SIG, Swisscom)
d-222	19.06.2003	Procès-verbal du Groupe d'accompagnement n°1. Rendez-vous, du 19 juin 2003 à 10h00, mairie de Meinier
d-223	26.06.2003	Procès-verbal interne au pool de mandataires. No 1. Séance type C. Rendez-vous, du 26 juin 2003 à 14h00, co Mantilleri & Schwarz SA
d-224	11.07.2003	Procès-verbal interne au pool de mandataires. No 2. « Forages ». Séance type C. Rendez-vous, du 11 juillet 2003 à 14h00, co Mantilleri & Schwarz SA
d-225	14.07.2003	Procès-verbal interne au pool de mandataires. No 3. « Gestion des eaux ». Séance type C. Rendez-vous, du 14 juillet 2003 à 9h00, co B + C Ingénieurs.
d-226	15.07.2003	Le document porte le titre : Réaménagement de la rive suisse de l'Hermance 2ème étape Service du lac et des cours d'eau Procès-verbal n° 13. Rendez-vous de chantier, du 11 décembre 2002, à 08h00, sur place. Il est toutefois daté du 15 juillet 2003 et le contenu porte sur une réunion entre DC et YB sur la Seymaz.
d-227	8.2003	CIPEL. La renaturation. Pour la vie des rives et des rivières du bassin lémanique. (Brochure de 16 pages)
d-228	11.08.2003.	Procès-verbal interne au pool de mandataires n° 4 préparation Groupe accompagnement du 18 août. Séance type C. Rendez-vous, du 11 août 2003 à 9h00, co M & S
d-229	18.08.2003.	Procès-verbal du Groupe d'accompagnement n° 2. Rendez-vous, du 18 août 2003 à 10h00, mairie de Choulex
d-230	18.09.2003	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 18 septembre 2003. IU 1451 Interpellation de M. Pierre Weiss : Suppression de pistes cyclables en raison de la renaturation de l'Aire
d-231	18.09.2003	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 18 septembre 2003. IU 1451 Interpellation de M. Pierre Weiss : Suppression de pistes cyclables en raison de la renaturation de l'Aire (Réponse du Conseil d'État)
d-232	29.09.2003	Procès-verbal du Groupe d'accompagnement n° 3. Rendez-vous, du 29 septembre 2003 à 15h00, mairie de Meinier

d-233	29.09.2003	Renaturation de la Seymaz : Quel paysage et quelle nature ? Présentation power point faite lors de la séance du Groupe d'accompagnement du 29 septembre 2003.
d-234	20.10.2003	Procès-verbal de la séance Charte Seymaz du lundi 20 [sic.] octobre 2003 à 18h00 au service de renaturation
d-235	11.2003	DIAE. Fiche rivière n°3. L'Aire (2 ^e édition)
d-236	11.2003	DIAE. Genève. Un environnement à vivre, à protéger et à cultiver. Brochure 8 pages.
d-237	03.11.2003	Procès-verbal du Groupe d'accompagnement n° 4. Rendez-vous, du 3 novembre 2003 à 17h00, mairie de Choulex
d-238	12.2003	AgriGenève. « Réseaux Agro-écologiques, » AgriGenève Info n°10-2003. Décembre 2003
d-239	04.12.2003	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 4 décembre 2003. IU 1515 Interpellation urgente de M. Hubert Dethurens : Renaturation de l'Aire
d-240	06.12.2003	Faas, Jérôme. La Seymaz libérée ne débordera plus, La Tribune de Genève du 06.12.2003
d-241	09.12.2003	Procès-verbal du Groupe d'accompagnement n°5. Rendez-vous, du 9 décembre 2003 à 17h45, mairie de Meinier
d-242	18.12.2003	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 18 décembre 2003. M 1522 Proposition de motion de Mme et MM. John Dupraz, Jacques Jeannerat, Bernard Lescaze, Jean-Marc Odier, Jacques Follonier, Marie-Françoise De Tassigny, Hugues Hiltbold, Pierre Froidevaux, Gabriel Barrillier, Louis Serex, Pierre Kunz demandant la création d'un groupe de travail entre l'État, les communes et les habitants du Bas-Lully pour trouver une solution au litige opposant les deux parties suite aux inondations du 14 et du 15 novembre 2002. M 1533 Proposition de motion de Mmes et MM. Laurence Fehlmann Rielle, François Thion, Stéphanie Nussbaumer, Christian Bavarel, Hubert Dethurens, Pierre Weiss, Mark Muller, Souhail Mouhanna relative à la sécurisation du village de Lully (Bernex) à l'égard des risques d'inondation
d-243	1.2004	PR. Notre conception de la renaturation. Document de préparation au groupe de travail du Groupe d'accompagnement du 16 janvier 2004.
d-244	16.01.2004	Renaturation Seymaz - Atelier groupe projet – 16-01.2004. Tentative de synthèse (traduction) GD (Graphique)
d-245	04.02.2004	Seymaz-Rivière. PV de l'assemblée Générale de Seymaz-rivière 2003 du 4 février 2004
d-246	10.02.2004	Lettre du DIAE aux propriétaires /exploitants leur indiquant que des relevés topographiques pourraient être effectués.
d-247	17.02.2004	Seymaz-Chambet Touvière. Séance du groupe de projet : mardi 17 février 2004
d-248	01.03.2004	DIAE, Mantilleri et Schwarz. Plan au 1/5000 du barrage provisoire sur la Seymaz. Avec coupes et plans de l'ouvrage de rétention
d-249	02.03.2004	Lettre d'information du DIAE aux propriétaires / exploitants leur annonçant la mise en place d'un barrage sur la Seymaz.
d-250	02.03.2004	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 2 mars 2004

Une renaturation en béton !

d-251	04.03.2004	Commentaires du chef du SECOE sur le texte « Notre conception de la renaturation. »
d-252	11.03.2004	Lettre d'information du DIAE aux propriétaires / exploitants sur le barrage.
d-253	22.03.2004	E-mail d'YB aux mandataires informant sur la situation pendant le test du barrage.
d-254	25.03.2004	Procès-verbal du Groupe d'accompagnement n° 6. Rendez-vous, du 25 mars 2004 à 17h00, mairie de Choulex
d-255	29.03.2004	Renaturation de la Seymaz – Etape II. Comparaison des objectifs entre l'avant-projet et la situation à mars 2004
d-256	31.03.2004	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mercredi 31 mars 2004.
d-257	20.04.2004	Procès-verbal du Groupe d'accompagnement n° 7. Rendez-vous, du 20 avril 2004 à 17h00, mairie de Meinier
d-258	18.05.2004	Procès-verbal du Groupe d'accompagnement n° 8. Rendez-vous, du 18 mai 2004 à 19h00, mairie de Choulex
d-259	03.06.2004	Acade. Renaturation de la Seymaz voirie. Proposition de synthèse.
d-260	08.06.2004	Groupe d'accompagnement. La renaturation, un concept en constante évolution.
d-261	21.06.2004	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du lundi 21 juin 2004.
d-262	25.06.2004	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 25 juin 2004. PL 9264-A Rapport de la commission des finances chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'État établissant le budget administratif de l'État pour l'année 2004 (D 3 70)
d-263	7.2004	DIAE. Domaine de la Nature (Brochure 8 pages).
d-264	23.07.2004	Réunion des naturalistes genevois. 23 juillet 2004, 18h – 20h30, local Pro Natura.
d-265	13.08.2004	Prieur, Marie. Genevoise à cent pour cent, la Seymaz se refait une santé, La Tribune de Genève, 13.08.2004.
d-266	20.08.2004	FAO. Promenades genevoises au fil de l'eau. La Seymaz. Feuille d'avis officiel n° 95 du 20.08.2004
d-267	9.2004	DIAE, Service de la renaturation, Communes de Choulex et Meinier. Touvière - Chambet - Chamboton – Seymaz. Demande d'autorisation de construire – Notice technique. Septembre 2004. Provisoire.
d-268	10.09.2004	Meisser, Christian. Commentaires par e-mail sur la demande d'autorisation de construire adressée aux autres mandataires.
d-269	10.09.2004	Bach, Yves. Réponse aux commentaires de CM
d-270	11.09.2004	Meisser, Christian. Réponse au mail d'YB
d-271	13.09.2004	Acade. Renaturation – Demande d'autorisation de construire. Liste des exploitations agricole concernées.
d-272	14.09.2004	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 14 septembre 2004.
d-273	14.09.2004	Meisser, Christian. E-mail d'informations sur le réseau agro-écologique des Trois-Nants et propositions de collaboration

d-274	21.09.2004	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 28 septembre 2004.
d-275	21.09.2004	Procès-verbal de la séance Charte Seymaz du lundi 21 septembre 2004 à 18h00 au service de renaturation
d-276	24.09.2004	Lettre d'YB aux mandataires du réseau des trois Nants concernant la coordination entre les deux projets.
d-277	24.09.2004	Quelques notes suite à la séance du 24 septembre 2004 à Aïre et pour le Comité de pilotage du 28 septembre 2004. Séance « vanne » réunissant mandataires et administration
d-278	01.10.2004	Procès-verbal interne au pool de mandataires. No 5. Réponses au Comité de pilotage du 28 septembre 2004. Rendez-vous, du 1er octobre 2004 à 8h30, co M&S.
d-279	12.10.2004	Procès-verbal du Groupe d'accompagnement n° 9. Rendez-vous du 12 octobre 2004 à 18h00, Mairie de Meinier.
d-280	15.10.2004	PR. « Entretien de la Seymaz? Proposition pour discussion. » (Document Power Point)
d-281	02.11.2004	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 2 novembre 2004.
d-282	02.11.2004	Procès-verbal de la séance Charte Seymaz du mardi 2 novembre 2004 à 18h00 au service de renaturation.
d-283	11.11.2004	Renaturation de la Seymaz – Etape II. Eléments de projets. Feuille de route (révisée)
d-284	12.2004	DIAE. Le Domaine de l'Eau (Brochure de 8 pages).
d-285	16.12.2004	ACADE. Note sur les conséquences du projet sur les terrains situés dans le périmètre d'intervention (zone d'inondation).
d-286	17.12.2004	Mandataires et AgriGenève. Avenir du Groupe d'accompagnement.
d-287	17.12.2004	Mémorial du Grand Conseil. Séance du 17 décembre 2004. PL 9388-A Rapport de la commission des finances chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'Etat établissant le budget administratif de l'Etat de Genève pour l'exercice 2005 (D 3 70).
d-288	20.12.2004	Lettre d'AC à Robert Cramer et à l'ensemble des participants du projet destinée à être lue.
d-289	20.12.2004	Procès-verbal de la séance Charte Seymaz du mardi 20 décembre 2004 à 18h00 au service de renaturation.
d-290	20.12.2004	Présentation Power Point des mandataires lors de séance Charte Seymaz du 20 décembre 2004.
d-291	2005	MB. L'entretien, Alerte. N° 93.
d-292	17.02.2005	Lettre d'YB à EA d'AgriGenève concernant le Groupe de Gestion.
d-293	18.02.2005	E-mail d'YB aux mandataires concernant la situation du projet de renaturation
d-294	21.02.2005	Compte rendu des séances entre mandataires et propriétaires – 17 février 2005
d-295	10.03.2005	GD. Lettre concernant le stockage de terre sur la parcelle de FS

Une renaturation en béton !

d-296	10.03.2005	Renaturation de la Seymaz – Nant du Paradis. Protection du Hameau de l'Avenir. Rendez-vous de chantier PV n° 2. Lieu : Route de Jussy – Hameau de l'Avenir. Date : 10 mars 2005, à 08h00
d-297	17.03.2005	AGIR. AgriGenève a tenu son assemblée générale. Une agriculture tournée vers la ville : http://www.agirinfo.com/articles/2005_1-99/2005-57.htm [accessed 26.08.2005].
d-298	22.03.2005	EDMS. Mesures d'entretien (récapitulatif)
d-299	4.2005	EDMS. Renaturation de la Seymaz: propositions de mesures de compensation - Avril 2005
d-300	05.04.2005	Comité de pilotage Seymaz. Procès-verbal de la séance du mardi 5 avril 2005
d-301	20.04.2005	EDMS. Devis du coût du chantier de la Seymaz
d-302	05.05.2005	Département de l'Intérieur, de l'Agriculture et de l'Environnement : Service cantonal du programme de la renaturation des cours d'eau et des rives, Service des constructions environnementales. Communes de Choulex et Meinier. Touvière – Chambet – Chamboton – Seymaz. Demande d'autorisation de construire. Notice technique. Mai 2005.
d-303	26.05.2005	Protocole d'accord relatif au projet de renaturation de la Seymaz. Secteur Chambet-Touvière. 26 mai 2005.
d-304	26.05.2005	Procès-verbal de la séance Protocole d'accord Seymaz. Mairie de Meinier Jeudi 26 mai 2005
d-305	27.05.2005	Feuille d'Avis Officielle d la République et canton de Genève. 253 ^e année, ° 59.
d-306	10.06.2005	Drevon, Emmanuel. Robert Cramer, en Vert et avec tous, La Tribune de Genève, 10.06.2005
d-307	13.06.2005	Procès-verbal de la séance Charte Seymaz du lundi 13 juin 2005. Chez JR à Choulex
d-308	18.08.2005	E-mail d'YB sur l'état du projet Seymaz
d-309	9.2005	Giulia Quadri et Cédric Pochelon (2005). La renaturation de Haute-Seymaz et de ses affluents. Travail de Maturité. Collège Calvin. Genève.
d-310	07.10.2005	Virlogueux, Anne. La renaturation de la Seymaz a enfin commencé, le Courrier 7 octobre 2005
d-311	07.10.2005	Naef, Laurence. Adieu canal ! La Seymaz retourne aux sources, La Tribune de Genève, 7 octobre 2005

Annexe 4 : Liste des entretiens (à l'exception des entretiens exploratoires)

N°	Nom	Qualité, date et lieu de l'entretien
e-1	AC	Agriculteur. Entretien réalisé le 16 décembre 2004, à son domicile à Meinier.
e-2	AC	Agriculteur. Entretien réalisé le 12 juillet 2005, à son domicile à Meinier
e-3	AW	Chef du Service de renaturation des cours d'eau et des rives (DIAE). Entretien réalisé le 13 mai 2003, dans son bureau à Genève.
e-4	AW	Chef du Service de renaturation des cours d'eau et des rives (DIAE). Entretien réalisé le 9 octobre 2003, dans son bureau à Genève.
e-5	AW	Chef du Service de renaturation des cours d'eau et des rives (DIAE). Entretien réalisé le 9 février 2005, dans son bureau à Genève.
e-6	CA	Président du Groupement pour une renaturation de la Seymaz. Entretien réalisé le 21 juin 2005, dans son cabinet à Genève.
e-7	CJ	Maire de Choulex. Entretien réalisé le 7 mars 2005 à la mairie de Choulex.
e-8	CM	Mandataire responsable du volet environnemental. Entretien réalisé le 5 avril 2005 au Café du marché à Carouge.
e-9	CV	Chef du Service des opérations foncières (DAEL). Entretien réalisé le 29 juillet 2003 dans son bureau à Genève.
e-10	DC	Mandataire responsable du volet hydrologique (membre du pool de mandataires lors de la première phase, puis mandat direct du DIAE). Entretien réalisé le 13 mai 2005 au buffet de la gare à Lausanne.
e-11	EA	Représentant d'AgriGenève. Entretien réalisé le 28 juillet 2003 dans son bureau à Meyrin.
e-12	FD	Représentant de Pro Natura Genève (ancien président de l'association). Entretien réalisé le 28 avril 2004 à la cafétéria de la gare de Genève.
e-13	FH	Chef du service des constructions environnementales (DIAE). Entretien réalisé le 7 juillet 2005 dans son bureau à Genève
e-14	FS	Agriculteur. Entretien réalisé le 20 avril 2005 à son domicile à Jussy.
e-15	GD	Mandataire responsable du volet agronomique. Entretien réalisé le 5 avril 2005 à son domicile à Mies.
e-16	GM	Chef du Service des forêts, de la protection de la nature et du paysage (DIAE). Entretien réalisé le 28 juillet 2003, à son bureau de Genève.
e-17	GM	Chef du Service des forêts, de la protection de la nature et du paysage (DIAE). Entretien réalisé le 7 juillet 2005, à son bureau de Genève.
e-18	JMB	Président de l'association Seymaz-Rivière. Entretien réalisé le 15 décembre 2004 à Genève.
e-19	JPV	Chef du Service de l'agriculture (DIAE). Entretien réalisé le 29 juillet 2003, dans les locaux du Service de l'agriculture à Plan-les-Ouates.
e-20	JPV	Chef du service de l'agriculture (DIAE). Entretien réalisé le 3 mars 2005, dans les locaux du Service de l'agriculture à Plan-les-Ouates.
e-21	JR	Agriculteur. Entretien réalisé le 20 avril 2005 à son domicile à Choulex.

Une renaturation en béton !

e-22	MB	Mandataire, architecte paysager. Entretien réalisé le 19 avril 2005 dans son bureau à Carouge.
e-23	MD	Agriculteur. Entretien réalisé le 3 mars 2005 à son domicile à Jussy.
e-24	MF	Agriculteur. Entretien réalisé le 7 juin 2005 à son domicile à Jussy, en présence de sa femme et de son fils.
e-25	MJ	Agriculteur. Entretien réalisé le 27 septembre 2003 à son domicile à Meinier.
e-26	MP	Adjoint au maire de Meinier chargé du suivi du projet Seymaz. Entretien réalisé le 7 juin 2005 sur son lieu de travail à Genève.
e-27	PC	Agriculteur n'ayant pas participé aux réunions. Entretien réalisé le 5 mai 2005 à son domicile à Meinier.
e-28	PH	« Doyen, » observateur demandé par les agriculteurs. Entretien réalisé le 9 janvier 2004 au buffet de la gare de Lausanne.
e-29	PR	Ethnologue, membre du pool de mandataires. Entretien réalisé le 08 novembre 2005 à l'EPFL
e-30	SF	Collaborateur du Service cantonal d'écologie de l'eau (DIAE). Entretien réalisé le 2 mars 2005 à la STEP d'Aire.
e-31	SL	Députée verte au Grand Conseil genevois, représentante de WWF Genève au sein de la Charte Seymaz. Entretien réalisé le 04 septembre 2003 au café Papon à Genève.
e-32	VH	Représentant de la CGA (puis AgriGenève) lors de la première phase du projet. Entretien réalisé le mercredi 27 août 2003 au buffet de la gare de Lausanne.
e-33	YB	Mandataire, ingénieur civil, responsable du volet coordination. Entretien réalisé le 16 mars 2005 à Carouge.
e-34	YD	Agriculteur. Entretien réalisé le 15 décembre 2004 à son domicile à Corsinge.

Annexe 5 : Liste des visites de terrain

N°	Nom	Qualité, date et lieu de l'entretien
t-1	16.06.2003	Procès-verbal de la séance Charte Seymaz du lundi 16 juin 2003 à 17h00 à la mairie de Choulex.
t-2	18.08.2003	Procès-verbal du Groupe d'accompagnement n° 2. Rendez-vous, du 18 août 2003 à 10h00, mairie de Choulex
t-3	29.09.2003	Procès-verbal du Groupe d'accompagnement n° 3. Rendez-vous, du 29 septembre 2003 à 15h00, mairie de Meinier
t-4	21.10.2003	Compte rendu de la séance « Charte Seymaz » du 21 octobre 2003 à 18h au service de renaturation DIAE.
t-5	03.11.2003	Réunion du Groupe d'accompagnement 03.11.2003
t-6	09.12.2003	Groupe d'accompagnement 09.12.2003. Meinier. Notes personnelles
t-7	16.01.2004	Réunion du « Groupe de travail du Groupe d'accompagnement Charte Seymaz, » Genève, STEP d'Aire, 16.01.2004, 08h30-18h00.
t-8	23.02.2004	Séance du groupe de travail du Groupe d'accompagnement « Charte Seymaz » 23.02.2004. Mairie de Choulex (notes personnelles).
t-9	27.02.2003	Notes personnelles sur le voyage de terrain avec les partenaires du projet Seymaz en Argovie et dans la région zurichoise.
t-10	09.03.2004	Observation du barrage
t-11	09.03.2004	Réunion du groupe de travail du Groupe d'accompagnement 2004.03.09 (notes personnelles)
t-12	20.03.2004	Observation du barrage
t-13	25.03.2004	Réunion du Groupe d'accompagnement charte Seymaz 25.03.2004 (notes personnelles).
t-14	20.04.2004	Groupe d'accompagnement 20.04.2004 (notes personnelles)
t-15	18.05.2004	Notes GA. Rendez-vous, du 18 mai 2004 à 19h00, mairie de Choulex
t-16	21.09.2004	Réunion de la Charte Seymaz Seymaz
t-17	12.10.2004	Séance du Groupe d'accompagnement le 12 octobre 2004 à Meinier (notes)
t-18	02.11.2004	Procès-verbal de la séance Charte Seymaz du mardi 2 novembre 2004 à 18h00 au service de renaturation.
t-19	13.12.2004	Séance de présentation du projet au Groupement pour une renaturation de la Seymaz 13.12.2004, salle communale de Choulex.
t-20	16.12.2004	Séance de validation du projet du Groupe d'accompagnement pas les agriculteurs et l'administration le 16.12.2004, Mairie de Meinier.
t-21	20.12.2004	Notes personnelles de la séance Charte Seymaz du 20 décembre 2004.
t-22	07.01.2005	Visite de terrain avec JD
t-23	03.02.2005	Assemblée générale annuelle de Seymaz rivière.
t-24	05.03.2005	Visite de terrain. Observation des travaux sur le Nant du Paradis.
t-25	22.03.2005	Notes sur la réunion de signature du Protocole d'accord entre agriculteurs et l'État.

Une renaturation en béton !

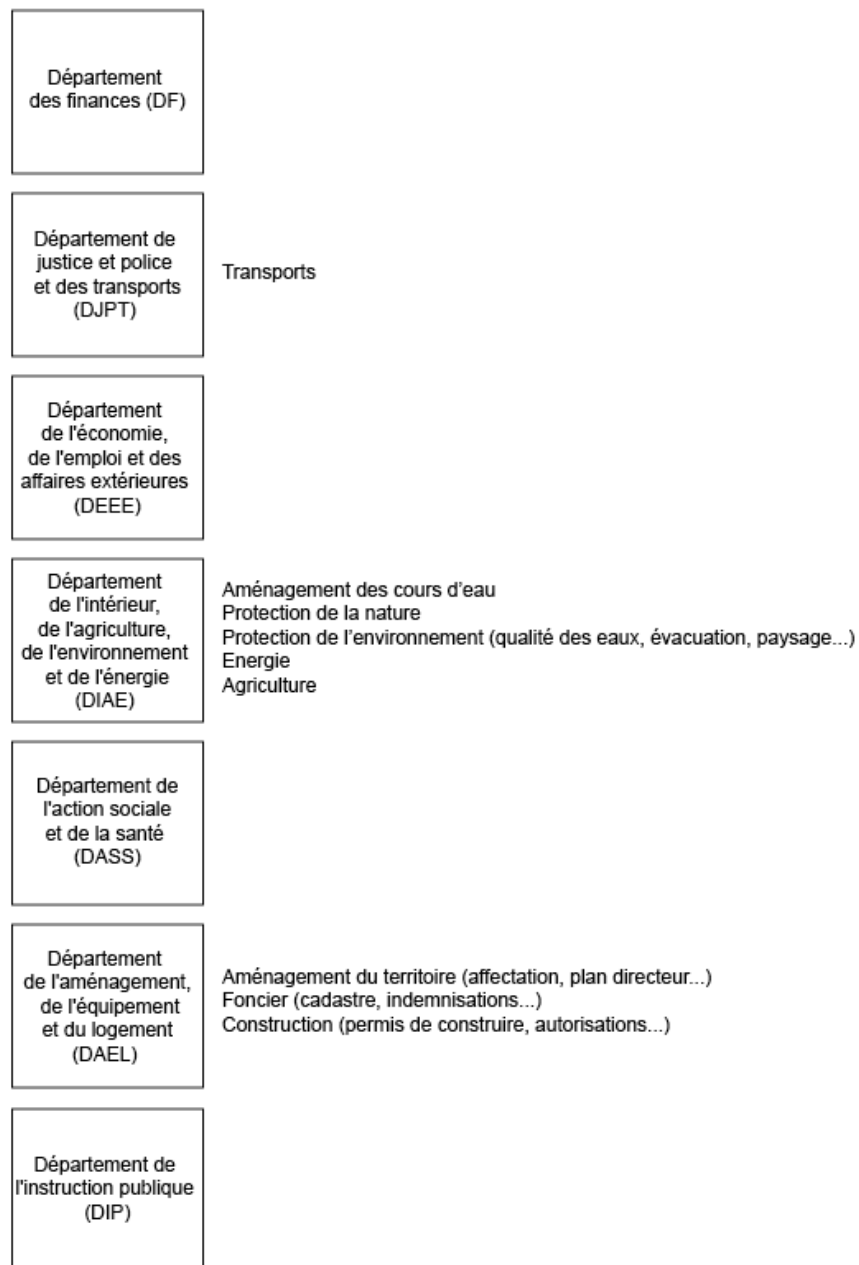
t-26	13.06.2005	Notes sur la réunion Charte Seymaz du 13.06.2005. Suivie d'un dîner chez JR agriculteur à Choulex
t-27	05.08.2005	Visite de terrain. Observation de l'évolution du tronçon pilote sur le Nant du Paradis.
t-28	13.09.2005	Réunion du Groupe d'accompagnement (élargi aux membres du futur groupe de gestion)
t-29	06.10.2005	Inauguration du chantier de la Seymaz. Visite du chantier avec la presse et les participants.
t-30	16.08.2006	Visite de terrain dans le périmètre renaturé
t-31	19.05.2007	Visite de terrain dans le périmètre renaturé

Annexe 6 : Répartition des tâches influençant l'aménagement des cours d'eau au sein des départements du gouvernement genevois pour les législatures de 1993 à 2009

Législature 1993-1997

Département des finances et des contributions (DFC)	
Département de justice et police et des transports (DJPT)	Transports
Département de l'économie publique (DEP)	Agriculture
Département de l'intérieur, de l'environnement et des affaires régionales (DIER)	Protection de la nature Protection de l'environnement (qualité des eaux, évacuation, paysage...)
Département de l'action sociale et de la santé (DASS)	
Département des travaux publics et de l'énergie (DTPE)	Aménagement des cours d'eau Aménagement du territoire (affectation, plan directeur...) Foncier (cadastre, indemnisations...) Construction (permis de construire, autorisations...) Énergie
Département de l'instruction publique (DIP)	

Législature 1997-2001



Législature 2001-2005

Département des finances (DF)	
Département de justice et police et sécurité (DJPS)	
Département de l'économie, de l'emploi et des affaires extérieures (DEEE)	
Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement (DIAE)	Aménagement des cours d'eau Protection de la nature Protection de l'environnement (qualité des eaux, évacuation, paysage...) Agriculture Energie Agriculture Transports
Département de l'action sociale et de la santé (DASS)	
Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement (DAEL)	Aménagement du territoire (affectation, plan directeur...) Foncier (cadastre, indemnisations...) Construction (permis de construire, autorisations...)
Département de l'instruction publique (DIP)	

Législature 2005-2009

Département des finances (DF)	
Département des institutions (DI)	
Département de la solidarité et de l'emploi (DSE)	
Département du territoire (DT)	Aménagement des cours d'eau Protection de la nature Protection de l'environnement (qualité des eaux, évacuation, paysage...) Aménagement du territoire (affectation, plan directeur...) Foncier (cadastre, indemnisations...) Agriculture Energie Transports
Département de l'économie et de la santé (DASS)	
Département des construction et des technologies de l'information (DCTI)	Construction (permis de construire, autorisations...)
Département de l'instruction publique (DIP)	

Annexe 7 : Charte Seymaz

CHARTRE DE COLLABORATION

entre
la Chambre genevoise d'agriculture (CGA), représentée par son
président
et
Coordination Rivières, représentée par Pro Natura, SeymazRivière et
le WWF, section Genève
et
le département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et
de l'énergie (DIAE), représenté par son président,

Article I **Principes généraux**

Par la présente Charte, les parties s'engagent dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renaturation de la Seymaz tel que décrit dans le PL 7852 et son exposé des motifs à faciliter une avancée rapide du projet respectant l'équilibre entre ses trois volets que sont: a) la renaturation de la Seymaz et de ses affluents; b) la résolution des problèmes hydrauliques sur la partie agricole notamment, en utilisant des moyens n'impliquant pas des galeries de décharge; c) en cas d'accord des propriétaires concernés, une amélioration foncière dans un large périmètre autour de la rivière et ses affluents.

Article 2 **Obligations de la CGA et des associations de protection de la nature**

Cet engagement, pour la CGA et les Associations de protection de la nature, porte en particulier sur: a) le soutien du PL 7852 devant la commission parlementaire et le Grand Conseil; b) une participation active à l'élaboration de l'étude d'impact; c) la renonciation à s'opposer aux conclusions de l'étude d'impact si celle-ci assure l'équilibre mentionné à l'article 1.

Article 3 **Obligations du DIAE**

Cet engagement, pour le DIAE porte en particulier sur: a) la garantie d'une association étroite des milieux agricoles et de ceux liés à la protection de la

nature au pilotage du projet; b) la formulation d'un mandat d'étude d'impact comprenant les trois volets susmentionnés; c) la renonciation à démarrer tous travaux avant que l'étude d'impact ne soit définitivement validée, à l'exception de ceux prévus à Rouélbeau, lesquels feront l'objet d'une étude particulière en concertation avec les signataires de la présente charte; d) la garantie d'un impact sur la zone agricole réduit à son minimum possible; e) la garantie d'une rémunération équitable pour les prestations d'intérêt général fournies par les agriculteurs (entretien des surfaces de compensation écologiques), indépendamment de l'évolution des paiements directs fédéraux.

Article 4 **Validité**

1 Le non respect de ses engagements par l'une des parties délie immédiatement les autres de tout engagement.

2 En cas de modification du projet de renaturation indépendante des parties et mettant en péril l'équilibre entre les trois volets de l'article 1, les parties sont immédiatement déliées de tout engagement.

3 En dehors de telles circonstances, la présente Charte reste valable durant l'application de l'ensemble des lois de renaturation de la Seymaz visant à concrétiser le "cadre général" décrit dans l'exposé des motifs du PL 7852, y compris celui-ci.

Fait à Genève, le 26 NOV. 1998

Chambre genevoise d'agriculture,
représentée par:
Michel Courtois, Président

Coordination Rivières,
représentée par:
WWFGenève, Mme SL, Présidente
Pro Natura, M. FD, Président
Seymaz-Rivière, Mme AB, Présidente et M. JMB, Vice-président

Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie
représenté par:
Robert Cramer, Conseiller d'État

Annexe 8 : Deuxième loi de renaturation de la Seymaz (L 8522)

Loi (8522) ouvrant un crédit d'investissement de 9 937 210 F pour des travaux de renaturation de la Seymaz et de ses affluents (réalisation des tronçons du secteur Chambet-Touvière)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève décrète ce qui suit :

Art. 1 Crédit d'investissement

1 Un crédit de 9 937 210 francs (y compris TVA et renchérissement) est ouvert au Conseil d'État pour la réalisation de travaux de renaturation de la Seymaz et de ses affluents (tronçons du secteur Chambet-Touvière). 2 Il se décompose de la manière suivante :

- Travaux et honoraires 7 693 500 F
- TVA (7,6%) 584 700 F
- Renchérissement 334 500 F
- Divers et imprévus 1 241 730 F
- Attribution au fonds cantonal de décoration 1% 82 780 F

Total 9 937 210 F

Art. 2 Budget d'investissement

Ce crédit sera réparti en tranches annuelles inscrites au budget d'investissement dès 2002, sous la rubrique 65.20.00.501.08.

Art. 3 Subvention fédérale

Dans le cas de l'octroi d'une subvention fédérale, celle-ci est déduite du montant du crédit figurant à l'article 1.

Art. 4 Financement et couverture des charges financières

1 Le financement de ce crédit (déduction faite d'une éventuelle subvention fédérale) est assuré, au besoin, par le recours à l'emprunt dans le cadre du volume d'investissement "nets-nets" fixé par le Conseil d'État, dont les charges financières en intérêts et en amortissements sont à couvrir par l'impôt. 2 Ce projet entre dans le cadre du programme de renaturation au sens des articles 107 à 111 de la loi sur les eaux, du 5 juillet 1961, lesquels prévoient un montant annuel alloué à cette fin dans le budget des grands travaux, d'au moins 10 millions de francs par an dès 1998.

Art. 5 Amortissement

L'amortissement de l'investissement est calculé chaque année sur la valeur d'acquisition (ou initiale) selon la méthode linéaire et est porté au compte de fonctionnement.

Art. 6 Loi sur la gestion administrative et financière de l'État de Genève

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur la gestion administrative de l'État de Genève, du 7 octobre 1993.

Art. 7 Utilité publique

L'ensemble des travaux résultant de la réalisation prévue à l'article 1 est décrété d'utilité publique au sens de l'article 3, alinéa 1, lettre a, de la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, du 10 juin 1933.

Annexe 9 : « La renaturation : un concept en constante évolution »
Document de réflexion élaboré par le Groupe d'accompagnement

Groupe de Projet Seymaz. Renaturation de la Seymaz - Etape II

La renaturation, un concept en constante évolution

Considérations initiales

La notion de renaturation ne saurait être détachée des contextes historiques successifs dans lesquels elle a pris forme. Le cas de la Seymaz intervient par exemple dans une histoire déjà forte de nombreuses opérations menées en Suisse, ailleurs en Europe ou encore en Amérique du Nord. Elle constitue ainsi une démarche en constante évolution, bénéficiant notamment de l'expérience accumulée et ouverte aux changements en cours, voire à venir, dans les rapports de l'homme avec son environnement. C'est désormais la base de connaissance dont ce dernier dispose dans ce domaine pour conjuguer au mieux les traces du passé, porteuses d'identité, et tout à la fois la durabilité mais aussi la flexibilité nécessaires pour affronter les défis du futur.

Dans cette perspective, il apparaît important de souligner que la renaturation doit demeurer une démarche vivante, suggérant une interprétation dynamique de ce qu'elle peut signifier, c'est-à-dire sensible aux incertitudes futures, plutôt que se voulant une réponse définitive à un problème actuel.

Trois aspects en partie contradictoires et en partie complémentaires sont tout spécialement à considérer :

- il ne s'agit pas de définir ce que la nature doit être en un lieu comme la Seymaz une fois pour toutes, mais de prendre des mesures propres à donner à cet espace physique les conditions initiales pour que son potentiel puisse se révéler, être à l'écoute et l'accompagner autant que le piloter; - la renaturation de la Seymaz, qui concerne un espace habité et fortement fréquenté, ne doit pas se faire « contre » les hommes, motivée par le souci de soustraire un espace-cible à l'action humaine, dans lequel la flore et la faune seraient préservées des nuisances que cette dernière tend à générer, mais bien « avec » la composante humaine, en particulier celle comprenant les usagers et riverains, et plus largement les habitants de la région genevoise; - cette exigence inclusive et non pas exclusive, suppose localement l'implication des agriculteurs et des riverains et plus globalement une logique négociée (résultant de l'usage des lieux, au sens large, et donc de responsabilités partagées) entre d'une part l'agglomération genevoise, avec ses parties urbaines denses, et d'autre part, son environnement péri-urbain, marquée par une emprise végétale et faunistique plus importante.

Historiquement, la renaturation apparaît comme une série d'entreprises visant à revenir sur quelques-unes des conséquences de l'industrialisation et de l'urbanisation de ces cent cinquante dernières années et du traitement appliqué dans ce cadre par l'homme à son environnement. Alors que jusque-là, on s'était efforcé d'exercer sur la

nature une maîtrise mécanique croissante, visant à juguler autant que faire se peut ses aspects imprévisibles et indésirables, il s'est agi depuis les années septante à quatre-vingts, de « reconquérir » de l'espace naturel au détriment de l'emprise humaine. Renaturation suggérerait donc reconquête de la nature par la faune et la flore – on a ensuite ajouté l'objectif de diversité- dans une logique d'espace sanctuaire préservé de l'effet potentiellement dommageable de l'homme.

Aujourd'hui, sur la base de deux, voire trois décennies d'efforts, ainsi que des débats et effets pervers que cette orientation a fait surgir, il n'est pas souhaitable de continuer sans autre dans ce sens.

Un concept à faire évoluer en fonction des expériences passées et des exigences actuelles et à venir

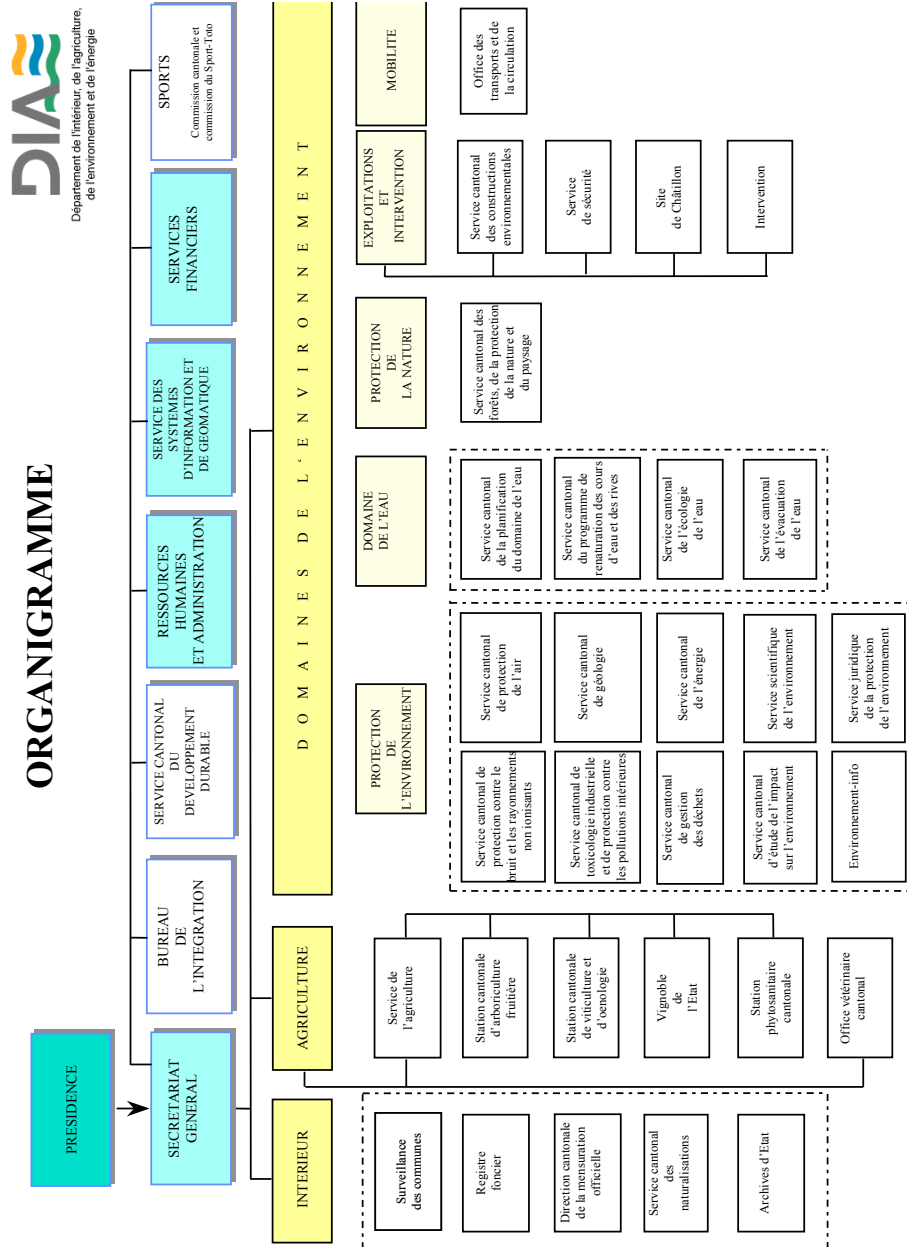
Les expériences passées ou en cours dans les gestion des rivières et des lacs, mais aussi l'évolution de notre société dans son ensemble (comme par exemple l'interdépendance à prendre en compte entre l'environnemental, le social et l'économique) fournissent une base de connaissances permettant de pousser plus loin la réflexion environnementale. Dans cette perspective de reformuler le cahier des charges de ce que peut/ doit être la renaturation, il apparaît ainsi urgent :

- de faire valoir une meilleure conjugaison des traces visibles issues du passé (inscriptions et rapports formels constituant le paysage, qu'ils soient enfouis dans le sous-sol ou suggèrent des espaces ouverts, avec des points de fuite fonctionnant comme autant d'éléments structurants), avec les valeurs à même de nous aider à affronter l'avenir, que les acteurs sociaux réels devront co-définir (agriculteurs, riverains, urbains, tous citoyens d'un même développement territorial) ;
- de s'avancer en direction d'une revitalisation des potentiels naturels avec un certain pragmatisme, en combinant mesures initiales (découlant des études et réflexions que nous menons), ouverture (à ce que la nature peut réellement devenir, sans décider d'emblée de ce qu'elle doit forcément être dans tous aspects), observation (de ce qui se passe au cours du temps), correctifs (en fonction des observations effectuées mais aussi de l'évolution de nos connaissances et de nos objectifs), et en tout temps, un certain niveau de réversibilité des options (nul ne sait ce que demain, au plan économique comme climatique, nous demandera comme adaptation).

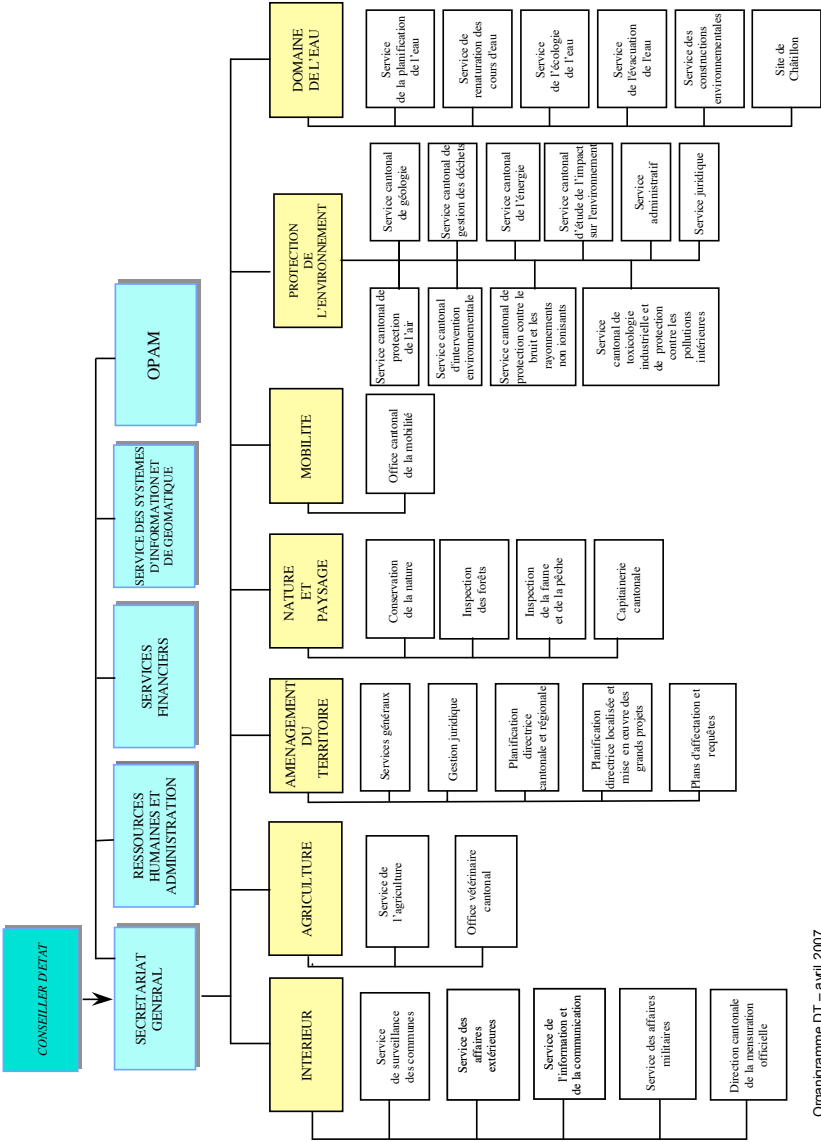
Qui est l'expert de la renaturation ?

Dans cette démarche, imaginer qu'une spécialité technique ou scientifique possède, en matière de renaturation, le statut d'expliquer, ou même d'imposer aux autres ce que notre rapport à notre environnement doit être, n'est pas durable, quelle que soit l'excellence et l'expertise de la discipline privilégiée. Notre rapport à l'environnement doit découler d'une interaction entre les acteurs concernés et de la connaissance que nous parviendrons grâce à cela à construire collectivement. La notion de nature, finalement très culturelle, doit idéalement s'intégrer dans une construction qui nous regarde tous (vision citoyenne et non pas « religieuse » de la nature).

Annexe 10 : Organigrammes du DIAE (à partir de 2003) et du DT



DEPARTEMENT DU TERRITOIRE (DT)



Organigramme DT – avril 2007